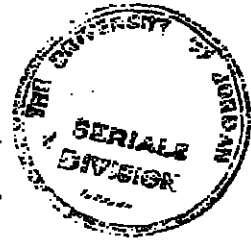


Avec ce numéro, supplément «Initiatives»

# Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15  
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14434 - 8 F  
MERCREDI 26 JUIN 1991

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Le prix du retrait soviétique

Le départ des derniers soldats soviétiques de Hongrie et de Tchécoslovaquie donne lieu ces jours-ci à de grandes festivités populaires à Prague et à Budapest : cérémonie publique de rasage des queues - rares, il faut le dire - Tchèques qui s'étaient laissés pousser la barbe le jour de l'invasion soviétique, en 1968, concerts de rock, grand bal le 30 juin à Budapest...

Mais derrière le soulagement de voir partir ces hôtes embarrassants et indésirables, derrière la fierté retrouvée, le retrait des troupes soviétiques laisse aux nouveaux régimes démocratiques d'Europe centrale un goût amer, celui d'un lourd contentieux loin d'être réglé.

Les relations entre l'URSS et ses anciens vassaux se sont en effet gravement détériorées ces derniers mois. Les différends sont, schématiquement, de trois ordres : la querelle financière sur le retrait des troupes soviétiques, le refus des pays d'Europe centrale - sauf la Roumanie - de signer le nouveau traité d'amitié proposé par Moscou après l'effondrement du pacte de Varsovie, et les difficiles relations économiques.

Le cas le plus délicat est celui de la Pologne, qui en est encore à tenter de négocier avec Moscou un calendrier de retrait des troupes de son territoire. Même si la négociation sur le transit des trois cent cinquante mille soldats soviétiques d'Allemagne paraît progresser, les relations sont encore trop mauvaises pour que le président Walesa puisse envisager de faire à Moscou la visite officielle qu'il ne cesse d'ajourner depuis son élection, en décembre dernier. Pour ne rien arranger, Varsovie doit traiter avec un général soviétique de la vieille école, le général Doubrine, qui multiplie les déclarations péremptives à la presse, accusant les Polonais de bloquer tout compromis et de vouloir « dicter leur volonté à l'URSS ».

PRAGUE et Budapest, qui ont bien voulu accepter un traitement de faveur en tenant compte des difficultés pratiques causées à l'Etat soviétique par le retard imprévu des centaines de milliers de militaires, ne sont pas récompensés pour autant. Non seulement l'URSS rejette toutes leurs estimations des dégâts considérables causés à l'environnement par la présence de l'armée rouge, mais elle réclame par-dessus le marché des sommes exorbitantes pour les « constructions » laissées sur place, la plupart du temps en piètre état et édifiées sans autorisation du pays hôte.

M. Gorbatchev demande aux Allemands plus de 40 milliards de deutschemarks. Les Hongrois ont eu la surprise, il y a une semaine, de voir l'URSS doubler le montant de la somme demandée jusqu'à 350 hangars. Quant aux Tchécoslovaques, ils menacent de ne pas livrer les matériaux promis pour construire des logements en URSS, si Moscou n'accepte pas leur estimation des dégâts.

Sans règlement de ce contentieux, Moscou ne peut pourtant espérer normaliser ses relations diplomatiques et économiques avec des pays avant tout soucieux de se raccrocher à l'Occident, et qui, s'ils ont toujours besoin de commercer avec l'URSS, veulent le faire souverainement et sans plus d'humiliations.

M0147 - 0826 0 - 6.00 F



Lui reprochant ses contacts avec des puissances étrangères

## Les autorités françaises précisent leurs accusations contre M. Diouri

Deux mille personnes ont défilé, lundi 24 juin, à Paris, pour protester contre l'expulsion vers le Gabon d'Abdelmoumen Diouri. Le secrétaire général de la Fondation France-Libertés, que préside M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, participait à cette manifestation. Le chef de l'Etat a, quant à lui, justifié cette décision, reprochant à l'opposant marocain « un manquement répété au devoir de réserve ». Qualifiant M. Diouri d'« affairiste », M. Philippe Marchand, le ministre de l'intérieur, a révélé mardi que celui-ci entretenait des relations avec des groupes islamistes qui « veulent déstabiliser la Maghreb ».

## Un étrange opposant

par Jacques Amalric

Après quelques jours de silence et devant la vague de protestations soulevée par l'expulsion en direction du Gabon de M. Abdelmoumen Diouri, le président de la République vient enfin de prendre ses responsabilités.

Oui, c'est bien lui qui a donné le feu vert pour un recours à la procédure d'urgence absolue car l'intéressé « a multiplié les infractions (...) sur plusieurs terrains. Il est arrivé un moment où la limite est atteinte et l'expulsion décidée (...) ». La France ne peut pas entrer en difficulté avec tous les pays qui comptent des réfugiés politiques sur son sol. C'est ce qu'a déclaré M. Mitterrand lundi 24 juin à Dunkerque à l'issue du sommet franco-britannique.

Ces explications tardives ne justifient

cependant en rien le recours à la procédure d'urgence. D'autant qu'on reconnaît volontiers, de source officielle, avoir envisagé dès le mois de janvier, en pleine guerre du Golfe, l'expulsion de M. Diouri. Il a fallu faire partie de la vingtaine d'étrangers pro-irakiens qui ont été expédiés en direction du Yémen le 21 janvier.

On paraît aujourd'hui regretter en haut lieu, notamment au Quai d'Orsay, que l'occasion n'ait pas été saisie par M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur. Qui, en pleine guerre du Golfe, se serait soucie du sort réservé à l'opposant marocain ? « Ce n'était qu'une option », dit-on Place Beauvau.

Lire la suite page 4 et page 2 les points de vue de M<sup>me</sup> MASPERO et JULIEN-LAFERRIERE

## L'échappée slovène

La plus frondeuse des Républiques yougoslaves se « dissocie » mercredi 26 juin, de la Fédération. La Croatie s'apprête à faire de même

par Alain Debove

« S'ils veulent quitter la Yougoslavie, qu'ils s'en aillent, on n'a pas besoin d'eux ! » Pendant des années, les Serbes ont ainsi parlé - en des termes souvent beaucoup plus crus - des quelque deux millions de Slovènes, de leur « égoïsme », de leurs tentatives « séparatistes » et de leur entêtement à toujours faire bande à part - économiquement, politiquement, militairement - au sein de la Fédération.

En principe, l'heure est maintenant venue. Mercredi soir 26 juin, de grandes cérémonies sont prévues à Ljubljana pour célébrer la déclaration d'indépen-

dance et de souveraineté de la Slovénie qui, officiellement, se « dissocie » de la Yougoslavie. La Croatie s'apprête à faire de même avant la fin du mois.

Cette nouvelle étape de la crise yougoslave semble surprendre les intéressés. Pris dans l'engrenage, ils paraissent un peu étonnés d'en être arrivés là. En l'espace de deux ans, les six Républiques (à l'exception encore de la Serbie) se sont débarrassées tour à tour de leurs anciens dirigeants communistes.

A l'issue d'élections libres, ceux-ci ont cédé la place à des démocrates, à des « socialistes » et surtout à d'anciens communistes condamnés au silence par

Tito et qui se sont taillé une énorme popularité en tenant des discours franchement nationalistes bannis du temps du maréchal.

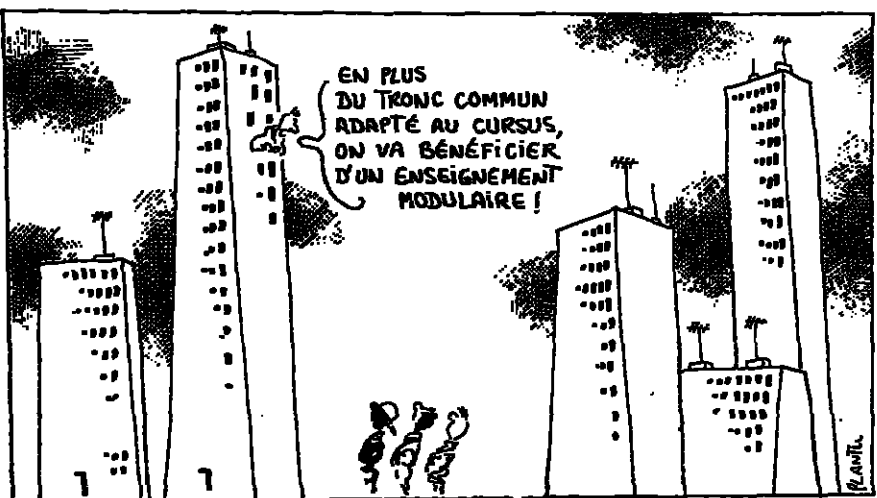
Les deux principaux protagonistes sont aujourd'hui Slobodan Milosevic en Serbie, partisan d'une Yougoslavie fédérale et centralisée dans laquelle sa République retrouverait une place dominante ; et Franjo Tudjman en Croatie, qui prône, avec les Slovènes, un modèle confédéral souple, au sein duquel chaque Etat serait souverain. Les négociations au sommet, qui ont duré des mois, n'ont donné jusqu'à présent aucun résultat.

Lire la suite page 6

Appliquée progressivement dès la rentrée de 1992

## La réforme des lycées prévoit de diminuer le nombre des sections

M. Jospin a rendu public, mardi 25 juin, l'ensemble de son plan de « rénovation » des lycées. Cette réforme repose sur une simplification, autour de quelques grandes disciplines, des filières générales et technologiques du lycée et du baccalauréat. Elle introduit, d'autre part, des modules de soutien aux élèves et un système d'options plus souple. Enfin, elle entraînera un allègement des horaires et, à terme, des programmes. La réforme devrait être mise en œuvre à partir de la rentrée 1992 en classe de seconde puis étendue progressivement, jusqu'en 1995, aux classes de première et de terminale.



Lire nos informations page 9

## Le malaise des harkis

Une certaine tension persiste dans la communauté harki de la cité des Oliviers, à Narbonne, où une quatrième personne a été incriminée à la suite des affrontements du week-end. Le sous-préfet a été autorisé à mener des négociations avec les manifestants.

Près d'Aix-en-Provence, dans la nuit de lundi à mardi, une centaine de jeunes fils de harkis ont dressé un barrage de pneus enflammés sur une route départementale en signe de solidarité avec les jeunes gens incarcérés à Narbonne.

Le délégué du gouvernement aux rapatriés, M. Maurice Benassayag, devait s'entretenir avec M<sup>me</sup> Edith Cresson, mardi, de la suite à donner à la « mission de réflexion » instituée en décembre dernier par M. Michel Rocard.

Lire page 7 le reportage de MICHEL MÉANES à Narbonne et le commentaire d'ALAIN ROLLAT

## SCIENCES • MÉDECINE

La peur du sang : le chute des dons, sensible depuis 1988, s'est accentuée ces dernières semaines. La contamination silencieuse. L'alcool : consommer sans modération. Le point de vue. Une recherche agonisante, par le professeur Jacques Weill. Un entretien avec un directeur de recherche à l'INRA.

pages 11 à 13

## Combattre le fascisme

Le Front national véhicule une idéologie raciste que la droite et la gauche doivent combattre

par Henri Emmanuelli

« Le fascisme n'est pas si improbable, il est même, le crois, plus près de nous que le totalitarisme communiste. A nous de savoir si nous sommes prêts, pour l'éviter, à résister aux utopies et aux démons de la destruction. Je n'étais bon ni pour tyran ni pour esclave », disait Chateaubriand. Je souhaite que demain les dirigeants et les citoyens de mon pays soient pénétrés de cette maxime. »

Quel auteur pour ces lignes prémonitrices écrites en 1974 ? Un brigadiste nostalgique ? Un socialiste en mal d'électorat ? Non. Elles sont l'œuvre d'un homme de droite, héritier direct de de Gaulle et président de la République française depuis cinq ans lorsqu'il les écrivit. D'un homme qui, de surcroît, se sachant atteint d'un mal incurable, devait avoir à cœur

de parler vrai pour l'histoire. Ces phrases sont, en effet, les dernières lignes du « noug gordien » de Georges Pompidou.

La crainte et le souhait qu'elles expriment seraient-ils définitivement oubliés par les hommes qui étaient alors ses ministres et sont aujourd'hui les leaders de la droite parlementaire, au moment même où le Front national déforme un nombre croissant de consciences démocratiques ? On peut le craindre en écoutant aujourd'hui ces leaders s'engouffrer directement ou par personne interposée dans la thématique raciste - comme l'a établi Benjamin Stora - chère à M. Le Pen.

Lire la suite page 2

► Henri Emmanuelli, ancien ministre, est membre du secrétariat national du PS et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

LA BOUTIQUE

Cartier  
L'ART D'ÊTRE UNIQUE  
13, RUE DE LA PAIX, PARIS. 42.61.58.56





# ÉTRANGER

La rencontre franco-britannique de Dunkerque et la préparation du conseil européen de Luxembourg

## Les Douze recherchent un compromis sur l'union politique

« Quand on parle de l'union économique et monétaire, on dessine le paradis; quand on parle de l'union politique, on dessine un pas intermédiaire, on n'a pas le paradis parce qu'on ne sait pas comment se présente le projet d'union européenne, à mi-chemin des conférences intergouvernementales qui doivent aboutir à la réforme des traités européens. »

Vendredi 28 et samedi 29 juin, à Luxembourg, les chefs d'Etat et de gouvernement et le président de la Commission européenne essaieront de définir ce pas intermédiaire, compromis sur une avancée en matière

d'union politique. Nombreux sont ceux qui estiment que ce compromis ne mènera pas à une réforme fondamentale.

D'abord, parce que les négociateurs ont déjà en tête la prochaine conférence intergouvernementale, qui devra consacrer à l'élargissement de la Communauté (la France a évoqué l'année 1996), et à laquelle il est tentant de reporter les questions épineuses. Ensuite, parce que, soucieux de parvenir à un résultat immédiat, la présidence luxembourgeoise a élaboré un projet de traité qui, en ne fixant pas de cadre rigide, peut satisfaire presque tout le monde (seuls les Britanniques et les fédéralistes le contestent). Les Luxembourgeois ont révisé leur premier

projet : la « brigue » - la longueur du document lui avait valu ce surnom à Bruxelles - a été revue après avoir provoqué le courroux de la Commission et des Etats les plus fédéralistes.

Pour autant, l'idée de construire une union européenne faite de trois piliers (la politique étrangère et de sécurité; les politiques de coopération entre ministères de l'intérieur; la Communauté, telle que nous la connaissons) dont les deux premiers n'impliqueraient pas le Parlement européen et la Commission de la même façon que le troisième, n'est pas abandonnée. Mais le « chapeau » du traité a été modifié afin de rassurer ceux qui voient dans cette structure une mise en cause de l'équilibre institutionnel. « L'union dis-

pose d'un cadre institutionnel unique qui assure la cohérence et la continuité des actions menées (...) tout en respectant et en développant l'acquis communautaire », stipule le document qui sera soumis vendredi aux Douze.

Un document typique du caractère évolutif de la construction européenne : la porte s'ouvre à la politique étrangère et de sécurité, mais les Etats membres restent libres de la pousser au coup par coup. Pour les fédéralistes, ce n'est pas assez, pour les Britanniques, c'est trop. Côté français, la formule ne saurait déplaire.

MARIE-PIERRE SUBTIL

### La « querelle fédérale »

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Quelle répartition des pouvoirs dans la Communauté de demain, rebaptisée « Union », pour sauvegarder la place d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC)? Quel profil pour le nouvel exécutif communautaire? La controverse, qui aurait pu paraître surmontée, a rebondi. Lors du concile du dimanche 23 juin (le Monde du 25 juin), les Etats membres les plus fédéralistes - la Belgique et les Pays-Bas soutenus par l'Allemagne - ont estimé qu'il serait prématuré que le Conseil européen des 28 et 29 juin prenne acte du projet luxembourgeois de structure du traité.

La situation est paradoxale : personne ne conteste que les procédures appliquées à la PESC ne peuvent, à ce stade, être les mêmes que celles utilisées dans l'activité communautaire traditionnelle et qu'elles doivent faire une large place au Conseil européen. Mais, pour souligner qu'il s'agit là d'une situation provisoire qui ne doit pas mettre en péril une évolution vers une structure purement fédérale, la Commission et ceux qui la soutiennent préfèrent que le traité, quitte à prévoir des dérogations pour la PESC, fasse référence à un modèle communautaire unique.

Les Français, qui s'y sont opposés, se voient reprocher d'être inspirés par une vieille anxiété de vouloir faire resurgir le plan Fouchet, l'Euro des patries, la coopération intergouvernementale, au détriment d'un modèle communautaire qui pourtant, répète-t-on, n'aurait en oubliant les tristes années de stagnation, a fait ses preuves.

On répond, à Paris, que les plus archaïques ne sont pas forcément ceux qui sont ainsi montrés du doigt. Est-il convaincant de vouloir faire resurgir, vingt-cinq ans après la crise de la chaise vide, la querelle institutionnelle, comme si la Communauté n'avait pas étonnamment changé de visage? Grâce à l'acte unique, grâce au traité en cours de gestation, la fragile union douzière devient une puissante union économique et monétaire, interférant dans l'essentiel des activités de 340 millions de citoyens et dont le plein légitimité est en passe d'être affirmée grâce à la mise en œuvre d'une politique étrangère et, demain ou après-demain, d'une

politique de défense communes.

Pour-on parler de démarche intergouvernementale dans une Communauté où, depuis le bond en avant de l'acte unique, la quasi-totalité des décisions concernant la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux, des services sont prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité (sachant, de surcroît, que les Douze s'apprêtent à étendre cette règle de la majorité à une longue liste de thèmes supplémentaires, tels l'environnement, la recherche, peut-être la politique industrielle et sociale)?

#### Un avenir non figé

La synthèse de M. Poos, tout en mettant en relief le caractère unitaire de l'activité des Douze, présente l'avantage de ne pas figer dans une Communauté en pleine évolution - pensons aux élargissements de demain - la place de chacune des institutions. Tactiquement, c'est la sagesse même si l'on veut progresser, alors que, dans ce débat, certains redoutent au moins autant une structure supranationale centralisée que d'autres un retour à la coopération intergouvernementale, prémice redoutable à leurs yeux d'un directoire des plus grands.

La Commission aspire à des garanties. Personne ne cherche à la mettre hors jeu, mais, déjà dans cette Communauté, et davantage encore dans l'union de demain, la réalité du pouvoir appartient à ceux qui sauront l'exercer. La Commission Delors - à côté d'un Conseil européen qui n'a pas eu besoin de l'imprimatur d'un traité pour jouer pleinement son rôle d'animation - en a fait la démonstration - et avec quel panache! depuis six ans. Son attitude frileuse n'en est que plus incompréhensible.

L'Europe a besoin d'une politique étrangère commune pour exercer une influence à la mesure de sa puissance économique et commerciale. Mais la majorité des Etats membres (dont la France) ne veulent pas, à ce stade, prendre le risque de se faire neutraliser par le jeu de majorités faibles. La vocation fédérale de l'union, que la France est la première à vouloir inscrire dans le traité, ne peut être le résultat que d'une approche graduelle. Il se vérifiera sans doute que c'est l'opinion dominante dans la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

## La Grande-Bretagne a reçu l'assurance qu'aucune « embuscade » ne lui serait tendue lors du prochain sommet



années parallèlement aux espèces nationales, et dont l'initiative revient à un chancelier de l'Echiquier qui s'appellait alors John Major - « a permis de déboucher la situation ».

Les Britanniques ont soigneusement résumé Dunkerque comme un « progrès modeste » dans la bonne voie. On en reste donc au schéma suivant : « Pour la France, l'objectif d'une monnaie unique est un postulat. Pour la Grande-Bretagne, ce serait, le cas échéant, une conséquence » (de la convergence des politiques économiques des Douze, NDLR), selon la formule de M. Mitterrand. En matière politique, « l'idée d'une Europe fédérale n'est pas attrayante pour les Britanniques », affirme M. Major qui préfère la formule, quasi gaullienne d'une « union toujours plus étroite des peuples d'Europe ».

M. Mitterrand a eu le bon goût de dire à Dunkerque que « la Grande-Bretagne ne se laisse jamais forcer la main » et que « les autres pays de la Communauté ne cherchent d'ailleurs pas à la lui forcer ». M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, et son homologue britannique, M. Tristan Garel-Jones ont donc encore de nombreux coups de téléphone en perspective. On attendra décembre pour voir plus clair. L'essentiel est que les Français ont accepté de se calmer et d'attendre un peu. M. Major, très flegmatique, a dit tout le bien qu'il pensait de sa première rencontre avec M. Cresson.

Malgré les sourires des ministres de la défense MM. Joxe et King, rien n'a bougé sur le dossier de la défense et de la sécurité européennes. On s'est contenté de faire l'étage de la coopération franco-britannique pendant la guerre du Golfe et la crise larvée. Il semble par ailleurs que M. Pierre Bérégovoy et son homologue M. Norman Lamont aient eu une conversation intéressante, qui a paru prometteuse aux Britanniques. Ceci en fait conclure que les Français étaient prêts à accepter le renforcement de l'écu (« l'écu fort », cher à M. Major) pendant la deuxième étape de la construction monétaire européenne qui doit commencer, officiellement, le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

DOMINIQUE DHOMBRES

(1) Du 27 mai au 4 juin 1990, l'opération « Dynamique » a permis de faire passer en Angleterre 200 000 soldats britanniques et 130 000 Français encadrés dans la poche de Dunkerque.

#### DUNKERQUE

de notre envoyé spécial

Le grand problème de M. Major est d'éviter, alors qu'il traverse une passe difficile dans les sondages, d'apparaître faible sur le devant de la scène. Derrière lui, en véritable statue du Commandeur, M. Thatcher n'a pas renoncé à sa croisade, désormais encore un peu plus solitaire, contre le cauchemar d'un « super-Etat » européen dominé par les Français en général et M. Jacques Delors en particulier.

Au sein du Parti conservateur, une minorité, d'autant plus redoutable qu'elle est en perte de vitesse, est décidée à pratiquer la politique du pire : plutôt perdre les prochaines élections générales (qui pourraient avoir lieu au printemps 1992) que le goût et le sens du grand large... La propension de certains « Tories » à tout faire pour ne payer une cure d'opposition, alors que les travaillistes caracolent à dix points d'avance dans les sondages, est encore accentuée par le scénario Colombey-les-Deux-Eglises (en français, s'il vous plaît) que l'on prête aux partisans les plus fanatiques de la « Dame de fer ». Il s'agit, en d'autres termes, de déstabiliser définitivement M. Major à propos de l'Europe, de provoquer son départ du 10 Down-

ing Street, un sursaut du pays et un retour triomphal de M. Thatcher. Celle-ci ne serait alors restée que quelques mois dans le désert de sa triste maison de la banlieue sud de Londres. Ces subtilités britanniques n'ont pas entièrement échappé aux Français.

#### M. Major gagne six mois

L'entente cordiale souffre toujours de la comparaison avec le couple franco-allemand. « Les sommets franco-britanniques ne nous ont jamais à la grande-messe. Ils sont plus courts jusqu'à ne durer que quelques heures. On n'y fait pas donner les autres... » Ce commentaire français résume bien une situation qui est peut-être en train de changer. Le chancelier Kohl est venu mardi 25 juin à Paris, pour une très brève visite, destinée à mettre au point avec M. Mitterrand, la stratégie du couple avant le conseil européen de Luxembourg. Les Allemands se sont à l'évidence rapprochés des positions attentistes, en tout cas prudentes, des Britanniques.

Dunkerque, avec ses reminiscences de repli stratégique vers les îles britanniques, l'opération « Dynamique » de l'été 1940 (1) - se prêtait admirablement à tous les scénarios-catastrophes. Le temps était exécrable et les enfants des écoles, rassemblés dans le centre de la sous-préfecture

du Nord par les soins de M. Michel Delebarre, maire de Dunkerque et ministre de la ville, avaient bien du mérite à demeurer sous la pluie froide de la soirée. Mitterrand et M. Mitterrand, le passage du président, M. Major, qui n'a pas encore une grande expérience du continent, semblait un peu médusé par ce spectacle.

Ce sommet franco-britannique de Dunkerque a permis à M. Major de gagner six mois, avant le conseil européen de Maastricht (Pays-Bas) en décembre prochain. La promesse qu'il n'y aurait pas cette semaine à Luxembourg d'embuscade tendue aux Britanniques par les fédéralistes européens laisse évidemment ouverte la question de savoir ce qui sera décidé en décembre à Maastricht, à la fin de la présidence néerlandaise de la Communauté.

M. Major souhaite que l'on se limite à Maastricht à « faire l'inventaire » de ce qui a été accompli en matière de construction politique, économique et monétaire européenne par les deux conférences intergouvernementales en cours. M. Mitterrand désire évidemment qu'on aille un peu plus loin. Dans le grand débat entre monnaie commune et monnaie unique, le président de la République maintient le cap en faveur de cette dernière, mais il a la politesse de dire que la proposition d'une monnaie commune, l'« écu fort » - circulant pendant des

□ Nouvelle grève des fonctionnaires de la Communauté européenne. - Les fonctionnaires de la CEE se sont prononcés lundi 24 juin, à une très large majorité, en faveur d'une nouvelle grève, mardi et mercredi. Les 25 000 fonctionnaires européens, qui avaient déjà cessé le travail lundi et mardi derniers, ont rejeté les dernières propositions de la direction modifiant le système d'indexation des salaires et limitant la progression des salaires les plus élevés. - (Reuters.)

□ Rencontre entre M. Kohl et M. Gorbatchev le 5 juillet à Kiev. - Le chancelier allemand Helmut Kohl rencontrera le président Mikhaïl Gorbatchev le 5 juillet à Kiev, a annoncé lundi 24 juin, à Bonn, le porte-parole du gouvernement. Sauf surprise, M. Kohl sera le seul dirigeant du groupe des sept pays les plus industrialisés à voir M. Gorbatchev avant le sommet de Londres, à l'issue duquel le président soviétique doit rencontrer ses sept partenaires. - (AFP, Reuters.)

□ Mobilisation des Nations unies pour des réfugiés soudanais. - Les Nations unies ont annoncé, lundi 24 juin, à Nairobi, au Kenya, l'organisation d'un pont aérien pour quelque 120 000 réfugiés soudanais, qui ont fui l'Éthiopie pour regagner leur pays. Un Hercules C-130 devait effectuer, à partir de mardi, des rotations régulières entre le Kenya et la ville de Naïrob, dans le sud du Soudan. - (AFP, Reuters.)

## PROCHE-ORIENT

IRAK : pour protéger les Kurdes

### Washington envisage la création d'une force de réaction rapide

La Maison Blanche, confirmant des informations en provenance de Turquie (le Monde du 22 juin), a indiqué, lundi 24 juin, que les Occidentaux envisagent la création d'une force de réaction rapide afin de garantir la sécurité des Kurdes irakiens. Le porte-parole de la présidence américaine, M. Martin Fitzwater, a précisé que cette force, si elle était créée, viendrait s'ajouter au contingent déployé par les Nations unies dans la région.

« La question de la mise en place d'une force dans la région après le retrait des forces alliées du nord de l'Irak est en train d'être examinée », a déclaré le porte-parole. « Il s'agit d'une force multinationale de réaction rapide qui pourra s'ajouter aux forces de l'ONU pour maintenir la sécurité dans la région ». « Il a ajouté, M. Fitzwater n'a toutefois pas fourni de précisions sur les modalités de la mise en œuvre de l'opération. Mais il a indiqué qu'il s'agit d'assurer la protection des Kurdes qui craignent des mesures de répression dès que les troupes alliées seront parties. Sur place, les

consultations se poursuivent entre les différentes formations ayant pris part à la rébellion kurde pour évaluer les résultats de trois mois de négociations avec le régime de M. Saddam Hussein sur l'autonomie du Kurdistan. L'un des deux principaux dirigeants kurdes, M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a multiplié les manifestations d'optimisme sur les chances de signature d'un accord (le Monde du 25 juin). Cet optimisme est, cependant, loin d'être partagé par l'autre figure de la révolte kurde, M. Jalal Talabani,

responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui déclarait récemment que « les négociations entre les Kurdes et le gouvernement central de Bagdad pourraient durer encore très longtemps ». M. Talabani avait engagé, en avril, les pourparlers avec le gouvernement irakien, que M. Barzani a poursuivis. Celui-ci, a, quant à lui, déclaré samedi : « Je ne sais pas si l'accord sera signé cette semaine, mais il sera signé ». M. Barzani doit regagner Bagdad dès la conclusion des concertations entre Kurdes. - (AFP, Reuters.)

□ KOWEÏT : l'URSS préoccupée par les procès pour collaboration. - Moscou a fait part, lundi 24 juin, de sa préoccupation devant la façon dont se déroulent les procès politiques au Koweït. Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a indiqué que l'URSS, bien que comprenant le droit du Koweït à punir les personnes jugées coupables d'atrocités, était troublée par les récentes

informations concernant la condamnation à mort de plusieurs accusés. « La brutalité ne peut justifier une autre brutalité. Un procès ne devrait pas se transformer en représailles », a-t-il notamment dit. Vingt-neuf personnes ont été condamnées à la peine capitale depuis l'ouverture, le 24 mai, dans l'émirat, des procès pour collaboration avec l'occupant irakien. - (Reuters.)

### L'Espagne et le Portugal adhèrent à la convention de Schengen

En signant la convention de Schengen, mardi 25 juin, à Bonn, l'Espagne et le Portugal devaient élargir à huit le cercle des pays de la Communauté européenne déterminés à créer un espace sans frontières intérieures d'ici à la fin de l'année 1992.

La convention, paraphée le 19 juin 1990 par la France, l'Allemagne et les pays du Benelux,

rejoints ensuite par l'Italie, faisait l'objet de pourparlers avec Madrid et Lisbonne depuis environ six mois, l'harmonisation des politiques d'attribution des visas posant les principales difficultés. Approuvé par l'Assemblée nationale française le 23 mai, le projet de loi portant ratification de la convention doit faire l'objet d'un débat au Sénat jeudi. - (AFP.)

### M. André Lewin nommé ambassadeur en Autriche

M. André Lewin a été nommé ambassadeur de France en Autriche, en remplacement de M. Jean Noiville.

[Né le 26 janvier 1934, M. André Lewin est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques, et ancien élève de l'ENA. Chef de cabinet de ministères des postes et télécommunications (1968), du ministère de l'Industrie

(1968-1969), puis du ministre chargé du plan et de l'aménagement du territoire (1969-1972), il a également été porte-parole du secrétaire général des Nations unies à New-York (1973-1975), ambassadeur à Conakry et chef du service des Nations unies et des organisations internationales à l'administration centrale. Depuis 1987, il était ambassadeur à New-Delhi.]

Plus d'auteur, plus de livre

## DIPLOMATIE

Les suites de l'expulsion d'un réfugié politique marocain au Gabon

## Le ministre de l'intérieur justifie la mesure prise contre M. Diouri par ses contacts avec des groupes fondamentalistes du Maghreb

Quelque deux mille personnes se sont rassemblées, lundi 24 juin, près du ministère de l'intérieur, à Paris, à l'appel d'une trentaine d'organisations de gauche et d'associations de défense des droits de l'homme, pour protester contre l'expulsion qualifiée de «deshonorante» de Abdelmoumen Diouri, opposant marocain. Plusieurs personnalités marchaient en tête du cortège : entre autres, MM. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, Gilles Perrault, auteur de *Notre ami, le Roi Jean-Michel Bérégovoy*, député PS de l'Allier, Jean-Paul Kauffmann, ancien otage au Liban, et Raphaël Doueb, secrétaire général de la Fondation France-Libertés, que préside M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand.

Cette expulsion, qui a créé une belle tempête dans les milieux de gauche, M. Mitterrand l'a justifiée, lundi, à Dunkerque, lors d'une conférence de presse réunie à l'issue du sommet franco-britannique. «A plusieurs reprises, sur plusieurs terrains», a-t-il dit, M. Diouri «a

multiplié les infractions» et «il est arrivé un moment où la limite est atteinte et l'expulsion décidée». «On ne peut pas accepter qu'il y ait un manquement répété, presque continu, au devoir de réserve», a ajouté le chef de l'Etat, faisant valoir que «la France ne peut pas entrer en difficultés graves avec tous les pays qui comptent des réfugiés politiques sur notre sol».

Précisant les «accusations» officielles portées contre M. Diouri, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a indiqué, mardi matin, sur les ondes de RTL, que l'opposant marocain «fréquentait des groupes fondamentalistes qui veulent déstabiliser le Maghreb». Qualifiant celui-ci d'«affairiste», il a noté qu'il vivait dans un appartement de 250 mètres carrés à Neuilly, avec deux employés de maison, qu'il avait des biens immobiliers à l'étranger et «pas de justification d'un centime de revenus». Il a révélé - sans en dire plus - que M. Diouri avait été condamné à 18 mois de prison pour détournement de fonds, par le tribunal correctionnel de Nanterre.

Le ministre a souligné que M. Diouri avait été «prévenu à plusieurs reprises avant son expulsion et que les tribunaux jugeront de la validité de celle-ci». «Ce

n'est pas parce que l'on a des relations avec les milieux intellectuels qu'on ne doit pas se tenir à carreau», a lancé M. Marchand, ajoutant que, depuis un mois et demi, l'opposant marocain «a eu quelques activités qui étaient les gouttes qui faisaient déborder le vase».

La première réaction des responsables marocains est venue, lundi, de l'agence officielle de presse MAP. Dans un long commentaire, celle-ci assure, en effet, que «les autorités n'ont jamais demandé, sous quelque forme que ce soit, ni l'expulsion de France ni aucune restriction de la liberté d'action d'un homme «subitement projeté par ses manipulateurs au devant de la scène» et dont elle souligne le «rôle purement folklorique».

## L'indignation de M. Kouchner

Pour MAP, cette mesure «relève donc de l'exclusive souveraineté de la France et se rattache à ses intérêts nationaux et à sa propre sécurité». Elle dénonce la «base campagne de désinformation, qui coïncide avec le début de l'application du plan de paix onusien au Sahara et vise, en réalité, à entraver la marche du royaume du Maroc vers le parachèvement de

son unité territoriale». Cette décision a «choqué et indigné» M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, interrogé, lundi, sur Antenne 2. «Si on avait voulu faire la publicité de ce livre [il parle de l'ouvrage de M. Diouri], on ne s'y serait pas pris autrement, a-t-il commenté. Et si on m'avait demandé mon avis, je pense qu'il n'aurait pas fallu l'expulser maintenant. Et de conclure : «Je crois que nous aurons des explications très sérieuses plus tard». Déjà, M. Marchand vient de lui reprocher ce manquement à la solidarité gouvernementale.

Porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne est revenu, lundi, à la charge. Constatant «l'iniquité légitime de l'opinion», il a souligné que «cette question ne reste pas dans l'ombre ou ne justifie pas toutes sortes d'explications qui semblent relever du fantasme». De leur côté, le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France ont condamné, dans un communiqué commun, «la violation du droit d'asile par un gouvernement qui se prétend le champion des droits de l'homme».

Quant au Groupement d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GSTI), il dénonce «l'impossibilité dans laquelle M. Diouri, réfugié statutaire en France, s'est vu déposséder d'un quelconque recours avant l'arrêt d'expulsion, en violation de l'article 32 de la convention de Genève sur le statut des réfugiés».

Me Mourad Oussedik, l'avocat de l'opposant marocain, a déposé, lundi après-midi, entre les mains du doyen des juges d'instruction de Paris, une «plainte, avec constitution de partie civile, contre X, pour atteinte à la liberté et séquestration illégale et arbitraire». Après s'être entretenu au téléphone avec son client, il a indiqué que celui-ci lui avait dit «qu'il était assigné à résidence au Maroc». La Ligue des droits de l'homme, de son côté, a annoncé qu'elle «édifiera l'ouvrage de M. Diouri si son éditeur en est empêché».

JACQUES AMALRIC  
(1) Réquisitoire contre un despote : pour une République au Maroc, Ed. Albin.

## «S'ils ne veulent pas de moi, c'est leur affaire»

Abdelmoumen Diouri savait-il que ses jours en France étaient comptés? Il évoquait, dans un entretien accordé à l'agence Camarove, le 8 mai dernier, à Paris, le risque d'une expulsion «il ne se passait pas un jour sans que des autorités françaises ne le voient publier hors de l'Hexagone son livre, intitulé A qui appartient le Maroc?». «Ça fait trente-cinq ans que je m'occupe de ce livre. Je suis passé par la condamnation à mort... J'ai été torturé pendant trois mois... J'ai jusqu'au bout. Qu'ils m'expulsent! C'est leur affaire».

«Je ne demande pas de l'aide à la France», ajoutait-il. Mes enfants nés à Paris ne sont pas français. Jamais, je n'ai accepté d'être français. Je n'ai jamais pris 1 franc de la France. Je n'ai jamais gagné 1 franc en France. S'ils ne veulent pas de moi, qu'ils me le fassent savoir. Je n'ai qu'à prendre mes bagages et partir ailleurs : le monde est vaste...»

M. Diouri ne trouve pas de mots pour exprimer [sa] déception de la France socialiste. A son avis, «les socialistes ont fait plus que le droit et continuent de faire plus que le droit». Pour lui, le soutien de la France au Maroc n'a jamais été aussi fort que depuis que les socialistes sont au pouvoir. Et d'affirmer que «Hassan II paie la gauche, comme il paie la droite». «Il aide le Front national», car celui-ci était le jeu des socialistes. «La France colonialiste», dit-il, ne pourra jamais trouver quelqu'un de plus docile que Hassan II. «A l'an croix», «le Maroc est victime d'arrogance entre les Américains et les Français, car [il] est le passage obligé pour pénétrer l'Afrique et même le monde arabe».

M. Diouri avoue : «Si la France ferme les yeux sur ce qui se passe au Maroc, elle aura des comptes à rendre. A l'heure où le monde n'a mis les ressources du sous-sol de son pays au nom d'une société à lui, en l'occurrence l'Ornium nord-africain (ONA), dont le président, M. Fouad Filali, n'est autre,

d'après lui, que «le gendre de Hassan II et le véritable patron du Maroc».

Sa fortune, déclare M. Diouri, le roi la tire essentiellement du trafic de la drogue. Depuis huit ans, raconte-t-il, un Boeing 747 assure, chaque semaine, la liaison Casablanca-Rio-de-Janeiro, avec trois ou quatre personnes à bord. Selon lui, cet avion gros porteur «part à vide et ramène des contenus de pâte à coca», qui est transformée dans le palais de Sidiat, près de Rabat.

C'est le général Oufkir qui avait, à l'époque, installé cette «pâte raffinée» dans le palais et en avait confié la marche à quatre mercenaires français - dont le dénommé George Bouché - «qui avaient enlevé Mehdi Ben Barka et s'étaient réfugiés au Maroc». Ceux-ci, note-t-il, ont été exécutés en 1983, en même temps que «Ahmed Dirm, qui le sera par Hassan II et qui avait remplacé Oufkir à la tête de la Sûreté nationale».

Le vol Casa-Rio a été récemment arrêté car jugé «délicieux», ajoute M. Diouri, mais, précise-t-il, «nous avons la certitude que le revenu de cette raffinerie - qui fonctionne toujours - se situe autour de 6 à 10 milliards de dollars par an». A cet égard, il affirme avoir averti, il y a un an et demi, le ministre marocain de l'intérieur que «des personnalités très importantes faisaient la navette avec des valises de drogue entre le Maroc et la France».

Pour M. Diouri, «il ne se passe pas un jour sans que Hassan II, à travers l'ONA, les Domaines royaux ou des sociétés écrans, achète des actions dans le monde». «Il a acheté tous les dirigeants des partis politiques marocains et même les militaires : parce que c'est le seul moyen d'empêcher un coup d'Etat». Reste qu'à l'en croire, l'armée est, aujourd'hui, la seule institution capable de prendre le pouvoir.

## Un étrange opposant

Suite de la première page

Au ministère de l'intérieur, on affirme également que, dès le début de l'année, les services français avaient attiré l'attention sur le comportement de l'étranger M. Abdelmoumen Diouri, soupçonné de contacts avec des responsables islamistes tunisiens et algériens et d'avoir effectué plusieurs voyages à Bagdad grâce à de faux passeports.

Dès le mois de février, les autorités françaises auraient donc pu entamer une procédure normale d'expulsion de M. Diouri. Il faut croire cependant que les penchants pro-islamistes ou islamistes de l'opposant marocain n'ont jamais été au centre des préoccupations françaises. Ce qu'il s'agissait d'obtenir, c'est que M. Diouri ne crée pas une nouvelle crise franco-marocaine en publiant un nouvel ouvrage consacré à dénoncer la fortune de Hassan II et à l'accuser même de trafic de drogue.

S'il avait renoncé, reconnaît-on de source proche de la présidence, il n'aurait sans doute pas été expulsé. La DST l'a d'ailleurs mis en garde à plusieurs reprises au cours des derniers mois contre les inconvénients que pourraient lui valoir ses contacts islamistes, lui a rappelé que ses revenus considérables en provenance de Suisse et d'Espagne (ils se comptent en dizaines de millions de francs) sont plus que douteux et qu'il a eu à faire avec le fisc français en 1988 (il a été condamné à dix-huit mois de prison avec sursis et à 100 000 francs d'amende pour fraude fiscale).

## Deux points de chute

Mais l'homme est obstiné. D'après le témoignage de plusieurs de ses proches, il s'est fait à l'idée, dès le mois de mai, que son entêtement allait lui valoir une expulsion mais aussi un best-seller. Il a évoqué lui-même, il y a deux ou trois semaines, le Gabon et le Sénégal comme points de chute éventuels.

Pourquoi le président de la République s'est-il pris le risque de déclencher une telle tempête - qui a au moins l'intérêt de faire un peu oublier le procès des Irlandais de Vincennes - dans la «famille de gauche»? Outre bien sûr la raison d'Etat, la personnalité plus que troublée de M. Diouri y est sans doute pour beaucoup. Installé en France depuis le début des années 70, M. Diouri occupe en effet une place tout à fait à part dans l'opposition

marocaine; aucune formation de celle-ci ne le revendique et tous les responsables connus s'en méfient, pour ne pas dire plus.

Les vieux routiers du Maroc se souviennent que le jeune Diouri, né en 1938 à Kénitra et dont le père a été tué par l'armée française, était un adversaire résolu de ce qu'on a appelé l'«indépendance contractuelle» du Maroc, qu'il a fait cause commune au début des années 60 avec Cheikh El Arab, le héros mystérieux de la résistance antifrancophone de 1953 à 1956, qui n'acceptait plus la légitimité de Mohammed V que celle, plus tard, de Hassan II. C'est pour avoir comploté avec Cheikh El Arab que Diouri a été arrêté en 1963, après l'échec d'une tentative de dénouement d'armes à la base américaine de Kénitra. Torturé, il collabora finalement avec la police politique marocaine alors contrôlée par le sinistre Oufkir, livrant les noms de deux dirigeants prestigieux de l'UNFP - Ben Barka (dont il n'a jamais été l'ami, contrairement à ses allégations) et Basi, avant de se rétracter lors de son procès en 1964.

## Condamné à mort et gracié

Condamné à mort, il est curieusement gracié en 1965 et se voit même rendre les douze mille dollars qui avaient été saisis chez lui, au moment de son arrestation. Il ne quitte pas alors le Maroc, mais mène au contraire de fructueuses affaires, multipliant les gestes d'obéissance à l'égard du souverain à chaque événement important de la famille royale. C'est au début des années 70 qu'il s'installe définitivement en France (après avoir, semble-t-il, purgé une peine de six mois de prison au Maroc pour escroquerie) où il a quelque peine à publier, après l'avoir fait réécrire par un «nègre», un mauvais pamphlet jugé fort excessif dans les milieux de l'opposition (1).

Il récidivera en 1987, chez L'Harmattan cette fois, avec *Réalités marocaines : la dynastie alaouite, de l'assurpation à l'impasse*. Ceux qui connaissent bien Diouri voient aussi dans ce manuscrit - qui mentionne, outre Montesquieu, Jean Genet, Maurice Blanchot et Hanna Arendt - la plume d'un «nègre».

Ces ouvrages ne lui vaudront jamais cependant la reconnaissance de l'opposition marocaine, dont les principaux responsables n'ont pas oublié le rôle plus qu'ambigu joué par Diouri dans les années 60. Ils

s'étonnent de sa fortune, de son luxueux appartement de l'avenue Victor-Hugo, à Neuilly, affirmant qu'il possède une résidence à Los Angeles, le soupçonner de multiples trafics avec l'Afrique et le Proche-Orient et rappeler volontiers son ancienne amitié avec Abdelhadi Boussouf, l'homme des services secrets algériens, mort en 1981 à la tête d'une fortune importante.

Pour deux d'entre eux, en tout cas, M. Diouri ne risque rien au Gabon de M. Omar Bongo, avec lequel il est lié, et son nouveau livre sur la fortune cachée de Hassan II - qui aurait été rédigé avec l'aide d'un des anciens acteurs de l'affaire Ben Barka - ne rehausserait pas le prestige de l'opposition marocaine en réduisant le souverain à la dimension d'un quelconque Pablo Escobar.

JACQUES AMALRIC

(1) Réquisitoire contre un despote : pour une République au Maroc, Ed. Albin.

## AFRIQUE

ALGÉRIE : une réunion cruciale de l'ancien parti unique

## Le FLN est miné par les luttes de tendances

Trois semaines après la démission du gouvernement de M. Mouloud Hamrouche et l'instauration de l'état de siège, le Front de libération nationale (FLN) doit réunir à huis clos son comité central, mercredi 26 juin, à Alger. Les discussions, qui dureront trois jours, promettent d'être houleuses et pourraient aboutir au changement d'une direction rendue responsable de la politique qui a conduit l'ancien parti unique à être pratiquement évincé du pouvoir.

## ALGER

de notre correspondant

Le comité central du FLN ne s'était pas réuni depuis de longs mois. Surtout, le gouvernement de M. Hamrouche, pourtant théoriquement issu du FLN, n'avait pas jugé utile de consulter cette instance sur les principales dispositions de la loi électorale qui allaient causer sa perte, ni même sur les candidats du parti. Une commission de sélection composée de walis (préfets) réunis autour du secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri, du premier ministre et du ministre de l'intérieur de l'époque, s'en était chargée, taillant au sabre dans les listes proposées par le parti.

Cette manière de procéder n'est pas près d'être oubliée. Elle nourrit la mauvaise humeur d'une bonne partie des 265 membres du comité central, placés devant un bilan amer : pour la première fois depuis l'indépendance, l'ancien parti unique n'est plus aux affaires, poussé par la touche par une équipe gouvernementale dont, ironie cruelle,

une part significative est composée d'anciens militants ayant fait leurs classes dans les rangs du FLN avant d'en devenir les censeurs. Aussi s'attendent-ils que les discussions soient particulièrement âpres, voire tournent au règlement de comptes.

Deux groupes principaux vont s'affronter. Le premier représente la direction sortante groupée, avec plus ou moins de chaleur, autour de M. Mehri. Ce dernier dispose du soutien passif du président Chadli, son parent par alliance, ainsi que, vraisemblablement, d'une partie du comité central. Il semble pouvoir aussi compter sur M. Hamrouche, qui ne dispose plus désormais que de cette tribune pour faire passer son message.

Tout le monde attend avec curiosité l'apparition de l'ancien premier ministre qui, depuis son départ du pouvoir, a soigneusement évité toute déclaration. Assistera-t-il seulement à la réunion? Et pour y déverser quel discours alors que probablement son bilan sera au centre de la controverse qui opposera les différentes tendances du comité? Testera-t-il, comme certains lui en prêtent l'ambition, de se placer en course à la candidature pour la prochaine élection présidentielle? Se contentera-t-il de défendre la gestion et la position de M. Mehri, qui l'a servi avec loyauté tout le temps qu'il était premier ministre? Autant de questions qui alimentent la curiosité de la classe politique, aussi excitée par l'éventuel retour de M. Hamrouche que peut l'être le public quand, sur le ring, un boxeur sonné se relève à l'extrême.

Le groupe qui s'oppose à M. Mehri est hétérogène, composé d'«anciens» auxquels se sont joints ceux qui ont été éliminés de la candidature pour les élections législatives devant avoir lieu les 27 juin et 18 juillet, et finalement reportées.

Appelés encore «barons», voire «caciques», ces «anciens» ont tout d'un coup le cœur. Particulièrement visés par le précédent pouvoir, ils ont été accusés de s'opposer aux réformes et soupçonnés, pas toujours sans raison, de vouloir torpiller le premier ministre peu réputé pour la délicatesse avec laquelle il a traité les adversaires de sa politique. Quant aux «éliminés» de la candidature, il suffit pour apprécier leur nombre, de savoir que 80 membres du comité central ont été écartés de la circonscription qu'ils briguaient par une commission de sélection où siégeait le ministre de l'intérieur, mais pas les dirigeants du parti.

## La révolution trahie

Reste un troisième groupe, plus réduit, qui se définit moins par sa sociologie que par sa démarche politique. Alors que pour tenter de conserver ou de s'emparer du bureau politique partisans et adversaires de la direction sortante devaient s'affronter sur le fonctionnement du parti et sur les résultats de la politique de M. Hamrouche, ce troisième groupe - où se retrouvent d'anciens «boumediénistes» que l'on pourrait qualifier de «radicaux» - pourrait profiter de la réunion pour tenter une opération de sécession au nom des «idéaux trahis de la révolution». Estimant qu'il est impossible de redresser le FLN, ces «radicaux» hésitent : ou bien créer un nouveau parti, avec un nouveau sigle, ou bien revendiquer la tradition du FLN afin de bien marquer qu'il a fait l'objet d'une confiscation illégitime.

Quels que soient ses résultats, la session du comité central sera observée avec intérêt par le nou-

veau premier ministre, M. Sid Ahmed Chazali. Lui-même membre de cette instance, il est peu probable qu'il participe à la réunion, qu'il tient à souligner le caractère impartial de son gouvernement de transition. Cette assemblée ne lui est pas indifférente pour autant, loin s'en faut.

Du rapport des forces au sein du comité central sortira, en effet, une direction plus ou moins bienveillante à son égard, désireuse de lui assurer la complexité des députés, presque tous affiliés au FLN, ou, au contraire, capable de lui mettre des bâtons dans les roues alors que plusieurs textes décrets, notamment la réforme de la loi électorale, seront prochainement en discussion au Parlement.

De la nouvelle direction du FLN dépendra le choix des candidats aux élections législatives. C'est-à-dire, la possibilité d'une alliance entre les partis démocrates et le FLN. Les chars de l'armée mis à part, M. Chazali ne semble pas croire qu'il y ait un autre moyen pour barrer la route au Front islamique du salut. Encore faut-il que le FLN - qui suscite une instinctive défiance dans les partis démocrates - y mette du sien et devienne rapidement une formation politique comme une autre.

GEORGES MARION

Le couvre-feu est étendu à un cinquième département. - Le couvre-feu, instauré le 6 juin dans les quatre départements de l'Algérie, a été étendu à un cinquième département, El-Oued, à la frontière algéro-tunisienne, à partir du mardi 25 juin, a annoncé l'autorité militaire chargée de l'état de siège. Les raisons de cette mesure n'ont pas été indiquées. - (AFP.)

TOUT SUR L'AFRIQUE DU SUD...

TAPEZ 36-14 AFSUD

CAR RIEN N'EST PLUS NI TOUT BLANC NI TOUT NOIR

مكتبة الشامل



## AMÉRIQUES

Le Canada en quête d'identité

# Québec : la force d'un nationalisme sans excès

Tandis que le Canada anglais hésite entre plusieurs formules constitutionnelles pour sauver l'unité de la fédération, les Québécois, unanimes, réclament les moyens politiques et économiques d'assurer la survie de leur société francophone. Mais si le premier ministre québécois, M. Bourassa, nourrit encore l'espoir qu'Ottawa va dénouer la crise, l'opposition, descendue en masse dans la rue, le lundi 24 juin, à l'occasion de la fête nationale, croit voir l'heure de la souveraineté approcher.

MONTREAL

de notre correspondante

Peu de graffitis vengeurs sur les murs, pas de manifestations d'impudence. Un an après le défilé de trois cent mille francophones dans les rues de Montréal au cours duquel ils avaient brandi le drapeau fleurdelisé du Québec comme emblème de leur «*seul pays*», l'Amérique en français, comme disent les slogans publicitaires de la Belle Province, semblait bien trop calme. Encore fallait-il se méfier de ces apparences tranquilles : lundi 24 juin, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui sont portées descendues dans la rue, à Montréal, à l'occasion de la fête nationale de la Saint-Jean-Baptiste pour manifester leur attachement à leur identité. Et à l'appel notamment du mouvement indépendantiste, de nouveaux drapeaux fleurdelisés ont témoigné de leur ferveur nationaliste.

Que le reste du pays inflige une autre avarie aux francophones, et les Québécois se mobiliseront pour une nouvelle démonstration de «*patriotisme*». «*Notre expérience continue de montrer qu'un nationalisme peut, en Occident, s'exprimer sans sombrer dans les excès ni la*

violence, étant entendu qu'on ne peut plus parler depuis longtemps d'oppression contre le peuple québécois, mais d'un rapport de forces à maintenir», estime l'ancien premier ministre Pierre-Marc Johnson, qui a brièvement succédé à René Lévesque, en 1985, à la tête du Parti québécois (indépendantiste).

Depuis qu'elle n'a pu obtenir le strict minimum, à savoir un vague statut distinct au sein du Canada, la société québécoise «*a franchi un cap*», selon l'expression de M. Johnson, en rejetant unanimement les structures du fédéralisme canadien telles qu'elles étaient conçues jusqu'à présent. Largement consultée à travers commissions, comités consultatifs ou sondages d'opinion, la majorité francophone (83 % des habitants de la province contre 12 % d'anglophones) a depuis clairement inventorié tous les pouvoirs qui lui manquaient pour poursuivre «*en paix*» son développement économique et affirmer ses spécificités culturelles. La seule question est désormais de savoir comment elle va l'obtenir : ou bien le reste du Canada accepte de lui reconnaître son autonomie politique, ou bien la province se résoudra, pour la deuxième fois de son Histoire, à tenir un référendum sur sa souveraineté politique. Cette alternative constitue la base des recommandations de la commission parlementaire élargie sur l'avenir du Québec présentées en mars dernier et que le gouvernement libéral de M. Robert Bourassa a choisi de respecter.

### Chute de la natalité

Les revendications du Québec, dont la plupart sont régulièrement formulées depuis le début des années 60, portent sur deux grands chapitres. La province veut d'abord et avant tout récupérer des pleins pouvoirs, sans plus

aucune interférence d'Ottawa, dans les domaines de la langue, de la culture, de l'éducation, de la politique familiale, de manière à assurer sa survie en tant que seule grande société francophone d'Amérique du Nord.

Le Québec, où les familles de moins de dix enfants étaient rares au milieu de ce siècle, a connu, au cours des vingt-cinq dernières années, la plus forte chute de natalité du Canada et de toutes les sociétés occidentales. Tombé à 1,35 enfant par femme en âge de procréer en 1985 (aussi bas que dans l'ancienne RFA), l'indice de fécondité est légèrement remonté depuis, mais pas suffisamment pour que le renouvellement des générations soit assuré. Comment coordonner efficacement, par des incitatifs monétaires, une politique «*nataliste*» quand deux instances de gouvernement s'occupent de verser des allocations familiales, se relaient plus ou moins bien dans le versement de prestations pendant les congés de maternité et se partagent la levée des impôts sur le revenu (chaque Québécois remplit chaque année deux déclarations, l'une pour Ottawa, l'autre pour Québec)? Pour combler le déficit des naissances, la province voudrait attirer plus d'immigrants francophones. Elle vient seulement d'obtenir une plus grande latitude pour les recruter, grâce à une entente administrative avec Ottawa qui peut être remise en cause à tout moment.

«*Même compte tenu de perspectives démographiques qui s'améliorent, la population québécoise commencera à décliner dans une vingtaine d'années*», prédit George Mathews, comme tous ses collègues démographes. Les francophones, constatent les sociologues, «*croient ainsi contempler l'éventualité de leur disparition prochaine*», ce qui ne fait qu'accroître leur sentiment d'insécurité. Le français est certes redevenu prédominant à Montréal-métropole, où

se concentre la plupart des anglophones de la province et où continuent de s'installer les immigrants depuis l'adoption, à partir de 1979, d'une série de lois qui obligent notamment les immigrants à envoyer leurs enfants dans les écoles francophones, mais ces acquis sont toujours fragiles à long terme.

### Pas question de revenir au bilinguisme

Pas question donc, pour accommoder le reste du Canada, de revenir à une forme de bilinguisme officiel, ne serait-ce que dans l'affichage commercial, quand la minorité anglophone du Québec dispose, soulignent les francophones, des universités, des médias, des services sociaux, qui lui permettent de vivre sans problème dans sa langue. Le défi du bilinguisme des institutions fédérales canadiennes, lancé en 1969 pour tenter — déjà — de convaincre le Québec de rester dans la fédération canadienne, «*n'a jamais été relevé avec succès, comme le démontre le fort taux d'assimilation des francophones hors Québec*», constatent les responsables du Parti libéral québécois.

Dynamique sur le plan de la promotion du français, le Québec entend aussi le rester sur le plan économique, au moment où une nouvelle classe de dirigeants d'entreprises (francophones) se lance avec succès à la conquête des marchés extérieurs. Or, les politiques fédérales, pour juguler la surchauffe inflationniste de l'économie ontarienne, pour tenter d'imposer des normes nationales économiques et sociales ou pour réduire les disparités régionales, sont vues comme autant d'interférences trop gênantes. C'est pourquoi le dernier programme du Parti libéral québécois propose, par exemple, qu'Ottawa ne garde, pour tout champ exclusif de compétence, que la monnaie, la

défense, la politique étrangère et la gestion de la dette publique canadienne.

Fixer la barre très haut pour être assuré d'obtenir, en brandissant la menace d'un référendum, plusieurs changements cruciaux que le Québec réclame sans succès depuis une trentaine d'années, telle est la stratégie de M. Bourassa, qui ne cesse de souligner la nécessité de préserver l'union monétaire ainsi que la libre circulation des biens et des personnes entre le Québec et le reste du Canada. Le tout supposant, à son avis, le maintien d'une représentation politique du Québec au sein des institutions fédérales.

Le Parti québécois, dirigé par M. Jacques Parizeau, doute fortement qu'Ottawa puisse obtenir des autres provinces beaucoup plus que quelques «*concessions symboliques*» destinées à calmer momentanément les Québécois. Il consacre son énergie à préparer le référendum, dans une sorte de pré-campagne déjà entamée. «*Un Québec indépendant dans un Canada uni*» : l'humoriste québécois avait caricaturé par cette boutade les aspirations ambivalentes des électeurs de la Belle Province, qui avaient rejeté (à 60 %) en 1980 l'idée de la souveraineté, tout en donnant l'année suivante un deuxième mandat aux indépendantistes de René Lévesque. Il est vrai que le premier ministre fédéral de l'époque, Pierre Elliott Trudeau, avait promis aux Québécois, si le «*non*» l'emportait au référendum, un véritable renouvellement du fédéralisme canadien. Au contraire, la province s'est retrouvée plus isolée que jamais, membre d'un pays dont la Constitution de 1982 ne porte toujours pas son paraphe, qu'elle entend dorénavant marchander à ses conditions.

MARTINE JACOT

## NICARAGUA

### Réunion tripartite pour consolider la paix

Plus d'un an après la fin de leur guerre de huit ans au Nicaragua, les anciens dirigeants sandinistes, les ex-rebelles de la Contra et l'actuel gouvernement de M<sup>re</sup> Chamorro sont convenus, lundi 24 juin, d'ouvrir ensemble au retour de la stabilité dans le pays. L'ancien président sandiniste Daniel Ortega a discuté pendant quatre heures avec d'anciens chefs rebelles lors d'une rencontre sans précédent depuis que les sandinistes ont cédé le pouvoir en avril 1990, après leur défaite aux élections.

«*Nous avons décidé de travailler village par village, ville par ville, province par province, pour assurer la sécurité aux paysans nicaraguayens*», a déclaré M. Daniel Ortega après la première réunion, à laquelle ont également assisté des représentants du gouvernement et de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Lors de la rencontre de lundi, les représentants des deux parties ont ainsi confirmé que plusieurs dizaines de leurs avaient été tués au cours des six derniers mois. D'anciens membres de la Contra ont notamment repris les armes en affirmant être menacés par les sandinistes qui contrôlent toujours les forces de sécurité. Les pourparlers tripartites qui devraient parvenir à la création d'une commission nationale de désarmement devraient se poursuivre jusqu'au 27 juin. — (AFP, Reuters)

□ ETATS-UNIS : M. Vernon Walters annonce son retrait de la vie politique. — L'ambassadeur américain à Bonn, M. Vernon Walters, qui est âgé de soixante-quatre ans, a annoncé son désir de se retirer prochainement de la vie politique dans une déclaration publiée lundi 24 juin à Bonn. M. Walters avait remis ses lettres de créances au président Richard von Weizsäcker fin avril 1989. M. Walters était entré en 1941 dans l'armée américaine où il acquit le grade de général en 1976. Le président Reagan le rappela de la retraite en 1981 et le nomma ambassadeur extraordinaire. Cet ancien vice-président des services de renseignement américains (CIA) fut chargé de nombreuses missions secrètes. — (AFP)



## ALENIA. LE SAVOIR DE DEMAIN.

Alenia: ainsi naissent des avions, des satellites, des systèmes de défense, de contrôle du trafic aérien et maritime et de protection de l'environnement. Ils sont conçus et réalisés par une société leader en Italie, parmi les premières dans le monde, dans les secteurs clés de l'aéronautique, de l'électronique et de l'espace. 31.000 personnes y travaillent chaque jour afin d'ouvrir de nouveaux horizons à la pensée et aux pas de l'homme, afin de lui permettre de voyager plus loin, de mieux le protéger et de lui indiquer le moyen le plus sûr pour utiliser les ressources de l'environnement. Aujourd'hui, avec Alenia, l'homme détient déjà le savoir de demain.

**Alenia**

GRUPPO IRI FINMECCANICA

## EUROPE

## Autriche : le poids des vieux démons

La décision du président Waldheim de ne pas briguer un second mandat et l'éviction du gouverneur de Carinthie ont levé une double hypothèque

## VIENNE

de notre envoyé spécial

C'est le Songe d'une nuit d'été ! s'exclame, enthousiaste et shakespearien, le quotidien libéral de Vienne *Der Standard*. En ce 21 juin 1991, jour de solennité, l'Autriche s'est trouvée d'un coup libérée de deux hypothèques qui pesaient lourdement sur sa réputation internationale. Le président Kurt Waldheim a annoncé qu'il renonçait à briguer un second mandat et le gouverneur de Carinthie, le bouillonnant leader populiste Jörg Haider, s'est vu chasser de son poste par une motion de défiance du Parlement régional.

Quel lien entre le retrait du président septuagénaire et la chute d'un jeune empêcheur de danser en rond de la politique autrichienne ? Encore et toujours la lancinante question du rapport perturbé que l'Autriche entretient avec son passé nazi. Les trous de mémoire de Kurt Waldheim concernant son rôle d'officier de la Wehrmacht dans les Balkans et en Grèce pendant la dernière guerre avaient mis cet ancien secrétaire général de l'ONU au ban de la société internationale. Et l'éclat de M. Jörg Haider devant le Parlement de Carinthie avait déclenché une tempête qui donne provisoirement un coup d'arrêt à sa carrière politique médiatique.

Le coup fatal s'est produit, jeudi 13 juin, à Klagenfurt, capitale de la Carinthie, lors d'une session du Parlement régional qui débattait d'une réforme de l'assurance-chômage. Fidèle à la ligne populiste qu'il s'est fixée depuis son accession, en 1986, à la tête du FPÖ, le Parti libéral autrichien, M. Jörg Haider, quarante et un ans, proposait de contraindre les allocataires à accep-

ter tous les emplois offerts par l'ANPE locale. Interruption d'un député de l'opposition social-démocrate : « On a déjà vu cela sous le III<sup>e</sup> Reich ! » Piqué au vif, le gouverneur Haider s'exclame : « Non, ce n'est pas cela que l'on aurait vu sous le III<sup>e</sup> Reich car, sous le III<sup>e</sup> Reich, on avait mis en œuvre une bonne politique de plein emploi, ce que votre parti au pouvoir à Vienne est bien incapable de faire aujourd'hui ! »

## Le diable est sorti de sa boîte

Tumulte, suspension de séance, excuses embarrassées de M. Jörg Haider. Rien n'y fait. Le diable est sorti de sa boîte. En Autriche, cinq ans après la campagne électorale aux récents élections fédérales, les récents xénophobes et antisémites qui avaient amené Kurt Waldheim à la présidence de la République, les passions sont à nouveau déchaînées. Pour la grande coalition entre les sociaux-démocrates et le Parti populaire (démocrate-chrétien) qui gouverne à Vienne, l'écart de langage de M. Jörg Haider est pain béni. Il devrait permettre, espèrent ces partis, de porter un coup fatal à ce play-boy de la scène politique, fils d'une famille de dignitaires nazis enrichie de biens « aryannisés » mais qui avait, jusque-là, habilement évité de donner prise aux accusations d'apologie du nazisme. M. Jörg Haider suggère sans affiner, foudroie avec son discours à double sens dans les tréfonds subconscients de ses concitoyens, faisant du néo-nazisme comme M. Jourdain de la prose, apparemment sans le savoir et surtout sans

se faire prendre en flagrant délit. M. Jörg Haider se flatte d'être le « Monsieur Propre » d'une scène politique autrichienne minée par les scandales à répétition atteignant les deux grands partis qui se partagent pouvoirs et postes depuis 1945, le FPÖ et l'ÖVP. En 1986, à la tête de l'Union nationale du FPÖ, il s'empare de la direction, écartant les tenants de la tendance libérale qui voulaient faire de ce parti l'équivalent du FDP allemand.

Mélange de Le Pen et de « yuppie » à la mode alpine, il s'entoure alors d'une garde prétorienne de très jeunes novices en politique qui lui sont entièrement dévoués. Le FPÖ vole de succès en succès, taillant dans les croupières à la droite modérée et mettant fin, en 1989, à quarante ans de domination ininterrompue de socialisme en Carinthie, le land natal de Haider. Allié à l'ÖVP, le FPÖ veut faire de cette région le laboratoire d'un futur gouvernement de droite à l'échelle nationale dans lequel les démocrates chrétiens seraient réduits à n'être qu'une force d'appoint d'un Jörg Haider triomphant.

« Les mots qui sont au fond du cœur finissent toujours par ressurgir par la bouche », a commenté M. Simon Wiesenthal, le chasseur de nazis viennois, souligné qu'enfin M. Jörg Haider ait pu être pris sur le fait. Renvoyé de son poste de gouverneur en raison du langage de son allié ÖVP, M. Jörg Haider n'a pourtant aucune intention de mettre un terme définitif à sa carrière politique. Cet homme qui n'hésite pas à sauter au bout d'un élastique depuis le viaduc de la gare vertigineuse de Carinthie, entend bien rebondir et de belle façon.

Mercredi 19 juin, il rassemblait dix mille de ses partisans venus de toute l'Autriche sur la grande place

de Klagenfurt, stigmatisant « la chasse aux sorcières » dont il serait victime de la part de ses ennemis politiques et des médias. Il s'en prend même à la justice qui a eu le front d'ouvrir contre lui une information pour apologie du nazisme. Il affirme enfin que, même déchu, il restera « le vrai gouverneur dans le cœur de tous les Carinthiens ». Lundi 24 juin, il recevait l'appui unanime du comité directeur de son parti et pouvait se sentir conforté par la progression du FPÖ aux élections régionales du Burgenland de dimanche dernier.

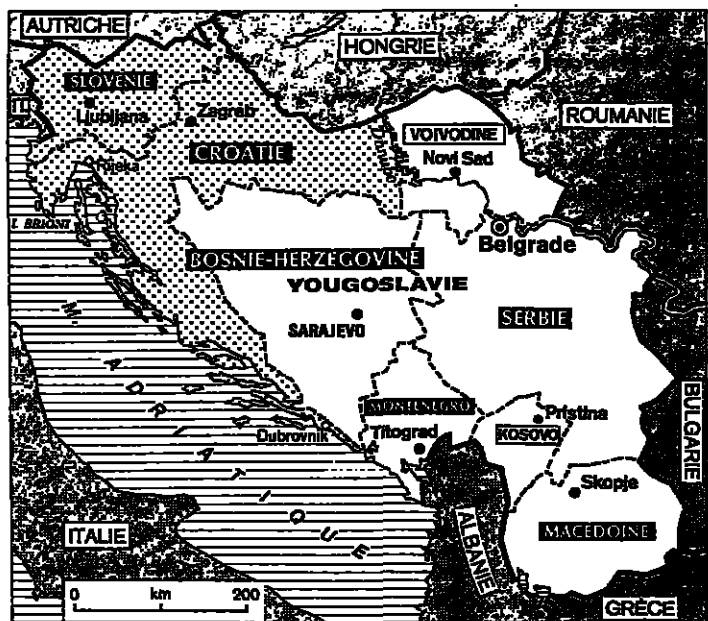
## Les milieux politiques soulagés

En perdant son poste, vendredi après-midi, M. Jörg Haider avait, de plus, volé la vedette à l'ex-cébrité douteuse de la scène politique autrichienne, le président Kurt Waldheim. L'affaire Haider a contribué à faire voler en éclats la stratégie que Waldheim et son entourage avaient mise au point en vue d'une éventuelle réélection. Assuré d'un soutien réel dans l'électorat — un sondage récent donnait 42 % des Autrichiens disposés à voter à nouveau pour lui et 40 % contre — il se voyait bien mener campagne avec l'investiture d'un comité de personnalités déjà constitué et l'assurance d'un appel du FPÖ à voter en sa faveur. L'éclat de M. Jörg Haider a rendu ce schéma totalement impraticable sans à vouloir renouveler les turbulences de la campagne électorale de 1986.

La décision de M. Waldheim a été aussi déterminée par la volonté de l'ÖVP — qui l'avait soutenu en 1986 — de ne pas lui renouveler sa confiance. Les barons régionaux de ce parti ont défilé ces dernières semaines au palais présidentiel pour le persuader de ne pas persister dans son projet de nouvelle candidature. L'annonce de ce retrait a provoqué dans les milieux politiques viennois un soupir de soulagement à peine atténué par les hommages rendus à la sagesse de la décision présidentielle. Les échecs auxquels l'Autriche est confrontée aujourd'hui, au premier chef la demande d'adhésion à la CEE, exigent que ce pays puisse se présenter sur la scène internationale avec un président qui ne soit plus l'objet d'une mise à l'écart systématique dans les pays démocratiques. Les deux partis de la coalition gouvernementale se sont déjà mis en quête de l'oiseau rare qui pourrait rallier le maximum de suffrages et être, si possible, un candidat de consensus comme cela était fréquent dans le passé. Une seule personnalité politique a, jusqu'à présent, fait connaître qu'elle n'excluait pas de briguer la magistrature suprême : M. Jörg Haider.

LUC ROSENZWEIG

## Yougoslavie : l'échappée slovène



Suite de la première page

Par ailleurs la présidence collégiale de l'Etat n'a plus de chef, les Serbes s'opposant toujours à l'élection du Croate Stipe Mesic pour un an.

Un vague compromis entre les deux camps, qui présente l'avantage d'éviter la rupture totale, a été présenté la semaine dernière par les présidents de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine : l'est du pays (Serbie et Monténégro) accepterait le principe de souveraineté des Républiques, l'ouest (Croatie et Slovénie) reconnaissant en contrepartie « sans réserve » la nécessité de l'existence d'une « communauté d'Etat yougoslave ».

Au fur et à mesure que se déroulaient ces pourparlers, chaque partie ne s'est pas gênée pour hausser le ton et faire monter les enchères. Le problème des frontières à l'intérieur même de la Yougoslavie a refait surface, ce qui constitue une véritable bombe à retardement, car en dehors de la Slovénie, aucune République n'est ethniquement homogène. Il y a par exemple environ 11 % de Serbes en Croatie et les heurts entre les deux communautés, qui n'ont certes pas dégénéré en guerre civile, ont fait quand même une vingtaine de morts depuis le début de l'année. Des deux côtés, on s'arme et on s'équipe allègrement, pour le cas où.

A la fin de l'année dernière, plus de 88 % des Slovènes s'étaient prononcés, par référendum, en faveur de la souveraineté et de la fameuse « dissociation » de la Yougoslavie,

si celle-ci ne se transformait pas en une Confédération démocratique. Les dirigeants de Ljubljana avaient clairement fait savoir à l'époque qu'ils passeraient à l'acte avant la fin du mois de juin 1991 si aucune formule acceptable de coexistence n'était trouvée.

C'était une sorte d'ultimatum qu'ils lançaient, une pression exercée sur les autres Républiques avec lesquelles ils ont d'ailleurs peu de points communs. Partie de l'empire austro-hongrois avant 1918, la petite Slovénie n'a jamais fait bon ménage avec les Serbes, d'abord dans le Royaume, qui regroupait ces deux peuples en compagnie des Croates, puis, après la guerre, dans la mosaïque de Tito. Pour les Slovènes catholiques proches de l'Autriche et de l'Italie, les Serbes ne sont que des orthodoxes byzantins.

## « Les risques de guerre civile »

Mercredi, ils vont donc passer à l'acte et se « dissocier ». Toutefois, il ne s'agit pas d'une véritable sécession et les Douze n'auront peut-être pas besoin de le leur rappeler, dimanche à Luxembourg, qu'ils ne reconnaîtront pas diplomatiquement ce « nouvel Etat ». Les Slovènes savaient pertinemment qu'un tel divorce ne recevrait pas l'approbation internationale.

« Ce n'est pas notre objectif pour le moment », expliquait d'ailleurs, lundi, le ministre des affaires étrangères, M. Dimitri Rupel. Ils n'ignorent pas, non plus, les problèmes que la dissociation, voire l'indépen-

dance, va inévitablement poser. Certes, l'économie slovène est la plus développée du pays (elle représente 25 % du produit intérieur brut et 35 % des exportations de la Fédération), mais ses liens avec les autres Républiques demeurent essentiels et la situation ne cesse de se dégrader.

Une sortie de la Yougoslavie entraînerait, selon le ministre des finances à Ljubljana, une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 20 à 30 % dans les deux années à venir et un besoin d'aide extérieure d'environ 10 milliards de dollars. Pour la Croatie, les perspectives ne sont guère meilleures et de récents sondages indiquent que les populations qui, voici quelques mois, votaient massivement pour l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie — la « marche vers l'Europe » devenant plus prudentes dans leurs jugements lorsque la « facture » leur est présentée. Moins euphoriques, 43 % des Slovènes sont apparemment aujourd'hui favorables à une solution « yougoslave ».

Les nouveaux passeports slovènes, une éventuelle nouvelle monnaie, les nouveaux uniformes de la police et des militaires, la reconnaissance de l'Etat croate et les nouveaux postes frontières installés entre les deux Républiques voisines sont plutôt des symboles face à une dure réalité et à un avenir incertain.

Le Parlement fédéral à Belgrade a qualifié, lundi, d'« anticonstitutionnelle » la « dissociation » de la Slovénie, et le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, a lancé un appel à la raison en demandant à Ljubljana et à Zagreb de renoncer à leurs décisions qui risquent de mettre le feu aux poudres dans le pays et d'accroître les « risques de guerre civile ». Telle n'est pas l'intention de la Slovénie et de la Croatie, qui veulent bien cohabiter avec d'autres, mais dans une Communauté d'Etats libres et démocratiques, purgée de son héritage communiste, « sur le modèle suisse », entend-on souvent.

Pour ces deux Républiques, il s'agit d'abord, par ces déclarations unilatérales du 26 juin, de bien marquer leurs positions. Elles sont maintenant souveraines mais restent disposées à coopérer, dans une nouvelle « alliance », avec les autres Républiques qui reconnaissent leur souveraineté. Le jeu yougoslave continue : la Slovénie et la Croatie quittent formellement la Fédération sans la quitter, et les négociations sur l'avenir du pays vont sans doute se poursuivre.

En attendant leur issue imprévisible, la situation économique générale du pays se dégrade de jour en jour, les grèves se multiplient, les tensions interethniques s'aggravent et le tourisme, qui constitue une des principales sources de devises, connaît une saison catastrophique du fait de toutes ces querelles internes.

ALAIN REBOVE

## ROUMANIE

## Le Parlement condamne l'annexion de la Bessarabie par les Soviétiques

Le Parlement roumain, qui n'a toujours pas ratifié le traité d'amitié roumano-soviétique plus de deux mois après sa signature, a adopté à l'unanimité, lundi 24 juin, une déclaration condamnant le pacte Ribbentrop-Molotov et ses conséquences : l'annexion par l'URSS de la Bessarabie, l'actuelle Moldavie soviétique.

## BUCAREST

de notre correspondant

A mots couverts, le Parlement a été jusqu'à souhaiter le retour de ces territoires, qui furent roumains entre les deux guerres. Il demande « au président, au gouvernement et à toutes les forces politiques (...) d'agir (...) pour accomplir les vœux légitimes de la population des territoires roumains annexés par la force suite au pacte Ribbentrop-Molotov ». Car « aucune politique, même stalinienne, estime la déclaration, n'a pu éteindre le sentiment d'appartenance à la Roumanie de ces territoires (...) parties importantes du corps du pays (...) arrachées par la force et annexées abusivement ».

Une déclaration particulièrement ferme, donc, adoptée, à l'issue d'une session de plus de quatre heures et sous un tonnerre d'applaudissements, au lendemain du premier anniversaire de la proclamation de souveraineté de la République soviétique de Moldavie, qui avait elle-même dénoncé, l'an dernier, le pacte Ribbentrop-Molotov.

Si les intentions sont claires, la Roumanie n'en a pas pour autant en guerre avec l'URSS. Les députés pensent que « les évolutions positives (...) enregistrées par la Charte de Paris créent des prémices favorables ».

bles pour éliminer pacifiquement les conséquences » du pacte Ribbentrop-Molotov. Le ministre roumain des affaires étrangères, M. Adina Nastase, avait souligné de son côté que « les revendications territoriales sont utopiques et contre-productives » et que la « réparation (le retour de ces territoires à la Roumanie) ne peut avoir lieu que dans le cadre du droit international ».

M. Nastase a proposé de continuer la politique des petits pas de son gouvernement : accepter l'idée de deux Etats roumains et développer leur imbrication culturelle et économique jusqu'à la « spiritualisation » des frontières. Il a jugé cette politique possible grâce au traité conclu avec l'URSS, « qui permet d'établir des relations directes avec les Républiques soviétiques ». Mais ce traité fait aussi une concession majeure au Kremlin en interdisant à la Roumanie de faire partie d'une alliance hostile à Moscou. Le ministre roumain a appelé à « comprendre les limites dans lesquelles il faut agir et, en même temps, ne pas les accepter ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le grand rabbin dénonce une vague d'antisémitisme. — Le grand rabbin de Roumanie Moses Rosen a demandé, lundi 24 juin, l'insertion du nouveau Parti nationaliste Roumain dans le programme de la Roumanie et de deux hebdomadaires, qui incitent, a-t-il dit, à la « haine raciale ». Une vive campagne antisémite demandant notamment la réhabilitation du maréchal Ion Antonescu s'est développée depuis plus d'un mois dans le pays, avant le cinquantenaire anniversaire, fin juin, du massacre de la moitié des habitants de la ville juive de Rîmnic Vilcea avant la guerre. — (AFP, Reuters)

## URSS

## Bataille parlementaire autour du projet de loi sur les privatisations

Le projet de loi sur la privatisation des entreprises en URSS, pièce centrale du plan gouvernemental de passage à l'économie de marché, rencontré, lundi 24 juin, une farouche opposition au Parlement soviétique, où des communistes modérés se sont joints aux plus conservateurs pour dénoncer les dangers de mainmorte de la « mafia » sur le pays.

L'opposition la plus forte a été exprimée par l'ex-chef de file des communistes conservateurs, M. Egor Ligatchev, qui s'est prononcé pour une « désattribution sans privatisations », avec des systèmes de propriété collective ou de location-bail aux salariés de l'entreprise. M. Ligatchev rejette surtout « la vente des biens d'Etat aux particuliers ». Le secrétaire général adjoint du Parti communiste d'URSS, M. Vladimir Ivachko, a défendu les positions plus libérales de M. Mikhail Gorbatchev,

soulignant que, de toute façon, la « privatisation sauvage est déjà en voie de développement ». La presse libérale évoque fréquemment cette privatisation sauvage en mêlant condamnation morale et interrogations sur le bien-fondé économique de cette évolution.

Le projet de loi sur les privatisations avait déjà été discuté en première lecture au Parlement, mais il avait été renvoyé, malgré un appel de son président, M. Anatoli Loukianov, aux réformateurs pour soutenir le gouvernement sur cette question. Le texte présenté lundi fixe les modalités de la désattribution des entreprises de propriété fédérale, laissant aux Républiques le soin de fixer celles concernant les leurs. Le texte prévoit que, durant la période initiale, allant jusqu'en 1992, les entreprises des secteurs de l'énergie, de la défense, des communications et de l'espace ne seront pas privatisées. — (AFP, Reuters)

## OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR : malgré la pression des opposants

## Le gouvernement campe sur ses positions

Alors qu'à Antananarivo se prolonge le face-à-face entre le gouvernement et l'opposition, à Paris, le ministère français des affaires étrangères a souligné, lundi 24 juin, qu'un « dialogue » s'instaure. Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a également rappelé qu'il n'existait pas d'accord de défense entre la France et Madagascar et que la présence de « quelques militaires dans le cadre d'un accord d'entraînement et d'instruction des personnels d'encadrement » n'avait « aucun rapport avec les événements actuels ». L'opposition malgache a fait savoir que son représentant à Paris avait été reçu, la semaine dernière, par un conseiller du président Mitterrand.

ANTANANARIVO

de notre envoyé spécial

Après le repos dominical, les « habitués » de la place du 13-Mai se sont retrouvés, lundi 24 juin, satisfaits d'être toujours aussi nom-

breux à écouter les harangues du Comité des forces vives. Les deux semaines de manifestations n'ont pas provoqué de phénomène d'usure démobilisatrice dans les rangs de l'opposition, tout au contraire. Le succès très relatif des démonstrations progouvernementales semble même avoir renforcé l'optimisme et la détermination des adversaires du régime. La coalition de l'opposition a d'ailleurs lancé un nouveau défi au pouvoir en annonçant pour le 26 juin, jour de la fête nationale, son propre défilé sur l'avenue de l'Indépendance, afin de faire concurrence aux cérémonies officielles.

Le ministre de l'Information, M. Jean-Claude Rahaga, a aussitôt déploré le fait que l'opposition « boycottait le défilé militaire et fasse la fête à part ». C'est là, a-t-il estimé, que se situent les risques de dérapage. La partie de bras de fer engagée entre le gouvernement et l'opposition va donc se poursuivre dans la rue. Celle-ci s'est tenue, jusqu'à présent, presque sans violences. Le service d'ordre du Comité des forces vives est assuré par quelques jeunes, armés de bâtons « des adeptes du kung-fu, recaptés des affrontements avec la

police d'août 1985 », précise un observateur.

Mardi après-midi, le président Ratsiraka devait recevoir M. François Ravavy, pressenti pour être le premier ministre du « gouvernement de transition ». Le principe de cette rencontre, organisée à l'initiative du Conseil chrétien des Eglises, avait été finalement accepté par M. Didier Ratsiraka. Mais le refus du président d'organiser une conférence nationale et son absence de la capitale pendant quatre jours — considérée par certains comme un « ostensible mépris » vis-à-vis des manifestants — ne laissent pas espérer de résultats positifs de cet entretien.

« Les conférences nationales ne devraient pas devenir une mode », a insisté le ministre de l'Information. « Elles sont justifiées lors de la chute d'un parti unique, ce qui n'est pas le cas à Madagascar », a-t-il souligné. « Faux », répond l'opposition qui conteste la légitimité du Parlement. Après le face-à-face de la semaine dernière entre la majorité au pouvoir et le Comité des forces vives, le quotidien indépendant *le Tribune* titrait : « Démocratie tranquille ». Mais jusqu'à quand ?

JEAN HELENEY

M<sup>re</sup> Edith de la «

De la fr

Ce que la

M<sup>re</sup> Edith de la «

Barricade

symbolique

Les élus des certaines



# POLITIQUE

Après les incidents de Narbonne

## M<sup>me</sup> Edith Cresson étudie les suites à donner au rapport de la « mission de réflexion » sur la communauté harkie

Le délégué du gouvernement en charge des rapatriés, M. Maurice Benassayag, devait s'entretenir avec le premier ministre, M<sup>me</sup> Edith Cresson, mardi 25 juin, après les incidents survenus à Narbonne, des suites à donner au rapport de la « mission de réflexion » sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine. Celle-ci avait été mise en place par M. Michel Rocard, en décembre dernier, après les incidents qui s'étaient produits à Agen, Bias et Perpignan au cours de manifestations organisées, comme à Narbonne,

par des enfants d'anciens harkis. Ce rapport ne sera toutefois remis au chef du gouvernement qu'à la fin de la semaine.

Le Conseil national des Français musulmans, qui se réunira le 29 juin pour en débattre, a demandé, lundi, la création d'un véritable ministère des rapatriés. Le mouvement du Recours-France, pour sa part, a invité MM. Jacques Dominati (UDF), Raymond Courrière (PS), André Santini (UDF) et Camille Cabana (RPR), tous anciens secrétaires d'Etat aux rapatriés, à participer avec

M. Benassayag, dans un souci d'« union nationale », à l'organisation d'une table ronde pour élaborer ensemble « une plate-forme d'action définissant une grande politique de solidarité nationale à l'égard de la communauté harkie ». Le mouvement Jeune pied-noir, en revanche, demande la démission de M. Benassayag alors que l'association France-Plus réclame la suppression de la délégation aux rapatriés « qui maintient enfants et parents dans un statut de citoyens de seconde zone ».

Les incidents de Narbonne ont tendance à faire tâche d'huile. Une centaine de membres de la communauté harkie de Jouques ont dressé un barrage de pneus enflammés, lundi, peu avant minuit, sur une route départementale, au nord d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Selon le président de la Fédération alsacienne des Français d'origine nord-africaine le problème des harkis pourrait devenir « l'intifada de la France ».

## De la frustration à la révolte

« Ce que les gens de mon âge ont accepté mes petits frères de vingt ans ne veulent pas le subir »

NARBONNE  
Correspondance

Narbonne, avec ses quarante-cinq mille habitants, n'est plus seulement dans Narbonne. La vieille capitale romaine vit aussi au rythme de ses trois nouvelles communautés : les gitans sont plus d'un millier ; les immigrés turcs plus de trois mille ; les familles d'anciens harkis représentent plus de six mille personnes. Et chacune de ces communautés vit sur un territoire bien délimité : les Turcs dans les vieux quartiers du centre-ville, les gitans aux limites sud de la commune, les harkis au nord. Dans le quartier Saint-Jean-Saint-Pierre, où s'élevaient les seules HLM de la ville, la cité des Oliviers regroupe la plus grande partie des jeunes harkis de la deuxième génération. Une génération qui a bien du mal à trouver ses marques : « J'ai trente ans, explique Amar, et depuis 1979 je cours de stage en stage sans jamais trouver d'emploi. Mais le problème est que ce que les gens de mon âge ont accepté, mes petits frères de vingt ans ne veulent pas le subir. »

Barricade symbolique

Pourtant, le quartier n'a rien d'une cité de transit. Des œuvres d'art ornent les carrefours, tous disposés vers le centre Leclerc, qui est à la fois un supermarché et un lieu de rencontre. Ce centre, qui irradie au cœur du quartier, a déjà été le théâtre d'incidents plus ou moins graves ces dernières années, au point qu'il a même été question de le fermer en 1989. Le changement de directeur, un dialogue différent, et une subvention de 5 000 F à l'équipe de football locale ont calmé les esprits. Parfois, il en faut peu.

Depuis trois jours, la cité des Oliviers a brandi à son tour l'étendard de la révolte. Barricade symbolique dans un premier temps et, peu à peu, la situation s'est envenimée après l'arrestation de quatre membres de la communauté. Deux au moins des trois jeunes gens écroués dimanche soir 23 juin sous l'inculpation de « participation volontaire à attroupement armé, coups et blessures volontaires avec armes sur agents de la force publique, incendies volontaires, ivresse publique, etc. » ne sont pas inconnus des services de police. Une de leurs dernières comparutions devant le tribunal correctionnel amena d'ailleurs le procureur de l'époque, M. Bernard Brunet, à déclarer : « J'en ai assez de requérir contre de petits délinquants mal défendus alors que la délinquance en col blanc règne sur la ville. » Depuis, M. Brunet, qui fut l'espèce de trois mois président du syndicat de la magistrature, a été nommé près la cour d'appel de Montpellier.

Ce malaise que ressentait voici moins d'un an le représentant du ministère public était tout à fait palpable, lundi soir, dans la cité des Oliviers. Sentiment d'injustice, de frustration, mais aussi incertitude, car les meneurs du mouvement (ils ne sont guère nombreux) n'ont pas l'habitude de ce genre d'action. Narbonne n'est pas Martens-le-Jolie, et Saint-Jean-Saint-Pierre n'est pas les Minigottes.

Keffieh autour du visage, des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans gardaient encore, mais de façon quasi symbolique, « leur » barricade. Car, en fait, il n'y a jamais eu qu'une, haute de moins d'un mètre, et que les CRS venus de Perpignan et de Montpellier n'ont en aucun cas disperser. Bien sûr, elle est immédiatement reconstruite. Dans les différents affrontements, plusieurs CRS ont été légèrement blessés par des jets de pierres.

Durant toute la journée de lundi, des responsables départementaux des associations de rapatriés ont rencontré le sous-préfet, M. Roland Cayrol, pour demander la mise en liberté des trois jeunes arrêtés. Le représentant de l'Etat n'a pu répondre que l'affaire était du ressort de la justice et non du sien. Ce statu quo a fini par décourager le plus virulent des meneurs.

A Narbonne, les Français musulmans ont l'habitude de ce genre d'échec : en 1981, ils avaient saccagé le centre de loisirs qui leur était destiné, le jugeant inadéquat. En 1989, dix d'entre eux ont mené pendant trois semaines une grève de la faim... sans succès non plus. Leurs revendications, comme celles d'aujourd'hui, étaient vagues : du travail, des logements décentes, rien de typiquement narbonnais en fait.

Le racisme qui ne dit pas son nom

Seule différence entre ces actions passées et celles de cette semaine : la présence, lors des affrontements, de jeunes filles au coude à coude avec leurs compatriotes. Aïcha, dix-huit ans, CAP de coiffure, mais sans travail, explique : « Le problème des harkis est aussi le nôtre. Nous aussi, nous nous sentons rejetés, ignorés... ». Aïcha fait partie de SOS-Racisme depuis deux ans. Mais elle ne croit plus guère en l'association : « Si donner bonne conscience, c'est facile, mais ça n'a aucun rapport avec la réalité. » Or, la réalité narbonnaise est très simple : quatre bars sont ouverts la nuit jusqu'à 2 heures. Aucun d'entre eux n'accepte les enfants de harkis. Pas plus que les gitans ou les Turcs. « Vous comprenez, explique avec la meilleure

bonne foi du monde le patron de l'un d'entre eux, si j'en accepte un seul, mes habitués vont partir... »

C'est un peu ça, Narbonne, le racisme qui ne dit pas son nom.

Au centre-ville, sur la Promenade des Barques, on se souvient encore de cette bagarre qui éclata en 1989 dans un des bars les plus huppés de la ville : de jeunes Français musulmans avaient refusé de payer leurs consommations. Deux heures plus tard, de petits malfrats de la ville traversaient le quartier Saint-Jean-Saint-Pierre en tirant des coups de feu dans toutes les directions, sans faire de blessés heureusement. Comme on n'est pas près d'oublier ce bal organisé voici deux ans, toujours au centre-ville, par des étudiants très bon chic bon genre. Des fils de harkis avaient tenté de se mêler à la fête : intervention de « portiers » musclés, coups de feu tirés en l'air, et tout était rentré dans l'ordre. Chacun chez soi. Et tant pis si, au passage, quelques bras avaient été cassés.

Cet état de choses, le commissaire Zeller, chef des polices urbaines, et M. Hubert Mouly, maire (divers droite) de la ville, tentent d'y remédier. Le premier, en allant toujours dans le sens du dialogue, le second en injectant la somme de douze millions de francs à Saint-Jean-Saint-Pierre dans le cadre du plan de développement des quartiers. Des efforts sont donc en cours, mais cités des Oliviers, « on a bien peur », pour reprendre l'expression de Ben Mibonb Said, un des responsables des associations harkies, « d'être une fois encore mené en bateau ». Peut-être une fois de trop, tant la génération à laquelle il appartient, celle des trente-quatre ans, est débordée par les plus jeunes. Qui, eux, ne veulent plus attendre. A Narbonne, le préjudice fatalisme oriental n'a plus cours.

MICHEL MÉANES



## Le coût de l'indifférence

par Alain Rollat

ON ne compte plus, depuis la fin de la guerre d'Algérie, il y a vingt-neuf ans, les « plans » gouvernementaux en faveur des anciens harkis et de leurs familles. Tous ces « plans » ont d'ailleurs la même caractéristique : ils sont bûchés à la hâte, sous la pression, parfois violente, des intéressés, et dès que la communauté des harkis retrouve son calme, parce qu'elle croit voir la fin de son interminable tunnel, le « plan » nouveau rejoint les « plans » anciens dans la fosse commune des entretiens administratifs.

En 1989, il avait fallu le meurtre raciste d'un fils de harki à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), et de très vives réactions des membres de sa communauté, pour voir le conseil des ministres adopter, le 30 août, sur l'initiative du délégué du gouvernement aux rapatriés, M. Maurice Benassayag, un « plan d'intégration » assorti d'une impressionnante série de circulaires parues au *Journal officiel*. L'arsenal déployé était considérable, l'action interministérielle engagée présentée comme « un geste de réussite », le budget fixé à 200 millions de francs — beaucoup moins que les deux années précédentes (368 millions en 1988 ; 250 millions en 1987).

En 1990, il a fallu que le chef du cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales échappe à une tentative de séquestration, au terme d'une série de manifestations organisées à Agen et à Perpignan par les fils de harkis de l'ancien camp de Bias (Lot-et-Garonne), pour voir M. Michel Rocard installer, en décembre, une « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine » chargée de remettre un rapport avant le 1<sup>er</sup> mars 1991.

Menaces de démission

Cette mission s'est mise sérieusement au travail, mais M. Rocard a quitté l'hôtel Matignon sans avoir eu connaissance dudit rapport, qui ne sera remis à M<sup>me</sup> Edith Cresson qu'à la fin de la semaine, sans doute le vendredi 26 juin.

Entre-temps, M. Benassayag a menacé à plusieurs reprises de se démettre de ses fonctions. Car tous les « plans » en faveur de la communauté des harkis ont une autre caractéristique : ils suscitent le Front national : des devoirs spécifiques. — Le bureau politique du Front national a rappelé, lundi 24 juin, à propos des incidents de Narbonne et de la situation des familles d'anciens harkis, « les devoirs spécifiques de notre pays à l'égard de ceux qui avaient choisi, au péril de leur vie, le camp de la France ». Il a estimé que les vio-

lences de Narbonne ont tendance à faire tâche d'huile. Une centaine de membres de la communauté harkie de Jouques ont dressé un barrage de pneus enflammés, lundi, peu avant minuit, sur une route départementale, au nord d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Selon le président de la Fédération alsacienne des Français d'origine nord-africaine le problème des harkis pourrait devenir « l'intifada de la France ».

Le racisme qui ne dit pas son nom

Seule différence entre ces actions passées et celles de cette semaine : la présence, lors des affrontements, de jeunes filles au coude à coude avec leurs compatriotes. Aïcha, dix-huit ans, CAP de coiffure, mais sans travail, explique : « Le problème des harkis est aussi le nôtre. Nous aussi, nous nous sentons rejetés, ignorés... ».

Le racisme qui ne dit pas son nom

Cette mission s'est mise sérieusement au travail, mais M. Rocard a quitté l'hôtel Matignon sans avoir eu connaissance dudit rapport, qui ne sera remis à M<sup>me</sup> Edith Cresson qu'à la fin de la semaine, sans doute le vendredi 26 juin.

Entre-temps, M. Benassayag a menacé à plusieurs reprises de se démettre de ses fonctions. Car tous les « plans » en faveur de la communauté des harkis ont une autre caractéristique : ils suscitent le Front national : des devoirs spécifiques. — Le bureau politique du Front national a rappelé, lundi 24 juin, à propos des incidents de Narbonne et de la situation des familles d'anciens harkis, « les devoirs spécifiques de notre pays à l'égard de ceux qui avaient choisi, au péril de leur vie, le camp de la France ». Il a estimé que les vio-

lences de Narbonne ont tendance à faire tâche d'huile. Une centaine de membres de la communauté harkie de Jouques ont dressé un barrage de pneus enflammés, lundi, peu avant minuit, sur une route départementale, au nord d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Al Sénat

## Les élus des DOM tentent de préserver certaines prestations sociales

Les sénateurs ont adopté à la quasi-unanimité, lundi 24 juin, après l'avoir considérablement modifié, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, présenté par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration. Seul le groupe socialiste s'est abstenu. Au cours de l'examen du texte, les élus des départements d'outre-mer, toutes étiquettes politiques confondues, ont uni leurs efforts pour modifier deux dispositions relatives aux DOM : l'une supprimant l'allocation au premier enfant, l'autre entraînant une augmentation progressive de la participation financière des familles pour les cantines scolaires.

Les sénateurs se montrent souvent circonspects à l'endroit des projets de loi « portant diverses mesures d'ordre social ». Ils soupçonnent en effet le gouvernement de profiter de ces ensembles hétéroclites, qui regroupent des mesures émanant des uns

et autres, pour y glisser des dispositions qui leur sont précieuses. Le texte de M. Bianco a singulièrement pâti de cet examen minutieux. La majorité sénatoriale a jugé irrecevable, parce que contraire aux principes de la Constitution, le titre premier du texte de M. Bianco, qui regroupait des articles tendant à réguler les dépenses de santé. Sur le principe, M. Charles Descours (RPR, Isère), rapporteur au nom de la commission des affaires sociales, a assuré que le mécanisme retenu procédait d'une démarche « au coup par coup, sans vue à long terme ».

« Cavalier » budgétaire

Sur le fond, il a estimé que ce texte, qui introduisait dans le code de la sécurité sociale des accords intervenus entre l'Etat, la Caisse nationale d'assurance-maladie et des organisations représentatives des laboratoires d'analyses et des cliniques privées, était attentatoire au pluralisme syndical. Le gouvernement n'était cependant pas au bout de ses peines. La deuxième partie du projet, qui traitait de l'égalité sociale des départements d'outre-mer, a été en effet mise à mal par la coalition,

ébauchée à l'Assemblée nationale, des élus de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion, toutes tendances politiques confondues. Après avoir déploré, comme M. Henri Banguou (PC, Guadeloupe), « l'alignement des conditions économiques », tous se sont élevés, au cours de la discussion générale, contre deux dispositions du texte : la suppression de l'allocation au premier enfant, spécifique aux départements d'outre-mer, et l'augmentation progressive de la participation des familles au financement des cantines scolaires, du fait de la disparition du fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO), également spécifique aux DOM.

M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, n'a pu empêcher MM. Roger Lise (Un. cent., Martinique) et François Louisy (PS, Guadeloupe) de plaider avec succès pour le rétablissement de l'allocation au premier enfant. MM. Georges Othily (PS, Guyane) et Louis Virapoulle (Un. cent., la Réunion) ont ensuite fait adopter un amendement visant à maintenir le principe d'un fonds d'action sociale destiné au financement de ces cantines.

Enfin, profitant de l'extrême bété-

rogénéité du projet, les sénateurs ont adopté à l'unanimité un amendement supprimant un « cavalier législatif » concernant le régime des cotisations d'assurance-maladie des retraités de toutes les professions non salariées non agricoles, introduit en décembre dernier dans le texte modifiant la loi Royer, qui permettait aux caisses de conserver, selon les sénateurs, « des suppléments de cotisations indûment perçus ».

GILLES PARIS

La construction européenne au Sénat. La branche française du Mouvement européen, que préside M. Jean François-Poncet, organise, mercredi 26 juin, au Sénat, un débat public sur le thème : « Les conférences intergouvernementales sont-elles enlisées ? ». M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, MM. Bernard Bosson, ancien ministre des affaires européennes du gouvernement de M. Jacques Chirac, et Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen, participent au débat.

## POLITIQUE

La préparation du « projet » socialiste

## Les dirigeants du PS sont partagés sur l'éventualité d'un régime présidentiel

Continuant la préparation de son « Projet pour l'an 2000 », le Parti socialiste a organisé, le 18 juin, un colloque intitulé : « Quelle démocratie politique ? ». Au cours de ce débat, si M. Henri Emmanuelli a plaidé pour l'instauration d'un vrai régime présidentiel, MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius ont souligné qu'il est préférable, dans le cadre institutionnel actuel, le président de l'Assemblée nationale juge souhaitable une stricte limitation de l'usage de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, qui permet au gouvernement de faire approuver un de ses projets de loi sans vote de l'Assemblée.

La conversion des socialistes au réalisme est sans limite. M. Olivier Duhamel, professeur de droit public, proche de la gauche, mais fervent défenseur des institutions de la V<sup>e</sup> République, a pu s'en féliciter — ironiquement — au cours du colloque organisé le 18 juin par M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, chargé de l'élaboration du « projet » socialiste, et par M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national, chargé des études politiques, sur les possibilités d'améliorer le fonctionnement démocratique des institutions. Car il est clair, au moment où, pour la première fois depuis la préparation de leur programme de 1972, ils réfléchissent officiellement au devenir des institutions, que la majorité des dirigeants du PS n'envisagent qu'un amendement de la Constitution de 1958, et non plus son bouleversement, contrairement à leur souhait du début des années 70. Au point que leur « consultant », a dû leur rappeler que « le réalisme n'exclut pas toujours l'audace ».

La pratique institutionnelle actuelle conduit, en effet, à de graves dysfonctionnements. Nul ne peut le nier — les responsables de la réflexion socialiste pas plus que les autres, — et pas simplement du

fait de l'importance prise par le développement de ce qu'il est convenu d'appeler la communication politique. C'est pourtant à celle-ci qu'ils ont consacré le début de leurs travaux, en se demandant si « la médiocratie, la médiocratie et la médiocratie » n'agissent pas « contre la démocratie ». En posant les deux dernières de ces questions à MM. Jérôme Jaffré et Jacques Séguela, ils étaient sûrs que les réponses seraient, pour l'essentiel, négatives. M. Dominique Wolton, en revanche, a dressé un bilan équilibré, avec inconvénients et avantages, de l'importance prise par les médias de masse dans l'animation du débat politique.

Les causes, en fait, sont bien plus profondes, même si la « communication » en est souvent le révélateur. Ainsi M. Jean-Pierre Chevènement a-t-il, une fois encore, expliqué que si « la démocratie est en crise », c'est aussi parce que tous les outils de « médiation traditionnelle » connaissent une crise profonde. Surtout, M. Le Gall a mis en avant le passage d'une « démocratie représentative » à une « démocratie d'opinion », et constaté « une montée de l'agnosticisme idéologique et politique », puisque, « sur les principaux sujets qu'affrontent aujourd'hui nos sociétés industrielles — le chômage, l'environnement et la surie de la planète, la régulation des flux migratoires internationaux, — nos conceptions perçoivent une certaine impuissance de la politique à modifier le cours des choses ».

M. Emmanuelli : « un monarque républicain »

Sur le constat, l'accord est donc général. Trouver les solutions est autrement plus délicat, d'autant que, chacun le reconnaît, modifier les règles de droit ne suffira pas à résoudre tous les problèmes. Ainsi, M. Laurent Fabius a fait remarquer que dans la recherche d'un « nouvel équilibre de la démocratie », ce ne sont pas, d'abord, les institutions qui sont en cause, et qu'il faut aussi s'intéresser « aux vrais pouvoirs : les médias, la science, l'administration, l'économie, car, pour eux, il n'y a pas de contre-

pouvoirs ». Une analyse que partage M. Emmanuelli en affirmant, pour le regretter, que « la première des puissances n'est pas le pouvoir politique, mais le pouvoir économique ».

Leur accord se réduit à cela, puisque le député des Landes est partisan d'une véritable révolution institutionnelle, que rejette, pour sa part, le président de l'Assemblée nationale. Dénouant les « fausses apparences » et les « rigidités » de la Constitution de 1958, l'apparition d'autorités administratives limitant les moyens d'action des politiques, « l'invention de la société civile », qui concurrencie la légitimité des élus, « l'hypertrophie du pouvoir présidentiel d'un monarque républicain », M. Emmanuelli a expliqué sa « préférence pour un régime parlementaire authentique, sur le modèle britannique, espagnol ou allemand ». Mais, constatant qu'« en France, on ne pourra plus revenir sur l'élection du président de la République au suffrage universel », il est devenu « présidentieliste par défaut ».

M. Fabius : réserver le 49-3 au budget

Cette prise de position du numéro trois du PS est fermement combattue par le premier secrétaire de ce parti. Dans un message lu à ce colloque, M. Mauroy a déclaré ne pas être « favorable à la transposition en France du système américain, préférant se situer « au sein des institutions de la V<sup>e</sup> République », dont il a leu « la durée qu'elle précède, la stabilité qu'elle favorise, l'assentiment qu'elle recueille ». Il a affirmé, toutefois, qu'il faut « remédier aux déséquilibres entre les villes et les campagnes, tant au Sénat que dans les conseils généraux », et « aux déséquilibres entre l'exécutif et le législatif », et il a apporté son soutien aux réformes proposées, pour ce faire, par M. Fabius.

Cette préférence pour la réforme est aussi, en effet, celle du président de l'Assemblée nationale. D'autant qu'il a observé que « les institutions, ce n'est pas seulement la Constitution », et qu'« on peut donc réformer sans toucher à

celle-ci ». Il a cité le mode d'élection des sénateurs, la déconcentration de l'éducation, une limitation plus stricte du cumul des mandats, le fonctionnement des instances européennes, la reconnaissance du droit des générations futures. Tout cela ne l'empêche pas de souhaiter quelques modifications de la loi fondamentale : le quinquennat renouvelable une fois, pour la durée du mandat du président de la République ; le droit, pour les justiciables, de saisir le Conseil constitutionnel ; l'extension du champ des questions pouvant être soumises à référendum ; la limitation de l'usage de l'article 49 alinéa 3, permettant l'adoption d'un texte par l'Assemblée nationale sans vote si le gouvernement engage sa responsabilité, article « qui doit être réservé aux situations exceptionnelles, aux textes majeurs, c'est-à-dire, essentiellement, au budget ».

En faisant cette proposition, M. Fabius, bien entendu, veut rééquilibrer les prérogatives du législatif et de l'exécutif, mais, sans attendre, il a montré que les parlementaires « ont dans leurs mains de quoi détenir pas mal de pouvoirs » et que c'est donc à eux d'« user » des compétences qu'ils tiennent de la Constitution. Une fois n'est pas coutume, un record, M. Alain Richard, partage une analyse fabiusienne. Pour faire évoluer les choses, le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale croit davantage à l'évolution de la coutume qu'à une révision des textes. A ses collègues députés, il a demandé de faire preuve de « déontologie », « d'utiliser leurs pouvoirs » et « de respecter eux-mêmes le Parlement ».

La pratique des institutions est, en effet, tout autre que les règles de droit, responsable de bien des dysfonctionnements de la vie politique. Cela n'empêche pas de souhaiter des modifications de celles-ci. C'est le choix qu'ont donc fait la plupart des dirigeants socialistes, faisant ainsi leur la formule de M. Olivier Duhamel : « L'irréversibilité de la V<sup>e</sup> République n'implique pas son intangibilité ».

THIERRY BRIÈRE

Le dixième anniversaire de l'entrée des communistes au gouvernement

## « Quand l'Humanité était le seul journal gouvernemental »

Une représentation spéciale du répertoire politique était à l'affiche, lundi 24 juin, au Théâtre de la Commune à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Un souvenir en hommage au 24 juin 1981. MM. Charles Fisman, Anicet Le Pors, Jack Ralite et Marcel Rigout, les quatre acteurs d'une pièce intitulée *Il y a dix ans se constituait un gouvernement d'union de la gauche avec des ministres communistes* étaient entourés de quelques deux cents figurants qui hésitaient entre la nostalgie, la déception et l'espoir.

La fine fleur de la contestation communiste des dernières années avait répondu à l'appel des quatre musiciens du gouvernement de M. Pierre Mauroy. On reconnaissait, par ordre d'ancienneté oppositionnelle, notamment, MM. Gilbert Wasserman (renouveau), Félix Damette, Gaston Vians et Marcel Dufiche (reconstructeur), Claude Quin et Jean La Lagade (refondateur).

Il y avait des membres des cabinets ministériels de l'époque. M. Pierre Mauroy, le premier ministre de l'union de la gauche, et M. Georges Marchais, le secrétaire général du PCF, n'avaient été conviés. Rancune jetée depuis bien longtemps à la rivière. M. Claude Cheysson, lui, avait été invité : le 25 juin 1981, le ministre des relations extérieures avait pourtant comparé chaque ministre

communiste au « gars qui fait les courses » dans une entreprise.

Maire d'Aubervilliers, ancien ministre de la santé puis de l'emploi, M. Ralite a affirmé sa satisfaction d'avoir été ministre. « Nous avons été contents d'être ministres. Nous ne le regrettons pas. Dans le rétroviseur, a-t-il dit, ce n'est pas une tâche noire. » Ancien ministre de la formation professionnelle, M. Rigout a déclaré : « Nous avons vécu sur des factions. A partir de là, il faut analyser, refondre, reconstruire un projet alternatif qui soit entendu par les gens de gauche, les progressistes, notamment par la jeunesse ».

Ancien ministre de la fonction publique, M. Le Pors s'est souvenu, avec un brin d'humour, de cette époque où « l'Humanité était le seul journal gouvernemental ». Ancien ministre d'Etat, ministre des transports devenu chef de file des « refondateurs », M. Fisman a assuré qu'il reste animé, sans en faire une revendication personnelle, « par la même volonté d'assumer des responsabilités concrètes à tous les niveaux, y compris au gouvernement, pour faire avancer concrètement la solution des problèmes de la vie des gens et du pays tout entier ».

O. B.

## Nouveaux attentats en Corse

Trois attentats ou tentatives d'attentats, dont deux au moins visant des objectifs appartenant à l'armée ou à la police, ont eu lieu en Corse dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 juin. C'est la première fois depuis l'élection présidentielle de 1988 et la trêve qui a suivi que ces symboles de l'Etat sont l'objet d'attaques.

A 1 h 30 du matin, un CRS en faction devant le casern des CRS d'Aspretto, à la sortie d'Alajaccio (Corse-du-Sud), a découvert une boîte de café soluble, avec une mèche lente, qui contenait 400 grammes de plastique. En Haute-Corse, vers 2 h 30, un commando a investi l'établissement régional de matériel militaire de Corte. Après avoir neutralisé les deux gardiens — un civil et un appelé — une dizaine

d'hommes cagoulés se sont introduits dans le bâtiment et ont demandé à se faire ouvrir l'armurerie. Les gardiens ne possédant pas les clés, le commando est reparti sans pouvoir s'emparer des armes, mais en emportant deux cartons dont le contenu n'a pas été révélé. On précise cependant, de source policière, qu'il ne s'agissait ni d'armes ni d'explosifs.

Vers 4 h 30, un attentat à l'explosif a été perpétré dans le vieux port de Bastia contre une ancienne vedette des douanes vendue récemment aux enchères publiques mais dont le nom du propriétaire n'a pas été communiqué. La charge dont la nature n'a pas été révélée a complètement détruit le bateau.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

## M. Kouchner : « M. Chirac a eu peu de nez »

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner a estimé lundi 24 juin, au cours de l'émission « L'heure de vérité » d'Antenne 2, que M. Jacques Chirac avait eu « pour le moins, peu de nez en parlant comme il l'a fait des immigrés ». « C'est-à-dire, a-t-il précisé, que la manière, qui ne lui ressemble pas d'ailleurs (...), d'opposer le soutien à l'ail aux sentiments du méchant ne paraît indigne du débat français ». M. Kouchner a toutefois jugé que les propos utilisés par le maire de Paris ne reflétaient pas le fond de sa pensée tout en affirmant que l'on ne peut pas aborder le problème démographique et l'immigration ainsi : ce n'est pas possible.

Venu de la « société civile » à la politique, le secrétaire d'Etat a pris la défense des hommes politiques, selon lui injustement attaqués : « J'ai une haute idée de la politique et des hommes politiques dont je connais la vie, qui n'est pas très drôle, a-t-il dit. Je ne sais pas pourquoi ils courent après leur pouvoir, parce que le pouvoir est faible, et la vie est impossible ».

Mais j'ai une tellement haute idée de la politique que je souhaiterais que mes concitoyens n'aient pas ce mépris. Il est injustifié pour une part.

Evocant son projet de créer un mouvement baptisé Société civile, M. Kouchner l'a présenté comme un « réseau » destiné à mettre en contact des hommes politiques avec « des décideurs, des communicants, des industriels, des associations », pour proposer au gouvernement des mesures concrètes. M. Kouchner s'est également déclaré opposé à la remise en cause des prestations sociales pour les étrangers en situation régulière ou du regroupement familial. Il a estimé qu'une politique d'immigration est inséparable d'une politique d'aide au développement. S'agissant enfin de sa situation personnelle, M. Kouchner a précisé qu'il n'envisageait pas d'être candidat aux élections législatives et qu'il aurait bien aimé être ministre de la santé.

► Lire page 23 la chronique de Pierre Georges

## La revue française d'Administration Publique

L'administration de la Justice  
Introduction de  
Simone Rozès  
Derniers numéros parus  
• La consommation :  
quelles politiques ?  
quelles projections ? n° 56  
• Les fonctions publiques  
de l'Europe des Douze, n° 55  
le numéro 73 F  
Institut  
International  
d'Administration  
Publique

revue française  
d'ADMINISTRATION  
PUBLIQUE  
d'ADMINISTRATION  
DE LA JUSTICE

Diffusion : La documentation Française  
29, quai Voltaire 75007 Paris. Tél. (1) 40.15.70.00

## DIAGONALES

L'AUTRE jour, à la sortie du lycée Charlemagne, une jeune fille pleurait. Candidat au bac, elle venait de remettre copie blanche. Pour la consoler, on aurait pu lui prouver que, la « panne », ça n'arrive pas qu'à elle. Les écrivains connaissent le vertige de la page vierge. Et, chez nos hommes politiques, que se passe-t-il d'autre, ces temps-ci ? Comme disent les gosses, ils ont « tout faux ».

Sauf qu'eux ils ne pleurent pas pour autant. A peine s'ils s'en aperçoivent. Le déficit d'idées paraît plus criant du côté de l'opposition, parce que c'est son rôle d'en produire et qu'elle a le temps pour cela. Au lieu de penser un avenir dont il n'exclut pas d'être chargé à nouveau, l'ancien président de la République cherche dans son « vécu » quotidien des brevets de sensibilité adolescente et de talent littéraire. Plus inquiétant : on le voit jouer de l'accordéon (d'une main) dans une émission de variétés garantie pure de toute réflexion. Etant homme à calculer ses risques, qu'attend-il de ces exhibitions émotionnelles ? Attend-il le populaire avec des confidences sympas, puisque le message politique, au dire des conseillers en image, « ne passe plus ».

L'affaire des « odeurs » d'immigrés procède du même préjugé contre tout recul discursif. Jacques Chirac a dit ouvertement que, en reprenant des propos d'électeurs, il rejoignait le « parler vrai », par opposition à la pensée conceptuelle, réputée irrisante et louché. Contre la langue de bois, la langue du zinc ! Plus que par le contenu de ses propos, c'est par cette attitude de principe populiste et anti-intellectuelle que l'ancien premier ministre se rapproche du leader nationaliste, dont il paraît gagner l'électorat. Naguère, M. Le Pen justifiait ses perfidies sur le nombre de juifs dans les médias par le fait que ces choses-là s'entendaient couramment dans les conversations. Répéter les pulsions et les préjugés de bistrot : serait-ce devenu le rôle des hommes d'Etat ?

A gauche, ça ne vole guère plus haut. Le parti majoritaire interroge sa base pour savoir ce qu'il faudrait faire au pouvoir, comme au temps où il n'était pas encore ou comme s'il redoutait de n'y être bientôt plus. Cette crainte est également sensible en haut lieu, où les courisants se sentent en hâte dans les grands

## Tout faux

corps de l'Etat, signe habituel des fins de règne. Les ex-gauchistes ralliés recommencent à se gratter le crâne, avec ce grincement de girouette annonciateur des sautes de vent.

Les acrobates de vocabulaire ajoutent à ces mauvais présages. Tandis que le premier ministre amuse le tapis et effleure les chancelleries en maniant ce que Céline appelait « l'argot des chancelleries », les ministères trompent les durs réalistes avec des mots inédits : la faille de l'enseignement, par exemple, est devenue depuis peu celle du système éducatif. Malheur aux gouvernements en quête de synonymes, ces aveux d'embarras !

D'autres feraient-ils mieux ? Le discrédit subi par les politiques les affecte tous sans exception, de même que leurs compères journalistes, et il vient de plus loin qu'eux. Aucune université d'été avec petites phrases en chemise n'y changera grand-chose. L'impression s'étend que, entre les règlements internationaux et les flux mondiaux d'hommes ou de marchandises, les exécutifs ont perdu leur marge d'action sur l'événement. Plus rien ne distingue la gauche depuis que, à l'égal de la droite elle gère le profit, soigne les possédants, impose les démunis et expulse les gêneurs. « Cela, ou mener les chevaux boire », faisait dire Montherlant à Jeanne la Folle dans le Cardinal d'Espagne. Pour capter notre reste d'espérance et juguler l'abstention, les candidats au pouvoir n'ont plus qu'à rivaliser de brushing. Au pays de Maures et de Jaurès, d'Aron et de Mendès, ça fait tout drôle !

Au fait : les intellectuels rendent-ils de meilleures copies ?

Le discrédit jeté sur les gens dits « d'action » n'a pas épargné les hommes dits de « pensée ». Avec la brutalité sans réplique propre à la télévision, il a été asséné, au printemps, que l'ensemble des écrivains avaient perdu, par leurs bêtises sur le communisme, tout titre à éclairer l'opinion. Seuls pouvaient encore y prétendre, à la rigueur, quelques « drois-de-l'homme » photographiques. Les notions mêmes de pensée critique, de débat et de

futur ont succombé à la dictature amnésique de l'information à chaud et de l'image-choc. Les figurants du « show » culturel en sont réduits aux fêtes d'anniversaire et aux invectives sans conséquences.

Rien ne nuit aux intellectuels autant que cette impunité qu'ils n'ont ni méritée ni voulue, et qui ne tient pas qu'aux mœurs. Il manque une échelle de Richter pour mesurer le séisme idéologique entraîné par la fin du rêve communiste. Avec les mythes de la Révolution et du Progrès et du Peuple qui soutenaient l'optimisme politique depuis deux siècles. La rationalité capitaliste et l'exploitation plus ou moins humanisée de l'homme par l'homme restent les seuls horizons de la réflexion planétaire. Pas de quoi pavoler pour une civilisation qui croyait penser l'histoire et agir sur elle ! On comprend que nos dirigeants se réfugient dans l'accordéon, les propos de bar et l'euphémisme ; mais les gardiens naturels du prestige de la pensée peuvent-ils s'en battre l'œil ? C'est leur honneur qu'à eux l'avenir demandera des comptes. Tandis que l'Occident n'en finit pas d'applaudir à l'écroulement du rideau de fer, une autre muraille s'élève, que personne ne veut voir, entre le Nord et le Sud, entre les poutres app' des centres-villes rénovés et les cours livides des banlieues. Qui va ouvrir les esprits à ces évidences avant que n'éclate une nouvelle guerre du Golfe et que ne sonne l'assaut final des pauvres contre les riches ?

Abbie Hoffman dit : « Vouloir créer des changements politiques sans contre-culture, c'est comme essayer de skier sans neige. » Une contre-culture naïve. Il en faut toujours une, quitte à opposer de l'acceptable à l'inacceptable.

Pour l'heure, l'esprit et l'art des sans-voix ne rendent aucun des sons charmants dont l'humanité a toujours su habiller ses antagonismes. On ne perçoit encore que des fracas de vitrines brisées, de voitures ivres, des graffitis saignants. Cet été, les révoltes, comme les assés, ont « tout faux ». Et même pas une larme, comme la lycéenne de Charlemagne, pour reconnaître leur échec !

مكتبة الشمل



# SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Refonte des filières, allègement des horaires et soutien pédagogique

## M. Jospin veut adapter le lycée à l'enseignement de masse

M. Lionel Jospin devait rendre public, mardi 25 juin, l'ensemble de son plan de « rénovation » des lycées. Cette réforme repose sur une simplification des filières générales et technologiques du lycée et du baccalauréat. Elle introduit dans les emplois du temps, des modules hebdomadaires de soutien aux élèves et un système d'options plus souple qu'actuellement. Enfin, elle entraîne un allègement des horaires et, à terme, des programmes.

Ce plan devrait être appliqué à partir de la rentrée 1992 en classe de seconde, avant d'être étendu progressivement, jusqu'en 1995, aux classes de première et de terminale. Une réflexion spécifique va maintenant être engagée sur l'avenir du baccalauréat.

Voici le détail des principales mesures annoncées par M. Jospin.

### LA CLASSE DE SECONDE

La classe de seconde reste un cycle de détermination : qu'ils se destinent aux filières de l'enseignement général ou à celles de l'enseignement technologique, les élèves suivent en seconde les mêmes enseignements communs. Mais ils peuvent, dès leur entrée au lycée, établir des choix par le biais de deux options obligatoires, choisies parmi quatorze possibilités. Ce choix ne doit - théoriquement - peser d'aucune manière sur leur orientation ultérieure.

Un module de trois heures, en demi-groupe, porte sur le français, les mathématiques, les langues vivantes et l'histoire-géographie. Il doit permettre d'approfondir tel ou tel domaine de connaissance et apporter aux élèves une aide méthodologique et un soutien individualisé. Pour faciliter la répartition des élèves dans les groupes de module, le ministère prévoit d'organiser une évaluation systématique des connaissances et des acquis de tous les élèves entrant au lycée.

### DES SÉRIES PLUS LARGES

Des séries plus larges, plus cohérentes dans leur contenu, seront désormais proposées au lycée. Elles redeviendront à différents « profils » d'élèves et seront plus nettement articulées aux débouchés ultérieurs. Elles seront surtout moins hiérarchisées et la prédominance des mathématiques dans la filière scientifique est minorée (sept heures de maths en terminales scientifiques au lieu de neuf actuellement, par exemple).

Chaque série est organisée autour de matières dominantes et de matières complémentaires de formation générale. Un enseignement modulaire de soutien, en groupe restreint, occupe trois heures en première et deux heures en terminale. Peuvent s'y ajouter, selon les séries, une ou deux options maximum.

#### La série littéraire

En classe de première, l'horaire de français est renforcé et passe de quatre heures à cinq heures hebdomadaires. En revanche, les mathématiques deviennent optionnelles en terminale. A partir d'une « culture littéraire commune », les élèves peuvent choisir un « profil » en moyen-

des options, tourné vers les enseignements artistiques ou les langues. En dehors des mathématiques, un enseignement scientifique faisant appel à différentes disciplines est prévu dans les enseignements obligatoires.

La série économique et sociale L'organisation de cette série permet aux élèves de renforcer certaines matières dominantes (maths, sciences économiques et sociales) par le jeu de l'option. L'enseignement des langues est valorisé. Celui de mathématiques devient un enseignement appliqué. L'horaire de français est renforcé en classe de première.

#### La série scientifique

Valoriser les disciplines scientifiques au baccalauréat en renforçant les coefficients et permettre la prise en compte de plusieurs « profils » scientifiques : tels sont les enjeux de cette série scientifique unique qui regroupe les actuelles séries C, D et E. Les matières dominantes comprennent de la biologie et de la technologie industrielle, que les élèves peuvent également choisir en option. L'aspect expérimental de l'enseignement peut, en outre, être accentué par le choix des modules.

Les séries technologiques Elles sont regroupées en trois grandes « familles » : « sciences et technologies industrielles », « sciences et technologie de laboratoire », « sciences et technologies tertiaires ». Aucune disposition n'est encore arrêtée pour les bases « sciences médico-sociales » et « arts ».

Pour l'ensemble de ces filières, une rénovation progressive des programmes est prévue, ainsi qu'une valorisation de l'enseignement général par le biais des modules.

La voie professionnelle La formation générale des élèves est développée afin de leur donner des bases plus solides en vue d'une éventuelle poursuite d'études. L'enseignement de français et de langue vivante est renforcé, notamment en terminale professionnelle.

### UNE PÉDAGOGIE DIVERSIFIÉE

Les modules de soutien C'est la principale innovation de cette réforme. Pour faire évoluer les structures pédagogiques du lycée, le ministre propose d'offrir, grâce aux modules, « un cadre pédagogique plus souple » et « un espace de liberté nouveau pour les enseignants ». Mais l'enseignement modulaire ne signifie pas enseignement à la carte, tient à préciser M. Jospin. Les heures de modules sont obligatoires pour les élèves et sont organisées en groupe restreint. L'enseignement modulaire n'est pas lié à un programme précis ni sanctionné par un examen final, même s'il suit un cadre disciplinaire précis.

#### Des options assouplies.

Les options, qui actuellement servent souvent de « critères de sélection implicite » selon M. Jospin, ne pourront plus désormais bloquer l'orientation d'un élève. Aucune option ne sera exigible pour choisir une série. Ce principe retenu est de permettre aux élèves, par le choix d'options, de mieux définir leur orientation et leur « profil ». Ainsi, en seconde, les élèves devront obligatoirement choisir deux options dans une palette très large. En première et terminale, en revanche, l'élève ne pourra choisir qu'une seule option et ce choix sera facultatif.

### HORAIRES ALLÉGÉS

Mis en avant, depuis des mois, comme l'un des objectifs de la

réforme des lycées, l'allègement des horaires est posé directement sous silence par M. Jospin. Prudence purement tactique, car les horaires hebdomadaires sont bel et bien diminués, comme prévu. Dans les filières technologiques, le maximum envisagé est de 34 heures par semaine, contre 38 ou 39 heures actuellement. Dans les filières professionnelles, le plafond est abaissé d'une heure (35 par semaine). Dans les filières générales, les horaires ne sont pas réduits, globalement, de manière spectaculaire puisque le maximum hebdomadaire est raboté d'une heure ou deux. Mais les « modules » de trois heures en seconde et première et de deux heures en terminale réduisent d'autant l'enseignement disciplinaire traditionnel. En outre, la réduction du nombre possible d'options en première et terminale allègera pour leur part la surcharge des horaires.

### DES PASSERELLES LIMITÉES

Si le projet de M. Jospin maintient le principe de passerelles entre les différentes filières pour permettre des réorientations, il n'envisage la mise en œuvre qu'avec beaucoup de précaution. Le risque est grand en effet, selon le ministre, que ces passerelles renforcent l'attrait déjà très fort des filières générales au détriment des voies technologiques et professionnelles. Ainsi, la possibilité de passer d'une seconde générale à une deuxième année de BEP sera expérimentée dans deux académies pendant deux ans.

## Une mécanique aléatoire

par Gérard Courtois et Christine Garin

Encore une réforme du lycée, grinceront les sceptiques. Et ils auront beau jeu de rappeler la longue liste des projets esquissés, annoncés et mort-nés depuis vingt ans. La situation de 1991 est pourtant assez différente pour que le projet présenté par le ministre de l'éducation nationale ait quelque chance de ne pas s'effriter.

Tout d'abord il repose sur un constat désormais largement partagé : on ne peut plus continuer comme avant. L'ouverture des portes du lycée à la majorité de jeunes et l'hétérogénéité des élèves imposent de repenser la finalité même du lycée et son organisation pédagogique.

En outre, M. Jospin a multiplié, depuis trois ans, rapports et concertations. Ses propositions ne cadent pas à la tentation du spectaculaire. Plutôt que de bousculer un édifice fragile et des enseignants inquiets, il s'efforce d'accompagner progressivement les mutations en cours. La refonte des filières, l'allègement des horaires, l'introduction de modules de soutien : la mécanique a été minutieusement réfléchi.

Mais elle n'est pas à l'abri d'éventuels ratés. Pour quatre raisons. En premier lieu, les innovations pédagogiques proposées sont ce qu'en feront les enseignants. Il est clair, par exemple, que les modules de soutien supposent travail en équipe, remise en cause des habitudes et réflexion sur les contenus. Faute de quoi ils pourraient rapidement dériver vers des séances de bachotage classiques.

Le projet suppose également un sérieux renforcement des moyens mis à la disposition des lycées. Si l'allègement des horaires permet des économies d'heures d'enseignement, le doublement des classes pendant les modules sera très coûteux en enseignants. Le budget suivra-t-il ? Troisième réserve : cette

rénovation impose une sérieuse refonte des programmes. Or le ministre, qui avait commencé par là en confiant, dès 1988, une mission de réflexion à MM. Bourdieu et Gros, et qui a créé à cet effet le Conseil national des programmes, n'a toujours pas osé franchir le pas. La refonte des programmes est à nouveau renvoyée à une date ultérieure. Enfin, le baccalauréat, qui

structure tous les cursus du secondaire et pèse sur l'orientation dans le supérieur, reste le grand tabou de ce projet, malgré les exaspérations récentes de M. Cresson. Il a certes annoncé qu'il poursuivait la réflexion sur l'adaptation de l'examen. Mais il a aussi rappelé son « apôlos symbolique très fort ». « Je défendrais ce baccalauréat-là », a précisé le ministre.

**La nouvelle pièce française en Ecus**  
en Or et en Argent

**Descartes, fondateur de la pensée européenne**  
La MONNAIE DE PARIS émet la deuxième pièce de collection de sa série consacrée à l'Europe qui comprend aussi Charlemagne, parue en 1990, et Jean Monnet qui sera émise en 1992. Ces pièces sont les seules au monde à être libellées simultanément en deux devises : 70 Ecus/500 F pour les pièces en Platine et en Or et 15 Ecus/100 F pour celles en Argent.

Galerie de vente de la Monnaie de Paris, 2, rue Quénégaud, PARIS 8.  
Etablissement monétaire, Voie Romaine, PESSAC (Gironde).  
Les Pyramides du Grand Louvre, PARIS 1<sup>er</sup>.

Trésorerie Générale, au chef-lieu de chaque département.  
Chez les distributeurs agréés de la Monnaie.  
Vente par correspondance :  
MONNAIE DE PARIS, 11, quai de Conti 75270 PARIS CEDEX 06.

### DÉFENSE

Trois navires de guerre soviétiques à Toulon. - Depuis le lundi 24 juin, trois bâtiments soviétiques sont en escale pour cinq jours à Toulon. Il s'agit du croiseur lance-missiles *Krasny-Kavkaz* (9 700 tonnes), de l'escorteur lance-missiles *Krasny-Kavkaz* (Caucase rouge) (4 750 tonnes), et du navire-école *Perekop* (8 500 tonnes). La dernière escale de navires soviétiques à Toulon remonte à 1979. En 1990, le croiseur *Colibri* et la frégate *Duquesne*, de la marine nationale, avaient fait une visite officielle à Sébastopol.

Nominations au cabinet du secrétaire d'Etat à la défense. - Au cabinet de M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense, dont la direction est assurée par M<sup>me</sup> Anne Merloz (le Monde daté 26-27 mai), ont été nommés : conseillers techniques, M. Fabrice Théobald, ingénieur civil du génie maritime, et le colonel Georges d'Harcourt, chargé de mission, M. Jean-Pierre Chruszcz, administrateur territorial, attaché de presse, M. Arnaud Lacaze-Maspujoul.

## Sept ans de bachotage

Si M. Jospin avait voulu inscrire sa politique de rénovation des lycées dans le cadre d'un septennat, il ne s'y serait pas pris autrement. Dès la rentrée 1988, trois mois après son arrivée rue de Grenelle, il avait, en effet, lancé une « réflexion sur les programmes » dont le pilotage avait été confié, durant l'année 1989, au sociologue Pierre Bourdieu et au biologiste François Gros.

### Objectif 1995

Fort des travaux de ces « sages », le ministre de l'éducation avait ensuite installé, en février 1990, le Conseil national des programmes, qui lui a remis, depuis, deux rapports sur les filières générales et sur les filières technologiques et professionnelles du lycée (le Monde des 24 novembre 1990 et 21 mars 1991). C'est sur la

base de ces rapports, soumis en début d'année à l'examen du Conseil supérieur de l'éducation (où siègent enseignants et parents), que M. Jospin avait, le 22 avril dernier, présenté ses « propositions pour la rénovation des lycées » (le Monde du 23 avril).

Après d'ultimes concertations et arbitrages, le ministre vient donc de présenter la réforme qu'il entend désormais mettre en œuvre. Il lui faudra encore quatre ans pour mener le processus à son terme. Le calendrier défini prévoit, en effet, les premières mesures d'application dans les classes de seconde à la rentrée 1992, en première à la rentrée 1993 et en terminale à la rentrée 1994, débouchant sur la session du baccalauréat de 1995.

Comme le souligne M. Jospin, « on ne réforme pas le lycée en un ou deux ans ».

## On y prend goût NOUVELLES FRONTIÈRES

**i** est un lieu où il ne pleut jamais au cœur des pays irlandais. On y entre vite fait pour se sécher... puis, impossible de s'en détacher : les histoires y sont savoureuses et l'ambiance si chaleureuse!

**DUBLIN 990 F**

VOI ALLER RETOUR, DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Trois avis du Comité national d'éthique

## La technique de réduction embryonnaire mérite une loi

Le Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a rendu publics, lundi 24 juin, deux avis concernant les limitations qui devraient être appliquées à la mise en œuvre des tests génétiques et à la technique dite de « réduction embryonnaire » (nos dernières éditions datées du 25 juin), domaine dans lequel une loi lui paraît nécessaire. Il a également rendu un avis qui s'oppose à toute légalisation de l'euthanasie (voir notre encadré).

Le Comité national d'éthique vient de fournir une réponse attendue aux nombreux problèmes soulevés par les progrès de la biologie moléculaire qui, appliquées à la génétique humaine, permettent d'identifier de nombreuses caractéristiques individuelles à partir de simples échantillons d'ADN. « Le génome d'un individu, parce qu'il relève de son être plutôt que de son

ressus eux-mêmes la production des éléments d'information les concernant (...). »

Dans un second avis, en se prononçant en faveur d'un encadrement législatif de certaines pratiques de procréation médicalement assistée, le Comité national d'éthique prend une position quelque peu inattendue, qui, si elle était suivie, pourrait avoir d'importantes conséquences pratiques. La question posée concernait la réduction embryonnaire, cette technique qui consiste, en cas de grossesse multiple, à faire avorter une femme d'un ou de plusieurs des embryons qu'elle porte. Ces réductions embryonnaires sont généralement pratiquées deux à trois mois après le début de la grossesse et, exceptionnellement, à un stade plus tardif, ou par ailleurs, au-delà de six semaines de grossesse, de réduction fœtale.

Avant deux mois de grossesse, ces réductions peuvent être réalisées par aspiration sous contrôle échographique. Au-delà de cette période, elles le sont par injection

vaie qualité, à la déclencher. Dans la fécondation in vitro, on transfère généralement in utero plusieurs embryons pour augmenter les chances de grossesse. « Après des excès indiscutables, reconnaît le Comité national d'éthique, le nombre des embryons transférés par les équipes de référence est le plus souvent de trois, cette limitation posant d'ailleurs de manière plus aiguë le problème des embryons surnuméraires. » Même s'il est bien connu des spécialistes que de nombreuses équipes continuent d'implanter aujourd'hui plus de trois embryons obtenus in vitro, il semble que ce soit malgré tout la pratique mal maîtrisée de la stimulation ovarienne qui pose le plus de problèmes.

Aujourd'hui, les médecins pratiquent des réductions embryonnaires dans les grossesses de quatre embryons et plus (en maintenant en général à deux le nombre de ces embryons) ainsi que dans certains cas d'affection maternelle (diabète, hypertension artérielle, malformation utérine). « Pour la future mère, la décision est toujours difficile à prendre, souligne le comité. Recourir à la réduction embryonnaire, c'est accepter de faire le deuil d'un ou plusieurs futurs enfants en se référant à des statistiques médicales et pour éviter de futurs problèmes matériels et psychologiques. La tentation est forte alors de se culpabiliser pour n'avoir pas le courage d'accepter le risque médical et les problèmes à venir. C'est aussi accepter de porter pendant six ou sept mois un ou plusieurs embryons morts. C'est accepter enfin, pour les futurs enfants restants, d'éventuels problèmes psychologiques importants. Comment vivre-ils plus tard le fait que, pour qu'ils soient vivants et en bonne santé, il leur a fallu sacrifier leurs frères ou sœurs ? »

A l'inverse, ne pas recourir à la réduction embryonnaire, c'est prendre le risque de perdre un ou deux, voire tous les enfants à la naissance. C'est accepter aussi pour de longues années des problèmes matériels et financiers.

## Déclaration obligatoire

On ne dispose d'aucune donnée fiable quant au nombre précis de réductions embryonnaires réalisées chaque année en France. Cette incertitude varie également pour les réductions fœtales envisagées lorsque l'un des fœtus est porteur d'une maladie létale ou d'une anomalie majeure. Après avoir abordé les considérations juridiques, déontologiques et éthiques de cette question — s'agit-il ici d'un avortement alors même que la grossesse continue ? — le Comité national d'éthique souligne que les réductions embryonnaires ou fœtales « ont pour effet la suppression d'une personne humaine potentielle et peuvent entraîner pour la femme et la famille de lourdes conséquences morales et psychologiques ». Elles ne sauraient donc « être entreprises, à défaut de toute autre possibilité, sans motif d'une exceptionnelle gravité », « et est hautement souhaitable que les cas de recours nécessaire à la réduction embryonnaire ou fœtale se raréfient. Aussi, dans un souci de prévention, les recherches en vue d'une meilleure compréhension et d'un meilleur contrôle de l'ovulation et des transferts d'embryons doivent-elles être attentivement poursuivies, poursuit le comité. C'est ainsi que, sauf exception justifiée par des arguments solides et strictement médicaux, le nombre des embryons transférés ne devrait pas dépasser trois. »

Un tel avis, s'il était effectivement mis en œuvre, pourrait devenir un obstacle à la fécondation in vitro, pour autant globalement réduire l'efficacité de cette méthode. Le comité souhaite, également, une amélioration substantielle de la formation des praticiens et de l'information donnée aux femmes concernées. Enfin, en se prononçant pour que la réduction embryonnaire ne sorte pas du champ de la thérapeutique pour devenir éventuellement une indication de convenance, le Comité national d'éthique rejoint les partisans de la législation dans ce domaine. Il prend position, en effet, en faveur d'une disposition législative concernant la réduction embryonnaire. Cette disposition devrait notamment, selon lui, comporter deux conditions essentielles : l'acceptation ou le refus écrit de la réduction, par la patiente ; une déclaration obligatoire, qui serait anonyme pour les patientes mais nominative pour les praticiens.

JEAN-YVES NAU

## Aucune légalisation de l'euthanasie

Le Comité d'éthique a également rendu, lundi 24 juin, un avis concernant la proposition de résolution sur l'assistance aux mourants adoptée le 25 avril 1991 au Parlement européen par la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs. Il se prononce contre toute légalisation de l'euthanasie.

Dans sa proposition de résolution, la commission du Parlement européen indiquait que « en l'absence de toute thérapeutique curative, et après échec de soins palliatifs correctement conduits tant sur le plan psychologique que médical, chaque fois qu'un malade pleurement conscient demande, de manière pressante et continue, qu'il soit mis à mort, de sa propre existence qu'il a perdue pour lui toute dignité et qu'un collège de médecins constitué à dessein constate l'impossibilité d'apporter de nouveaux soins spécifiques, cette demande doit être satisfaite sans qu'il soit, de cette façon, porté atteinte au respect de la vie humaine » (le Monde du 3 mai et du 5 juin).

Dans son avis, le Comité national d'éthique indique que « la légalisation de l'euthanasie, même pour des cas exceptionnels, serait source d'interprétations abusives et incontrôlables : la mort serait

décidée, à la demande du patient — une demande certes respectable mais dont l'ambivalence est profonde. Parfois aussi interviendraient des considérations économiques, hospitalières, familiales ou idéologiques sans rapport avec sa détresse. »

Depuis les origines, poursuit le Comité, « la vocation du médecin est de prévenir, de soigner et de soulager les souffrances. Incarne, par des dispositions légales, l'euthanasie dans sa mission en traitant la finitude et jetterait sur les équipes soignantes un soupçon qui serait à son tour, pour tous les malades et leurs familles, une cause d'angoisse. Cette disposition nouvelle manifesterait une prise de pouvoir exorbitante sur la vie d'une personne. »

En conséquence, le Comité d'éthique indique qu'il « désapprouve qu'un texte législatif ou réglementaire légitime l'acte de donner la mort à un malade ». En revanche, il considère que « l'acharnement thérapeutique déraisonnable, poursuivi au-delà de tout espoir, doit laisser place à l'apaisement des souffrances, qui reste le devoir du médecin » et que « la recherche visant à améliorer et à étendre la pratique des soins palliatifs doit être développée ».

F. N.

## Les grossesses multiples

Concernant l'information des données ainsi recueillies, il en appelle au législateur et souligne qu'il « devrait être interdit à tout tiers, notamment employeur ou entreprise d'assurance, non seulement d'avoir accès aux renseignements contenus dans un registre (...), mais aussi de demander aux inté-

avoir, ne peut pas être l'objet de commerce, tout comme les autres composants physiologiques de sa personne », estime le comité, qui souligne toutefois que cette « non-propriété » ne s'oppose pas à une recherche ou à l'analyse des éléments constituant le génome. « Cette analyse doit présenter une utilité évidente pour celui qui s'y soumet ou pour sa famille ou qui doit participer à un programme de recherche jugé utile par la communauté scientifique. Le prélèvement pour fins d'analyse de l'ADN doit demeurer un acte médical et ne relever que d'une indication médicale reconnue », précise-t-il encore.

la référence au bout des pages...

LA FRANCE A L'ÉPREUVE DES TURBULENCES MONDIALES

401 pages - Prix 140 F

Élaborée et dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE

La situation économique de la France en 1990 replacée dans le contexte de la décennie.

## JUSTICE

L'affaire des Irlandais de Vincennes en correctionnelle

## Procès d'un absent

L'ancien capitaine de gendarmerie Paul Barril devra être amené « par la force publique », afin de témoigner devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, qui juge, depuis lundi 24 juin, MM. Christian Proureau, Jean-Michel Beau et José Windels, trois anciens gendarmes soupçonnés d'avoir commis le délit de « subornation de témoins » pour cacher les irrégularités commises lors de l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes le 28 août 1982 (le Monde du 25 juin).

Cheville ouvrière de cette arrestation retentissante, Paul Barril, l'ancien officier du GIGN cité comme témoin, avait adressé une lettre au tribunal en indiquant qu'il ne pouvait se rendre à l'audience puisqu'il se trouvait au Qatar, un émirat du golfe Persique. « Il n'est pas normal qu'en France, il y ait une catégorie de citoyens qui échappent non seulement à toutes poursuites, mais à toutes citations », s'est indigné M. Jean-Yves Dupeux, défenseur de l'ancien commandant Jean-Michel Beau, en soulignant que la citation lui avait été adressée suffisamment à l'avance.

Après une brève suspension d'audience, les juges déclarent à l'audience que Paul Barril a demandé d'amener en considérant que l'excuse invoquée n'était pas justifiée, et qu'en outre le tribunal n'avait pas « la certitude de son absence du territoire national ». La mesure confiée à la diligence du parquet n'aura peut-être qu'une valeur symbolique, mais elle répondait à la lassitude manifestée du défenseur de M. Beau et de M. Antoine Conte, conseil des trois Irlandais. Les deux avocats avaient d'ailleurs demandé un renvoi de l'audience. Neuf ans après les faits, il fallait en finir, et les soupçons, amers : « Nous sommes obligés de nous en passer. »

C'est pourtant bien difficile. Car toute l'affaire tourne autour de M. Barril. Certes, pour M. Beau, les choses semblent simples. Il reconnaît avoir ordonné aux gendarmes de la section de recherches de Paris et à ceux de la brigade de Vincennes de cacher au juge d'instruction plusieurs irrégularités. Ainsi la perquisition s'est déroulée en l'absence des per-

sonnes interpellées, et M. Beau admet : « Je ne suis pas une blanche colombe. »

Toutefois, il précise que dans une affaire qui lui avait été présentée comme l'arrestation de dangereux terroristes opérée par le GIGN placé sous l'autorité d'une cellule de l'Elysée, la procédure lui avait paru alors « un formalisme désuet ». Quand les Irlandais Michael Flunket, Stephen King et Mary Red lui ont dit que les armes et l'explosif n'étaient pas à eux, à l'exception d'un pistolet, il a vu que cela l'a fait beaucoup rire. Aujourd'hui il confesse : « J'avais bien tort. » Pour conforter cette opinion, les deux jeunes gendarmes chargés des photographies et des relèves d'empreintes ont indiqué au tribunal qu'ils avaient rapidement eu l'impression que les armes et l'explosif avaient été amenés par le GIGN. « Cela sentait le scénario », remarque l'un d'eux.

Cependant, tout comme le major José Windels, officier de police judiciaire, les gendarmes ont obéi au commandant Beau en soutenant devant le juge que la procédure était régulière. Toutefois le 16 mars 1984, convaincu qu'il était abandonné par sa hiérarchie, le commandant Beau a avoué au juge qu'il avait couvert le GIGN, mais qu'il avait agi sur les ordres du commandant Proureau, alors animateur de la cellule antiterroriste de l'Elysée. Devenu préfet, M. Proureau est donc assis aux côtés de M. Beau, qu'il est accusé d'avoir « suborné » à son tour.

## « Fantaisie et imprévisibilité »

Et c'est l'instant où l'audience va prendre un tour qui agace le président Alain Lacabaratz. Car si M. Proureau est catégorique lorsqu'il affirme n'avoir jamais demandé au commandant Beau de présenter une version mensongère des faits, il l'est beaucoup moins sur son rôle dans l'arrestation des Irlandais de Vincennes. Il n'aurait pas donné « le feu vert » à Barril, mais seulement « un avis », et il ne se souvient plus très bien d'une affaire dont il ne semblait pas très au courant. Il ne sait même pas qui a fait le communiqué à la presse sur l'arrestation de « terroristes internationaux » et murmure : « On dit que c'est Blanco (...) ».

L'affaire du Carrefour du développement

## M. Yves Chalié renvoyé devant la cour d'assises

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Albert Moutou, a renvoyé lundi 24 juin devant la cour d'assises, dans le cadre de l'affaire Carrefour du développement, M. Yves Chalié, ancien directeur de cabinet de l'ancien ministre socialiste de la coopération M. Christian Nucci. M. Chalié est accusé de soustraction de fonds publics par détournement de fonds publics par détournement de fonds publics, tentative de soustraction de fonds publics, faux en écritures publiques et usage, abus de confiance.

Après l'arrestation de M. Nucci, le 4 avril 1990, quinze personnes restant inculpées dans ce scandale politico-financier qui porte sur le détournement de fonds publics pour un montant de près de 27 millions de francs entre 1984 et 1986. M. René Trillaud, ancien haut fonctionnaire du ministère, a été renvoyé pour complicité de soustraction de fonds publics par détournement de fonds publics, tentative de soustraction de fonds publics.

## SPORTS

Championnat d'Europe de basket-ball à Rome. L'équipe de France de basket-ball a battu celle de Tchécoslovaquie (104-90), lundi 24 juin, au championnat d'Europe des nations à Rome, et devait, mardi 25, affronter l'Italie, vainqueur, de son côté, de la Grèce (82-72). Dans l'autre groupe de ces championnats d'Europe, la Pologne a battu la Bulgarie (83-75) et la Yougoslavie, grande favorite de la compétition, s'est débarrassée de l'Espagne (83-67). L'équipe de France, qui a l'ambition de figurer sur le podium, court, depuis 1959, après une place parmi les trois meilleures formations du continent.

Une peine d'emprisonnement est requise contre M. Jean Brière. Pour provocation à la discrimination raciale, le ministère public a requis, lundi 24 juin, trois mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende à l'encontre de M. Jean Brière, ancien porte-parole des Verts, auteur d'un texte accusant Israël d'être « un Etat raciste, théocratique, militariste et expansionniste ».

M. Brière, cité par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) devant la 6<sup>e</sup> chambre correctionnelle, était absent à l'audience.

Jugement le 16 juillet.

Le président insiste : « Mais enfin, qui commandait le capitaine Barril ? Il n'y a pas de réponse claire. » « Je n'ai pas le commandement du GIGN », affirme M. Proureau. Le général Boyé, responsable d'une enquête de commandement, joue avec les mots en disant : « Le commandant Proureau intervenait en tant que responsable administratif. » Avant d'ajouter : « Pour moi, Barril est intervenu de sa propre initiative. »

Le général explique pourtant que son rôle était « de savoir qui donnait des ordres à qui », mais il a bien du mal à admettre que Barril devait rendre compte au commandant Proureau. L'ancien commissaire Charles Pellegrini, maintenant « consultant en sécurité », est sur le même registre. Présent à Vincennes pour des raisons obscures, il raconte qu'à l'époque « il dépendait fonctionnellement du commandant Proureau, mais sans lien de subordination ».

Chacun en faisait-il à sa guise dans cette structure dans laquelle le président du tribunal ne parvient pas à savoir qui détenait l'autorité ? M. Pellegrini semble accorder cette tâche lorsque qu'il dit : « Barril est un être qui pense comme ça, il a une vision du monde. Il est fantasque et imprévisible. » Sur les faits, l'ancien commissaire n'est pas plus précis, car il avait d'abord déclaré que les Irlandais étaient présents dans l'appartement de Vincennes quand il y est venu, aujourd'hui il dit que c'est seulement « une erreur ».

Et l'audience s'entretient avec un flot de révélations navrantes. M. Beau affirme que M. Proureau lui fournissait régulièrement depuis l'Elysée les procès-verbaux d'audition des gendarmes presque aussitôt après leur passage chez le juge. M. Proureau dément. On parle d'un officier de gendarmerie qui aurait tout rédigé au parquet simplement parce qu'on s'attendait à le sanctionner pour une autre affaire. Un autre officier accuse M. Beau d'avoir dit qu'il allait « mouiller Proureau » s'il n'était pas inscrit au tableau d'avancement. M. Proureau dément. Dans le fond de la salle les officiers, sous-officiers et gendarmes de la garde du Palais de justice écoutent, consternés.

MAURICE PEYROT

(1) A l'époque des faits, M. Jean-Louis Bianco était secrétaire général de l'Elysée.

## Le ministère de la justice décrète un moratoire pour certains demandeurs d'asile

Le ministère de la justice a adressé aux procureurs généraux une note-circulaire datée du 18 juin, leur demandant de différer les poursuites pénales et l'exécution des décisions judiciaires d'éloignement du territoire à l'égard de certains demandeurs d'asile. Ce moratoire ne concerne que les étrangers entrés en France avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990, ayant un emploi stable et des liens familiaux sur le territoire national, s'ils n'ont pas troublé l'ordre public et s'ils ont dû attendre deux ans au moins avant de voir rejeter définitivement leur demande d'asile.

Cette décision intervient un mois après la fin de la grève de la faim de deux cents « déboutés » du droit d'asile et l'ouverture d'une concertation par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, en vue d'une amélioration des procédures, qui doit intervenir d'ici à trois semaines. Il s'agit de tenir compte de la situation réelle de ces demandeurs d'asile dont le dossier, déposé avant l'accélération des procédures de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), a finalement été rejeté après plusieurs années, c'est-à-dire une fois leur insertion sociale réalisée de fait.

D'autre part, le projet de circulaire du premier ministre visant à supprimer l'autorisation de travail et la protection sociale aux demandeurs d'asile vient de faire l'objet d'un avis négatif de la commission nationale consultative des droits de l'homme qui souhaite que ce projet soit « définitivement abandonné ». Cette mesure, envisagée depuis plusieurs mois et récemment relancée, « contribuera à accroître la méfiance envers une population qui mérite, au contraire, une particulière attention » et « constitue une régression en matière de droits de l'homme », estime la commission.

## La contamination

La contamination de l'environnement par les déchets nucléaires est un problème qui se pose de plus en plus. Les déchets nucléaires sont des déchets très dangereux, qui peuvent contaminer l'environnement et la santé humaine. Il est donc essentiel de prendre des mesures pour éviter cette contamination. Les déchets nucléaires sont classés en fonction de leur activité et de leur durée de vie. Les déchets à vie courte sont ceux qui restent dangereux pendant une période limitée, généralement inférieure à 100 ans. Les déchets à vie longue sont ceux qui restent dangereux pendant une période indéfinie, c'est-à-dire pendant des milliers d'années. Les déchets à vie longue sont les plus dangereux, car ils peuvent contaminer l'environnement pendant des siècles. Il est donc essentiel de trouver des solutions pour gérer ces déchets de manière sûre et durable. Les solutions actuelles consistent à stocker les déchets dans des conteneurs sécurisés, mais cela ne résout pas le problème à long terme. Il est donc nécessaire de développer de nouvelles technologies pour éliminer les déchets nucléaires de manière sûre et durable. Les recherches actuelles portent sur la transmutation, qui consiste à transformer les déchets nucléaires en éléments moins dangereux. Cette technologie est encore à l'état de recherche, mais elle pourrait offrir une solution viable à long terme. Il est donc essentiel de continuer à financer les recherches dans ce domaine et de développer des réglementations strictes pour garantir la sécurité de la gestion des déchets nucléaires.



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### La peur du sang

La chute des dons de sang, particulièrement sensible depuis 1988, s'est accélérée ces dernières semaines. Le phénomène touche inégalement les centres

L'AFFAIRE de la contamination des hémodieses et ses prolongements financiers concernant le CNTS sement le trouble parmi les donateurs de sang et accentue un phénomène déjà ancien. De 1979 à 1989, l'ensemble des prélèvements effectués par les 163 établissements répartis sur le territoire national a chuté de 5 %. Cette chute ne frappe pas de la même façon les différents types de dons : sang total, plasma ou plaquettes. Le sang total est particulièrement touché avec une baisse, pour ces dix dernières années, de l'ordre de 20 %. En 1979, on comptait 4 280 000 dons de sang total, contre 3 458 000 en 1989.

Ces chiffres traduisent une désaffection particulièrement prononcée des donateurs occasionnels et non pas réguliers. Le don de sang total, rapide - il nécessite environ dix minutes est préféré par les donateurs occasionnels aux prélèvements de plasma ou de plaquettes, plus contraignants, qui requièrent des séances de quarante-cinq minutes à une heure. Cette chute des dons de sang, peu importante jusqu'en 1985 - elle s'inverse même en 1986 - s'accroît brutalement entre 1987 et 1988.

Cette accélération s'explique, à cette époque, par une volonté des pouvoirs de limiter les dons de sang au strict nécessaire, compte tenu des risques de contamination par le virus de l'hépatite non A non B et par celui du sida (1). « Pour préserver la santé du receveur, il convient donc, d'une part, d'éviter les transfusions qui ne seraient pas absolument nécessaires à son traitement, d'autre part de limiter l'utilisation des produits sanguins aux indications les plus strictes et enfin, dans toute la mesure du possible, de recourir aux produits inactivés disponibles », signale une circulaire du ministère des affaires sociales et de l'emploi adressée aux DDASS, en août 1987.

En dehors de cette baisse liée à une utilisation plus restrictive des produits, d'autres raisons sont invoquées, par les spécialistes, pour expliquer la désaffection des donateurs. L'une, objective, concerne leur plus grande sélection. Les personnes appartenant à des groupes dits « à risque » sont exclues a priori à partir d'un entretien (2), et une batterie de tests sur les prélèvements permet d'écarter les personnes porteuses de certains virus. Le pourcentage de donneurs qui ne peuvent être retenus à la suite d'un interrogatoire est de 6 %, et celui de ceux qui ne peuvent être retenus à la suite des différents tests (virus HIV, hépatite non A non



Les donneurs occasionnels de moins en moins nombreux.

B, HTLV1 dans la région Antilles, Guyane et dans certains départements français) atteint 7 %.

Cette désaffection des donateurs s'explique également par la crainte, totalement injustifiée, de contracter le sida en donnant son sang. Le matériel stérile utilisé pour ces prélèvements met le donneur totalement à l'abri de toute contamination. Toutefois, selon les spécialistes, cette crainte subsiste chez certaines personnes, et les campagnes répétées de la FNDSB (Fédération nationale des donneurs de sang bénévoles) n'ont pas suffi à convaincre l'ensemble de la population.

#### Désaffection des donateurs

Dans ce contexte, l'affaire de la contamination des hémodieses par le virus du sida (Le Monde du 18 juin) et ses prolongements financiers concernant le CNTS semblent ranimer ces craintes et renforcer, ces dernières semaines, la désaffection des donateurs. Elle frappe, de façon très disparate, les différents établissements français. Elle peut atteindre des seuils préoccupants dans certaines régions, comme l'Île-de-France et le midi de la France, ou se faire beaucoup plus modeste dans les régions du Centre. Selon la Direction générale de la santé, cette désaffection frappe plus les grandes agglomérations (Paris, Marseille, Montpellier) que les zones rurales et, à

l'échelon national, les responsables du CNTS l'estiment autour de 10 % depuis la dernière semaine d'avril.

Traditionnellement en France, les centres transfusionnels excédentaires fournissent les établissements déficitaires. On arrive ainsi à couvrir les besoins sur l'ensemble du territoire, à l'exception toutefois du plasma qui fait, depuis quelques années, l'objet d'importations. Ainsi, la Fédération transfusionnelle Rhône-Alpes et Bourgogne fournit-elle du sang des régions déficitaires comme celle de Marseille. Mais, dans les semaines qui viennent, cet équilibre pourrait être compromis.

« Nous avions noté une légère augmentation des dons en début d'année mais nous avons subi un coup de frein très net de l'ordre de 5 % dernièrement », note le docteur Bruno Chataignier, directeur du Centre régional de transfusion sanguine (CRTS) de Lyon. « Nous risquons d'épuiser la gêne à approvisionner d'autres régions ». Pourtant, les besoins du CRTS de Marseille, qui approvisionne 220 établissements dans cinq départements, risquent d'être accrus. « Cet été, nous risquons de nous trouver dans l'impossibilité de fournir le sang nécessaire aux interventions urgentes, comme les accidents de voiture, du travail, cardiaques ou autres accouchements », s'inquiète le professeur Gérard Cotte, directeur du CRTS de Marseille.

A Paris, les sept maisons du don mises en place par le CNTS ont enre-

gistré une baisse de l'ordre de 24 %, la dernière semaine d'avril, par rapport aux prévisions. Quelques personnes ont renvoyé leur carte de donneur déchirée pour manifester leur indignation à l'encontre du centre national. En région parisienne, cette désaffection ne se limite pas au CNTS. Les établissements de transfusion de l'Assistance publique de Paris, sont aussi touchés. Le centre de la Pitié-Salpêtrière annonce une baisse de l'ordre de 20 % ces dernières semaines. Là encore, il s'agit d'une accélération d'un processus amorcé depuis quelques années. Entre les premiers trimestres 1990 et 1991, les établissements de transfusion sanguine de l'Assistance publique de Paris ont enregistré une baisse de l'ordre de 13 %. En 1989, l'AP de Paris a arrêté la collecte de rue pour limiter les risques de prélèvements contaminés par le virus du sida. Conséquence directe, en 1990, elle a dû approvisionner pour 54 % de ses besoins en sang en dehors de ses propres centres de transfusion, contre 19 % en 1988.

A la FNDSB, on vit mal les attaques répétées dont la transfusion sanguine fait l'objet. C'est la Fédération qui, grâce à ses 2 500 associations et à ses 700 000 adhérents, assure la pérennité du système de transfusion française, fondée sur le bénévolat et le non-profit. « On est presque arrivé à convaincre le public que la transfusion est quelque chose qui tue et non pas qui sauve », explique son président, M. Jean-Marie Habouzit. Si on n'arrête pas cette démobilité des donneurs, on manquera de produits sanguins pour soigner les malades.

A Marseille, comme en Bretagne et en Normandie, des donneurs de sang ont été insultés. « Alors que je faisais un appel sona, le 22 mai, pour inciter les gens à venir donner leur sang lors d'une collecte, je me suis fait traiter de donneur de mort », explique le président de l'Union départementale des donneurs de sang de la Seine-Maritime, M. Jean Colignon. Lors de la collecte du 10 mai, à Dieppe, nous n'avons eu qu'environ 400 donneurs contre 550 à 600 habituellement. Plusieurs chefs d'entreprise lui ont demandé de pratiquer les collectes à l'extérieur de leur établissement. « Je reçois de plus en plus de coups de téléphone de personnes inquiètes », poursuit M. Colignon. Certaines s'imaginent qu'il y a un trafic de sang. D'autres ont peur d'être contaminées par le sida. En quelques semaines, ce sont des années d'efforts qui ont été anéantis.

Samedi 15 juin, l'Association française des hémodieses et le comité régional des associations de donneurs de sang bénévoles de Haute-Normandie ont cosigné un communiqué dans lequel ils lancent un appel pressant aux donneurs habituels « pour qu'ils ne se démobilitent pas » et aux jeunes, « pour qu'ils prennent conscience de la nécessité d'un esprit d'entraide ». « Il ne faut pas que les fautes de quelques personnes, au niveau national, rejoignent sur l'ensemble du système transfusionnel et sur notre région en particulier, mettant en péril la vie de malades qui ont besoin du sang des donneurs, et d'accidentés qui ne peuvent être sauvés qu'avec ce sang ».

MARTINE LARONCHE

(1) Aujourd'hui, le risque de prélever un donneur contaminé par le virus HIV avant qu'il devienne séropositif est, selon les spécialistes, de l'ordre de 1 sur 100 000 à 200 000.

(2) L'entretien qui a lieu avant les dons de sang porte notamment sur les habitudes sexuelles du donneur (multipartenariat, homosexualité), sur ses origines et les derniers voyages effectués. Il vise à éviter de prélever les personnes qui pourraient avoir été contaminées par le virus HIV, le HTLV1 ou celles qui auraient pu contracter le paludisme.

### Le don pour soi

De plus en plus de médecins et de chirurgiens conseillent à leurs patients l'autotransfusion, dans le cadre d'une intervention. Cette technique, qui consiste à se faire transfuser avec son propre sang, présente un double avantage. Elle permet d'éviter les risques de contamination avec le virus de l'hépatite non A non B, celui du sida, ou encore le HTLV1, même si ces risques sont infimes, et préserve des réactions immunitaires. Elle permet également, dans une certaine mesure, pallier le déficit des dons de sang.

L'autotransfusion consiste à prélever au moins deux poches de sang à un futur opéré, dans les quatre semaines qui précèdent son intervention. Elle est de plus en plus pratiquée dans le domaine de l'orthopédie et en chirurgie réparatrice. Les hôpitaux la développent plus ou moins. « A l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, près de 20 % de l'utilisation du sang est faite sous cette forme », estime le docteur Jean-Jacques Fournel, directeur du centre de transfusion sanguine de la Pitié-

Salpêtrière et de l'Hôtel-Dieu. L'essor de cette technique, pratiquée par de rares précurseurs depuis vingt ans, est particulièrement marqué ces dernières années. La peur du sida a probablement joué un rôle.

Les pouvoirs publics ont commencé à l'encourager à partir de 1987. On peut lire dans une circulaire sur les produits sanguins d'août 1987 faisant référence à une utilisation plus rationnelle du sang que « dans certains cas précis, la transfusion autologue peut être envisagée ».

Selon un sondage réalisé par le cabinet CAM pour Impact Médical Quotidien (numéro 75, jeudi 20 juin) auprès d'un échantillon de 200 médecins généralistes représentatifs de la profession, 58 % d'entre eux conseillent désormais l'autotransfusion à leurs patients en cas d'opération programmée. En ce qui concerne l'estimation du risque infectieux encouru par un transfusé, 41,5 % le tiennent pour « moyen », 42,5 % pour « important », 9,5 % pour « négligeable ».

### La contamination silencieuse

L'HOMME est hérophile et malade du sida. Pour raconter son histoire, on l'appellera Xavier. Premier regard, celui de la recherche. En octobre 1983, Xavier est inclus dans un groupe de 425 patients multitransfusés suivis dans différents centres et ne présentant pas de symptômes de déficit immunitaire. L'objectif était d'évaluer les risques de contracter le virus du sida (LAV à l'époque), pour cinq groupes de patients, en fonction du produit sanguin que chacun recevait. L'étude française, coordonnée par le docteur Jean-Pierre Allain alors responsable de la recherche et du développement pour les produits thérapeutiques dérivés du plasma au CNTS, était financée par le ministère de l'Industrie et de la Recherche. Dès le premier trimestre de 1984, des tests révélèrent que Xavier est porteur d'anticorps anti-LAV (à cette époque, la signification exacte de cette séropositivité - immunisation, maladie - n'est pas clairement établie).

Xavier n'apprendra sa séropositivité qu'en septembre 1985.

Les résultats de l'étude, soumis à la revue Blood en février 1985, ont été publiés en octobre 1985 (vol. 66, n° 4). Ils montraient que 43 % des patients, pour la majorité hémodiesés, présentaient des anticorps anti-LAV. Pourquoi ne pas avoir prévenu les malades plus tôt ? On explique aujourd'hui que les tests, alors utilisés dans des conditions de recherche, n'avaient pas encore reçu d'autorisation de mise sur le marché (1). Il faudra attendre un rapport du groupe de travail de la Société nationale de transfusion sanguine, en mai 1985, pour que soit

préconisé le dépistage systématique des hémodiesés en laissant le médecin traitant seul juge de l'opportunité de révéler aux intéressés les résultats de ces examens (Le Monde daté du 23-24 juin 1985) et les mesures de prévention à appliquer. Combien le feront ?

#### « Est-ce que je suis plus ? »

Second regard sur le drame de Xavier, celui du malade. A un an, Xavier a quitté l'Espagne pour vivre dans les Yvelines. Il est atteint d'une hémodièse B très sévère et ses parents pensent qu'il sera mieux soigné en France. Au début, ils habitent tous les trois dans une caravane. Xavier se sent seul, ses parents travaillent tous les deux à l'usine. A cinq ans, les écoles refusent de l'admettre, étant donné la gravité de sa maladie. Il est placé au pensionnat Air et soleil, à la Queue-les-Yvelines (Yvelines). Un centre spécialisé dans la prise en charge et la scolarisation des hémodiesés.

Il y reste jusqu'à seize ans. Durant toutes ces années, son carnet de santé n'est qu'une suite ininterrompue d'accidents de toutes sortes. Hémodièses et hémarthroses (épanchement de sang dans les articulations) en tout genre alternent avec les transfusions de plasma. « On m'appelait le léopard parce que j'avais des bleus partout », s'en amuse Xavier. A sa sortie, il pratique de petits boulots, se marie en 1979, a deux enfants. Un travail fixe dans une administration publique. Ses plus belles années. Quand ça va pas trop fort, il se perfuse lui-même des concentrés de facteur IX, stockés dans le réfrigérateur, toujours

prêts à l'emploi. « Ces perfusions m'épargnent l'arrêt de travail. Sinon, il peut m'arriver d'être cloué au lit des jours durant par une hémarthrose ».

En 1983, le docteur Jean-Pierre Allain lui téléphone. Ils se sont connus au centre Air et soleil que ce dernier a dirigé de 1971 à 1977. « Au début, il me demandait si avec d'autres copains hémodiesés on acceptait de faire des examens biologiques pour une étude sur l'hépatite et la transfusion », il est d'accord. Les premiers résultats arrivent, en novembre 1983, avec un commentaire du docteur Allain. « Voici les résultats de tes examens. Ils sont normaux en ce qui concerne les signes possibles de déficit immunitaire, c'est-à-dire le chiffre de lymphocytes, les populations lymphocytaires et immunoglobulines. Par contre, les transaminases sont élevées témoignant d'une anomalie hépatique. Il serait indispensable de suivre ça d'un peu plus près. Je désire donc te revoir, comme convenu, dans trois mois, c'est-à-dire à la fin janvier 1984 ».

Les mois passent. Xavier ne se pose pas de questions. Il a confiance. On ne lui a pas dit de limiter ses perfusions. Ni d'utiliser des préservatifs lors de ses rapports sexuels. Ni de prendre des précautions d'hygiène particulière. Tous les trois mois, il va au centre Cabanel du CNTS, à Paris, faire ses prélèvements. Il donne aussi son plasma, qui constitue un bon réactif pour tester les facteurs IX, au centre d'Ossay.

C'est qu'en juillet 1985, à l'occasion d'un don de plasma, qu'on l'informe qu'il va subir un dépistage systématique du virus HIV. Tout le mois de juillet, il attend anxieux. Pas de lettre. Soulagé, il part en vacances

en Espagne. Au retour, en septembre, il appelle le docteur Allain de son travail, qui le demande à le voir avec sa femme. Alors là, tout s'emballe. Il pose une question codée pour que ses collègues ne comprennent pas. « Est-ce que je suis plus ? » La réponse est oui. Tout de suite, il pense à sa femme.

Le soir, il va se soûler avec un copain hémodiesé, mort du sida depuis. Il fait une dépression nerveuse. On ne le prévient pas de ne pas utiliser son stock de concentrés de facteur IX. Heureusement, sa femme n'est pas séropositive. Plus tard, lors d'examen complémentaires, en octobre 1989, il apprendra qu'il est non seulement contaminé mais surcontaminé. HIV1, HIV2. Aujourd'hui, Xavier a les pieds et les mains bandés. Tout son corps est rongé par un psoriasis géant. Ses jambes ne le portent plus, il marche avec des béquilles.

En décembre 1989, il a envoyé une lettre recommandée au ministère de la Santé, comme le lui conseillait l'Association française des hémodiesés, en demandant une indemnité de 2 500 000 francs à l'Etat. Refus. L'affaire est aujourd'hui devant le tribunal administratif de Versailles. Un recours parmi 400 autres déposés devant vingt-cinq tribunaux administratifs de France. « Si je gagne, je mets de l'argent de côté pour ma femme. Et je pars faire une croisière avec elle ».

M. L.

(1) Environ deux tiers d'entre eux étaient fin 84-début 85 encore faiblement positifs.

### SCIENCES AVENIR

## LA CHIMIE DU DESIR

Comment, à partir d'un regard, d'un parfum, du son d'une voix, peut naître le désir ? Les scientifiques tentent d'élucider cet étrange comportement. Tout se passe vraiment dans la tête : le cerveau sécrète une gamme de substances qui mettent nos sens en émoi.

#### AU MEME SOMMAIRE

METEO : Peut-on prévoir le temps ?

NATURE : Le massacre des rhinocéros.

ASTRONOMIE : Au rendez-vous de l'éclipse.

TECHNOLOGIE : L'avancée du vélo.

25 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## SCIENCES • MÉDECINE

POINT DE VUE

## Une recherche agonisante

par le professeur Jacques Weill

Qu'est-ce que l'alcoolisme ? Le mot a été introduit en France en 1853 par le docteur Renaudin d'après les travaux du Suédois Magnus Huss. Près de cent quarante ans plus tard, nous ne disposons toujours pas d'une définition sur laquelle tout le monde soit d'accord.

L'alcoolisme est-il héréditaire ? Une dizaine d'enquêtes, suédoises et américaines entre autres, sur des enfants adoptés, montrent que ces enfants, face à l'alcool, se comportent beaucoup plus souvent comme leurs parents biologiques (qu'ils ne connaissent pas) que comme ceux qui les ont élevés. L'observation de vrais jumeaux séparés à la naissance révèle qu'ils se comportent le plus souvent de la même façon : si l'un devient alcoolique, l'autre le devient également. On en conclut qu'il existe une prédisposition génétique. Pourrait-on identifier un gène ? Beaucoup reste à faire.

Une des manifestations de l'abus d'alcool est la dépendance physique, c'est-à-dire la perte de la liberté face à l'alcool, l'impossibilité de s'en passer. Le mécanisme moléculaire de la dépendance commence à être éclairci. La membrane des cellules, en particulier des neurones, est constituée par deux couches de molécules lipidiques se faisant face. Elle est traversée par des protéines qui permettent le transport de diverses substances de l'extérieur de la cellule vers l'intérieur et vice versa. L'intercalation de molécules d'éthanol au sein des lipides membranaires introduit des torsions qui perturbent les mécanismes normaux de perméabilité. Des mécanismes de remplacement se mettent en place, qui demandent la présence permanente d'alcool pour se maintenir. D'où la dépendance, c'est-à-dire la nécessité d'une consommation continue. Cette hypothèse séduisante demande encore bien des recherches. Mais il est évident que la connaissance précise du mécanisme de la dépendance est indispensable à la médecine.

Tout le monde n'est pas abstinent, tout le monde ne devient pas dépendant. Quel est le facteur qui permet à certains de maîtriser leur consommation alors que d'autres boivent trop, qu'ils deviennent dépendants ou non ? Ce passage de l'usage, qui fait partie de notre civilisation, à l'abus est l'un des mystères auxquels s'attaque la recherche en alcoologie. Le mécanisme est en partie moléculaire, mais les psychologues, les sociologues, les anthropologues et les ethnologues apportent une contribution précieuse sur les facteurs environnementaux de cette bascule. On a même ici fait appel à la théorie des catastrophes de René Thom.

La susceptibilité face à l'alcool, en d'autres termes la tolérance biologique, varie énormément d'un individu à l'autre. Pourquoi ? On a déjà noté que certaines ethnies ont dans leur foie une alcool-déshydrogénase, la première enzyme de l'oxydation de l'éthanol dans le foie, peu active. D'autres enzymes, comme l'aldéhyde déshydrogénase, présentent le même type de polymorphisme, mais tout n'est pas expliqué.

La détection des consommateurs excessifs fait appel à la clinique et à la biologie. Il n'y a pas de moyen simple, rapide et totalement efficace de dépistage. Et pourtant, les médecins seraient heureux de disposer d'un outil permettant à coup sûr et à peu de frais de diagnostiquer les alcooliques ou les consommateurs excessifs.

Nous sommes tous convaincus que la prévention auprès des jeunes est indispensable. Un certain nombre d'organismes tels l'Association nationale de prévention de l'alcoolisme (ANPA) et le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) s'y consacrent. Mais on n'a pas fait suffisamment d'investigations sur les meilleurs procédés de prévention, et, surtout, on n'a pas encore consacré assez d'efforts à l'évaluation des résultats.

Le traitement des alcooliques a pour objectif leur sevrage total et définitif. Mais l'abstinence n'est sûrement pas le meilleur critère de succès d'une cure. Certains alcooliques devenus abstinents sont heureux et fiers de l'être, d'autres vivent mal cette évolution. C'est toute la qualité de vie qu'il faudrait pouvoir évaluer. Comment ? D'autre part, nous proposons aux alcooliques abstinents l'abstinence définitive. En effet, l'expérience montre que la plupart des alcool-

iques rechutent dès le premier verre. Mais un petit nombre d'entre eux pourraient sans doute se remettre à boire modérément. Cette question divise farouchement les alcoologues et mérite notre attention.

On connaît par les statistiques officielles la consommation globale moyenne des Français. On ne sait pas grand-chose sur la répartition de cette consommation en fonction de l'âge, du sexe, etc. L'INSEE publie chaque année la mortalité due à la cirrhose du foie, causée par l'abus d'alcool dans 95 % des cas ainsi qu'à des complications neuropsychiatriques. Il est pratiquement impossible d'évaluer la part de l'alcool dans les autres mortalités (l'alcool est responsable d'une partie des cancers, des accidents, des suicides...). Quant à la morbidité (nombre de malades), on est encore plus désarmé, de même que sur le coût de l'alcoolisme. On ne sait même pas exactement combien il y a d'alcooliques en France, ce qui détermine d'ailleurs la définition qu'on donne au mot alcoolisme que des recherches statistiques et épidémiologiques.

## Plus de morts que la drogue

L'IREB (1) a déjà financé des recherches dans beaucoup de ces domaines, dont la liste n'est d'ailleurs pas limitative. Mais nous avons constaté ces dernières années la disparition de certaines équipes subventionnées. Telle équipe du CNRS ou de l'INSERM n'a pas été renouvelée. Les chercheurs qui la composaient ont trouvé des structures d'accueil dans des disciplines autres que l'alcoologie. Ailleurs, les organismes officiels font pression sur les chercheurs pour qu'ils abandonnent ce domaine. Le sujet n'est pas porteur. Lorsqu'un candidat présente un concours pour une promotion, les jurys ont tendance à ne pas tenir compte des publications en alcoologie, même lorsqu'elles ont paru en anglais dans des journaux de stature internationale reconnue. Tout cela est décourageant. Un récent travail, conduit par l'IREB, a tenté d'évaluer le budget de la recherche alcoologique.

On peut conclure que le budget de la recherche alcoologique en France est certainement supérieur à 10 millions de francs et certainement inférieur à 100 millions de francs. On ne peut pas aller beaucoup plus loin dans l'estimation, mais cet ordre de grandeur est suffisant pour la plupart des approches.

Je ne veux pas polémiquer sur le montant de cette recherche et laisser à chacun le soin, s'il le désire, de la comparer à l'importance quel qu'elle soit, le budget des hôpitaux, le budget du CNRS ou de l'INSERM. On pourrait aussi le comparer au coût de l'alcoolisme... Si on le connaît.

C'est ainsi : la recherche alcoologique se meurt. Bien que la France soit le pays qui consomme le plus d'alcool par habitant et qui présente la plus forte mortalité mondiale par alcoolisme, ce n'est malheureusement pas un sujet prioritaire pour le public. Son attention, et partant celle des autorités, se porte d'abord sur le sida puis sur la drogue. Or l'alcoolisme fait à lui seul plus de morts que la drogue et le sida réunis (pour l'instant, car l'extension des ravages du sida est imprévisible). Ce n'est pas parce que la consommation raisonnable d'alcool fait partie de nos mœurs qu'il faut baisser les bras devant son abus et ses conséquences nocives. Il faut réorienter la recherche alcoologique et augmenter notablement les moyens qui lui sont consacrés.

(1) L'Institut de recherches scientifiques sur les boissons (19, avenue Trudaine, 75009 Paris), association sans but lucratif, régie par la loi de 1901, a été fondée il y a vingt ans par un groupe de producteurs de boissons alcoolisées estimant que leur rôle ne s'arrêtait pas à la fabrication de produits conformes aux règles d'hygiène et souhaitant contribuer aux recherches sur les problèmes liés à l'abus d'alcool et à ses conséquences sur la santé.

Jacques Weill est professeur de biochimie au CHU de Tours et président du comité scientifique de l'IREB.

## Alcool : consommer sans modération

Pour contrer les nouvelles législations antialcooliques les grands alcooliers internationaux prêchent l'union sacrée des producteurs

BORDEAUX  
de notre envoyé spécial

Tous les deux ans depuis 1981, le salon professionnel VINEXPO transforme pour quelques jours Bordeaux en capitale mondiale du vin (le Monde du 21 juin). Plus que jamais associée à l'industrie des spiritueux, cette manifestation ne pouvait pas, cette année, au lendemain de l'adoption de la loi Evin, faire l'économie d'une question essentielle : comment résister au développement dans de nombreux pays d'une opposition structurée et active à la consommation d'alcool ? Comment, question corollaire, prévenir la mise en place de législations visant, d'une manière ou d'une autre, à réduire la consommation des boissons alcoolisées ? Tout cela fit l'objet le jeudi 20 juin d'un forum passionné au cours duquel quelques-uns des grands alcooliers internationaux ont pu, sans fard, s'exprimer sur ce qu'ils percevaient généralement comme une grave et injuste menace planant sur leur activité professionnelle et leurs perspectives de développement industriel (1).

L'essentiel de l'argumentaire des industriels producteurs de boissons alcoolisées est, sinon connu, du moins sans surprise : l'alcool fait depuis toujours partie de notre culture ; l'abus de boissons alcoolisées n'a rien d'un phénomène nouveau, à la différence des mouvements antialcooliques qui, eux, ne datent que d'un siècle ou deux.

## Les effets de la loi Evin

Dans un vibrant exposé, M. Richard Grindal, président du groupe de travail sur les aspects sociaux de l'alcool au sein de la Fédération internationale des vins et spiritueux, a longuement cherché à démontrer que l'on est, en deux siècles, passé d'un discours « humaniste » sur la tempérance à un propos politique visant à l'abstinence totale et qui conduit à la prohibition dont personne ne conteste plus l'échec total d'un point de vue sanitaire, pas plus que les désastreuses conséquences sociales.

Plus mesuré, M. Peter M. F. Sichel, président de H. Sichel & Söhne Inc., estime qu'il est peu probable, quelle que soit la pression du lobbying antialcoolique, que l'on revienne demain à la prohibition des années 1920. Pour autant, aux Etats-Unis, les préoccupations grandissantes d'un large public pour la santé, le discours dominant des médias cautionnés par les plus hautes autorités médicales américaines – tout comme par le directeur général de l'OMS, cible personnalisée du forum bordelais – s'associent aux décisions politiques (augmentation des taxes, réduction des possibilités publicitaires et des points de vente) ne peuvent que miner l'industrie alcoolique.

Pour M. Peter Mitchell (directeur des affaires stratégiques de Guinness PLC), l'Europe (à l'exception de sa partie nordique) n'est pas encore menacée, au même titre que l'Amérique du Nord et que

l'Australie. « Le problème commence toutefois à se poser en Grande-Bretagne et plus encore en France », estime M. Mitchell, faisant explicitement référence à la récente promulgation de la loi Evin contre les méfaits de l'alcoolisme et du tabagisme. Soulignant que la quasi-totalité des discours antialcooliques ne font aucune distinction entre les catégories de boissons, tous les intervenants ont, à l'unisson, prôné l'union sacrée des producteurs de vins, de bières et de spiritueux, seule méthode selon eux de nature à constituer un barrage efficace à la vague prohibitionniste.

Entre autres avantages, ce type d'association que l'on voit poindre aux Etats-Unis (à travers le portman group) ou prospérer aux Pays-Bas (fondation STIVA) offre aux alcooliers l'avantage, grâce au lobbying, de négocier directement avec les pouvoirs publics et de participer activement, par exemple, à des campagnes d'éducation des plus jeunes aux risques inhérents à la consommation et à la dépendance alcooliques. Ces initiatives préviennent aussi, de fait, la constitution – comme c'est le cas depuis peu en France – de groupes de pression médicaux qui ne s'expriment et négocient qu'au seul nom de la santé du grand nombre.

## Santé et usage régulier

La réunion bordelaise a longuement abordé la situation française. Pour M. Thierry Mantoux, PDG de la société Champagne de Venoge et porte-parole d'Entreprise et Prévention, groupe de pression de nombreux alcooliers français, la loi Evin n'a, en définitive, pu voir le jour qu'à cause des divergences d'intérêts et des profondes divisions internes de la profession. Une démonstration exemplaire en somme de la place que peuvent prendre les autorités médicales – en l'occurrence le groupe des « cinq sages » animé par le professeur Claude Got – dès lors qu'elles parviennent à convaincre le pouvoir politique du bien-fondé de leurs propositions, une place d'autant plus importante que les professionnels concernés n'ont su ni s'allier ni prendre conscience de leurs responsabilités sanitaires.

## Les fureurs du Soleil

Au terme d'un cycle de onze ans qui l'a conduit, en juillet 1989, à un maximum d'activité, notre étoile vient d'être le siège d'éruptions particulièrement importantes

Après une année de calme relatif, le Soleil a connu ces derniers mois un regain d'activité, multipliant les éruptions spectaculaires et battant record sur record. Une première fois, le 22 mars, avec une manifestation telle qu'elle a effacé des tablettes la puissante éruption de mars 1969 connue pour le très grand nombre de particules qu'elle avait accélérées. Et, comme si cela ne suffisait pas, elle s'est offerte le luxe d'engendrer un flux de protons tel qu'elle prend, dans ce domaine, la troisième place derrière les éruptions d'août 1972 et d'octobre 1989.

Les records étant faits pour être battus, le Soleil n'a pas lésiné sur les moyens et, après un regain d'activité début juin, s'est offert, le 6 juin, une nouvelle éruption qui, à son tour, a dépassé celle du 22 mars. A quand le prochain record ? Nul ne le sait, même s'il est vrai que le Soleil connaît depuis une quarantaine d'années des cycles d'activité particulièrement importants. Dernier en date : celui commencé en septembre 1986. Après une montée en puissance particulièrement rapide (un peu plus de trois ans au lieu de quatre), l'activité du Soleil a atteint son maximum (1) en juillet 1989. Depuis, elle est entrée dans sa phase de « descente », période plus favorable aux événements exceptionnels.

La manifestation la plus évé-

nement de cette activité solaire est l'existence des taches solaires dont les plus grandes furent très tôt – dès avant notre ère – observées à l'œil nu par les Chinois. Ce sont des zones où les champs magnétiques sont particulièrement intenses et peuvent atteindre des valeurs de 2 000 à 3 000 gauss, soit une intensité dix mille fois plus grande que celle du champ magnétique terrestre.

Sous l'effet de ce phénomène, les transferts d'énergie thermique sont bloqués dans ces régions qui sont par conséquent plus froides (4 200 degrés Kelvin) et apparaissent donc plus sombres à l'observation. Ainsi, explique Pierre Lantos, responsable du Centre des prévisions solaires à l'Observatoire de Paris-Meudon, « les champs magnétiques des taches et, plus généralement, des régions actives qui les entourent, stockent donc de l'énergie qui peut être libérée lors d'une éruption par une brusque réorganisation des champs magnétiques ».

## Une bulle de matière

« Le plasma ambiant est alors formidablement chauffé (jusqu'à plusieurs dizaines de millions de degrés), souligne Pierre Lantos. La région devient brillante en rayons X et ultra-violet. Les particules du plasma (protons, électrons et noyaux lourds d'atomes) sont brutalement accélérées, et de la

matière liée à la couronne solaire est éjectée vers le milieu interplanétaire avec création d'une onde de choc. » C'est un peu comme si une sorte de bulle de matière s'arrachait du Soleil pour s'élever dans l'espace à une vitesse d'environ 800 kilomètres par seconde.

Pour spectaculaires qu'ils soient, ces phénomènes représentent un vrai danger que, fort heureusement, l'atmosphère et le champ magnétique terrestre atténuent considérablement. Mais les effets sont réels et suivis avec grand intérêt par les astronomes, les militaires, les agences spatiales, les électriciens. Car les éruptions les plus violentes peuvent brouiller les liaisons radio, faire disjoindre les lignes à haute tension, comme ce fut le cas en mars 1989 au Québec, perturber la trajectoire et le fonctionnement des satellites et exposer les astronautes vivant dans les stations spatiales à des irradiations dangereuses. Mais elles peuvent aussi, pour le plus grand plaisir des curieux, donner lieu, quand les conditions météorologiques s'y prêtent, à de magnifiques aurores boréales.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) L'activité solaire est régie par un cycle moyen de onze ans. Après une montée qui dure environ quatre ans, le Soleil atteint son maximum d'activité caractérisé non par la puissance des éruptions, mais par leur grand nombre. Suit une période de cinq à huit ans de décroissance plus favorable, comme la montée, aux phénomènes importants.

## Fusion froide : on ferme

L'Institut national de la fusion froide de l'Etat américain de l'Utah va fermer ses portes le 30 juin. Cet organisme avait été créé dans l'euphorie générale il y a deux ans, après que MM. Stanley Pons et Martin Fleischmann eurent affirmé avoir obtenu une réaction de fusion nucléaire à température ambiante. Depuis, leur expérience n'a, semble-t-il, pas pu être reproduite. La majorité de la communauté scientifique qualifie – au mieux – d'« erreur de manipulation » la « découverte » (le Monde du 28 février et du 14 novembre 1989).

L'Institut avait reçu 5 millions de dollars de l'Etat de l'Utah. Il s'agissait, dans l'esprit des donateurs, d'une simple première mise, destinée à attirer des fonds privés ou gouvernementaux qui, selon l'habonadeur américain Science, n'ont jamais dépassé la somme de cent mille dollars.

La rumeur veut que les responsables de l'université de l'Utah, persuadés de tenir l'invention qui allait révolutionner le monde, aient insisté pour rendre publics immédiatement des résultats que les deux chercheurs auraient voulu vérifier plus soigneusement. « La science n'a pas progressé assez rapidement pour assurer une éventuelle source de financement extérieure », estime aujourd'hui M. John Morris, vice-président de l'université de l'Utah. Un euphémisme...

J.-P. D.

## Un entretien

« Les risques inconnus »

« Les risques inconnus » : un entretien avec Jean-Yves Nau, directeur de la recherche en alcoologie à l'Institut international des vins et spiritueux et par la revue Drinks International.

« Les risques inconnus » : un entretien avec Jean-Yves Nau, directeur de la recherche en alcoologie à l'Institut international des vins et spiritueux et par la revue Drinks International.

« Les risques inconnus » : un entretien avec Jean-Yves Nau, directeur de la recherche en alcoologie à l'Institut international des vins et spiritueux et par la revue Drinks International.

« Les risques inconnus » : un entretien avec Jean-Yves Nau, directeur de la recherche en alcoologie à l'Institut international des vins et spiritueux et par la revue Drinks International.

« Les risques inconnus » : un entretien avec Jean-Yves Nau, directeur de la recherche en alcoologie à l'Institut international des vins et spiritueux et par la revue Drinks International.

« Les risques inconnus » : un entretien avec Jean-Yves Nau, directeur de la recherche en alcoologie à l'Institut international des vins et spiritueux et par la revue Drinks International.

« Les risques inconnus » : un entretien avec Jean-Yves Nau, directeur de la recherche en alcoologie à l'Institut international des vins et spiritueux et par la revue Drinks International.



SCIENCES • MÉDECINE

# Marchands de vie

Micro-organismes, plantes, animaux : depuis dix ans, la brevetabilité du vivant semble poursuivre une marche irréversible. Jusqu'à l'espèce humaine ?

**L**ES plantes, les animaux, les éléments du corps humain peuvent-ils être considérés comme des « objets » brevetables ? Comment, dans le cas contraire, protéger les inventions biotechnologiques que multiplient, à des fins commerciales, les firmes agrochimiques et pharmaceutiques ? Privée de sens il y a seulement vingt ans, la question est devenue essentielle avec le développement des manipulations génétiques. En Europe comme aux États-Unis, on assiste désormais à une accélération des procédures visant à breveter la vie. Avec des enjeux économiques et éthiques considérables, dont débattent actuellement les juristes et les chercheurs réunis au colloque Sciences et droit, organisé à Paris, du 25 au 29 juin, à l'occasion du dixième anniversaire du ministère de la recherche et de la technologie.

Il y a encore peu de temps, la notion de brevet restait relativement claire : « Titre par lequel l'État confère à l'auteur d'une découverte ou d'une invention industrielle un droit exclusif d'exploitation pendant vingt ans » ; cette forme de propriété intellectuelle ne concernait guère que des inventions techniques, relatives à la matière inanimée. La matière vivante, végétale, animale ou humaine, considérée comme une totalité, n'était pas à vendre. La nature pouvait certes être exploitée par l'homme, elle n'en devenait pas pour autant sa « propriété » au sens donné par le code civil, c'est-à-dire « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements » (1).

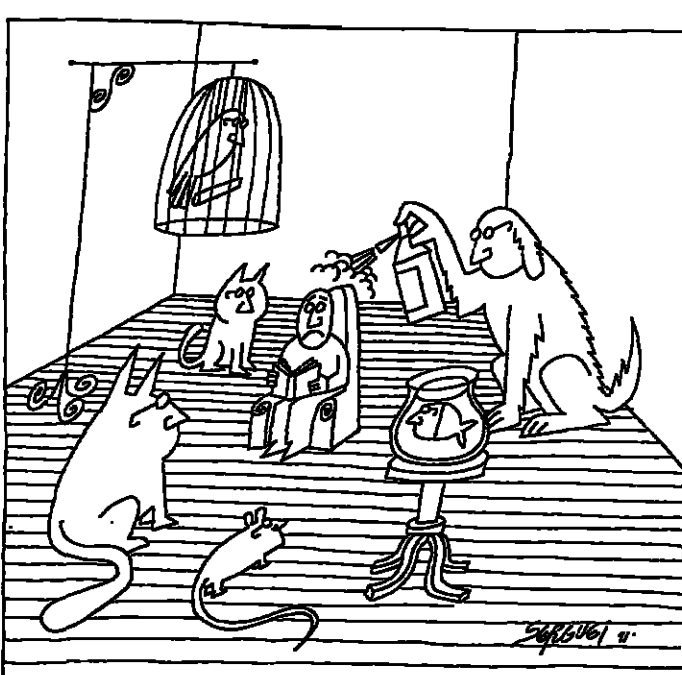
Pour l'essentiel, le « droit du vivant » restait donc à inventer. Seule exception notable : les procédés de fermentation utilisant des micro-organismes, qui bénéficiaient

depuis la Convention de Strasbourg (1963) des brevets accordés « aux procédés microbiologiques et aux produits obtenus par ces procédés ». Mais il faut attendre 1980, avec la décision Chakrabarty de l'Office des brevets et des marques des États-Unis, pour que soit, pour la première fois, reconnu brevetable un micro-organisme génétiquement manipulé (2).

Il ne s'agit encore que d'une bactérie. Mais très vite, les progrès du génie génétique se heurtent à un autre problème, celui de la protection des variétés végétales. Pour contourner la brevetabilité, une solution jusqu'alors sans faille avait été trouvée en 1961 avec la création de l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV). Celle-ci, à laquelle adhèrent aujourd'hui vingt pays membres (soit 95 % du marché des semences des pays industrialisés), délivre aux semenciers un certificat d'obtention végétale (COV), qui leur confère le droit exclusif de produire des variétés à des fins commerciales. Mais, à la différence de la protection par brevet, le COV n'en interdit pas l'accès à ceux qui désirent en augmenter les performances.

**Le cas « Myc-Mouse »**

Ce droit d'obtention végétale a été établi de façon à permettre que l'ensemble du patrimoine génétique contribue à l'amélioration génétique des cultures. Mais il aboutit aujourd'hui à un paradoxe. Car, si elle exclut encore les variétés végétales, la brevetabilité s'applique en revanche, aux procédés et aux produits du génie génétique (combinaisons de gènes, plasmides). Or ce sont ces mêmes procédés qui, demain, donneront aux plantes modifiées l'essentiel de leur valeur marchande, en permettant par exemple à des graines de colza de produire des protéines pharmaceutiques



à forte valeur ajoutée (le Monde du 27 octobre 1989). D'où la pression de plus en plus forte exercée par les professionnels des semences en faveur de la brevetabilité des variétés végétales.

Même s'il ne concerne pour le moment qu'un nombre limité d'espèces, le problème se pose avec une acuité plus vive encore dès lors que l'on aborde le règne animal. En 1987, les États-Unis franchissent le pas et brevettent une huître polyplode, dont le stock chromosomique a été modifié par des variations de pression hydrostatique. Un an plus tard, le 12 avril 1988, l'Office des brevets américain accepte de breveter

une souris « transgénique », dont le patrimoine héréditaire a été modifié à des fins médicales par des chercheurs de l'université Harvard. Parce qu'elle contient dans ses chromosomes un gène étranger (le gène myc) impliqué dans la cancérisation, Myc-Mouse devient le premier mammifère à être considéré, juridiquement, comme une propriété de l'homme (le Monde du 18 mai 1988).

Un an plus tard, la polémique éclate en Europe. Rappelant que les brevets ne peuvent être délivrés pour « les variétés végétales ou les races animales, ainsi que les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux »

(art. 53 de la Convention de Munich, 1978), l'Office européen des brevets refuse, en juin 1989, la protection de Myc-Mouse (le Monde du 19 juillet 1989). Novembre 1990, nouveau rebondissement : saisie par la firme américaine Du Pont de Nemours - devenue entre-temps « propriétaire » de la souris transgénique - l'instance d'appel de l'OEB invalide la décision d'interdiction.

On en est là, mais le verdict ne laisse guère place au doute. Si aucun d'entre eux n'est encore sur le marché, des dizaines d'animaux transgéniques naissent tous les jours dans les laboratoires (voir Interview ci-après). Avec, à la clé, des enjeux économiques considérables. Déposé par la société Transgène en 1987, le premier brevet français faisant intervenir une souris transgénique est en cours d'examen à l'INPI (Institut national de la propriété industrielle). Et la Commission des Communautés européennes, qui élabore depuis plusieurs années un projet de directive relatif à la protection juridique des découvertes biotechnologiques, se prononce d'ores et déjà en faveur de la brevetabilité de « toutes les catégories biologiques » : individus, lignées, familles, à l'exception des groupes pouvant être considérés comme « race », « variété » ou « espèce » - notions qu'il conviendrait d'ailleurs de définir avec précision.

**La faiblesse de l'Europe**

Selon toute vraisemblance, les pays de la Communauté s'orientent donc vers la généralisation de la prise de brevets sur les végétaux et les animaux génétiquement modifiés, ainsi sans doute que sur leur descendance. Logique économique oblige : les chiffres les plus récents confirment la faiblesse de l'Europe en matière de biotechnologies, domaine dans lequel

19 % seulement des brevets sont déposés par les pays membres de la CEE, contre 41 % pour les États-Unis et 36 % pour le Japon. De plus, comme le souligne M. Jean-Christophe Galloux, avocat à la cour de Lyon, « la mondialisation de l'économie et des marchés exige que les problèmes de la protection juridique des innovations biotechnologiques soient résolus dès le départ sur un plan international, sous peine d'entraîner des distorsions de concurrence importantes entre les partenaires ». Faut-il pour autant, dans ce domaine aux marges de la bioéthique, construire à la hâte un cadre légal ? « Juridiquement, l'expérience nous apprend qu'il existe des frontières qui, une fois abattues, laissent le champ libre à toutes les conquêtes », rappelle M. Marie-Angèle Hermitte, directeur de recherche au CNRS. De la brevetabilité des micro-organismes, on est passé à celle du maïs, de l'huître et de la souris. À quand la brevetabilité de l'embryon humain ?

Gènes, sang, cellules, organes, spermatozoïdes, un nombre croissant d'éléments du corps humain participent déjà à l'économie de marché. L'homme mettra-t-il son propre statut dans la balance commerciale ? En arrivera-t-il, comme le suggère M. Bernard Edelman, avocat à la cour et auteur de plusieurs ouvrages sur le droit et le vivant, « à ce résultat stupéfiant de se produire lui-même comme marchandise », avec toutes les implications sociales, politiques et éthiques que comporterait cette décision ?

Ca. V.

## Un entretien avec un directeur de recherche à l'INRA

« Les techniques modernes de la biologie appliquées aux animaux comportent des risques incontestables pour l'environnement », nous déclare M. Louis-Marie Houdebine

Responsable d'une unité de recherche au laboratoire de biologie cellulaire et moléculaire de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) à Jouy-en-Josas, M. Louis-Marie Houdebine répond à nos questions sur les avantages et les risques que peuvent présenter les animaux transgéniques.

« Le génie génétique permet désormais de modifier le patrimoine héréditaire de n'importe quelle cellule, en y intégrant un ou plusieurs gènes étrangers. Ces techniques vont-elles, selon vous, provoquer une évolution importante des méthodes d'exploitation des espèces animales ?

« Inévitablement, dans la mesure où les outils du génie génétique vont permettre d'améliorer les techniques d'élevage. Un simple exemple : malgré les progrès importants réalisés depuis un siècle, les animaux restent très vulnérables à certaines maladies, et les pertes qui en résultent sont encore considérables. Grâce à la biologie moléculaire, il est désormais possible de préparer des antigènes viraux ou bactériens en abondance, et de fabriquer certains vaccins modifiés moins pathogènes et plus efficaces que les souches atténuées classiques.

« De même, il est aujourd'hui possible d'acquiescer n'importe quel fragment d'un génome, et de s'en servir comme d'une « sonde » moléculaire pour sélectionner les animaux dotés de caractéristiques génétiquement intéressantes. De cette manière, les animaux vont être connus au plan génétique avec une précision plus grande. Ainsi, pour sélectionner des ruminants pour leur qualité fromagère, il ne sera bientôt plus nécessaire de passer par le cycle très long de leur reproduction : il suffira d'étudier les gènes des protéines du lait sur la semence d'un taureau, ou même chez le nouveau-né, ce qui fera gagner beaucoup de temps dans le processus de sélection.

« On sait aujourd'hui modifier en laboratoire le patrimoine héréditaire de plusieurs espèces animales. Ce pouvoir est-il d'ores et déjà applicable aux animaux d'élevage ?

« Des fragments d'ADN peuvent

en effet être transférés à des animaux, qui transmettent alors à leur descendance un nouveau caractère génétique. Ce type d'expérimentation a été réalisé avec succès chez des insectes, des invertébrés marins, des vertébrés inférieurs, des oiseaux et des mammifères. Cette « transgénèse », qui consiste en général à injecter des gènes isolés dans le noyau des embryons précoces, reste cependant délicate et son rendement très variable selon les espèces.

« Quels sont ses principaux objectifs ?

« Outre l'étude fondamentale du fonctionnement des gènes et l'obtention de lignées animales pour des études cliniques (le plus souvent des souris), la transgénèse permet d'envisager la production de protéines à haute valeur économique. Plusieurs d'entre elles (insuline, hormone de croissance, interféron, érythropoïétine) dont le marché suit désormais une loi exponentielle, sont actuellement produites par des cellules en culture. Or les travaux de laboratoire ont montré que le lapin, le porc ou le mouton pouvaient également exprimer des quantités importantes de protéines étrangères. Techniquement et économiquement, les animaux transgéniques représentent donc une alternative intéressante aux cultures de cellules, si l'on peut récupérer ces protéines à partir de leur lait ou de leur sang (1). » Au delà de ces enjeux essentiellement commerciaux, les changements les plus profonds à attendre de la transgénèse sont ceux qui confèrent aux animaux de nouvelles propriétés biologiques, intéressantes pour les éleveurs et les consommateurs : haute prolificité, production de viande plus maigre et contenant des lipides moins nocifs, croissance plus rapide, résistance au stress... Beaucoup d'études restent cependant nécessaires pour que l'ensemble des problèmes soit maîtrisé dans ce domaine, et un impact réellement significatif sur les élevages est difficilement concevable avant le siècle prochain.

« C'est-à-dire avant dix ans. Que peut-on dire, dès aujourd'hui, des risques que présente cette maîtrise du vivant pour les animaux qui en seront l'objet ?

« Un certain nombre de personnes s'insurgent contre le principe même de modifier des animaux au profit de l'homme, de tels procédés leur paraissent violer les lois fondamentales de la création. Une telle attitude ne prend que très partiellement en compte les réalités de la création elle-même, que l'on sait en perpétuel devenir sous les dures lois de l'évolution. Il n'en reste pas moins vrai qu'intuitivement il apparaît à chacun que les animaux, et particulièrement ceux qui nous sont le plus proches, ont droit à notre respect.

« A cet égard, l'idée soutenue par certains que le génie génétique vise à produire des animaux ayant de super-performances mais de grandes difficultés pour survivre est particulièrement soignée. C'est plutôt vers l'obtention d'animaux sains, peu sensibles aux maladies et au stress que ces techniques nous dirigent. Il est vrai, cependant, que la tentation d'étendre les limites du respect que l'on doit aux animaux est renforcée par ces possibilités nouvelles. Ces limites semblent d'ailleurs avoir été atteintes avant même qu'aient été mises en œuvre les techniques du génie génétique. Certaines variétés de canard en témoignent, qui ne peuvent plus s'accoupler tant leur poids est devenu élevé.

« Et les risques pour l'environnement ?

« Il faut l'admettre, les techniques modernes de la biologie appliquées aux animaux comportent des risques incontestables pour l'environnement. La sélection génétique intense conduit inévitablement à un appauvrissement de la variabilité génétique, donc à une plus grande vulnérabilité de l'espèce sélectionnée. La transgénèse, de ce point de vue, peut être une arme à double tranchant. Pour limiter ses effets, il est urgent de procéder à l'inventaire des races d'animaux domestiques encore disponibles et de définir des moyens pour les conserver, que ce soit par le maintien des troupeaux, par la congélation de semence ou d'embryons.

« Autre danger potentiel réel pour l'environnement : le relargage des animaux génétiquement modifiés dans la nature. Le problème est négligeable pour les espèces domestiques les plus courantes,

vaches, moutons, porcs ou poules. Ces animaux n'existent plus à l'état sauvage, et leur diffusion incontrôlée est donc très peu vraisemblable. Mais il n'en va pas de même pour des animaux aquatiques, dont les élevages ne sont en général pas totalement clos, et à fortiori pour les insectes destinés à être diffusés dans la nature.

« Avant de prendre ce risque, une longue observation pendant plusieurs générations et dans différentes situations physiologiques sera donc nécessaire, afin d'évaluer de manière approfondie les nouvelles propriétés biologiques des espèces modifiées. Ces précautions n'ont pas toujours été prises dans le passé, pour des lignées d'animaux jugées économiquement intéressantes et existant spontanément dans la nature. Ainsi a-t-on vu des abeilles tueuses, dont le caractère était insoupçonné, se répandre de manière incontrôlée. Et de multiples espèces ont été transférées d'un continent à l'autre, sans la moindre évaluation préalable des conséquences possibles de ces transferts sur la faune et la flore locales. Même si elles ont été le plus souvent heureuses, de telles pratiques ne sont plus acceptables.

**Supprimer les idées malsaines**

« Vous avez activement participé à l'élaboration d'un « Guide de bonne pratique des animaux transgéniques », dont l'homologation par l'AFNOR devrait intervenir d'ici la fin de l'année. Ces règles de conduite constitueront-elles, selon vous, un garde-fou suffisant pour éviter les risques de dérapage ?

« Oui, à condition toutefois qu'elles soient réellement appliquées. Si la bonne volonté des acteurs de la science ne paraît pas être contestée, la négligence existe parfois, et tient essentiellement au flou qui s'est installé dans l'application des règlements. En effet, actuellement, rien n'oblige strictement un chercheur à faire part de ses projets à une des commissions d'évaluation de la biosécurité (2). Et cette situation semble à peu près identique dans la plupart des pays concernés, même si les réglementations sont actuellement, en pratique, plus contraignantes dans

les pays du nord de l'Europe. Les acteurs de la recherche et de ses applications doivent être capables de répondre aux questions que se pose, légitimement, la communauté internationale. Afin d'éviter toute négligence dans ce domaine, chaque institut de recherche, université ou laboratoire privé devrait par exemple avoir un fichier central informatisé, dans lequel seraient répertoriées, en respectant les secrets de la recherche, toutes les expériences entrant dans le champ des règlements de sécurité. Ce fichier devrait pouvoir à tout moment être consulté par n'importe quel représentant de la communauté nationale - commissions de sécurité, journalistes, représentants d'associations diverses. Cela éviterait bien des erreurs, et supprimerait l'idée malsaine selon laquelle des choses inavouables se passent de manière occulte dans les laboratoires.

Propos recueillis par CATHERINE VINCENT

(1) Une équipe de biologistes américains de la firme privée DNX vient ainsi d'annoncer avoir réussi à greffer sur des porcs les gènes qui, chez l'homme, dirigent la synthèse de l'hémoglobine (le Monde du 19 juin).

(2) En France, les deux instances actuellement responsables de ces techniques sont la Commission du génie génétique, dépendante du ministère de la recherche et de la technologie, et la Commission du génie biomoléculaire, dépendante du ministère de l'Agriculture.

INFORMATIQUE

## Tout le monde peut bien débuter.

Collection Bien Débuter des ouvrages clairs pour se familiariser rapidement avec un système, un langage ou un logiciel.

EXCEL • WORD 5.5 • dBASE III • LOTUS 1.2.3 • WINDOWS 3.11 • AU TOTAL PLUS DE 20 OUVRAGES.

MICRO APPLICATION

EN VENTE À LA FNAC ET LIBRAIRIES SPECIALISEES TEL. (1) 47 70 32 44





CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Une anthropologie de la proximité

Le parcours d'une archéologue du goût

KAREN KNOOR  
à la galerie Antoine Candau

Féru d'Eco, de Barthes et de Kristeva, mais aussi des clichés que l'on trouve dans *Houses and Gardens*, Karen Knorr, trentenaire, a mené depuis 1979 une réflexion critique sur les codes, rites et comportements des contemporains, à mi-chemin du documentaire et de la fiction. Elle observe les gens et le décor. Chacune de ses séries, sorte de documentaire corréatif, est un condensé de la culture et du goût. Karen Knorr démontre qu'il n'y a jamais de réel sans mise en scène. Elle se réclame de la tradition de Walker Evans, August Sander ou Jacob Riis. Mais son propos n'est pas sociologique. Mené avec un souci mythologique de l'environnement, ce répertoire de genres sociaux est une création.

« Vous êtes née à Francfort d'un père américain-polonais et d'une mère germano-norvégienne, vous avez été élevée à Porto-Rico. Votre éducation vous a-t-elle influencée ?

— J'ai eu une enfance paisible, près de la mer, dans une jolie maison. Mon milieu était bourgeois et libéral. Pablo Casals habitait à côté. Mais je me suis toujours sentie différente. Ma langue maternelle est l'allemand. Autour de moi, on parlait espagnol et l'anglais. J'ai grandi dans ce mélange de cultures. Tout cela m'a servi dans mon travail : j'ai toujours gardé une distance critique à l'égard des autres.

En 1976, vous êtes venue à Londres où vous avez commencé la série consacrée au quartier de Belgravia.

— C'est à Paris où j'ai vécu trois ans que j'ai découvert Walter Benjamin, Barthes et Baudrillard. Dès

cette époque, j'avais en tête de faire de la photo, et aussi de la « penser ». Mais c'est mon professeur de la Polytechnique de Central London, Victor Burgin, qui m'a appris à politiser mes images. J'ai entrepris le reportage de Belgravia quand j'étais étudiante. J'avais envie de photographier mon propre milieu. La tradition du documentaire social conduit à partir au loin vers l'inconnu. J'ai abordé ce quartier huppé comme un territoire exotique : en gardant mes distances. La série permet de tout contrôler. C'est comme un film. Les images se renvoient l'une à l'autre. J'étais fascinée par la place des objets, les codes, la symétrie des lieux. J'ai agi avec méthode, à la manière d'un détective sur le lieu d'un crime.

— D'où est venue la nécessité de faire figurer un texte imprimé sur le tirage ?

— Tous deux sont autonomes. L'un illustre pas l'autre. Le texte révèle l'idéologie des personnages, ce qu'ils pensent. Et qui n'est pas dit dans l'image. C'est comme un code moral. Il exprime la discipline d'une société et rappelle qu'il s'agit d'une « fiction documentaire ».

— Comment avez-vous réussi pour cette série à entrer dans les clubs fermés où les femmes ne sont d'habitude pas admises ?

— Je me suis faite invisible. Les personnages sont des acteurs sociaux. Ce sont des amis très typés que j'engage et qui posent pour moi. Mais il y a aussi de vrais membres des clubs. Ils incarnent des stéréotypes représentatifs de leur classe. Ils parlent de la nostalgie de l'empire colonial et du maintien des privilèges. Le club est un lieu hautement symbolique. Il y règne un ordre patriarcal. Le présent et le passé s'y confondent.

Cette série est marquée par l'époque Thatcher. Avant, ces gens étaient beaucoup plus anonymes. Pendant cette décennie, ils affirment leur identité.

— Pourquoi avez-vous employé la couleur pour votre série « connaisseurs » ?

— En réaction contre le « beau tirage », toujours en noir et blanc. Je voulais des tons clinquants, presque vulgaires. C'est aussi une façon de parodier *Houses and Gardens* qui m'inspire. Pour cette série, j'ai amené des objets trouvés dans des magasins d'accessoires pour le cinéma. Ils ont des formes essentielles et perturbent ces salons académiques, sortes de musées personnels conçus sur les critères néoclassiques du dix-huitième siècle. C'est une réflexion amère sur le paradoxe, la logique et la symétrie.

— Votre dernière série est intitulée : « Capital » ?

— Le sujet, c'est l'argent, dont le territoire symbolique est situé dans la City, à Londres. Le titre fait donc référence à Karl Marx. Cette première partie compte seize images, des sièges de la franc-maçonnerie à ceux des multinationales, institutions puissantes où l'on n'entre que par initiation ou héritage. Les acteurs sont ici remplacés par les emblèmes du pouvoir, plus terrifiants que les lieux.

Propos recueillis par  
PATRICK ROEGERIS

► Karen Knorr, rétrospective et présentation de la série « Capital », galerie Antoine Candau, 3, passage Saint-Sébastien, 75011 Paris, jusqu'au 12 juillet.

► Signes de distinction, de Karen Knorr, introduction de Patrick Mauriès, Ed. Thames and Hudson, 130 p., 350 F.

Pouvoirs et dynasties

Les survivants des monarchies anéanties par la colonisation

BOIS AFRICAINS  
à la Grande Halle de La Villette

Quel que soit le nom qu'on leur donne - Oba, Msiiri, Lamido, Ooni - il en reste encore quelques centaines en Afrique. Ces rois sans pouvoir consigné dans un texte constitutionnel n'en continuent pas moins de faire partie intégrante du paysage politique local. Une exposition, composée de cinquante portraits géants signés du photographe Daniel Laine, leur est consacrée à la Grande Halle de La Villette. Ainsi qu'un beau livre d'images du même auteur.

Maîtres de royaumes plusieurs fois centenaires, rayés de la carte, en 1885, lors de la conférence de Berlin, qui a redessiné les frontières de l'Afrique hors de toute référence ethnique, ces monarches, qui avaient droit de vie et de mort sur leurs sujets, ont dû capituler, contre vains honneurs et monnaies sonnantes et rébuchantes, devant les colonisateurs européens. Mais leur pouvoir est trop chargé de symboles magiques pour que ces représentants sur Terre du Dieu créateur ne continuent pas d'inquiéter les régimes nés de l'indépendance, trop faibles pour ne pas être soupçonneux de tout ce qui peut porter le germe d'une contestation.

Les dirigeants africains ont vite compris l'intérêt qu'ils avaient à se concilier leurs bonnes grâces, car ils sont, pour eux, d'utiles relais politiques et administratifs. On le

voit notamment au Nigeria, dans le plus peuplé des Etats africains, où ces lignées dynastiques sont encore très vivantes. On le voit aussi en Afrique du Sud, où, pour faire pièce aux ambitions du Congrès national africain (ANC), le président Frederik De Klerk entretient les meilleurs rapports avec Goodwill Zwetshini, le roi des Zoulous, la plus puissante - et la plus guerrière - des tribus du pays.

Ces rois, qui vivent souvent dans d'immenses palais, entourés d'une cour hiérarchisée de serviteurs et de chambellans, sont, il est vrai, des caricatures de monarchie qui attirent l'œil gourmand du photographe en quête d'exotisme. Ainsi, tel monarque se déplace en palanquin en forme d'automobile, tandis que l'ooni d'Ife, au Nigeria, a été le premier Africain à posséder une vraie Rolls-Royce.

Le roi des Ashantis, au Ghana, n'a plus le droit de se couper lui-même les ongles et les cheveux. Face au lamido de Rey-Bouba, au Cameroun, qui n'a pas le droit de sortir de son palais plus de trois fois par an, il convient de se présenter déchaussé et torse nu... Mais le dévouement de ces traditions ne saurait dissimuler le fait qu'un pouvoir peut en cacher un autre...  
J. de B.

► Grande Halle de La Villette : jusqu'au 10 juillet. Les rois d'Afrique, photos de Daniel Laine, texte de Pierre Alexandre, éd. Archaud, 450 F.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINUTE 36,15 CODE A37 puis OSP

Vente au palais de justice de Paris, jeudi 11 juillet 1991 à 14 h 30

**une PIECE à PARIS-9**  
9, rue Joubert (au 2<sup>e</sup> ét.) - Mise à prix : 80 000 F  
S'ad. pour renseignements : SCP BLIAH-STIBBE-ULLMO, avocats, demeurant 18, rue Duphot PARIS (1<sup>er</sup>) - Tél. : 42-60-39-13 et sur place pour visiter

Vie aux ench. pub. pal. just. Paris lundi 8 juillet 1991 à 14 heures

**APARTEMENT à PARIS-4**  
18, rue des Ecoles, 5<sup>e</sup> étage, 2 pièces, cuisine, entrée - 20 m<sup>2</sup> env.  
LIBRE DE LOCATION  
**M. à P. : 250 000 F**  
S'ad. J. COPPER-ROYER, avocat à Paris-17<sup>e</sup> 42, rue Ampère  
Tél. : 46-22-26-15 - Vis. s/p. le 3 juillet 1991 entre 16 heures et 17 heures

Vie aux ench. pub. pal. just. Paris lundi 8 juillet 1991 à 14 heures

**APARTEMENT à PARIS-17**  
12, rue Daubigny 4<sup>e</sup> ét. 1 pièce cuisine w.-c. 28 m<sup>2</sup> env. cave s/sol  
LIBRE DE LOCATION  
**M. à P. : 280 000 F**  
S'ad. J. COPPER-ROYER, avocat à Paris-17<sup>e</sup> 42, rue Ampère  
Tél. : 46-22-26-15 - Vis. s/p. le 4 juillet 1991 entre 11 heures et 12 heures

Vie aux ench. pub. pal. just. Paris lundi 8 juillet 1991 à 14 heures

**APARTEMENT à PARIS-10**  
35, bd Villiers 4<sup>e</sup> ét. - entrée - cuis. 31 m<sup>2</sup> ENV. - CAVES s/sol  
LIBRE DE LOCATION  
**M. à P. : 400 000 F**  
S'ad. J. COPPER-ROYER, avocat à Paris-17<sup>e</sup> 42, rue Ampère  
Tél. : 46-22-26-15 - Vis. s/p. le 4 juillet 1991 entre 11 heures et 12 heures

Vie aux ench. pub. pal. just. Paris lundi 8 juillet 1991 à 14 heures

**APARTEMENT à PARIS-9**  
11, rue de Montyon - au 3<sup>e</sup> ét. - 3 pièces - cuis. s. d'eau  
W.-C. - environ 52 m<sup>2</sup> - avec au sous-sol 2 CAVES  
LIBRE DE LOCATION  
**M. à P. : 600 000 F**  
S'ad. J. COPPER-ROYER, avocat à Paris-17<sup>e</sup> 42, rue Ampère  
Tél. : 46-22-26-15 - Vis. s/p. le 4 juillet 1991 entre 11 heures et 12 heures

VENTE AU LICITATION, au palais de justice à Paris, le LUNDI 8 JUILLET 1991, à 14 heures - EN UN LOT

**APARTEMENT 3 p.p. - 78 à 92, r. des Poissonniers**  
26 quartier, rue Ordener à Paris (19<sup>e</sup>) - au 2<sup>e</sup> ét. sch. bdl D  
Bacal. unique - CAVES - EMPACEMENT DE GARAGE  
**M. à P. : 130 000 F**  
S'ad. SCP GASTINHAU, MALANGAU & BOITELLE-DOUSSAU, avocats associés à Paris (75006) - 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 43-26-82-98 de 9 heures à 12 heures - Ts avocats près TGI Paris - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur conversion des états immobiliers au palais de justice de Paris le LUNDI 8 JUILLET 1991 à 14 heures précédées, en TROIS LOTS

**à PARIS 17<sup>e</sup> - 20, rue de Lévis**  
1<sup>er</sup> lot : LOCAL COMM. avec RESERVE  
2<sup>e</sup> lot : au 1<sup>er</sup> étage - au rez-de-ch. - une entrée à droite de l'immeuble  
3<sup>e</sup> lot : au 2<sup>e</sup> étage :  
**APARTEMENT** comp. entré, salon, cuis., ch., bain avec w.c.  
**APARTEMENT** comp. entré, salon, cuis., ch., bain avec w.c.

Mise à Prix :  
1<sup>er</sup> lot : 180 000 F - 2<sup>e</sup> lot : 160 000 F - 3<sup>e</sup> lot : 160 000 F  
S'ad. à maître DEVOS-CAMPY, avocat à Paris-7<sup>e</sup>, 57, avenue de Suffren  
RIBADEAU-DUMAS, avocats à Paris-10<sup>e</sup>, 17, av. de Lamballe  
Tél. : 45-24-46-40 - et tous autres avocats près le TGI de Paris

SPECTACLES

CINÉMAS

Programmes du mercredi 26 juin au mardi 2 juillet

**LA CINÉMATHEQUE**  
PALAIS DE CHAILLOT  
(47-04-24-24)

MERCREDI  
Les Archives du film présentent : Jean-  
nos l'intégrité (1949), de Jean Image,  
18 h : Carnet à Paris : Henri Dacot ;  
Razna sur la chouf (1955), d'Henri  
Dacot, 21 h.

**CENTRE  
GEORGES-POMPIDOU**  
SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI  
Le Cinéma australien : New Gunga Patrol  
(1958, v.o. s.t.), de Peter Diamond,  
The Kid Stakes (1927, v.o. s.t.), de Tai  
Ordell, 14 h 30 : Storm Boy (1976, v.o.  
s.t.), de Henry Salfan, 17 h 30 : Sweet-  
ie (1989, v.o. s.t.), de Jane Campion,  
(40-26-34-30)

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS**  
2, Grande-Galerie,  
porte Saint-Eustache,  
Forum des Halles  
(40-26-34-30)

MERCREDI  
Paris en quartiers : Jeune Public : la  
Grande Vadrouille (1988) de Gérard  
Oury, 14 h 30 : Acquiescances : la  
Rue du papier (1937) de J.C. Bernard,  
125, rue Montmartre (1959) de Gilles  
Grangier, 18 h 30 : la Bourse : l'Argent  
(1926) de Marcel L'Herbier, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15  
(45-54-46-85).  
AUCES (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-  
37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-  
28-58-00) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-  
93-50).  
ALDO MAMAN C'EST ENCORE MOI  
(A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).  
AN ANGEL AT MY TABLE (n.d.-s.d.-  
s.d., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6  
(46-33-87-77).  
L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.) : Lucernaire,  
(45-44-57-34).  
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Epée de  
Bois, 5 (43-37-57-47).  
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (fran-  
çais, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).  
BIX (It., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-  
10-82) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).  
LE CARREFOUR DES INNOCENTS  
(A., v.o.) : Action Ecoles, 5 (43-25-  
72-07).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS  
(A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ;  
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
CHEB (Fr.-Alg.) : Cné Beaubourg, 3  
(42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6  
(45-74-94-84).  
LA CRÉATURE DU CIMETIÈRE (A.,  
v.o.) : Forum Odéon Express, 1 (42-33-  
42-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ;  
v.f. : Pathé Français, 6 (47-70-33-88) ;  
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;  
Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé  
Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ;  
Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).  
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC  
Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept Par-  
nassiens, 14 (43-20-32-20).  
DANS LE PEAU D'UNE BLONDE (A.,  
v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;  
UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;  
UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Pathé  
Mangin-Concorde, 6 (43-59-92-82) ;  
UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juil-  
let Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;  
Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC  
Mallot, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Rex, 2  
(43-36-93-93) ; Saint-Lazare-Pasquier,  
9 (43-37-35-43) ; Pathé Français, 6  
(47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-  
01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ;  
Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathé Mont-  
parnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont  
Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé  
Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gam-  
betta, 20 (46-36-10-96).

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) :  
Pathé Mangin-Concorde, 6 (43-59-  
92-82).  
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE  
L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-  
10-82).  
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : George  
V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens,  
14 (43-20-32-20).  
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont  
Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont  
Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet  
Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont  
Ambassade, 6 (43-59-92-82) ; La Bas-  
tille, 11 (43-07-46-50) ; Escorial, 13  
(47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14  
(43-27-84-50) ; Bienvenue Montpar-  
nasse, 15 (45-44-26-02).  
LES LIANES DANGEREUSES (A.,  
v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ;  
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : 14 Juillet  
Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8  
(45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle,  
15 (45-75-79-79) ; v.f. : Forum Orient  
Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Mont-  
parnasse, 6 (45-74-94-84).  
LOLA ZIPPER (Fr.) : Forum Orient  
Express, 1 (42-33-42-26).  
LUNE FROIDE (Fr.) : Saint-André-  
des-Arts I, 6 (43-28-48-18).  
MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet  
Parnasse, 6 (43-25-58-00).  
LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) :  
George V, 8 (45-62-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

ALL THE KING'S MEN. Film chinois  
de Taiwan, couleurs,  
1h33 : Film historique de King Hu,  
v.o. : Utopia, 5 (43-26-84-65) ;  
Républic Cinéma, 11 (43-05-  
51-33).  
CELLINI. Film italien de Giacomo  
Bartorelli, v.o. : Bretagne, 6 (42-22-  
57-97).  
JALOUSIE. Film français de Kathleen  
Fontana : Gaumont Les Halles, 1  
(40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2  
(47-42-60-33) ; Gaumont Ambas-  
sade, 6 (43-59-92-82) ; Gaumont  
Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gau-  
mont Convention, 15 (48-28-  
42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-  
47-94).  
JIMI HENDRIX. Film américain de  
D.A. Pennebaker, Chris Hegedus et  
Murray Lerner, v.o. : Max Linder  
Panorama, 9 (48-24-88-88).  
JULIA A DEUX AMANTS. Film  
américain de Bashir Shabb, v.o. :  
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-  
12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-  
60-33) ; Racine Odéon, 6 (43-26-  
19-68) ; Gaumont Ambassade, 6  
(43-59-92-82) ; Gaumont Parnasse,  
14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia,  
14 (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia,  
14 (43-27-84-50) ; Les  
Nations, 12 (43-43-01-59) ;  
Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Mistral,  
14 (43-39-52-43) ; Pathé Montpar-  
nasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC  
Convention, 15 (48-28-42-27) ;  
Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94).  
SUSHI SUSHI. Film français de Lau-  
rent Perrin : Cné Beaubourg, 3  
(42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6  
(45-74-94-84) ; UGC Odéon, 6 (42-  
10-30) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-  
20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12  
(43-43-01-59) ; UGC Convention,  
15 (48-28-42-27) ; La Gambetta,  
20 (46-36-10-96).  
TOUJOURS SEULS. Film français de  
Gérard Mordillat : Forum Orient  
Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé  
Impérial, 2 (47-42-60-33) ; Pathé  
Mangin-Concorde, 6 (43-59-92-82) ;  
Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;  
Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).  
37-2. (Fr.) Film français de Jean-Jac-  
ques Beineix : Gaumont Champs-Ély-  
sées, 6 (43-59-04-67).  
VERAZ. Film franco-espagnol-italien  
de Xavier Castano : Forum Orient  
Express, 1 (42-33-42-26) ; Gaumont  
Logos, 1, 5 (43-54-42-34) ; George  
V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-  
Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; Mira-  
mir, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy,  
18 (45-22-47-94) ; La Gam-  
betta, 20 (46-36-10-96).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :  
Ambassade, 6 (43-59-92-82) ; v.f. :  
Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ;  
Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fau-  
vette, 13 (47-07-55-88).  
DELICATESSEN (Fr.) : Cné Beaubourg,  
3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-  
25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-  
94-84) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ;  
14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ;  
Mistral, 14 (43-39-52-43).  
DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Uto-  
pia, 5 (43-26-84-65).  
LA DISCRÈTE (Fr.) : Lucernaire, 6 (42-78-  
47-94) ; Les Trois Batzac, 6 (46-81-  
10-80).  
LES DOORS (A., v.o.) : Publicis  
Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ;  
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-  
Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-  
26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-  
60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-  
22-72-03) ; Saint-André-des-Arts I, 6  
(43-28-48-18) ; La Pagode, 7 (47-05-  
12-15) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-  
59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-07-  
48-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-  
30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-  
84-50).  
EDWARD AUX MAINS D'ARGENT  
(A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-  
46-85).  
LA FIEVRE D'AIMER (A., v.f.) : Pathé  
Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) :  
Lucernaire, 6 (45-44-57-34).  
GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15  
(45-54-46-85) ; v.f. : Hollywood Boule-  
vard, 9 (47-70-10-41).  
GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19  
(40-05-80-00).  
GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Danton,  
6 (42-25-10-30) ; Grand Pavois, 15  
(45-54-46-85).  
HALF-JUNE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de  
Bois, 5 (43-37-57-47).  
HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Par-  
nasse, 6 (43-26-58-00) ; Club Gaumont  
(Publicis Mangin), 6 (43-59-92-82).  
L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) :  
Devil, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lam-  
bert, 15 (45-32-81-68).  
HORS LA VIE (Fr.-Bel.) : Epée de  
Bois, 5 (43-37-57-47) ; Sept Parnas-  
siens, 14 (43-20-32-20).

Lire la suite page 16

MAIRIE DE PARIS

3<sup>e</sup> FESTIVAL DE PARIS  
SAMEDI 29 JUIN 22 H

NOTRE-DAME DE PARIS  
ORCHESTRE SYMPHONIQUE  
DE VIENNE

WIENER JEUNESSE CHOR  
GEORGES PRÉTRE  
SCHUBERT • MOZART • BRUCKNER

CONCERT GRATUIT  
RETRANSMISSION SUR ÉCRAN GEANT  
PARVIS DE LA CATHÉDRALE

## SPECTACLES

Suite de la page 15

**SAILOR ET LULA** (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) ; Studio Galand, 5\* (43-54-72-71) ; Lucerna, 6\* (45-44-57-34).

**SAISONS** (A.) : La Géode, 19\* (40-05-80-00).

**SALE COMME UN ANGE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6\* (43-26-80-25) ; UGC Montparnasse, 6\* (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31).

**SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6\* (43-25-89-83) ; UGC Champs-Élysées, 8\* (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81) ; Escorial, 13\* (47-07-28-04) ; Sept Paroissiens, 14\* (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17\* (40-68-00-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2\* (47-42-80-33) ; Miramar, 14\* (43-20-89-52).

**LE SILENCE DES AGNEAUX** (Fr.) (A., v.o.) : Pathé Hautes-Seines, 6\* (46-33-79-38) ; UGC Triomphe, 8\* (45-74-93-50) ; Blanche Montparnasse, 15\* (45-44-25-02) ; v.f. : Rex, 2\* (42-36-83-93).

**SOÛNI D'ORO** (It., v.o.) : Cinoches, 6\* (46-33-10-82).

**THE FIELD** (A., v.o.) : Sept Paroissiens, 14\* (43-20-32-20).

**THE TWO JAKES** (A., v.o.) : UGC Odéon, 6\* (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40) ; Studio 28, 18\* (46-06-36-07).

**THELMA ET LOUISE** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6\* (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6\* (45-74-94-94) ; George V, 8\* (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8\* (45-63-90-81) ; Mistral, 14\* (45-38-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17\* (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6\* (45-74-94-94) ;

Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31) ; Pathé Odéon, 19\* (45-22-46-01).

**TORCH SONG TRILOGY** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11\* (43-57-51-55).

**TOTO LE HÉROS** (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-80-33) ; Pathé Hautes-Seines, 6\* (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08) ; La Bastille, 11\* (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14\* (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27).

**LE TRIOMPHE DE BABAR** (Fr.-Can.) : Club Gaumont (Publicité Maitron), 8\* (43-59-31-87) ; Le Berry Zèbre, 11\* (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68).

**UN BAISER AVANT DE MOURIR** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Pathé Hautes-Seines, 6\* (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8\* (47-42-56-31) ; Miramar, 14\* (43-20-89-52).

**UN CŒUR QUI BAT** (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14\* (43-35-30-40).

**UN THÉ AU SAHARA** (Brit., v.o.) : Lucerna, 6\* (45-44-57-34).

**UNE ÉPOQUE FORMIDABLE...** (Fr.) : Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57) ; Rex, 2\* (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6\* (42-25-10-30) ; La Pagode, 7\* (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8\* (43-59-82-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8\* (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9\* (47-70-33-88) ; Les Nations, 12\* (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-58) ; Fauvette Bis, 13\* (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14\* (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17\* (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18\* (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20\* (46-36-10-98).

**URANUS** (Fr.) : Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26) ; George V, 8\* (45-62-41-48) ; Pathé Français, 9\* (47-70-33-88) ; Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27) ;

28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18\* (45-22-47-94).

**LA VIE DES MORTS** (Fr.) : Reflet Pantéon, 5\* (43-54-15-04) ; Élysées Lincoln, 6\* (43-59-38-14).

**VINCENT ET THÉO** (Fr.-Brit.) : Épée de Bois, 5\* (43-37-57-47).

**LE VOYAGE DU CAPITAINE FRACASSE** (Fr.-It.) : Les Montparnasse, 14\* (43-27-84-50).

## LES SÉANCES SPÉCIALES

**L'ALLÉE DES OSMANTHES** (Chin.-Taiwan, v.o.) : Utopia, 5\* (43-26-84-65) mer., jeu., sam., dim., lun., mar. à 16 h 10.

**ARIZONA JUNIOR** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer., ven., lun. 19 h, jeu. 14 h.

**LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU** (Can.) : Le Berry Zèbre, 11\* (43-57-51-55) mer. 16 h 15.

**LE BALLON ROUGE** (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6\* (43-26-84-65) mer., sam., dim. 14 h, 15 h 45 ; Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer. 15 h, sam. 13 h 30, dim. 17 h.

**BARRY LYNDON** (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15\* (45-64-46-85) mer. 21 h 15.

**BÉRUCHET DIT LA BOULIE** (Fr.) : Studio Galand, 5\* (43-54-72-71) mer. 14 h.

**LA BÊTE HUMAINE** (Fr.) : Reflet Logos I, 5\* (43-54-42-34) mer., lun. 12 h 05.

**CENDRILLON** (A., v.f.) : Rex, 2\* (42-36-83-93) séances mer., sam., dim. 13 h 30, 15 h 05 film 10 mn après ; UGC Triomphe, 8\* (45-74-93-50) mer., sam., dim. séances à 13 h 30, 15 h, 16 h 30 film 10 mn après ; République Cinémas, 11\* (46-05-51-33) mer., lun. 14 h, sam. dim. 18 h ; Danfert, 14\* (43-21-41-01) mer. 10 h et 15 h 30, sam., dim., lun. 13 h 50 ; Grand Pavois, 15\* (45-64-46-85) mer., sam., dim. 14 h ; Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer. 13 h 30, sam. 15 h.

**LE CHAMPIGNON DES CARPATHES** (Fr.) : République Cinémas, 11\* (48-06-51-33) mer. 17 h 50.

**LE CHATEAU DE MA MÈRE** (Fr.) : Studio des Ursulines, 5\* (43-26-19-09) mer., sam., dim. 16 h.

**LE CRIME D'AMOUR** (Fr.) : Le Berry Zèbre, 11\* (43-57-51-55) mer., jeu., ven., sam. 20 h 15.

**CRIN BLANC** (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6\* (43-26-84-65) mer., sam., dim., avec : Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer., sam., dim., avec.

**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS** (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5\* (43-84-42-34) mer., avec.

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE** (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5\* (43-84-42-34) mer. 12 h.

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5\* (45-87-18-09) mer. 16 h, jeu., ven. 18 h, sam., dim., lun. 20 h.

**LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX** (Fr.) : Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer. 17 h, lun. 15 h.

**ELEMENT OF CRIME** (Dan., v.o.) : Studio des Ursulines, 5\* (43-26-19-09) mer. 18 h, jeu. 20 h, 22 h.

**EMMANUELLE** (Fr., v.o.) : Studio Galand, 5\* (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

**LES ENSORCELÉS** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer., mar. 21 h.

**L'ÉQUIPÉE SAUVAGE** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer. 19 h, dim. 19 h 30.

**FANTASIA** (A.) : Danfert, 14\* (43-21-41-01) mer., jeu., sam., dim. 17 h.

**LA GLOIRE DE MON PÈRE** (Fr.) : Studio des Ursulines, 5\* (43-26-19-09) mer., sam., dim. 14 h.

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15\* (45-64-46-85) (son SR version longue) mer. 21 h, jeu., ven., lun., mar. 13 h 45.

**LA GUERRE DES BOUTONS** (Fr.) : Escorial, 13\* (47-07-28-04) mer., sam., dim. 10 h.

**HOT SPOT** (A., v.o.) : Épée de Bois, 5\* (43-37-57-47) mer., ven., sam., mar. 22 h 20.

**JEZEBEL** (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6\* (45-33-97-77) mer., ven., mar. à 12 h, 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

**JULES ET JIM** (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6\* (45-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

**LONGSOME COW-BOYS** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) mer. 10 h 45.

**MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION** (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer., sam., dim. 15 h.

**MAMMA ROMA** (It., v.o.) : Accatone, 5\* (46-33-86-86) mer. 12 h 30.

**MÉTAL HURLANT** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15\* (45-64-46-85) mer. 19 h 45, jeu. 12 h, sam. 0 h 30.

**NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5\* (45-87-18-09) mer., ven., sam. 22 h, jeu., dim. 18 h.

**OU EST LA MAISON DE MON AMI ?** (Iranien, v.o.) : Action Rive Gauche, 5\* (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. à 12 h.

**PATTY POWERS** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) mer. 11 h.

**PETER ET ELLIOTT LE DRAGON** (A., v.f.) : République Cinémas, 11\* (48-06-51-33) mer., lun. 15 h 30, sam., dim. 14 h.

**PINK FLOYD THE WALL** (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15\* (45-64-46-85) mer. 18 h, jeu. 12 h 10, 13 h 45, ven., mar. 13 h 45, sam. 11 h 45, 18 h, dim. 11 h 45.

**ROBBY, KALLE ET PAUL** (All.-Suis.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) mer. 10 h 55.

**SALAAM BOMBAY** (Indo-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5\* (45-87-18-09) mer., jeu., ven. 20 h, dim., mar. 22 h, lun. 18 h.

**SEXE, MENSONGES ET VIDÉO** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5\* (43-26-19-09) mer. 22 h.

**SID & NANCY** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) mer. 10 h 50.

**SWEET MOVIE** (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galand, 5\* (43-54-72-71) mer. 18 h 10.

**LE SYNDROME ASTHÉNIQUE** (Sov., v.o.) : Studio 28, 18\* (46-06-36-07) mer., jeu. à 19 h, 21 h 30.

**TILAI** (burkinabé, v.o.) : Images d'ailleurs, 5\* (45-87-18-09) mer., sam. 18 h, lun., mar. 20 h.

**VERA-CRUZ** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer., dim. 21 h.

**VIOLENCE ET PASSION** (It., v.o.) : Danfert, 14\* (43-21-41-01) mer., sam., lun. 21 h 30, dim. 19 h 20.

**VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5\* (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. à 12 h.

**VOYAGE SUR JUPITER** (Can.) : Cinoches, 19\* (42-09-34-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mar. de 10 h à 21 h 40 toutes les 10 minutes.

## LES GRANDES REPRISES

**A BIGGER SPLASH** (Brit., v.o.) : Accatone, 5\* (46-33-86-86).

**ARABESQUE** (A., v.o.) : Reflet Méditerranée, 5\* (43-54-72-71) mer., ven., sam., dim., avec : Élysées Lincoln, 6\* (43-59-38-14).

**ARIANE** (A., v.o.) : Action Christine, 6\* (43-29-11-30).

**L'ATALANTE** (Fr.) : Studio des Ursulines, 5\* (43-26-19-09).

**LA BALLADE DES SANS-ESPOIRS** (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6\* (45-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 6\* (45-61-10-60).

**BRAZIL** (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5\* (43-54-72-71).

**CENDRILLON** (A., v.f.) : Cinoches, 6\* (46-33-10-82).

**EASY RIDER** (A., v.o.) : Cinoches, 6\* (46-33-10-82).

**FANTASIA** (A.) : Cinoches, 6\* (46-33-10-82).

**LE GRAND SOMMEIL** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5\* (43-29-44-40).

**HELLZAPOPPIN** (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5\* (43-54-42-34).

**INDIA SONG** (Fr.) : Latine, 4\* (42-78-47-88).

**LADY FOR A DAY** (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6\* (43-25-89-83) ; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (46-75-79-79).

**LOLITA** (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 5\* (43-29-44-40).

**MANHATTAN** (A., v.o.) : Action Ecotes, 5\* (43-26-72-07).

**PIERROT LE FOU** (Fr.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6\* (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 6\* (45-61-10-60).

**LE RETOUR DE FRANK JAMES** (A., v.o.) : Action Christine, 6\* (43-29-11-30).

**LE ROI ET L'OISEAU** (Fr.) : Lucerna, 6\* (45-44-57-34).

**LE SOUPIRANT** (Fr.) : Épée de Bois, 5\* (43-37-57-47).

**LA STRADA** (It., v.o.) : Latine, 4\* (42-78-47-88).

**VALPARAISO, VALPARAISO** (Fr.) : L'Entrepôt, 14\* (45-43-41-63).

**WHISKY A GOGO** (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5\* (43-54-42-34).

## PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 JUIN

« L'UNESCO », 14 h 15, entrée, place Fontenoy (Paris et son histoire).

« Jardins et vignobles de Belleville-Ménilmontant », 14 h 30, métro Place-des-Fêtes (Paris pittoresque et insolite).

« Notre-Dame de Paris », 14 h 30, portail central (Le cavalier bleu).

« Hôtels et jardins du Marais, Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réaumur du passé).

« Le Saint-Louis, du dix-septième à nos jours », 14 h 45, sortie métro Pont-Marie (D. Flaurid).

« Les rues de l'ancien bourg Saint-Martin et l'église Saint-Nicolas-des-Champs », 15 heures, façade principale de l'église, 254, rue Saint-Martin.

« La Conciergerie : l'ancien palais royal des Capétiens et le souvenir des prisons révolutionnaires », 15 heures, 1, quai de l'Horloge.

« La crypte archéologique du parvis de Notre-Dame » (limité à trente personnes), 15 heures, entrée de la crypte, parvis, côté préfecture de police (Monuments historiques).

« Le quartier de Belleville », 15 heures, sortie métro Place-des-Fêtes (Monuments historiques).

Tous les mardi, mercredi et jeudi (sauf fêtes), à 14 heures et à 15 heures, visite guidée de la manufacture des Gobelins (42, avenue des Gobelins) par des conférenciers de la Caléa nationale des monuments historiques.

## CONFÉRENCES

30, avenue George-V, 16 heures :

« Lumières et brulures dans l'œuvre en marche d'Arthur Rimbaud », par J. Laurent (Espace Kronenbourg Aventure).

30, avenue Corentin-Leprieux (salle Jean-Berthelot), 17 heures : « L'imprimé à haute définition, grande et petite série, l'unique et le multiple. Exemples : annuaire téléphonique, livres de photographies », par P. Traubert et C. Nori. Accès libre (Cité des sciences et de l'industrie).

6, rue Albert-de-Lapparent, 20 h 30 : « L'embourgeoisement du malade mental. Le traitement de l'enfant », par Yves Dénal (psychiatrie-psychanalytique).

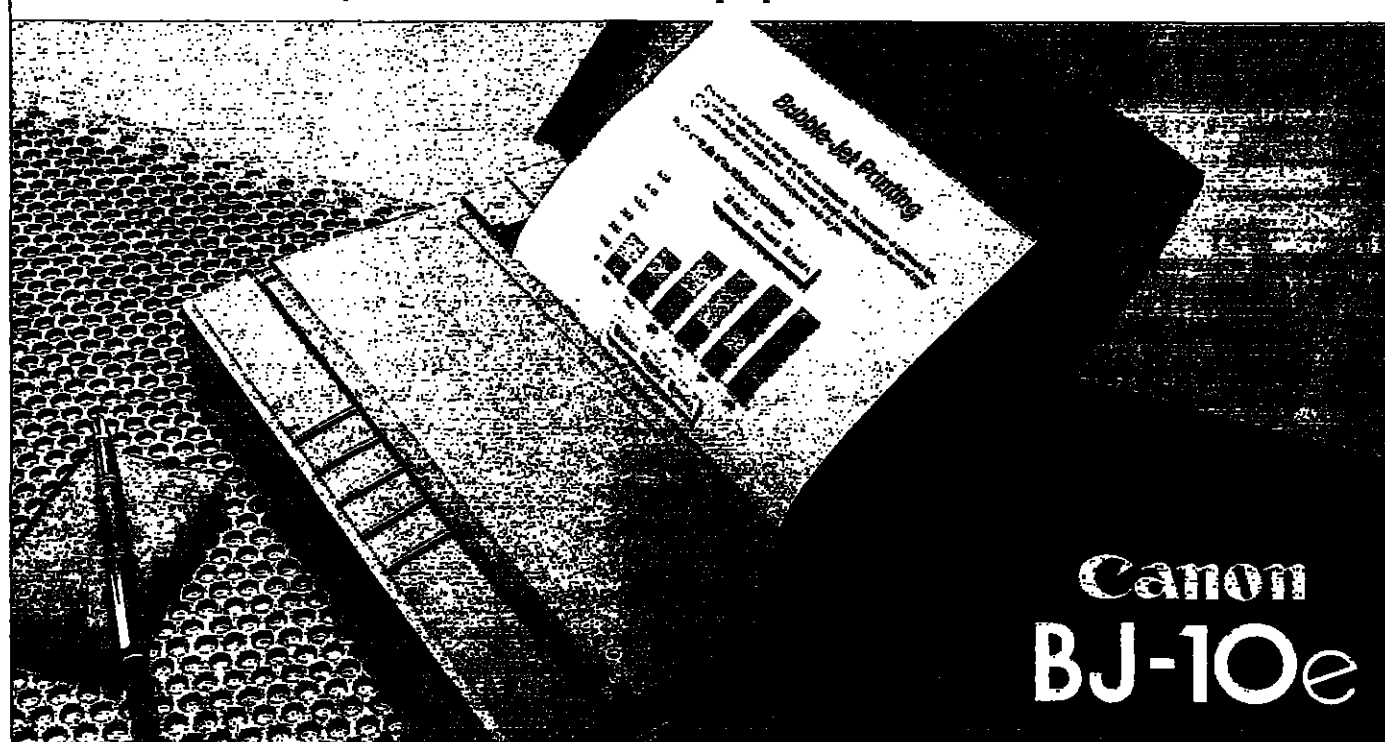
Centre Georges-Pompidou (petite salle), 21 heures : « Aldo Rossi » (La tribune des architectes).

## VOYEZ-VOUS LA DIFFÉRENCE ?

# Bubble Jet Dot Matrix

## SI CE N'EST PAS LE CAS, VOUS N'ENTENDREZ PAS NON PLUS LA DIFFÉRENCE.

La nouvelle imprimante BJ-10e utilise la technologie à Bulle d'encre exclusive Canon. Et vous en offre tous ses avantages : Une extraordinaire qualité d'impression, en silence... Avec la nouvelle cartouche d'encre, intégrant la tête d'impression, l'imprimante est d'une fiabilité à toute épreuve. Compacte, légère et économique, la BJ-10e peut être équipée d'une batterie et d'un introducteur feuille à feuille optionnels. Vous serez vraiment surpris par la différence !



Canon  
BJ-10e

Pour recevoir une documentation sur l'imprimante BJ-10e :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Coupon-réponse à renvoyer à CANON FRANCE SA ;

DEPARTEMENT MARKETING SPL Centre d'Affaires PARIS-NORD, 93154 LE BLANC-MESNIL CEDEX.

Tel. (1) 4605 4235

AU SOMMAIRE DE JUILLET/AOÛT

# Le Monde DES PHILATELISTES

l'officiel de la philatélie

SPECIAL ACADEMIE DE PHILATÉLIE

Un cahier central détachable de 50 pages

Avec un cadeau des PTT suisses

• Bonaparte : la conquête du pouvoir.  
• Cartes postales : le parfum.  
• La page télécartes.

PRIX SPECIAL : 28 FRANCS

## LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الأصل



Le Monde

# INITIATIVES

EMPLOI

## LA DOUBLE VIE DES TURBO-CADRES

Un nouveau phénomène : un grand nombre de personnes – cadres pour la plupart – disposent de deux domiciles distants de plusieurs centaines de kilomètres. L'un pour leur vie de famille ; l'autre dans la ville où ils ont trouvé un emploi. Un écartèlement difficile à vivre.

Pages IV et V



(Publicité)

### SOMMAIRE

#### Les grands contrats du TGV

Les marchés de l'étranger offrent aux salariés de GEC-Alsthom une ouverture vers de nouveaux métiers.. III

#### Les nouvelles bonnes

Philippines, Mauriciennes et Capverdiennes, souvent employées dans l'illégalité, ont décidé de se rebiffer..... VI

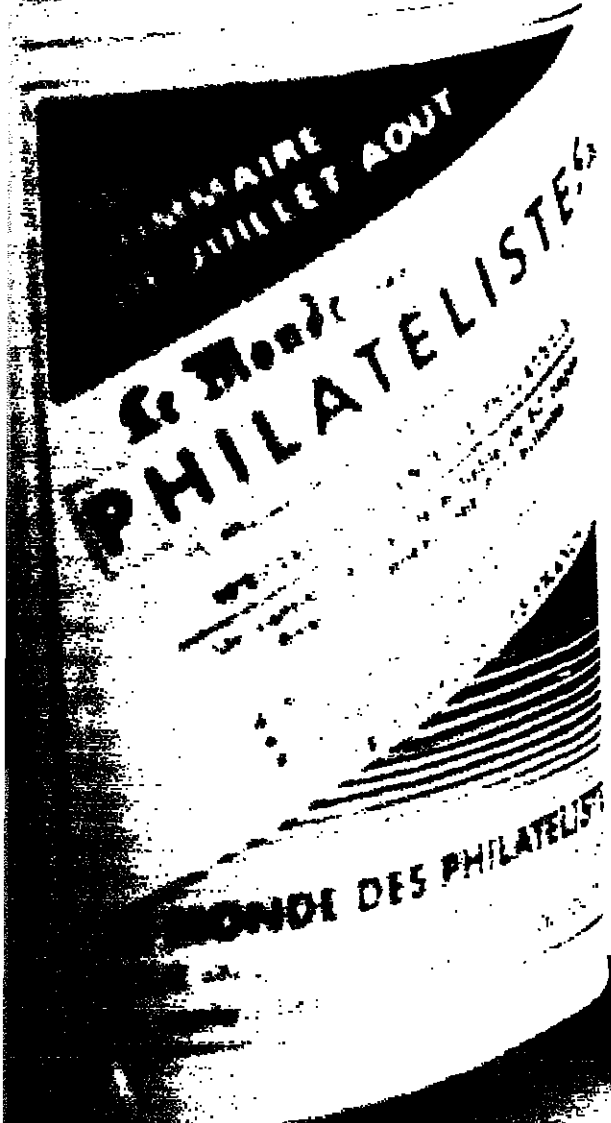
STAGES EN ENTREPRISE.. VI

**16 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI**

**DUNLOP FRANCE**

**3615 km**

Le service télématique d'emplois pour les cadres du journal Le Monde vous donnent rendez-vous sur Antenne 2 dans Télématin le 26 juin 1991 à 6H40 et en dernière page du Monde Initiatives.



## ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

Avec deux milliards de francs

## Le déficit du commerce extérieur a été modéré en mai

Le déficit du commerce extérieur de la France a été modéré en mai : 2 milliards de francs après correction des variations saisonnières contre 1,9 milliard en avril. En données brutes, le déficit a atteint 4,9 milliards de francs.

Nos échanges sont restés relativement stables le mois dernier : les importations ont baissé de 3,3 % en un mois et de 1,2 % en un an (mai 1991 comparé à mai 1990) ; les exportations quant à elles ont reculé de 3,5 % en un mois mais ont un peu progressé par rapport à mai 1990 (+ 1,9 %).

La balance des produits manufacturés fait apparaître un déficit de 3,2 milliards de francs en mai, sensiblement inférieur à celui d'avril, qui s'était élevé à 4,4 milliards de francs, inférieur aussi au déficit moyen mensuel enregistré en 1990 (- 4,8 milliards de francs). Sans le commerce des armes, le déficit atteint 4,9 milliards de francs, soit à peu près le même chiffre qu'en avril (- 5,3 milliards), mais très inférieur au déficit moyen mensuel de l'année dernière (- 7,1 milliards de francs). Il a été vendu sept Airbus pour 2,1 milliards de francs.

La balance agroalimentaire a dégagé un solde positif de 4 mil-

liards de francs, sensiblement égal à celui d'avril mais un peu inférieur au solde moyen de 1990 (+ 4,3 milliards de francs). Enfin, le déficit de la balance « énergie » s'est sensiblement alourdi en mai, atteignant 7,2 milliards de francs contre 5,9 milliards en avril, du fait de la hausse du dollar (+ 6 centimes) et des cours du brut (+ 3,9 %), les volumes importés étant restés stables. En 1990, le déficit moyen mensuel de la balance « énergie » avait été de 7,8 milliards de francs.

Par pays, le commerce extérieur de la France a de nouveau été équilibré en mai vis-à-vis de l'Allemagne, pour le deuxième mois consécutif. Il faut remonter plus de vingt ans en arrière pour trouver un équilibre commercial entre la France et l'Allemagne. Le déficit très important enregistré en avril vis-à-vis des États-Unis (- 5,4 milliards de francs) s'est sensiblement réduit (- 3,9 milliards de francs) mais reste très supérieur au déficit moyen mensuel de 1990 (- 2,8 milliards de francs). Enfin, nos échanges bilatéraux avec le Japon ont été plus déficitaires en mai qu'en avril (- 2,4 milliards de francs contre - 2 milliards).

## EN BREF

IBM et Lotus pactisent sur les logiciels. - IBM et Lotus vont coopérer dans le domaine des logiciels. Aux termes d'un accord dont les deux partenaires ont annoncé la teneur lundi 24 juin, IBM prend en charge la commercialisation au niveau mondial des programmes de messagerie électronique et de gestion des réseaux locaux conçus par Lotus Développement. Cette alliance permet à IBM de parfaire son offre de systèmes de bureautique intégrée. Lotus va bénéficier, de son côté, de la logistique commerciale du géant d'Armonk.

Les importations restent élevées en Grande-Bretagne. - Le bureau central des statistiques a confirmé que la Grande-Bretagne est bien en récession depuis un an environ, le produit national brut ayant encore chuté de 0,6 % au premier trimestre. Ce chiffre était attendu. Plus surprenant : les importations restent fortes malgré le recul de l'activité. En mai, elles se sont élevées à 9,5 milliards de livres (95 milliards de francs) contre 9,3 milliards de livres en avril.

## SOCIAL

Mise en garde du ministre du travail

M<sup>me</sup> Aubry critique l'attitude des banques et des assurances dans les négociations collectives

M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, s'en est pris indirectement lundi 24 juin à l'attitude des représentants patronaux des banques et des assurances. « Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour faire prévaloir jusqu'au bout la logique de la recherche d'une solution, en pronant la prolongation des accords dénoncés afin que se poursuivent des négociations

tant que cela est justifié », a déclaré le ministre lors de la réunion annuelle de la Commission nationale de la négociation collective.

M<sup>me</sup> Aubry faisait référence à la décision de la Fédération française des sociétés d'assurances (100 000 salariés) de dénoncer les conventions collectives régionales après deux ans de discussions infructueuses. L'Association française des banques (250 000 salariés), engagée depuis octobre 1990 dans des négociations, menace de faire de même avant le 1<sup>er</sup> octobre.

M<sup>me</sup> Aubry a aussi souhaité que les partenaires sociaux s'attachent à « changer le travail » en trouvant des compromis prenant en compte « à la fois les enjeux de l'entreprise face à la concurrence et les demandes des clients, l'état des techniques et leur évolution, les compétences actuelles et potentielles des salariés ».

## Des syndicats de la RATP appellent à la grève le vendredi 28 juin

Fort de leur succès du 31 mai, où ils étaient parvenus à réduire très fortement le trafic des métros et des bus, des syndicats de la RATP (CGT, Syndicat autonome traction (SAT), CFDT, FO encadrement et CFTC) ont lancé un nouveau mot d'ordre de grève avant que les vacances d'été ne réduisent leurs capacités de mobilisation. La grève est prévue pour le vendredi 28 juin, et la direction ignore encore quelles en seront les conséquences sur le trafic.

Il y a peu de chances qu'elle soit évitée, les trois revendications des syndicats étant peu susceptibles d'être satisfaites : « la mise en place d'un vrai plan de sécurité » concerne le ministère de l'Intérieur ; les retraites ne sont pas sous leur contrôle ; en matière de salaires, la direction propose « une augmentation du point de base de 0,3 % au 31 décembre 1990, de 1 % au 1<sup>er</sup> mai 1991 (déjà versé) de 1 % au 1<sup>er</sup> octobre et de 0,5 % au 1<sup>er</sup> décembre ». Si les syndicats refusent cette proposition, la direction procéderait à une hausse des salaires de 1,5 % seulement à la fin de l'année.

La situation est confuse à la gare de Marseille-Saint-Charles. - Après le rejet par les agents de manœuvre grévistes des dernières propositions de la SNCF, la gare de Marseille-Saint-Charles demeure bloquée pour la dix-neuvième journée consécutive. La situation est confuse, les syndicats souhaitant accepter la prime proposée, de 1 750 francs étalée sur sept mois, et la base demeurant inaltérable sur sa revendication de 25 francs par jour de prime « de panier ». Le dialogue se poursuit donc entre les grévistes qui occupent les voies, la direction qui tente de faire entrer des trains en gare et les forces de l'ordre qui restent dans l'expectative.

## CEE

Après plusieurs tentatives infructueuses

## Les Douze sont parvenus à un accord sur le rapprochement des taux de TVA

La troisième tentative a donc été la bonne : les ministres des finances des Douze ou leurs représentants sont parvenus, lundi 24 juin, à un accord sur les modalités de rapprochement des taux de TVA ainsi que des taux d'accises, ces taxes à la consommation qui sont perçues sur les boissons alcoolisées, le tabac, les carburants et les huiles de chauffage. L'objet est d'éviter le maintien d'écarts de taxation trop élevés entre les différents États membres, écarts qui risqueraient de remettre en cause la suppression de contrôle aux frontières à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le taux minimum normal de TVA a été fixé à 15 % (il est actuellement en France de 18,6 %) et le taux minimum réduit à 5 %. Les pays qui appliquaient des taux nuls ou super-réduits (de 1 % à 4 %) au 1<sup>er</sup> janvier 1991 pourront les maintenir. Ces points étaient acquis depuis la précédente réunion.

Deux difficultés restent à surmonter :

1) Comment formaliser la décision de fixer le taux minimum normal de la TVA - lequel représente la référence de base de la fiscalité indirecte - à 15 % ? Onze pays ont estimé qu'une directive est nécessaire. Le Royaume-Uni, qui répute à coucher sur le papier un tel abandon de souveraineté, estime que l'engagement politique des gouvernements de ne pas fixer le taux normal au-dessous de 15 % serait

suffisant. L'obstacle a été contourné en joignant à l'accord deux déclarations qui reprennent, d'une part, la position des Ouzes, d'autre part, celle des Britanniques.

Mais personne ne sait ce qui se passera lorsque, au cours des mois à venir, la Commission soumettra aux Douze un projet de directive, à adopter à l'unanimité, portant sur le taux minimum de 15 %. L'espoir est que le gouvernement de M. John Major sera alors en mesure de se joindre à ses onze partenaires.

2) L'Allemagne voulait voir réaffirmer le caractère transitoire du régime commun de TVA applicable après le 1<sup>er</sup> janvier 1993 (maintien de la taxation sur le lieu de consommation) ainsi que la volonté d'établir, si possible, le régime définitif (perception de la TVA sur le lieu d'origine) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996. L'objectif est inscrit dans l'accord mais il s'agit toujours d'une intention à confirmer.

S'agissant des accises, le diable est dans le détail. Faut-il pour le vin un taux zéro, une taxe d'un écu ou pas d'accises du tout. Le conseil s'est prononcé pour le taux zéro, mais la Commission devra évaluer si une telle accise, sans recette, permet d'assurer de manière efficace le contrôle sur la production et la circulation que plusieurs pays, dont la France, estiment nécessaire.

Les ministres ont abordé sans succès le cas du whisky et autres « alcools de bouche ». En revanche, les Britanniques, qui cherchent à placer dans des conditions « males avant la privatisation » leurs centrales électriques, ont obtenu que le taux minimal, qui au lieu d'être de 13 % par mille litres au lieu de 16 %, prévus initialement... Les voies de l'Europe sont pas imprévisibles.

PHILIPPE LEMAITRE

Quand on veut imposer ses idées,  
mieux vaut avoir de bonnes sources.



هكذا من الأصل



arche déjà

# La nouvelle casquette des postiers

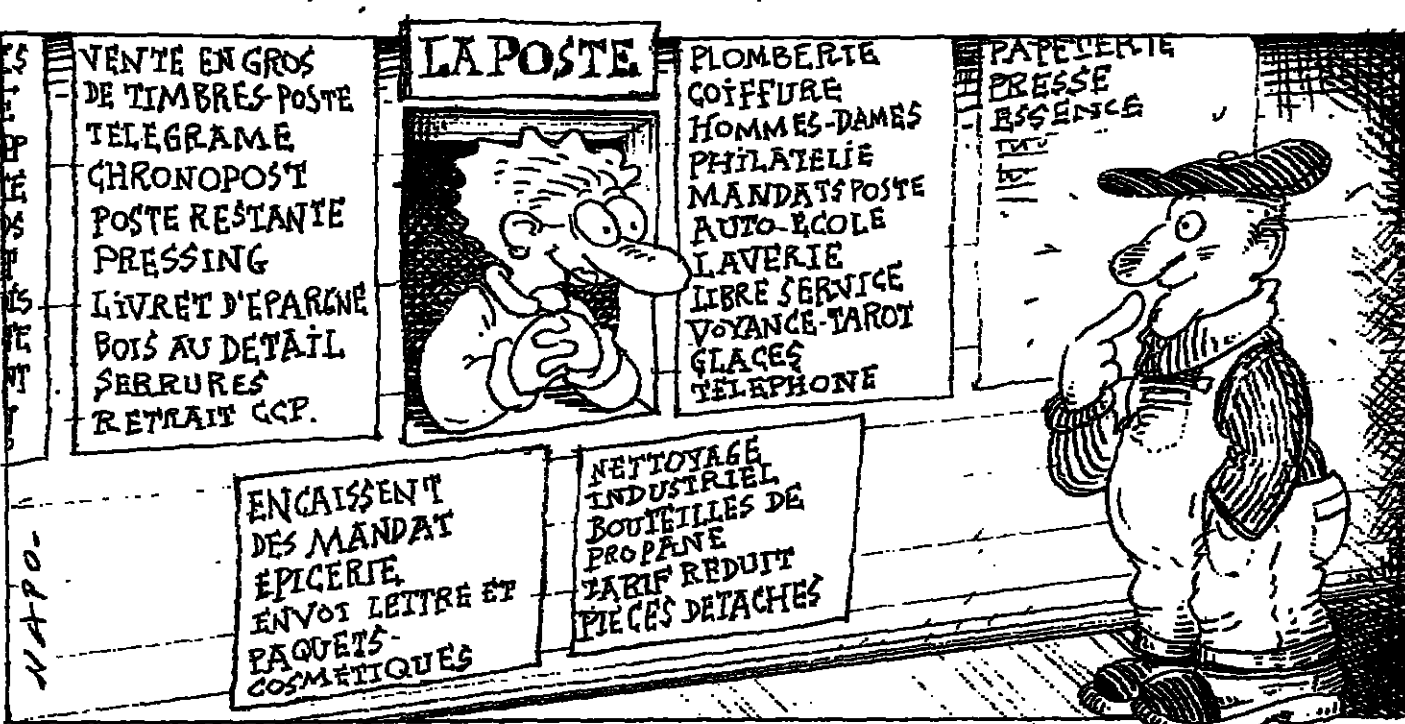
Grâce à des micro-expériences en milieu rural, la Poste diversifie son offre de services

«L'ALTERNATIVE était simple. Soit il fallait nous retirer. Soit maintenir la présence postale à condition que le surcoût soit acceptable. Pas d'autre solution donc que de nous diversifier pour assurer la continuité du service public».

Amick Degroove, chef de service régional de la Poste en Limousin, adopte volontiers le nouveau langage économique et résume de son administration.

Installée depuis 1983 dans la région, elle dit avoir voulu comprendre «la réalité postale de trois départements» - Corrèze, Creuse, Haute-Vienne - où pour 60 % la population vit en zone rurale isolée, au sens INSEE du terme. A savoir que 95 % des 81 bureaux de poste limousins sont à la campagne, que 68 agences postales limousines ont un taux d'occupation moyen de cinq minutes et vingt secondes par jour. Que la faible implantation d'entreprises entraîne un trafic postal parmi les plus bas de l'Hexagone. Et que le département de la Creuse est démographiquement le plus vieux de France.

En septembre 1989, à Ronce-Bains, près de Limoges, Amick Degroove a organisé deux journées d'études. Sujet : «La présence de la Poste en Limousin». Fait nouveau : France : les élus locaux, des représentants de l'Association des maires de France, étaient réunis avec les chefs d'établissement, facteurs et receveurs, pour aborder une notion encore bien vague dans les faits comme dans les esprits : celle de partenariat. Autrement dit, développer en Limousin de nouveaux services postaux correspondant aux aspirations d'une population qui, dans bien des cas, a vu partir tout à tour son école, son épicerie, son café. Une population pour qui «la Poste, c'est la providence», comme le disait le maire d'une petite commune aux journées de Ronce-Bains. Mais une Poste qui, pour se maintenir, voire justifier le travail de ses agents, doit se



montrer imaginative et œuvrer pour les collectivités territoriales.

**POMPE À ESSENCE.** Résultat de ces rencontres : une floraison de petites initiatives locales que le chef de service régional estime à l'opposé de la notion de polyvalence administrative de la Poste «imposée par le haut» en 1979. C'est ainsi qu'une foule de conventions, témoins des changements de la mentalité administrative, ont été passées entre la Poste et les maires, voire des intervenants privés.

Dans tel canton, l'utilisation de la R4 jaune de la Poste est payée, la tournée du matin effectuée, avec la mairie, à qui le véhicule est loué. A Saint-Georges-la-Poëvre, le maire embauche l'auxiliaire de l'agence postale l'après-midi, ce qui offre à cette personne un temps complet. Ailleurs, un maire décide

de regrouper l'agence postale avec la mairie, la Poste fournissant le mobilier. A Ars, le dépositaire de gaz étant parti, la Poste prend le relais, finance l'enclos de sécurité, et se rémunère par la vente des bouteilles de propane.

«Pour l'heure, nous réfléchissons à l'implantation d'une pompe à essence dans une aire géographique qui en est dépourvue. Mais nous bloquons sur le financement, qui s'élève à 180 000 francs, déplore Amick Degroove. En Creuse, nous négocions le port de médicaments un accord avec une officine. Dans un autre endroit, après le départ du dépositaire de journaux, le bureau de poste se substituerait à lui. Nous vendrions des journaux. Des actions philanthropiques mais réelles, y compris du point de vue de la concurrence et de la diversifi-

cation souhaitées par cette administration.

**COORDINATEURS.** «Comprenez, poursuit le chef de service, la Poste est souvent le dernier service public qui reste implanté en zone rurale profonde. Traditionnellement, le facteur a toujours opéré ces tâches de proximité - remplir une feuille de Sécurité sociale ou une déclaration d'impôts - auprès des personnes âgées par exemple. Mais si nous participons à ce qui est aussi une action d'aménagement du territoire, notre rôle n'est pas d'être pilote».

De fait, le souci actuel d'Amick Degroove - qui a veillé à la formation de 160 de ses agents aux tâches de proximité et d'accueil - est de trouver des coordinateurs : «Les préfets se prêtent-ils à ce rôle d'interface?», ose-t-elle interroger, tout en ayant conscience que

ces initiatives doivent rester locales - il existe aussi des zones rurales dynamiques et riches dotées - et qu'elles ne sauraient être placées mécaniquement ailleurs.

Ce concept de «poste-services», tel qu'il est développé en Limousin, n'est pas le fruit d'un hasard, même si aujourd'hui la «déconcentration» de l'administration est prônée haut et fort. Il résulte, de fait, du rapport Delfau, rendu public en avril 1990, et qui conduisait Paul Quilès, alors ministre de la Poste, à adopter, à partir d'une réflexion antérieure de la DATAR, onze mesures «immédiates» pour rénover la présence de la Poste en milieu rural.

Parmi ces mesures, outre la création d'un «observatoire des mutations sociales» des besoins des populations, il s'agissait

d'«impliquer les élus», via un «conseil postal» local réunissant élus et usagers locaux, et de «valoriser les métiers des agents de la Poste en zone rurale».

Pour ce faire, un programme de formation des facteurs à la connaissance des produits de la Poste et à la réalisation de prestations à domicile était décidé. La Poste devait se doter par ailleurs de conseillers financiers itinérants à la disposition des populations rurales (1).

«Depuis ces décisions, des négociations de partenariat avec les collectivités locales ont été conclues dans 7 départements. 63 conseils postaux ont été créés et 6 500 facteurs ont été formés en France à des tâches spécifiques au premier trimestre 1990», disent à Paris Laurent Hermès et Patrick Romagnol, de la direction du réseau (groupement prospectif-marketing et diversification).

Pour ces deux postiers qui travaillent aujourd'hui à un inventaire des besoins ruraux, il s'agit évidemment «d'apporter la compétence de la Poste à domicile», pour les services traditionnels comme pour la vente de SICAV. Mais il s'agit aussi, pour ces passionnés de marketing public (2), d'une réelle volonté de diversification de leur administration avec pour objectif «d'offrir dans le futur des produits publics et privés». Une manière selon eux d'adapter la Poste et son réseau rural surdimensionné, héritier du siècle dernier, à notre temps.

Joan Moncauteau

(1) Dans l'Ain et dans le Haut-Rhin, des outils pédagogiques, Bourne, éparpillage, cartes bancaires, Chronopost, sont mis à la disposition des receveurs volontaires à partir d'ordinateurs portables.  
(2) Auteurs du Marketing public. Editions Economica, 1991.

JUILLET/AOÛT 1991

LE MONDE  
diplomatique

Manière de voir n° 12  
**ALLEMAGNE - JAPON :  
LES DEUX TITANS**  
98 pages - 42 F

Le Monde  
L'ÉDUCATION

Sondage exclusif  
**Faut-il enseigner  
Dieu  
à l'école ?**

Le Monde  
DOSSIERS  
& DOCUMENTS

Numéro spécial

**LES RÉFUGIÉS**

Le Monde  
PHILATÉLISTES  
l'Officiel de la philatélie

Numéro spécial

**ACADÉMIE DE PHILATÉLIE**  
Un cahier central détachable de 50 pages  
Avec un cadeau des PTT Suisses

En vente chez votre marchand de journaux

## Les grands contrats du TGV

Avec les marchés à l'étranger, GEC-Alsthom découvre de nouveaux métiers

«L'E choix du train à grande vitesse français par l'Etat du Texas est un événement fondamental pour notre industrie. Ce succès d'un dirigeant de GEC-Alsthom, à l'heure où les industriels hexagonaux sont volontiers critiqués par le nouveau gouvernement, est plus qu'un cocorico, par les conséquences dans le futur.

On le sait, le choix américain a été déterminé au moins autant par la qualité du dossier présenté - l'expérience du tunnel sous la Manche s'est avérée, de ce point de vue, importante - que par une technologie déjà rodée et une exploitation qui a le mérite de l'antériorité.

«Nous ne cachons pas que la puissance de reconnaissance du label américain est un indiscutable «plus» par son effet d'entraînement dans nos négociations actuelles conduites au Canada, en Corée et à Taïwan, ajoute-t-on au siège de GEC-Alsthom, en évoquant ces autres «grands projets» que l'on considère, à terme, comme prévisibles.

L'heure est donc à l'optimisme dans le groupe (12 000 ingénieurs et cadres dans le monde, dont 5 000 en France), même si les «retombées» escomptées du choix texan, en termes d'emploi et de plans de charge dans les établissements industriels français, sont encore lointaines : «Ces projets feront appel pour beaucoup à des emplois locaux. Aussi, la part qui reviendra à nos établissements ne devrait pas entraîner de variations sensibles», prend soin de préciser, avec la conditionnel et la prudence d'usage, Bernard Moynat, directeur des relations humaines de la division transport. «En revanche, ajoute de son côté Hubert Autruffe, sous-

directeur des transports, nous nous préparons à mettre en ligne de nouveaux métiers».

**EXPERIENCE.** C'est déjà fait pour partie. Car les grands projets ne sont pas sans analogie - technique pure mise à part - avec la lente maturation qui précède le premier coup de pioche du tunnel sous la Manche. De fait, c'est un «système», davantage qu'un train, que les hommes de GEC-Alsthom s'efforcent de vendre en Amérique du Nord et en Asie, après le succès remporté en Espagne en 1989. Du soft plus que du hard ; du transfert de technologies, de l'ingénierie et des services, de la valeur ajoutée de la maintenance et du suivi du produit autant que de la formation.

Car, comme le rappelle Hubert Autruffe, «un TGV ne s'exporte pas comme un Airbus, pour lequel un simple aéroport suffit : il nécessite des infrastructures spécifiques très lourdes et très coûteuses et des études préalables d'une durée de deux à trois ans, que seuls des pays industrialisés sont aptes à financer et à conduire à bien. Or, cette expérience - il s'agit au Texas du plus important projet d'infrastructures jamais réalisé aux Etats-Unis - nos clients ne la possèdent pas».

**NOUVELLE CULTURE.** De fait, après plusieurs années de repli, le groupe renoue avec l'embauche : de 500 à 600 ingénieurs sont recrutés annuellement. Et, comme «la gestion des grands projets est un métier», ainsi que le rappelle Stéphane Jacquin, directeur des ressources humaines de GEC-Alsthom, le groupe redécouvre une nouvelle culture internationale, qui prendra techniquement de l'importance : celle des ingénieurs d'affaires, une fonction à très large spectre. «Nous avons été confrontés aux fameux «hearings», les redoutables audi-

tions publiques américaines, rappelle Hubert Autruffe. Ce qui suppose une équipe d'ingénieurs d'affaires de haut niveau sur place à Austin. Un personnel ayant une culture polyvalente et non mono-produit».

Une présence certes modeste, l'équipe française ayant très largement bénéficié de la puissance du partenaire nord-américain Bombardier, auquel la négociation commerciale a été déléguée, et de la présence du cabinet Morrison-Kauder. Une équipe qui, de surcroît (le régime de la concession étant de mise), est en charge de trouver l'opérateur du système.

En Corée, les termes sont inversés. C'est un Etat qui est commanditaire et qui souhaite se doter d'une infrastructure de transport à grande vitesse entre Séoul et Pusan. L'opérateur est retenu. Le transfert de technologies dans ce pays, dont l'industrie lourde à fort potentiel est apte à produire les matériels roulants, est considéré comme faible. Conséquence : GEC-Alsthom, à l'évidence, a conscience de se créer un éventuel concurrent : «A nous de faire évoluer notre TGV afin de garder une longueur d'avance», indique-t-on chez GEC-Alsthom. Pour Taïwan, la sous-traitance locale est estimée «importante». Il en va de même du projet de TGV canadien qui génèrera «une très forte participation locale».

**TRANSFERT.** C'est donc sur le concept de transfert de technologies que les responsables de GEC-Alsthom fondent beaucoup d'espoirs. «Il s'agit bien d'être à même d'accompagner les réponses aux appels d'offres, d'instaurer un dialogue technique qui sera complètement différent de celui que nous avons traditionnellement avec la SNCF, de former des spécialistes pour assister nos partenaires étrangers», dit à ce propos Hubert Autruffe.

«Dans notre usine de Belfort, je répète souvent que, désormais, le boulot sera de concevoir des pré-séries ; ce qui suppose beaucoup d'explications et un changement de mentalité dans les ateliers, ajoute, de son côté, Jean-Michel Hoermann, directeur international des matériels roulants. Mais j'ai noté que l'amour-propre des équipes est en jeu. Pour répondre à l'appel d'offre coréen, nous avons reçu des ingénieurs de ce pays dans nos usines. Faire de la pédagogie, former à l'apprentissage et à comprendre suscite beaucoup de bonne volonté... et davantage de rigueur... En fabrication, on ne peut transférer que ce qui est clairement conçu. C'est cela ou disparaître».

«Je constate que l'aspect relationnel est devenu très fort dans nos usines entre Français et stagiaires espagnols depuis la signature de contrats», reconnaît, pour sa part, le DRH de la division transport, qui se montre conscient des limites que comporte le transfert de technologies : «Si l'on vend un produit de mauvaise qualité, on vous le rend ; un transfert raté, en revanche, peut s'avérer définitivement catastrophique. Heureusement, en Asie nous bénéficions, par rapport à nos concurrents japonais et à leur avantage régional, d'une excellente image : le précédent des centrales nucléaires du groupe».

L'enjeu international des trains à grande vitesse - la gestion des projets, la nécessité de réfléchir dès aujourd'hui au suivi et à la maintenance des systèmes (GEC-Alsthom pense que son savoir-faire devrait être contractualisé) - induit donc des compétences différentes de celles acquises jusqu'à présent sur un marché resté domestique. Prospection, négociations, conduite des affaires sont en train de bouleverser la culture ferroviaire.

J. M.

## La double vie des « turbo-cadres »

### Voyager sans déplaisir

Pour certains, les aller et retour incessants ne sont pas gênants

**M**ICHEL est content, soulagé en tout cas. Il a enfin retrouvé, voilà trois mois, un emploi qu'il espère stable. Il s'y plaît et s'y sent déjà à l'aise et productif. Il fait de la gestion administrative chez un administrateur de biens immobiliers. Originaire de Valence, il travaillait dans une société de distribution alimentaire de la région Rhône-Alpes, qui a déposé son bilan voilà quatre ans. De petits boulots déqualifiés en contrats à durée déterminée, ce juriste titulaire d'une maîtrise de droit privé s'est retrouvé agent de maîtrise. C'est dur, mais, avec quatre jeunes enfants, il n'est pas question de faire la fine bouche. Sa femme, enseignante d'anglais, a dû se remettre à travailler comme institutrice.

Il explique : « Dans ma région, le marché de l'emploi est saturé pour un juriste. Or les cadres de province sont dans une impasse s'ils ne trouvent rien sur place. A Paris, on ne recrute guère de provinciaux, on préfère des Parisiens et, avec l'attribution qu'exerce la capitale, les entreprises ont l'embaras du choix. Il y a 70 % des emplois de cadres concentrés en région parisienne. Autre problème : les jeunes juristes ont des formations beaucoup plus complètes que ceux de sa génération ; ils ont tous des troisièmes cycles et des diplômes d'études approfondies spécialisées. Naturellement, les recruteurs leur accordent la préférence.

Il a vécu cet emploi comme une chance : « C'est capital de pouvoir entretenir sa famille, gagner sa vie, être stable, ne pas craindre le lendemain. Aux yeux des enfants, c'est sécurisant. Un papa chômeur est vécu comme très angoissant. » Pourtant, sa situation n'a rien d'idyllique. Michel travaille à Paris et sa femme est restée à Valence.

« Nous voulions nous enraciner dans une région, faire souche. Nous avons une maison, un jardin à 10 kilomètres de la ville ; les enfants ont leurs copains, leur vie, ma femme son travail ; personne n'a très envie d'habiter Paris. »

Tous les vendredis soir, Michel prend le TGV pour retrouver sa femme et, le dimanche après-midi, il fait le trajet en sens inverse. Hébergé jusqu'à par ses beaux-parents parisiens, il cherche un studio pour se loger, mais, avec les prix des loyers parisiens et celui du train, une partie de son salaire va s'évaporer. Il ne se décourage pas pour autant : « L'essentiel, c'est d'avoir du travail ; on résoudra les autres problèmes petit à petit. Vu le marché de l'emploi, on n'a guère le choix. »

**TÉLÉPHONE.** A un niveau très différent, Louis-François Durand s'estime aussi très content de son sort. Pourtant, cela fait vingt ans qu'il travaille à 500 kilomètres de son domicile et de sa famille. Jeune cadre de Paribas dans les années 60, juriste dans ce qui était à l'époque un repaire de polytechniciens, il n'est pas facile de faire son trou. Il s'est trouvé une compétence particulière dans un domaine peu exploré à l'époque : la banque. L'Allemagne. Aussi, quand son directeur général lui a proposé de s'installer à Francfort pour ouvrir une représentation de Paribas, il n'était pas question de dire non. « Il faut saisir sa chance... » Son épouse, professeur d'allemand au lycée Victor-Duruy, n'avait aucun sentiment hostile à l'Allemagne mais ne souhaitait pas abandonner une profession qu'elle aimait et, surtout, ne voyait guère comment scolariser leurs deux fils, âgés respectivement de douze et sept ans, à Francfort où il n'existait aucune structure française d'enseignement.

Au bout de dix ans en Alle-

magne, la banque lui a offert la responsabilité de la filiale au Luxembourg. « La promotion était telle qu'il était impensable de refuser. Je suis à la tête d'une des implantations les plus importantes du groupe Paribas. Je n'aurais jamais réussi aussi bien en restant au siège ; j'ai une vie passionnante. » Son logement à Luxembourg est évidemment pris en charge, ainsi que les voyages hebdomadaires. « Je prends l'avion pour Paris vendredi vers 18 h 30 et, lundi matin à 9 heures, je suis dans le premier vol pour Luxembourg. » Il téléphone à son épouse deux fois par jour, le matin et le soir. « Le téléphone, c'est très important ; cela permet de rester constamment en contact étroit, de continuer à vivre ensemble malgré l'éloignement. » Il s'affirme très satisfait professionnellement et, malgré les écueils, heureux dans sa vie familiale. Une condition lui semble indispensable pour assumer cette existence : que le transport soit financièrement supportable et que son temps n'excède pas une heure ou une heure et demie par jour.

Vivre séparé de sa femme et de ses enfants, c'est ce que Marc, chargé de l'exportation de Cebal, filiale d'emballage de Pechiney, n'a pas voulu. Aussi, lorsqu'en 1983 la direction de Pechiney a décentralisé et envoyé les commerciaux

rejoindre la production en usine, il n'a pas eu l'idée de s'installer à Dijon. « Je prends le TGV à Paris tous les matins à 7 h 14 ; je suis à 9 h à mon bureau à Dijon ; le soir, même manœuvre en sens inverse ; je quitte Dijon à 18 h 34 et je suis à Paris à 1 h 40 plus tard. » Son entreprise prend en charge ses frais de transport. A quoi passent les trois heures et demi quotidiennes de trajet ? A lire les journaux et à travailler. « Je prépare ma journée dans le train le matin, j'étudie mes dossiers. Le soir, au retour, c'est la même chose. Finalement, on est aussi confortablement installé dans le TGV que dans son bureau. »

Son choix a, certes, des motifs familiaux et sa femme, chargée de relations publiques d'une maison de haute couture, n'avait aucune envie de s'arrêter, pas plus que ses trois enfants de changer de lycée. Mais, aussi, un certain confort professionnel. « Je voyage énormément dans le monde entier. Or les avions internationaux partent tous de Paris. De toute façon, j'aurais dû passer la nuit précédant mon départ à Paris. » Bien dans son métier, père heureux, Marc n'affirme ravi de son sort, qu'il n'est pas, il faut l'avouer, une santé solide et une organisation sans failles : avec humour, il reconnaît avoir les deus.

Liliane Delwasse

## Le cadeau du logement

Pour séduire les turbo-profs, la ville d'Amiens leur offre un an de loyer gratuit

AMIENS

de notre correspondant

L'université de Picardie, à Amiens, n'est qu'à une heure de train de Paris. Cette facilité encourage les enseignants résidents de la capitale à venir donner leurs cours entre deux trains. On les surnomme d'ailleurs les turbo-profs.

Voilà de nombreuses années que l'on déplore cette situation. En effet, les universitaires qui ne font que les apparitions strictement nécessaires sont des hommes et des femmes qui, tout en étant en règle avec l'administration et leur conscience, ne peuvent tout de même pas consacrer aux étudiants autant de temps que s'ils habitaient sur place. D'autre part, ils ne s'empêchent pas dans une vie locale qu'ils ignorent totalement.

Pour remédier à cette situation, l'université de Picardie, la ville d'Amiens, le département de la Somme et le conseil régional de Picardie ont décidé de prendre en charge pendant un an le logement des universitaires qui renonceraient aux allées et venues en train.

Les trois collectivités locales s'engagent à payer le loyer d'un universitaire français à concurrence de 5.000 francs par mois maximum, à condition que l'enseignant demeure effectivement à Amiens avec sa famille, qu'il fasse partie d'une équipe de recherche et reste dans la capitale de la Picardie au moins trois ans.

Ces conditions alléchantes étaient diffusées par l'intermédiaire d'une page de publicité parue dans *Le Monde* au mois de

février. A la suite de cela, l'université a reçu une centaine de demandes provenant de professeurs de toutes disciplines et d'une quinzaine d'universitaires français en poste à l'étranger.

Comme le crédit affecté à cette opération n'est que d'un million de francs, il faudra faire un choix parmi les postulants, puisque seulement vingt à trente d'entre eux pourront être pris en raison du coût des loyers. Une commission composée à parité de représentants de l'université et des financeurs désignera les heureux élus qui auront pour s'installer à Amiens un délai s'étalant entre le 1<sup>er</sup> octobre 1991 et le 1<sup>er</sup> mars 1992.

On peut donc d'ores et déjà affirmer que l'initiative pour « picardiser » au moins pendant un temps des enseignants est couronnée de succès. Peut-être faudrait-il maintenant que la région, le département et la ville soient un peu plus généreux dans leurs subventions afin que les volontaires pour résider à Amiens puissent être plus nombreux à bénéficier de la gratuité de logement pendant un an.

Michel Curie

SEMAINE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

**S**OLOGIQUEMENT, le phénomène est encore trop nouveau pour être mesuré, mais l'on sait maintenant qu'il est appelé à se développer dans les années à venir. Nombre de cadres, à l'image des « turbo-profs » qui refusent de vivre dans une ville, ou n'ont pas obtenu la mutation de leur conjoint, partagent leur vie entre deux lieux, le domicile familial en fin de semaine et la résidence de travail le reste du temps. Deux espaces et deux existences, parfois séparés par des centaines de kilomètres.

Plusieurs indices tendent à prouver qu'il s'agit là d'un fait majeur d'évolution de la société au travail. Pour la première fois, dans son dernier recensement de 1990, l'INSEE a introduit la notion de « logement occasionnel », à côté de l'habitation principale et de la résidence secondaire, pour essayer d'en savoir plus. D'après des indications pour l'instant provisoires, il est possible de repérer l'apparition de ces domiciles épisodiques, synonymes de déplacements continus dont on sait, par ailleurs, qu'ils ne cessent d'augmenter. Il semble en effet que les locations de petits appartements - des studios - dans les grandes agglomérations ou les petites localités correspondent à ce mouvement. Les agences immobilières confirment. Des promoteurs se sont d'ailleurs intéressés à cette tendance nouvelle, au point de créer des produits spécifiques. A mi-chemin entre l'hôtel et le pied-à-terre, certains proposent des services destinés à faciliter la vie quotidienne de ces célibataires de la semaine : restauration, blanchisserie,

## Maternage

Des cabinets spécialisés s'occupent de résoudre les problèmes matériels des déracinés

**L**E déracinement est une opération difficile. Des cabinets se sont créés pour faciliter cette étape de la carrière de cadre, de technicien, voire d'ouvrier. Ils effectuent pour eux les multiples démarches indispensables, depuis la recherche d'un logement jusqu'à la scolarisation des enfants (le *Monde Initiatives* du 17 avril 1991).

A priori, le « turbo-cadre » n'a pas besoin de ces services : il a en effet choisi de limiter le déracinement en ne déplaçant que lui-même et en revenant à son ancrage familial, soit en fin de semaine, soit dès que son travail le lui permet. Encore faut-il qu'il dispose d'un toit et de quelques commodités pendant qu'il vit loin des siens. Pour répondre à ces besoins, certains cabinets ont été amenés à développer un nouveau type de services.

Pour Judy Braham, directrice de l'un d'eux, Executive Relocation, il ne s'agit que d'une variante de son activité principale : elle choisit l'appartement du solitaire, s'occupe du bail, de l'électricité, du téléphone... comme elle le ferait pour la famille entière.

Executive Relocation dispose parallèlement d'une équipe de femmes de ménage qui fournissent à la carte les services d'entretien souhaités par chaque client. **MODÈSTE.** Le donneur d'ordres est souvent l'employeur du cadre à loger, qui tient à tout organiser par avance, au risque de passer à côté des désirs de l'intéressé : « J'ai du mal, soupire Judy Braham, à faire admettre qu'il faudrait mieux commencer par envoyer cette personne une nuit ou deux à l'hôtel pour nous laisser le temps d'étudier ses besoins. »

Tous les cabinets concernés soulignent la relative modestie de ce

qui leur est demandé habituellement : le cadre de vie est souvent confortable et pratique, mais le studio est souvent préféré à des deux-pièces parce que plus simple à entretenir. Et pour la nourriture, chacun « se débrouille ».

Si le meublé est la solution la plus généralement proposée, Sotier International, filiale d'Europe Assistance, oriente plutôt ses clients vers l'appartement loué vide et équipé par ses soins. « Le meublé est soit hors de prix, soit minable. Pour 15 000 francs, nous sommes capables de réaliser un équipement absolument complet, jusqu'à la dernière petite cuillère ; avec le téléphone, la télévision et même du lait et des corn-flakes dans le réfrigérateur ! La dépense est vite amortie. »

Mais l'équipe de Sotier International ne se borne pas à fournir ce type de prestations. Elle n'hésite pas à suggérer à ses clients que la formule « turbo-cadre » ne constitue peut-être pas la meilleure solution, sauf pour quelques cas ou pour un maximum de trois jours par semaine : « Le turbo-cadre », juge l'ingénieur Mantoux, directeur de la société, « n'est qu'une vie de « turbo-cadre », qui débouche souvent sur des conséquences personnelles et familiales. L'efficacité professionnelle elle-même en souffre, malgré les apparences. »

De son point de vue, celui qui choisit ainsi de couper sa vie en deux est prisonnier du mythe parisien : soit qu'il surestime la difficulté de trouver à loger sa famille dans la capitale à un prix acceptable, soit, à l'inverse, qu'il n'imaginerait pas de pouvoir bien vivre ailleurs qu'à Paris : « Nous nous efforçons de ramener ces problèmes à leurs justes dimensions. Pas mal se laissent alors convaincre de modifier leurs projets. Et ils s'en trouvent bien. »

Marie-Claude Betheder

## Plus nombreux et plus loin

**M**ÊME s'il faut attendre encore quelques mois pour que l'INSEE analyse l'importance des « migrations domicile-travail », telles qu'elles apparaissent dans le recensement de 1990, plusieurs indices laissent à penser que ce phénomène a continué de s'accroître durant les années 80.

Ainsi les responsables de l'INSEE-Bretagne observent déjà une augmentation de la mobilité entre le domicile et le travail, tant en termes de fréquence que de distance. « Rennes commence à entrer dans l'orbite parisienne, avant même que le TGV n'ait eu le temps de produire ses effets », observe-t-elle, après avoir constaté que de plus en plus de Bretons effectuent des navettes hebdomadaires vers la capitale. En Lorraine, le premier bilan est identique : l'augmentation de deux petits kilomètres de la distance moyenne qu'effectuent les Lorrains pour aller travailler indique vraisemblablement une augmentation

des déplacements les plus longs.

Ce phénomène avait d'ailleurs été anticipé. Ce n'est pas un hasard si la notion de « domicile occasionnel » a fait son apparition dans le questionnaire de l'an dernier entre « domicile principal » et « résidence secondaire ». Mais l'INSEE n'a pas le pouvoir de s'ériger en grand inquisiteur. Ce résumé, comme les précédents, permettra uniquement de savoir à quelle distance de leur domicile travaillent les actifs. Si, en 1982, la distance moyenne par actif ayant un emploi était de 9,2 kilomètres (7,4 kilomètres en 1975), 158 000 personnes parcouraient plus de 200 kilomètres pour aller travailler, soit 26 % de plus que sept ans auparavant. Rentaient-elles quotidiennement chez elles ? C'est peu probable. Mais le recensement ne permet pas de répondre catégoriquement à cette interrogation, pas plus qu'il n'indique quelles sont les catégories sociales concernées par ce « turbo-travail ».

Frédéric Lemaître

## Les trains des abonnés

**L'**ÉTUDE de marketing de la SNCF date d'avril 1991. Le résultat le plus impressionnant : 12 000 « turbo-cadres » - ou employés - effectuent chaque jour un aller-retour par train « dans la grande couronne du Bassin parisien ».

Six parcsours sont devenus quasiment rituels : les aller-retours Paris-Orléans, Paris-Amiens, Paris-Reims, Paris-Dreux, Paris-Evry ou Paris-Rouen. Pour la SNCF, ce sont les « migrants journaliers », « de plus en plus nombreux sur ces destinations », explique Bernard Laubry, chargé d'étude au département marketing de la société nationale. Plus rares, mais tout aussi courageux, les « turbo-cadres » qui « tégévi-sent » trois fois par semaine à Lyon. Ceux-là font partie des 255 000 abonnés demi-tarif de la SNCF. Au total, la SNCF annonce 280 000 abonnés en 1990. L'enquête marketing révèle que 21 % d'entre eux sont des cadres supérieurs, 15 % des cadres moyens, 12 % des employés et 40 % des étudiants. Quasiment à égalité, hommes (53 %), femmes (47 %), 46 % d'entre eux se situent dans la fourchette des vingt-six-cinquante-neuf ans.

Ces statistiques seront bientôt doublées par une

étude marketing, cette fois-ci qualitative. « Nous venons de créer un poste de chef de produit pour mieux nous occuper de ces fidèles du voyage », poursuit Bernard Laubry. Certains usagers, réunis en association, ne sont pas satisfaits de notre tarification mise en place en 1987, le « modulo-pass ». Ils souhaiteraient revenir au système antérieur. Nous allons étudier tout cela et peut-être revoir notre système de segmentation tarifaire, notamment par le biais d'une meilleure homogénéisation avec les zones de Carte orange RATP valables pour toute l'Île-de-France. »

Air Inter, tout autant concernée par le phénomène « turbo-cadres », ne semble pas y porter la même attention. Pas d'enquête marketing ou de statistiques. D'ailleurs, si la compagnie en possédait, elle ne souhaiterait pas les révéler. Les chiffres disponibles restent donc très sombres : 219 000 abonnés comptabilisés au 31 mai 1991. Parmi eux, 127 000 « hommes d'affaires », et 92 000 Cartes évasion « pour le tourisme ». Dans ces abonnements, des trois mois, six mois ou un an... non ventilés. Air Inter laisse ses « turbo-cadres » dans le flou des nuages.

Marie-Béatrice Baudet

## Télécopie et

la semaine

Les cabinets spécialisés s'occupent de résoudre les problèmes matériels des déracinés. Ils effectuent pour eux les multiples démarches indispensables, depuis la recherche d'un logement jusqu'à la scolarisation des enfants.

Plus nombreux et plus loin. Ce phénomène avait d'ailleurs été anticipé. Ce n'est pas un hasard si la notion de « domicile occasionnel » a fait son apparition dans le questionnaire de l'an dernier entre « domicile principal » et « résidence secondaire ».

Alternative à l'outplacement. Le mot, Weeks.

مكتبة الشرح



ménage, etc. Les cabinets spécialisés dans l'aide à la mobilité témoignent eux aussi de la montée de ce mode d'organisation, même s'ils estiment - et on le comprend dans leur cas - que cette solution n'est ni durable ni satisfaisante.

**PORT D'ATTACHE.** Quant aux transporteurs, la SNCF en premier lieu et Air Inter ensuite, ils connaissent également ce public d'éternels migrants, toujours entre deux toits. Ils les retrouvent parmi le nombre de leurs abonnés de certaines lignes, déjà en augmentation. A Rouen ou à Orléans, il y a longtemps que les trains du matin et du soir sont remplis de ces banlieusards qui n'en sont pas. L'arrivée du TGV a pour conséquence systématique de repousser toujours plus loin les limites du trajet. Si on se déplace quotidiennement depuis

Vendôme (quarante-cinq minutes de Paris en TGV), on effectue trois aller et retour depuis Lyon. Nantes et Rennes sont touchées, en attendant Bordeaux et pourquoi pas Marseille.

Les raisons d'un tel changement d'habitudes sont simples mais doubles. Soit la famille ne veut pas ou ne peut pas quitter son univers qui peut être la ville, la capitale, ou sa région. Soit le voyageur hebdomadaire n'entend pas renier ses racines, qui peuvent être parisiennes si l'emploi est en province, mais également régionalistes si les nécessités du poste imposent de travailler dans une métropole. L'ancrage local agit aussi puissamment que le maintien d'un mode ou d'une qualité de vie. Mais on peut certainement y voir une conséquence des carrières mobiles. Pour bon nombre, le déménagement n'a pas lieu d'être

quand, dans un parcours professionnel, il faudra se déplacer plusieurs fois. On préfère se garder un port d'attache stable. Une attitude qui préoccupe d'ailleurs les élus de petites localités qui se plaignent de ne pas attirer durablement ces salariés et leurs familles, condition d'un développement local renouvelé, et qui fustigent ces « oiseaux de passage ».

Bien sûr, parmi ces adeptes de la double vie qui pratiquent le temps partagé, on doit d'abord retrouver des cadres d'un certain niveau, ne serait-ce que pour des motifs de pouvoir d'achat. Et l'on voit bien que cela suppose : une organisation rigoureuse, une forte personnalité indépendante, de la fatigue et une capacité à utiliser le temps de transport pour travailler. Dans un premier temps, ce choix est sans doute favorable à toutes les

parties, sauf le conjoint et les enfants. Le migrant sera davantage disponible et, vivant seul, se laissera facilement absorber par ses tâches. L'employeur aura l'impression d'y gagner.

Pour autant, cela peut-il durer, et se faire sans inconvénients à terme ? La distance finira par avoir des conséquences sur l'équilibre familial et personnel. L'usage peut venir, ainsi que le goût d'abandonner un tel rythme. Les chefs d'entreprise découvriront progressivement des inconvénients. Dont le moindre n'est pas la tentation de la bougeoisie. Un trait de caractère qui va de pair avec la situation de ces voyageurs permanents.

Alain Lehoucq

## Maternage

## Télécopie et kitchenette

Quelques promoteurs ont flairé à temps ce nouveau marché

**L**ES promoteurs constructeurs savent parfois anticiper les besoins avec un flair de sociologue. Le groupe immobilier SOFAP a été le premier à comprendre que la mobilité des cadres allait créer une demande de plus en plus forte, motivée... par leur hébergement.

Car l'hôtellerie classique rebute psychologiquement une population lasse de fréquents déplacements loin du domicile et de ses habitudes de vie. « J'en ai pris conscience au milieu des années 80, dit André Ortolini, PDG de la SOFAP, par ailleurs président de la Fédération des promoteurs constructeurs. Et j'ai développé un nouveau concept d'hébergement à mi-chemin entre le logement traditionnel et l'hôtellerie classique. »

Aujourd'hui, dans les centres-villes, si possible près des gares, comme à Strasbourg, ou près des centres d'affaires, Les Citadines totalisent en France quelque dix-huit résidences hôtelières, soit un total de six mille lits. Une formule qui, selon la société, séduit une clientèle composée, pour l'essentiel, d'hommes d'affaires, de cadres d'entreprise, de techniciens, qui connaissent ces résidences hôtelières, soit par le bouche-à-oreille, soit par les agences de voyages.

« Nos résidences ont pour vocation d'héberger pour des périodes de un à plusieurs jours, voire plusieurs semaines, des cadres en mission ou en mutation. A Montpellier, par exemple, nous pouvons recevoir les consultants des cabinets d'audit venus ausculter une entreprise, ailleurs des ingénieurs ou des techniciens des chantiers de BTP, ou ailleurs encore des cadres d'une société étrangère implantant une usine ou en mal de siège social », dit à ce propos Christian Cogez, directeur général de Soderetour, société exploitant des résidences.



Le concept a séduit - six nouvelles résidences ont été ouvertes cette année - grâce, sans doute, à un subtil mélange entre une fonction pratique et un environnement propice. Les résidences - elles correspondent à un trois-étoiles de l'hôtellerie classique - sont en effet multi-services. Et le cadre en mission peut, dans le studio ou le deux-pièces que sa société lui loue le plus souvent, reconstruire un « chez-soi » momentané, à défaut de sweet home.

S'il dispose d'une prise Mini-tel, d'un télex et d'une télécopie, d'une messagerie, d'une ligne de téléphone directe, et d'une mini-salle de réunion où il peut recevoir ses visiteurs en rendez-vous, il peut reconstruire, dit-on, « un espace de vie ». Rien n'interdit le coconing de

l'homme d'affaires en principe solitaire. S'il se montre las des restaurants, il lui sera possible d'exercer ses « éventuels » talents de cuisinier dans une kitchenette. Un « maître de maison » veillera à ses autres besoins domestiques. Et rien ne l'empêchera, intimité retrouvée après le business de s'acheter... un bouquet de fleurs.

« Nous nous sommes orientés sur ce créneau alors que les autres groupes développaient les résidences de tourisme, disent les initiateurs des Citadines. Nous avons acquis des terrains lorsque ceux-ci étaient encore accessibles au cœur des villes. » D'où la volonté affirmée de se positionner en tant que chaîne et d'exporter le concept ailleurs en Europe.

J. M.

## Courir... à perdre la raison

Faire le grand écart entre son domicile et son lieu de travail est quelquefois difficile

« **Q**UI a deux maisons perd la raison. » Cet extrait

du proverbe écrit en exergue du film d'Eric Rohmer *Les Nuits de la pleine lune* résume bien le risque qui guette les « turbo-cadres ». Un pied-à-terre et un travail dans une ville, une maison et une famille dans une autre, il n'est pas toujours facile de mener cette double vie.

Dans un premier temps, les cadres évoquent les difficultés matérielles. Perte de temps en transports, nuits de sommeil écourtées, fatigue, organisation rigoureuse, etc. Pour trouver un travail à la hauteur de ses ambitions, parce que Paris centralise encore bien des activités, on fait ses valises, après s'être fait-il mûre réflexion en famille. Mais le danger n'a pas forcément été bien évalué, ou alors il n'était, de toute manière, pas repérable au moment du choix, noyé dans l'enthousiasme général que provoquent ce nouvel emploi et les promesses de vigilance que l'on se fait pour réussir à tout conjurer. Aussi, parfois, l'édifice craque. Et l'on se dit amèrement : « Je n'aurais jamais dû partir... »

**ENFANTS.** L'aventure est arrivée à Philippe, qui vivait à l'époque à Lyon avec son épouse et ses deux enfants de trois et cinq ans. Il n'a trouvé un emploi adapté qu'à Paris, où il entre en fonction en février 1990. Le couple convient que la séparation ne sera que transitoire, le temps que les enfants achèvent l'année scolaire et que l'épouse trouve, elle aussi, un emploi à Paris. Le regroupement familial dans la capitale n'a lieu que sept mois plus tard. Au début, la machine tourne bien, puis finit par se gripper. Une dégradation que Philippe constate à tous les niveaux, « sur le plan de l'éducation des enfants, de mes relations avec eux, surtout vis-à-vis de mon

fil de trois ans qui était à un âge critique. Dans mon couple aussi. Les conséquences se font sentir encore aujourd'hui. »

Dans d'autres cas, l'analyse est plus nuancée. Sociologue chargé de mission dans un organisme parapublic, Pierre a, lui aussi, fait le choix de quitter Lyon pour Paris, où il était appelé pour remplir un contrat dont il ne connaît toujours pas la durée, mais qui l'intéressait beaucoup. Son épouse, « d'un naturel indépendant », dit-il, accepte de rester à Lyon avec leurs deux garçons âgés de dix-sept et treize ans. Heureusement, il y a le TGV, « sauf les sandwichs que l'on y sert qui sont scandaleusement chers et mauvais ! » Déception anecdotique car Pierre s'intègre très bien à cette ville « ouverte » qu'est Paris. « Sur le plan des mœurs, des rencontres et de l'architecture, c'est tellement plus excitant que Lyon ! »

Militant politique à Lyon, il recrée rapidement un réseau d'amis à Paris. Sa vie, qui était déjà très remuante, s'accroît puisque, s'il revient chez lui tous les week-ends, il n'est pas rare qu'il s'y rende en semaine pour animer un débat, reprenant à l'aube le premier train pour la capitale. « Pour l'instant ça va. Je dors moins et je ne pense pas, vu mon âge - Pierre a 45 ans - pouvoir tenir cette cadence pendant quinze ans encore. »

**SCHIZOPHÉNIE.** Evidemment, son épouse se rebiffe de temps à autre « pour des raisons matérielles. Tout lui incombe : emmener un enfant chez le médecin, faire les courses, etc. C'est surtout le manque de liberté personnelle qui lui pèse ». A Paris, la vie de Philippe n'est pas non plus de tout repos. La nature de son métier mais sans doute aussi l'absence de vie familiale l'entraînent dans des journées de travail de douze heures. Le soir, retour dans son « 14 mètres carrés salle de bains comprise ». On

ne pouvait pas venir à Paris tous les quatre, les locations sont trop chères. »

Quant aux enfants, si Pierre se rassure en disant que depuis vingt ans il a toujours eu un travail qui l'obligeait à s'absenter beaucoup, il nourrit pour eux quelques inquiétudes. « C'est ma plus grande préoccupation. Il est difficile de prévoir les effets d'un tel mode de vie. Le plus jeune est sans doute plus sensible à l'absence du père. L'essai d'être vigilant, de suivre ses activités. Pour l'instant tout se passe bien. Mais plus tard ? Je suis sans doute un père indigne ! » Sans compter un léger malaise, qui surgit quelquefois : « Il y a des moments où je ne sais plus très bien où je suis. Vivre en deux endroits, avoir deux groupes d'amis dans deux villes très différentes et se sentir en même temps nulle part, c'est parfois dur à supporter. »

Mario-Odile Paulet, secrétaire générale de l'UCC-CFDT, avait pensé à tout cela en acceptant de venir travailler à Paris tandis que son mari restait à Toulouse. « Ce n'est jamais un choix de travailler loin d'où l'on habite. Il y a des aspects positifs et négatifs. Si je pouvais réunir les deux, je serais ravie. Ce travail m'intéresse beaucoup et mon choix a été de vivre le mieux possible une situation acrobatique. Alors, on réfléchit, on négocie à fond avec le reste de la famille et l'on n'accepte que si l'on a trouvé des solutions viables. » Elle a ensuite opté pour des week-ends de trois jours à Toulouse « en rapportant du travail à faire sur place ». Car l'essentiel pour elle, c'est de « bien organiser sa vie et aussi sa tête. Moi je me dis : j'ai une seule maison et un lieu de travail important. Sinon il y a un risque de se désarticuler. Cela demande beaucoup de lucidité, d'être conscient que ce risque existe et que l'on a les moyens de lutter contre. »

Franches Alzicovici

Plus nombreux  
et plus loir

### DIRIGEANTS

#### Alternative à l'outplacement

Mieux que l'outplacement, voici une nouvelle donne dans la transaction de licenciement : faire appel aux consultants de Forgeot, Weeks.

Des centaines de cas en témoignent, cette solution satisfait autant les personnes menacées de licenciement, qui apprécient une prise en compte prioritaire de leurs intérêts, que le management qui trouve cette façon de faire équitable.

Il est vrai que, pour avoir déjà aidé des milliers de dirigeants à reconsidérer leur évolution professionnelle, les consultants de Forgeot, Weeks connaissent mieux que personne l'art de transformer toute péripétie professionnelle en un saut qualitatif. N'hésitez pas à nous contacter.

#### Forgeot, Weeks

PERSONAL CAREER CONSULTANTS

Paris : 3, rue du Fg St Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00  
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49  
Bureau associé : Londres

#### CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION JEUNES DIPLOMES (BAC + 4) AVEC PREMIERE EXPERIENCE

Proposées par l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE à temps plein (8 mois dont 2 en entreprise), elles préparent aux fonctions de :

- Direction de personnel et formation à la gestion sociale,
- Management et développement des ressources humaines,
- Informatique et gestion du personnel.

Ouverture : Septembre / Octobre 1991.



Envoyer lettre de motivation + CV + photo à :  
IGS - Mme FLOIRAC  
120 rue Danton - 92300 LEVALLOIS  
Tél. : 47.57.31.41.

INSTITUT INTERNATIONAL  
**MAXIM'S**  
3 ANS DE MANAGEMENT  
ET GESTION HOTELIERE  
INTERNATIONALE  
COURS BILINGUES :  
Français - Anglais  
Préparation au  
**DINH**  
DIPLOME INTERNATIONAL DE  
MANAGEMENT HOTELIER  
ADMISSIONS :  
1ère année : BAC  
2ème année : BTS, DUT, DELG  
Licence ou diplômes  
étrangers équivalents  
INFORMATION - ADMISSION  
**01 42 66 66 82**  
120 rue Danton - 92300 LEVALLOIS  
PARIS

845 000  
LECTEURS  
CADRES,  
le Monde  
est le  
premier titre  
d'information  
des cadres.  
(IPSOS 90)





# Le Monde

## OPÉRATION SPÉCIALE

# Les Métiers des Commerciaux

Puissant Groupe International spécialisé dans l'élaboration des métaux recherche pour l'une de ses divisions leader sur son marché en France (CA : 550 millions de francs)

## INGENIEUR COMMERCIAL

### CHEF DU MARCHÉ FRANCE

Son action s'articulera autour de 3 pôles :

- Analyse du marché et de la concurrence pour définir et mettre en place une politique et une stratégie adaptées à l'évolution des besoins des clients,
- Gestion et développement des ventes (CA et marges) auprès d'une clientèle diversifiée (PMI et grandes entreprises utilisatrices),
- Animation de l'équipe d'administration des ventes (3 personnes).

De formation supérieure Bac + 4/5 (École de commerce, d'ingénieur ou université), le candidat disposera d'une première expérience (2 à 3 ans) dans la commercialisation de produits industriels.

Dynamique et organisé, ses qualités relationnelles, son potentiel et la maîtrise de la langue anglaise lui permettront d'évoluer ultérieurement dans le groupe.

Poste basé à PARIS.

Ordre de grandeur de rémunération : **250.000 +**

Ecrire sous réf. 26 B 2177-1M  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.

## CHARGÉS DE CLIENTELE

P.M.E. / P.M.I.

DOUBS

Ces postes s'adressent à des diplômé(e)s de l'enseignement supérieur (BAC + 4) avec une expérience réussie en milieu bancaire.

Vous serez responsables du développement d'un portefeuille d'entreprises et justifierez de réelles qualités de conseil et de négociations ainsi que d'un sens commercial développé.

Des opportunités de carrières intéressantes s'offrent aux candidats à fort potentiel et réellement motivés. (réf. 27104/MPA)

## DÉLÉGUÉ RÉGIONAL H/F

TOULOUSE



Vous serez chargé : • de promouvoir les activités de Crédit-Bail sur les départements rattachés à la Délégation, • d'informer et d'apporter votre aide à la formation et à l'animation d'un réseau commercial solidement établi, • d'assurer le montage des dossiers et d'animer une équipe administrative implantée dans une agence régionale.

Une formation supérieure est exigée (École Supérieure de Commerce, Maîtrise Gestion ou Sciences Economiques) ainsi qu'une expérience commerciale de quelques années acquise de préférence dans le financement des entreprises.

Le poste est basé à Toulouse et comporte des déplacements fréquents. (réf. 27104/OP)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. choisie à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Jeunes diplômés  
taillez  
une carrière  
à vos mesures.

SUP  
de  
CO

Le SODICAM, filiale commerciale de RENAULT, est spécialisée dans la réparation et d'accessoires automobiles. En 1975, elle compte aujourd'hui 800 personnes en France et en Europe et réalise 1 milliard de CA. Les clés de sa réussite ? Un savoir-faire, la vente, un marketing opérationnel, une stratégie européenne de développement, l'appui d'un grand groupe.

Les débutant(e)s Sup de Co, suivrez une formation au sein de notre école de vente avant de mettre vos premières armes sur le terrain. Ensuite, vous prendrez de nouvelles responsabilités au sein de l'une de nos directions (marketing, vente, finances, logistique) ou au sein du groupe.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre candidature, sous référence M/SUP à Jacques Maître, SODICAM, 156 bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud Cedex.



B O R D E A U X



GROUPE BANCAIRE  
 SPECIALISE DANS  
 LE SECTEUR DES  
 CONCOURS AUX  
 ENTREPRISES

Nous gérons d'ores et déjà les postes "clients" de plusieurs groupes multinationaux, ce qui témoigne de notre positionnement et de notre savoir-faire.

Diplômé d'études supérieures, vous avez acquis nécessairement une bonne maîtrise des engagements commerciaux et des contacts sur le terrain, au cours d'une première expérience réussie chez un des leaders de l'Affecturation ou au sein d'une grande Banque française.

Basé à BORDEAUX, ce poste élargit vos possibilités de progresser rapidement au sein de notre Direction Commerciale et de saisir, à terme, des opportunités de carrière dans les autres activités d'un groupe puissant, en forte progression sur ses divers marchés.

Merci d'adresser lettre, c.v. photo et prêt. s/réf. 7923 à notre Conseil AXIAL, 27 rue Tailbout, 75009 Paris qui transmettra.

## INGENIEUR COMMERCIAL

Filiale de société pétrolière, nous sommes la société leader sur le marché mondial de l'ingénierie des stockages souterrains (C.A. 90 MF dont 40% à l'exportation) et nous travaillons sur les 5 continents.

Nous recherchons un ingénieur grande école, ayant 3 à 5 ans d'expérience, de préférence dans les secteurs pétroliers ou travaux publics et dans un milieu international. Afin de seconder le responsable commercial, (prospection de marchés, préparation d'offres commerciales, négociation et rédaction de contrats principalement internationaux en ingénierie et prestations de services). Un MBA serait apprécié.

La pratique courante, écrite et orale, de l'anglais et de l'espagnol est impérative.

Le titulaire devra être capable d'intégrer toutes les composantes techniques, administratives, financières et juridiques d'un contrat, et de travailler en collaboration étroite avec des ingénieurs de haut niveau de disciplines multiples.

Le poste est basé à Rueil-Malmaison et pourra impliquer des déplacements fréquents de courte durée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5158 à R.S.C.G. CARRIERES - 2, rue Rouget de Lisle 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

## Jeunes Ingénieurs, Une Responsabilité Commerciale à l'EXPORT

Vous êtes jeunes ingénieurs généralistes, parlez couramment l'anglais, et si possible l'allemand. La vente de produits techniques vous passionne et votre carrière passe par l'export.

Notre Direction Commerciale, vous propose de la rejoindre pour prendre la responsabilité d'une zone géographique (soit l'Europe de l'Ouest, soit le Moyen-Orient). Dans les deux cas, vous aurez à vendre par l'intermédiaire d'un réseau d'agents existants, l'ensemble de notre gamme de produits. A ce poste, situé en proche banlieue sud, vous animez et assistez le réseau d'agents, participez pour les affaires importantes aux négociations, suivez le marché et son évolution.

Quant à nous, nous sommes une société dont le métier est de concevoir et réaliser des produits et des systèmes numériques de contrôle et de surveillance de fabrication en continu. Nous équipons dans le monde les grands de l'industrie (chimie, sidérurgie, pétrochimie, agro-alimentaire...). Ce sont des produits et systèmes évolués en mécanique, électronique et informatique. Nous exportons près de 40% de notre CA.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CBE 664 M, à notre Conseil, SEFOP, qui vous parlera de nos projets.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC.



## Les Métiers des Commerciaux



## 2 INGENIEURS COMMERCIAUX

Filiale de deux grands de l'énergie, membre du réseau Eurodoc et spécialiste dans l'ingénierie documentaire, notre société en fort développement et notre audience auprès des industriels de pointe, nous conduisent à vous offrir des opportunités de carrière variées.

Responsables d'un secteur de clientèle, ils participent à la réalisation de la stratégie commerciale et assurent le suivi et le développement d'un portefeuille de clients. Ingénieur, ayant environ 30 ans, vous êtes expérimenté dans la vente de services et de prestations aux industries.

La connaissance des marchés du BTP, des équipements industriels ou des collectivités locales serait très appréciée.

Ce poste est basé dans notre établissement de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Si le domaine de l'ingénierie vous séduit, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 91/458, à Eurodoc, Martine Ratoin, Immeuble le Florestan, 9 bd Vauban, 78180 Montigny-Le Bretonneux.

## INGENIEUR COMMERCIAL PAU

elf antargaz recherche pour sa Direction Régionale Midi Pyrénées un ingénieur commercial.

Animateur de l'équipe technico-commerciale, vous mènerez les négociations commerciales et assisterez la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques GAZ en clientèle (interventions, réalisation d'études technico-économiques...).

À terme, vous aurez la possibilité de joindre vos ambitions à notre développement international. Vous êtes ingénieur ENSAM, INSA, IDN, ENSPM ou équivalent et justifiez d'une expérience dans les domaines Thermique et Commercial.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à ELF ANTARGAZ - DRS - Tour ELF - 92078 PARIS LA DEFENSE Cedex 45 ■

## elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

## INALTERA

LYON

## FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL INTERNATIONAL

Nous occupons une position de leader dans une profession en pleine évolution. Nous créons, fabriquons et commercialisons des produits haut de gamme de revêtements muraux. Notre notoriété est internationale.

Nous voulons assurer à l'export le même niveau de développement que sur la France.

Homme de marketing et de ventes, à 35 ans environ, vous avez une expérience de l'Europe et des États-Unis. Rattaché à la Direction Générale, vous aurez avec votre équipe de chefs de marché, à élaborer et à réaliser les plans d'action, et, plus généralement, les stratégies de développement de notre réseau de distribution.

Vous participerez à l'orientation de notre création, en fonction des tendances des marchés internationaux. Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous êtes parfaitement trilingue. Langue maternelle anglaise ou allemande souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV, salaire sous réf. 256 LM ou Cabinet DUMONT d'AYOT - Moulin des Acacias 38120 St Egrève - Grenoble.



## Ingénieurs Commerciaux

Intégrés à une équipe de supports techniques et de commerciaux au service de notre clientèle "Entreprises", ils devront assurer une double mission :

- suivre et développer un portefeuille clients en commercialisant des solutions techniques complexes adaptables aux besoins des entreprises.
- analyser les données du terrain et faire remonter les informations du marché afin d'optimiser notre offre de service sur un marché en constante évolution.

Compte-tenu de la technicité des solutions proposées, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (BAC + 5), ayant de solides compétences informatiques et/ou réseaux. Ils ont, dans l'idéal, acquis une première expérience commerciale dans un domaine à dominante technique qu'ils pourront valoriser dans un groupe où les possibilités de carrière sont motivantes.

Envoyez votre candidature (CV + lettre manuscrite + photo) sous la réf. 1249 LM, à

COORDONNEES-EQUATION  
19, rue du Cdt Faurax  
69006 LYON

Un dossier complet d'information sera envoyé à tout candidat présélectionné.

## Le Monde

## C des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

## Rejoignez la Direction financière d'Euro Disney!



Le 12 avril 1992, Euro Disney ouvrira les portes de son fabuleux complexe de loisirs. Professionnels de l'audit, vous avez une formation supérieure et vous pratiquez l'anglais, rejoignez notre équipe.

**AUDITEUR INFORMATIQUE SENIOR**  
• Vous auditez nos gros systèmes de gestion.  
• Vous avez une formation de type Master/MBA et une expérience de l'audit en cabinet.

**AUDITEURS JUNIORS/SENIORS**  
• ESC, MBA ou DESCF.  
• 2 à 4 ans d'expérience en cabinet anglo-saxon.

Adresses-nous votre candidature en précisant le poste choisi, sous réf. PG/1176/03M, à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne Cedex.

3615  
Euro Disney



les professionnels de l'imagination

## LE RESPONSABLE DE SA DIVISION STATISTIQUE

(réf. 9123/LM)  
ayant une expérience de 3 à 5 ans minimum.

## UN STATISTICIEN ECONOMISTE

(réf. 9124/LM)  
ayant une bonne pratique de l'informatique.

Aujourd'hui, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS est au service de 250.000 entreprises sur Paris et sa région et gère un budget de 3 milliards de F.

Son rôle est multiple : consultatif, appui aux entreprises, enseignement, gestion d'équipements publics.

Mais la C.C.I.P., c'est aussi de prestigieuses filiales : Palais des Congrès, Port de plaisance de l'Arsenal et, à travers ses réalisations, la maîtrise des technologies de pointe.

Elle recherche pour son CENTRE D'OBSERVATION ECONOMIQUE

Pour ces deux postes, une formation de type Grande Ecole (ENSAE) ou de 3<sup>ème</sup> cycle universitaire est demandée. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence du poste choisi à C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## L'Agence Centrale des Organismes d'Intervention dans le Secteur Agricole (ACOFA)

recherche  
- pour l'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VINS (ONIVINS)  
**2 INSPECTEURS**  
(Angers et Bordeaux)

- pour l'INSTITUT NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE (INAO)  
**3 CONTROLIERS**  
(Paris et Valence secteur viticole, Poigny secteur produits laitiers)

de nationalité française, âgés de moins de 35 ans, titulaires :  
- pour les fonctions d'inspecteur, d'un BAC + 4 (ingénieur agronome ou diplômés équivalents),  
- pour les fonctions de contrôleur, d'un BAC + 2 (BTS ou STA avec 3 années d'expérience).

La sélection des candidats sera effectuée par un jury spécialisé sur la base d'un dossier de candidature (C.V. détaillé, titres, connaissances professionnelles, stages, travaux universitaires et niveau actuel de rémunération).

MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE au plus tard :

- pour les fonctions d'inspecteurs : LE 15 JUILLET 1991  
- pour les fonctions de contrôleurs : LE 18 JUILLET 1991  
à l'ACOFA - 2, rue Saint-Charles, 75740 PARIS CEDEX 15

Si vous souhaitez mieux connaître nos structures avant de postuler appelez : Claude BRICHET au 40-58-70-92

## Dans le cadre de la réforme des professions juridiques, le Centre de Formation Professionnelle des Avocats du ressort de la Cour d'Appel de Lyon recherche son

## DIRECTEUR DES ETUDES

pour mettre en œuvre la formation professionnelle du « nouvel avocat » à trois niveaux :

- élèves-avocats (C.A.P.A.)
- avocats au stage
- avocats (formation continue).

L'intéressé(e) devra posséder une culture générale et juridique de haut niveau :

- des capacités pédagogiques et d'organisation-gestion ;
- des qualités de communication et de relations humaines ;
- une expérience de la formation professionnelle.

L'intéressé(e) prendra ses fonctions au plus tard le 1/01/92.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions :

CFPA, Maison des Avocats, 60, rue Saint-Jean - 69005 LYON

## CLINIQUE PSYCHIATRIQUE

pacifique banlieue Paris

recherche

## DIRECTEUR(Trice)

- Grande expérience hospitalisation privée.
- Connaissance confirmée de droit social.

Faire parvenir un dossier complet à : S.D.H.

48 bis, rue des Belles-Feuilles - 75116 Paris

sous référence N° 4027

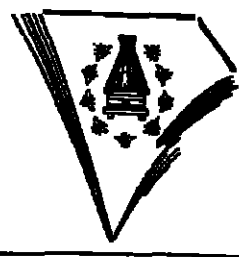
## PSYCHOLOGUE - CONSULTANT H/F

Paris

Notre cabinet compte parmi les anciens de la profession. Il est spécialisé en recherche de cadres et développe de nouveaux services dans le domaine de la gestion des ressources humaines dans l'entreprise.

Nous recherchons un consultant âgé d'au moins 28 ans, impérativement psychologue de formation et qui aura, durant quelques années, développé en cabinet ses compétences en recrutement et diagnostic en prenant en charge des missions de recrutement et d'évaluation de potentiels dans leur globalité, sans omettre, même pour un psychologue, l'importance de la relation commerciale. Homme d'écoute, il sera également un homme de dialogue, capable de prendre de la distance par rapport aux habitudes du "métier traditionnel" afin de mieux répondre aux attentes de nos partenaires qui sont les entreprises et leurs cadres.

Vous êtes Psychologue ou Psycho-graphologue et vous partagez notre conception du métier... alors... envoyez votre dossier qui comprendra un CV, et une lettre de motivation à Monsieur MERIGOT, en précisant bien la référence 16389, 40, rue de Rouelle, 75015 Paris qui transmettra.



## Rédacteur

Pour le Service Scolaire, titulaire du baccalauréat. Salaire net mensuel de début : 5 700 F

## Attaché

Collaborateur du responsable financier. BAC + 3 en gestion, économie ou droit. Salaire net mensuel de début : 6 800 F

Adresser lettre + C.V. à Monsieur le Maire B.P. 24, 94701 MAISONS-ALFORT Cedex

Horaires variables. 13h mois + prime de vacances.

## Responsable du secrétariat des sociétés



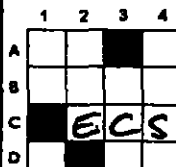
Vous avez une expérience de plusieurs années dans le secrétariat des sociétés en France. De préférence de formation juridique ou ayant acquis un bon niveau dans le domaine juridique grâce à votre expérience, vous prendrez en charge le secrétariat des sociétés du groupe Euro Disney : Conseils d'administration, Conseils de surveillance, Assemblées générales, création de sociétés... D'excellente présentation, vous avez le sens du contact et êtes très organisé(e). Vous parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PG/1176/03M, à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne Cedex.

3615  
Euro Disney



les professionnels de l'imagination



ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM recherche dans le cadre de sa forte expansion à l'étranger un

## Organisateur International

Le Département Informatique International assure la mise en œuvre des applications informatiques dans nos filiales étrangères. Dans ce cadre, en collaboration avec un chef de projet, vous assurez l'utilisation effective et optimale du système. Pour cela, vous intervenez en amont et en aval du projet : définition des circuits administratifs, rédaction de procédures, élaboration de la documentation, conception et organisation de la formation, contrôle du bon fonctionnement du produit. Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce, ou titulaire d'une M.S.G., vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Ce qui vous distingue : votre goût pour la communication, tant verbale qu'écrite, vos capacités à convaincre. La maîtrise de l'anglais est indispensable. De fréquents déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre man., CV, photo et prét. s/réf. EM 756 à ECS - Relations Humaines - 29 Av. Mac Mahon - 75017 PARIS.



VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

## UN SECRETAIRE

## POUR UN ES

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE

## RESPONSABLE



REPRODUCTION INTERDITE

**Pour un réseau d'intervention économique d'envergure nationale, nous recherchons**

## LE COLLABORATEUR IMMÉDIAT du DIRECTEUR du DÉVELOPPEMENT

**Vous animerez avec lui un réseau national d'interlocuteurs de haut niveau.**  
**Vous exprimerez votre créativité à travers la conception de projets novateurs.**

**Vous valoriserez vos qualités d'animateur lors de séminaires, colloques et lors d'interventions-conseil.**

**A 30 ans, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, Normale Sup., ou 3ème cycle universitaire. Vous possédez une première expérience professionnelle et une bonne connaissance du monde de l'entreprise; ce poste représente une réelle opportunité de carrière.**

**Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous la réf. M/241/F à notre Conseil :**

**MILO R.H.**  
3, avenue  
des Ternes  
75017 PARIS

**PARIS**

## UN SECRETAIRE GENERAL POUR UN ESPACE CULTUREL

*Rattaché à un groupe international, notre Espace Culturel KIRON a pour vocation de promouvoir l'Art sous toutes ses formes (théâtre, danse, peinture, musique...). Aujourd'hui, afin de mener à bien des projets d'envergure, notre structure évolue tant au niveau des moyens mis en œuvre qu'au niveau de l'équipe de Direction.*

*Chargé de gérer et de faire fonctionner cet Espace, le Secrétaire Général recherché (homme ou femme) saura s'impliquer dans les domaines aussi variés que la comptabilité, le juridique, l'informatique, le personnel, les services généraux et assurer l'interface avec les dirigeants du groupe et le "Monde de l'Art".*

*Vous alliez une formation et une rigueur de gestionnaire à une bonne sensibilité artistique développée de préférence à travers une expérience dans le domaine de l'Art.*  
*Votre anglais est opérationnel et vous connaissez, idéalement, une autre langue européenne.*

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite; CV, photo et prêt.) à notre Conseil Marion de SANDERVAL COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS, sous la référence KIR/M.

**COR'EX**

## RESPONSABLE DU PERSONNEL

Vous évoluez dans un contexte industriel de 500 personnes, situé au Havre, bien maîtrisé sur le plan technique et sécurité et sur lequel des investissements importants sont poursuivis.

Dans un contexte stable et équilibré sur le plan des Ressources Humaines, vous encadrez une équipe de trente personnes (dont 24 pour les services généraux) et avez la responsabilité des relations humaines, de l'administration et de la gestion du personnel, de la formation et des services communication interne, restauration et gardiennage.

**Vous ferez évoluer les structures en développant les outils de gestion du personnel et vous appliquerez, à l'usine, la politique ressources humaines de la société.**

**Vous êtes le représentant de l'établissement auprès des organismes sociaux et un acteur principal dans la démarche qui vise à maintenir et faire évoluer l'esprit d'entreprise et les relations site-siège.**

**A 35 ans minimum, vous avez une expérience significative de la fonction personnel en milieu industriel, et vous savez mettre en valeur vos qualités de rigueur dans le traitement des dossiers et vos capacités dans l'animation des équipes.**

Pour un premier contact confidentiel, nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf LM 2027 à notre conseil **QUIEL - Ressources et Perspectives** - 160, rue de Paris - 92100 Boulogne

## RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Este sistema de las redes tiene como objetivo proporcionar a los usuarios el acceso al contenido de los canales de televisión de pago en función de las tarifas que el usuario elige pagar. No se debe confundir este sistema con el de pago por clic de los buscadores.

[illegible]

Vous êtes un homme de caractère, et vous ne pouvez pas vous empêcher de vous élever au-dessus des autres. Vous êtes un homme de caractère, et vous ne pouvez pas vous empêcher de vous élever au-dessus des autres. Vous êtes un homme de caractère, et vous ne pouvez pas vous empêcher de vous élever au-dessus des autres.

# Haystacks

HAYGROUP 187 CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

**La Banque de France recrute le personnel d'encadrement** de ses agences de la région parisienne et de province

# REDACTEURS

**par concours les 7 et 8 décembre 1991**

**Ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 1<sup>er</sup> cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.**

**Inscriptions reçues du 9 septembre au 9 octobre 1991.**

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 28 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1991 (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires).

**Renseignements et inscriptions :** Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours  
31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS Cedex 01  
Tél. 42 92 40 17.

**Aucun formulaire d'inscription ne pourra être adressé aux candidats, par voie postale, après le 3 octobre 1991.**



**BANQUE DE FRANCE**

## CHARGE DE RECRUTEMENT

**Paris - Le Groupe Caisse Nationale de Prévoyance** au tout premier rang du marché de l'assurance-vie (2000 personnes - 33 milliards de chiffre d'affaires) connaît une forte progression et souhaite intégrer un professionnel du recrutement.

Au sein du service de recrutement et gestion des carrières, vous avez la responsabilité globale des opérations de recrutement (depuis l'analyse de la demande jusqu'au suivi d'intégration) et prenez part au développement de l'image de marque du groupe (organisation et participation à des salons professionnels). Vous serez également amené à collaborer étroitement avec les chargés de gestion de carrières dans le cadre du développement de la gestion prévisionnelle des Ressources Humaines.

Nous recherchons une personne diplômée de l'enseignement supérieur (DESS de psychologie de préférence) ayant acquis une expérience de recrutement de trois ans au moins en entreprise ou en cabinet. Si vous souhaitez intégrer un groupe et/ou les moyens de vous offrir de réelles opportunités d'évolution, merci d'adresser votre candidature, sous la référence 021 à :

Elisabeth PROST - Service AMH2  
CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE - 84, rue de Lille  
75007 PARIS.

## LA CEGOS ET LA FORMATION COMMERCIALE

Cadres commerciaux de haut niveau, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC...), ou école d'ingénieur, vous avez entre 28 et 35 ans et au moins 5 ans d'expérience commerciale dans l'industrie, la banque-assurance, le marketing direct, la pharmacie ou la grande distribution. Vous faites preuve d'une forte puissance de travail et surtout de capacités exceptionnelles d'écoute et de communication. La CEGOS, premier groupe européen de conseil, formation et recrutement, en forte croissance, recherche pour sa Division Formation, des :

## CONSULTANTS

**Intégré au sein du Département Formation Commerciale, vous diagnostiquerez les besoins des entreprises en la matière. Vous concevrez des interventions sur mesures, animerez des séminaires de vente et de management pour les cadres. Vous négocierez directement avec les dirigeants commerciaux.**

L'extraordinaire richesse des compétences de nos 500 consultants, vous permettra de développer votre savoir-faire en termes de leadership, de communication et de management, d'approfondir votre connaissance de plusieurs secteurs économiques et d'atteindre un niveau d'expertise à la mesure de vos ambitions. La rémunération est bien sûr, élevée et motivante. Ces postes sont basés à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à Mlle S. ERITZPOKHOFF sous réf. 15011/M CEGOS - Tour Vendôme - 204, Rond Point du Pt de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cedex. Après analyse, nous vous inviterons à une réunion d'information le 9 et 10 juillet 91, animée par nos consultants.

# Le Monde des Cadres

## Technologies de Pointe

### RESPONSABLE DE FORMATION

Leader mondial dans notre domaine, nous sommes une division autonome de l'un des plus grands groupes internationaux de l'électronique professionnelle. Avec environ 2.300 personnes, dont 700 ingénieurs et cadres, nous poursuivons notre croissance. Dans un tel contexte, la formation est un domaine particulièrement important.

Rattaché au Responsable du Personnel et intégré à l'équipe de Gestion des Ressources Humaines, vous aurez la complète responsabilité de la formation : mise en place et suivi du plan de formation, gestion du budget (+ 5 % de la masse salariale), sélection et suivi des prestataires...

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Bac + 5), vous avez acquis une première expérience d'au moins trois ans dans la formation en entreprise et vous souhaitez maintenant évoluer vers un poste plus large dans un environnement porteur. Esprit d'équipe, capacité à communiquer et à convaincre vous permettront de réussir et d'évoluer dans le groupe.

Le poste est basé en proche banlieue Nord de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 40/1386 EF à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
17, avenue Maignon - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS AX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

## Technologie avancée

### DU RECRUTEMENT A LA COMMUNICATION INTERNE

Intégrée dans un Grand Groupe Français, leader mondial en Electronique professionnelle, notre Division conçoit et développe des systèmes à technologie très avancée.

Au sein d'une cellule Ressources Humaines jeune et performante, vous prendrez en charge la communication interne notamment à travers le journal d'entreprise et vous participerez aux actions de développement des Ressources Humaines sur une population importante de cadres.

Ce poste est basé à Boulogne. Il s'adresse à un jeune diplômé d'Etudes Supérieures. Il aura acquis deux à trois ans d'expérience de préférence en recrutement d'ingénieurs et cadres.

La réussite dans cette fonction vous permettra d'évoluer à terme vers des responsabilités plus larges au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/3849 20 à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
17, avenue Maignon - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS AX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

## CHARGÉ

### DE COMMUNICATION INTERNE

A 25/30 ans, diplômé de 3<sup>ème</sup> cycle en gestion des Ressources Humaines option communication interne ou sociologie des organisations, votre première expérience vous a donné une très bonne maîtrise des différents outils de la communication.

Professionnel reconnu par vos interlocuteurs, vous saurez imaginer et mettre en place les instruments nécessaires à la réalisation de nos objectifs.

Véritable promoteur de notre "Projet Ville", vous recueillerez l'adhésion du personnel et favoriserez l'émergence d'une culture d'entreprise au sein de la Mairie.

Dépendant directement de la Direction des Ressources Humaines de la Mairie d'Argenteuil, vous travaillerez également en étroite collaboration avec la Direction de la Communication dans un souci de cohérence.

Cette mission, par la variété de ses interventions, vous permettra de révéler tout votre potentiel.

Adressez votre candidature, lettre de motivation, CV, photo et prétentions, à l'attention de Monsieur le Maire - Mairie d'Argenteuil - 12-14, Bd Léon Fétis - BP 721 - 95107 Argenteuil Cedex.

*Mairie d'Argenteuil*

## Groupe Enseignement Supérieur Privé

### ECOLE D'INGENIEURS INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE - ROBOTIQUE

implantée à PARIS, en croissance forte, met en place un

## Relations Industrielles

chargé(e) de développer le partenariat avec les entreprises par :

- les projets industriels d'étudiants ■ les stages
- la formation continue ■ la collecte de la Taxe d'Apprentissage

Dynamique et bon communicateur, à 30 ans environ vous avez déjà une bonne expérience des services ou des matériels HighTech, acquise de préférence dans une fonction commerciale. Votre formation de base, supérieure, vous permet de dialoguer avec les spécialistes techniques du domaine. La Formation et le Développement des Ressources Humaines est un enjeu qui vous motive.

Merci d'adresser votre candidature sous référence E91 - 05 à notre conseil BOURGOGNE CONSEIL - 9 rue de Vanves 92100 BOULOGNE, qui traite cette recherche en toute confidentialité.

**BOURGOGNE CONSEIL**  
Recrutements Ingénieurs



60 000 habitants

Ville pleine d'histoire

De grands projets de développement

1ère ville bien gérée de France

(catégorie 30-100 000h)

recherche par voie statutaire, son

## SECRETAIRE GENERAL

Avec tout un Manager, vous animerez des Directeurs de service de très haut niveau. Vous vous investirez personnellement sur de nombreux dossiers et projets importants.

Responsable de l'organisation interne, vous piloterez les dossiers de recherche de productivité et de qualité.

A 40 ans environ, vous êtes diplômé d'Etudes Supérieures (Bac + 5) et bénéficiez impérativement d'une solide expérience. Le milieu des collectivités locales vous est par ailleurs familier.

Homme de Management et de décision, vos qualités d'organisation et de communication ainsi que votre créativité vous feront rapidement intégrer une structure particulièrement dynamique.

Merci d'adresser sous réf. 1025 lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil LIGHT, Jean-Noël MERKENBRACK, 17-19 rue Jeanne Sacconi - 92038 MELDON LA FORÊT CEDEX, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

**LIGHT**

## IMPORTANTE ORGANISATION HUMANAIRE

(association reconnue d'utilité publique)

orientée vers le soutien au développement des tiers-mondes

recrute

### SON CHARGÉ(E) DES RELATIONS EXTERIEURES

#### MISSION ET OBJECTIFS

- Il assiste le secrétaire général dans les relations extérieures de l'ONG, assure la relation régulière avec les ONG, les associations et leurs collectifs qui œuvrent dans le cadre de la solidarité internationale, et initie de nouveaux contacts.
- Il assure les relations avec les Pouvoirs publics, les Communautés européennes et certaines agences spécialisées des Nations unies.
- Il assurera la mise en place des opérations de lobbying

#### PROFIL ATTENDU

- Connaissance approfondie du milieu parlementaire et associatif.
- Connaissance de la politique internationale.
- Très bon niveau de culture générale.
- Capacité de rédaction de notes de synthèse (la maîtrise du traitement de texte est un plus).
- Bonne pratique de l'anglais.

Rémunération en relation avec environnement associatif et selon expérience (référence 180 KF)

Ecrire sous n° 8340, Le Monde Publicité  
15/17, rue du Colonel-Pierre-Avis - 75902 Paris Cedex 15

## BOULOGNE, BILLE-EN-TÊTE !

Du plus occidental des arrondissements parisiens, au nouveau symbole de l'ouest parisien...

Le CNPG regroupe ses activités dans de flamboyants bureaux neufs pour attaquer, bille-en-tête, de nouveaux marchés !

**CNPG Conseil, 69 Avenue Pierre Grenier  
92100 BOULOGNE**

Tél. 46 94 33 00

Cabinet d'Audit et de Conseil, DSA exerce son activité en France et à l'étranger grâce à une clientèle d'entreprises diversifiées. Dans le cadre du développement de son département conseil, le cabinet offre d'importantes opportunités de carrière au sein d'une équipe de jeunes professionnels.

## CONSULTANTS EN ORGANISATION

Vous serez chargés de l'audit opérationnel de systèmes de gestion puis de la conception, du suivi de réalisation et de la mise en place des nouveaux systèmes de traitement de l'information. Vous interviendrez principalement dans le domaine comptable et financier.

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles), vous avez une première expérience significative de la fonction organisation ou du conseil. Vous possédez également des connaissances en informatique.

Envoyer lettre manuscrite et CV à DSA, 22 place du Général Catroux, 75017 PARIS.



## RESPONSABLE COMMERCIAL

Importante PME du monde de la chimie, leader dans ses domaines : molécules fines (arômes naturels...), spécialités, solvants et le service (régénération de produits organiques) CA de 160 MF dont 40 % à l'étranger.

Nous entrons dans une phase de croissance importante, nos projets sont ambitieux, c'est pourquoi nous recherchons notre RESPONSABLE COMMERCIAL.

Au sein d'une équipe de direction engagée, professionnelle et très motivée il sera responsable du développement des ventes et de la découverte de débouchés et produits nouveaux sur un marché international : Europe, USA, Japon... Il contribuera activement à l'élaboration de la stratégie de l'entreprise.

INGENIEUR CHIMISTE, vous possédez une expérience réussie de cette fonction (minimum 5 ans) dans un contexte international, ambitieux et accrocheur vous pratiquez l'anglais couramment et si possible l'allemand et êtes disponible pour des déplacements dans le monde entier.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la réf. RCLM à CARA CONSEIL - 29, rue de Miromesnil - 75008 PARIS, qui traitera votre dossier confidentiellement.



## LA VILLE DE BELLEGARDE-SUR-VALSERINE (AIN)

12 000 habitants. En expansion. (30 km de Genève - 40 km d'Annecy)

### Un(e) chargé(e) de mission pour les affaires économiques

Il (elle) devra assurer :

- La promotion économique de la ville (plaquettes publicitaires, salon, etc.).
- La recherche de nouvelles implantations.
- Les relations avec les entreprises locales, accueil des créateurs d'entreprise (montage de dossiers, primes, prêts, aides à l'innovation, assistance technique).

Ce poste conviendrait à un(e)

- Jeune, titulaire d'un bac + 3 minimum (I.E.P., Sciences-Eco, Ecoles de commerce, etc.) dans le cadre d'une première expérience professionnelle.
- Le ou la candidat(e) devra avoir le sens des contacts et des relations publiques.

Poste à pourvoir rapidement.

Candidature avec CV et photo, à adresser à :

M. le Maire de BELLEGARDE  
BP 618 - 01206 BELLEGARDE-SUR-VALSERINE Cedex

## INRS

Organisme National de Prévention des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles recruté pour son Centre de Recherche et de Formation de Lorraine (420 personnes)

## FORMATEUR

Au sein d'une équipe il sera chargé de :

- Conception de formations en entreprise (de l'analyse de la demande à la mise en œuvre)
- Elaboration d'outils pédagogiques en matière de prévention.
- Formation de formateurs.

Le candidat devra posséder :

- DESS ou équivalent
- Expérience solide de la formation d'adultes
- Dix ans d'expérience en entreprise.

Les candidats (H/F) adresseront leur dossier (lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée) à : INRS - Service du Personnel Avenue de Bourgogne - BP 27 - 54501 VANDOEUVRE CEDEX

مكتبة المنهج



## VERS DE NOUVEAUX HORIZONS



Le Département  
Activités  
Internationales  
du CENCEP  
(Centre National  
des Caisses  
d'Epargne et de  
Prévoyance)  
recrute un

### CHARGE D'ETUDES POUR L'INTERNATIONAL

L'international vous attire.

De formation supérieure type Ecole de Commerce, vous avez fait votre domaine de prédilection à travers une première expérience bancaire.

Vif d'esprit, sûr de vos choix mais homme d'écoute et de dialogue, vous savez séduire et convaincre des interlocuteurs de haut niveau.

Ces qualités naturelles complétées par votre professionnalisme vous permettent de participer à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie internationale du Réseau Ecureuil.

Attentif à l'évolution des marchés financiers, vous êtes proche des partenaires étrangers du Réseau.

Vous participez à l'élaboration des produits et services concernés par l'international et leur mise en œuvre.

Au-delà d'un rôle important d'analyse et de conseil, vous coordonnez aussi les divers intervenants, développez l'information et la formation du Réseau, suivez les applications...

Pour cette mission exigeante, passionnante à plus d'un titre, de nombreux déplacements sont à prévoir.

La maîtrise de l'anglais est indispensable et l'espagnol est vivement souhaité.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CEI/06, à Jacky GAUVIN, CENCEP 27-29, rue de la Tombe-Issoire - 75673 PARIS Cedex 14.

## Directeur Formation Europe

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous concevons, produisons et commercialisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète de systèmes de radiologie et de radiothérapie.

En liaison avec notre Direction Générale, vous concevez une stratégie européenne de Formation en support et renfort de notre stratégie d'entreprise et de nos axes de développement des Ressources Humaines.

Partenaire de notre réseau international de Formation, vous êtes l'interlocuteur privilégié, des pôles américain et asiatique de notre Société ainsi que de notre Institut de Management et de Développement basé aux USA.

En tant qu'expert Formation, votre mission est triple :

- vous intervenez auprès des Responsables Ressources Humaines et des opérationnels dans la mise en œuvre de notre stratégie,
- vous assurez par ailleurs et en direct la conception ainsi que la réalisation de certains de nos programmes pour notre pôle européen,
- vous garantissez la dynamique globale de notre offre Formation et êtes l'interlocuteur conseil des Responsables Ressources Humaines et des opérationnels pour toute la mise en œuvre et le suivi de la Formation.

De formation Bac + 5, vous disposez d'une expérience de 10 ans en Ressources Humaines et Formation. Dans cette fonction à dimension internationale, votre sens de l'analyse, votre goût pour communiquer et votre force de conviction sont déterminants. Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence RH 10 à Jean-Yves LAGIERE, Directeur Développement des Ressources Humaines - General Electric CGR 100, rue Camille Desmoulins - 92137 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX



General Electric CGR

## Diplômés école supérieure de commerce

DECF + 1RE EXPERIENCE

Le Groupe PARIBAS recherche pour sa Direction de la Comptabilité des jeunes attachés de direction pour secondar les responsables de nos différentes équipes chargées du reporting des succursales à l'étranger ou de la synthèse des résultats.

Jeune diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez une première expérience de deux ans, si possible dans un cabinet d'audit ou d'expertise, et vous possédez une bonne maîtrise de l'anglais.

Au sein de l'une de nos équipes, vous prenez en charge l'optimisation des procédures de reporting et des traitements. Votre rigueur alliée à votre sens des responsabilités vous permet aussi d'intervenir dans le suivi comptable de produits bancaires.

Familiarisé à l'outil informatique, vous participez également au développement de nouvelles applications. Une mission complète où vous mettez en avant votre esprit de synthèse, votre goût des contacts et de l'organisation.

Adressez votre lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. AD/LM, à PARIBAS - Direction des Relations Humaines - 3, rue d'Antin - 75078 PARIS cedex 02.



PARIBAS



MATIF : Marché à Terme leader en Europe.

La direction du département communication de MATIF SA recherche son

## RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION EXTERNE

Collaborateur immédiat du directeur de ce département, vous contribuez à la définition de notre politique de communication, à la réalisation et la coordination des actions de communication externe. Vous serez le garant de notre image institutionnelle et commerciale.

Vos actions seront tournées vers les membres du marché mais aussi d'une façon beaucoup plus large vers le monde financier français et international.

De formation supérieure de bon niveau, vous avez une expérience d'au moins 3 ans au sein d'une direction de la communication externe.

La connaissance du secteur bancaire et la maîtrise de l'anglais seront des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la réf. B/740 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR 6, rue Halévy - Place de l'Opéra - 75009 PARIS.

ornicar

Filiat d'un grand groupe français spécialisé dans l'Assistance Technique Internationale (330 personnes, 50 pays), nous recherchons un

## RESPONSABLE RECRUTEMENT H/F

Vous serez chargé d'organiser la recherche et l'identification de candidats en fonction des postes à pourvoir, de traiter les candidatures et d'exploiter une banque de données informatisée. Vous aurez également pour mission de développer nos sources de recrutement.

De formation supérieure, vous avez une expérience confirmée de la recherche de personnel en milieu technique. La maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 27315 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL  
est heureux de vous annoncer la création de  
**TAILLANDIER MIDI-PYRENEES**  
Vous pouvez dès maintenant prendre contact avec  
Bernard CAU - Directeur Associé  
27, allées Forain François Verdier  
31000 TOULOUSE  
Tél : (16) 61 25 76 32 - Fax : (16) 62 26 41 83



TAILLANDIER  
MIDI-PYRENEES  
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS  
BORDEAUX TOULOUSE ORLEANS

## Cabinet de Conseil en recrutement Informatique High Tech recherche

### ASSISTANT (E) DE RECHERCHE

BAC + 2, BAC + 4

Le candidat a une expérience professionnelle dans une fonction similaire et la connaissance des métiers informatiques.

En étroite collaboration avec les consultants qui pilotent les missions de recrutement pour nos clients, il ou elle met en œuvre les stratégies de recherche et prend les premiers contacts avec les candidats.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous référence ASR/BSM à CARRIA PROFILE, Résidence du Grand Pavois, 350 rue Lecourbe, 75015 PARIS.



CARRIA  
PROFILE

Conseil en Recrutement Informatique

### Si vous souhaitez

exercer votre métier au sein d'un Groupe leader du tertiaire : son implantation européenne existe ; sa politique d'expansion à l'étranger se développe ; ses résultats lui permettent d'avoir le poids financier de ses ambitions stratégiques ; son ouverture aux idées et technologies nouvelles pousse des produits originaux ; la qualité de ses prestations lui a fait prendre de l'avance sur ses concurrents.

### Si vous êtes

## INGÉNIEURS DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

débuts ou ayant une première expérience de 2 ou 3 ans en conception de système d'information de gestion, attirés par des fonctions de CHEFS DE PROJETS dans les domaines aussi variés que le commercial, l'international (anglais et espagnol nécessaires), la méthodologie, dans un environnement informatique moderne composé de gros systèmes.

### Vous aimerez

vivre dans une grande ville de province à moins d'une heure de Paris, vous permettant de préserver la qualité de vie et l'équilibre familial.

### Venez nous rejoindre,

transmettez votre dossier de candidature à notre Conseil, Marie-Claude LAFFON Consultant en Recherches de Cadres, 16, rue Victor Daix - 92200 NEUILLY.

# Le Monde de l'Informatique



## JEUNES DIPLOMES

1991 : Une fois de plus ICL voit plus loin et confirme ses résultats en confortant sa vocation de partenaire privilégié des entreprises.

Notre rapprochement avec le Groupe FUJITSU nous place au 2<sup>e</sup> rang mondial des constructeurs informatiques. Nous recherchons de jeunes diplômés Bac + 4/+ 5 informatique pour notre siège situé à VELIZY.

U N S E N S A I G U D U D E F I

### DIVISION SERVICE CLIENTS

#### INGENIEUR TELECOM

Vous avez des compétences de base X 25, ETHERNET et UNIX. Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une mission qui se déroulera sur deux temps : vous effectuerez tout d'abord des études sur les réseaux hétérogènes puis en véritable Support Technique, vous apporterez votre concours dans la réalisation des connexions.

Réf. EL40

#### INGENIEUR BASES DE DONNEES

Vous avez des connaissances INGRES, ORACLE ou INFORMIX pour réaliser dans un premier temps des études avant de prendre en charge une mission de Support Technique et la formation des inspecteurs maintenance et systèmes sur ces produits.

Réf. EL41

### DIVISION DISTRIBUTION

#### INGENIEUR LOGICIEL

Vous souhaitez valoriser vos connaissances OS2 et peut-être avez-vous des bases en SGBD et UNIX. Vous participerez à la conception et au développement de nouvelles solutions dont vous effectuerez ensuite le support technique ou l'avant-vente, selon vos motivations.

Réf. EL42

Pour ces trois postes, vous avez de réelles qualités relationnelles, une bonne connaissance de l'anglais pour vous former et évoluer dans un environnement très international.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo sous la réf. du poste choisi à Elisabeth LOYE ICL France 24, av. de l'Europe 78140 VELIZY.

**ICL**

## RESPONSABLE DE L'ARCHITECTURE DU SYSTEME INFORMATIQUE

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppee, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de francs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

Rattaché au Directeur des Systèmes et de l'Organisation Informatique de la division CIMENTS LAFARGE (4,7 milliards de CA, 2 100 personnes), vous participez à l'élaboration de la politique du système d'information. Pour en améliorer la productivité et assurer la cohésion de son architecture et de son évolution, vous :

- encadrez les ingénieurs chargés de la performance du système et du réseau,
- définissez les choix techniques futurs et conduisez leur mise en œuvre,
- conseillez les chefs de projet et l'ensemble de l'équipe informatique

dans le choix de leurs solutions.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé ayant un minimum de 5 ans d'expérience avec la pratique de la conception et de l'optimisation d'architectures de systèmes distribués. La connaissance des solutions DIGITAL EQUIPMENT et la pratique de l'anglais constituent des atouts supplémentaires.

La réussite dans ce poste suppose outre la compétence technique, des capacités de conception, d'organisation et d'animation.

La taille du groupe et ses activités variées offrent à un candidat de valeur des perspectives d'évolution multiples et diversifiées.

Poste basé à SAINT-CLOUD, siège de la société. Merci d'adresser votre candidature, sous référence 26 C 2105/1 M, à notre conseil ETAP, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.

**Lafarge Coppee**

leader mondial des matériaux de construction

## FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE EUROPEEN RECHERCHE

## CHEF DE GROUPE

### OPERATIONS INFORMATIQUES ET SERVICES GENERAUX

Véritable cadre responsable de l'informatique bancaire, vous pouvez justifier d'une solide expérience de 5 ans minimum acquise dans un département informatique ou infocentre, impérativement au sein d'une banque. Vous connaissez parfaitement le monde bancaire anglo-saxon. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Si de plus, vous avez déjà participé à une migration vers un système de 4<sup>e</sup> génération et/ou à la supervision d'un LAN (Local Area Network), vous êtes notre candidat idéal. La connaissance des logiciels de banque (KIBS - MIDAS) et des matériels de télécommunication (téléc / fax...) est nécessaire.

Nous vous confierons la supervision du département Infocentre, Swift, Micro et Télécommunications, ainsi que des Services Généraux.

Dynamisme, sens relationnel, capacité d'écoute seront vos atouts pour manager votre équipe.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, Curriculum Vitae et photo) s/référence 375 à **MEDIA PA** 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

845 000  
LECTEURS  
CADRES,  
le Monde est  
le premier  
titre  
d'information  
des cadres.  
(IPSOS 90)

## Une informatique européenne pour futurs managers

Pôle européen du leader mondial de l'Imagerie Médicale, nous concevons, produisons et commercialisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète de systèmes de radiologie et de radiothérapie.

## Ingénieurs informaticiens débutants ou 1<sup>re</sup> expérience

Entité stratégique de notre Groupe, la DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION représente 50 sites en Europe répartis sur 10 pays.

Nous développons des projets à l'échelle internationale dans un environnement complexe : IBM 3090 (2000 terminaux / 1300 PC), MVS/ESA, VM/XA, DOS/VSE, Réseau SNA, IDMS, MILLENIUM, CICS.

Nos trois départements :

- Télécom et Bureautique
- Systèmes et Exploitation
- Applications

et notre site allemand de Francfort, renforcent leurs équipes et recherchent des ingénieurs réseau et télécoms, des ingénieurs système, des analystes d'exploitation et des chefs de projet.

Ingénieur, animé d'un réel goût du challenge, vos qualités relationnelles, vos compétences techniques et votre maîtrise de l'anglais vous permettront d'exprimer pleinement votre sens de l'initiative et vos talents de futur manager.

Merci d'adresser votre candidature sous référence DS120 à General Electric CGR Jeanne DUBUS - 100, rue Camille Desmoulins 92137 ISSY-LES-MOULINEAUX.

**General Electric CGR**

## 2 INGENIEURS CONSEIL / SUPPORT TECHNIQUE

PARIS OUEST RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS Réf. 3882

**VOTRE MISSION :** CONSEIL, vous : intervenez dans la conception des configurations réseaux □ participez aux appels d'offres □ suivez les installations et les solutions mises en place (matériels et logiciels) SUPPORT TECHNIQUE, vous : intervenez en tant que spécialiste auprès de nos opérations Européennes □ entreprenez des rapports privilégiés avec nos différents bureaux lors de courts déplacements (Europe, USA).

**VOUS AVEZ :** □ 28/35 ans □ une formation technique supérieure et/ou une première expérience dans le domaine des réseaux de télécommunication □ la pratique de l'anglais (d'autres langues seront un atout) □ une connaissance des domaines X25, SNA, et des matériels VOIX/DONNEES □ l'envie de valoriser vos compétences dans un environnement opérationnel et très ambitieux.

**NOUS VOUS OFFRONS :** □ l'appartenance à un groupe jeune en constante évolution □ une formation à nos méthodes et nos produits □ un contexte de travail international □ la certitude d'évoluer avec nous.

## 1 NETWORK DESIGNER

PARIS OUEST RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS Réf. 3884

**VOTRE MISSION :** Au sein de l'équipe planning et logistique vous : définissez l'architecture réseaux □ prenez en charge l'analyse du trafic sur le réseau □ assurez l'implantation et le suivi des nouveaux services.

**VOUS AVEZ :** □ 26/34 ans □ une formation technique supérieure (DUT, maîtrise, ingénieur informatique...) □ une bonne connaissance des réseaux de télécommunications □ peut-être une première expérience professionnelle □ un bon niveau d'anglais □ la volonté de vous investir dans un challenge ambitieux.

**NOUS VOUS OFFRONS :** □ l'appartenance à notre groupe □ des outils de travail à applications multiples et évolutifs □ la totale responsabilité de vos projets □ un contexte de services et de travail en équipe stimulant.

Pour un entretien individuel avec la société

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo - 92100 BOULOGNE. Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

**EUROMAN**

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - ANGERS - STRASBOURG  
USA - BEIJING - GENEVE - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

## impulsion

Société de Services et d'Ingénierie Informatiques recherche

## Consultant en Organisation Comptable

Universitaire ou diplômé d'une grande école, vous justifiez d'une première expérience de 2-3 ans en organisation ou audit dans le domaine comptable et financier.

En interface fonctionnelle entre l'équipe technique et le client, vous aurez un rôle :

- de consulting (assistance dans la mise en œuvre, paramétrage, formation)
- d'avant vente (étude de cahier des charges, proposition en organisation comptable et finance),
- de réflexion dans l'évolution du produit.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. NR/83 à Nicole ROGER CORAD CONSEIL 223, boulevard Péreire 75017 PARIS

**CORAD**

CONSEIL EN RECRUTEMENT

## Choisissez Bull CP8, Leader mondial de la carte à puce

- La vitalité d'une PME
- Un marché international
- Une position de leader pour des produits high tech

C'est ce que vous propose Bull CP8 en vous intégrant dans :

## L'unité "Logiciel Carte"

dont la compétence en Développement de système d'exploitation de la carte est mondialement reconnue. Elle vous permettra de vous consacrer à l'intelligence de la carte. Grâce, entre autres, à vos connaissances en MICROPROCESSEUR et à votre pratique des langages ASSEMBLEURS, vous y acquerez des compétences d'expert.

Merci d'adresser votre candidature à : Bull CP8 Direction du Personnel - 1, rue Eugène Hénaff BP 45 - 78193 TRAPPES Cedex.

**Bull CP8**

## NOUS RECHERCHONS GRANDES ECOLES POUR UNE NOUVELLE

**INGENIEURS C**

RESEAUX  
SGBD  
OUTILS GRAPHIQUES  
METHODES  
SYSTEMES D'EXPLOITATION  
LANGAGES

**GENC**

UNE EQUIPE

**EURODOC**

**IN**





Groupe privé d'assurances, AXA réalise un Chiffre d'Affaires de 57 milliards de francs dont 1/3 à l'étranger. Actuellement dans les 10 premiers groupes européens d'assurance, AXA affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine.

## NOUS RECHERCHONS DES INGENIEURS GRANDES ECOLES POUR CONSTRUIRE UNE NOUVELLE INFORMATIQUE

Notre forte croissance nous amène à développer une architecture informatique qui permette de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du groupe les moyens techniques, les données, les fonctions utilisateurs.

Notre environnement, composé de grands systèmes IBM (MVS, CICS, DB2, COBOL 2) et de 17.000 postes interconnectés (micros sous OS/2, réseau local TOKEN RING, Pascal orienté objet), intègre les nouvelles techniques : langages structurés, systèmes expert, EAO, bases de données distribuées, communication programme à programme...

Diplômés des Grandes Ecoles, de débutants à 5 ans d'expérience, nous vous proposons de rejoindre notre équipe jeune de très haut niveau, où chacun est responsable de son projet de A à Z. Nous offrons une rémunération attractive.

D'autre part, la taille d'AXA permet d'offrir des évolutions de carrière tant dans le domaine informatique que dans les différents secteurs d'activité du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. LMO/5 à :  
AXA - Eric BRETON - DCRH - 14 Rue de Londres - 75009 Paris.

## JEUNES DIPLOMES

ANGLETERRE



Innover  
avec panache

1991 : Une fois de plus ICL voit plus loin et confirme ses résultats en confortant sa vocation de partenaire privilégié des entreprises. Notre rapprochement avec le Groupe FUJITSU nous place au 2<sup>e</sup> rang mondial des constructeurs informatiques.

Aujourd'hui, nous proposons à de jeunes diplômés BAC + 4/+ 5 informatique d'intégrer ICL en commençant par une mission dans notre maison-mère en Angleterre : dix mois pendant lesquels vous serez formé à nos tout nouveaux projets ainsi qu'à une méthodologie anglo-saxonne. L'opportunité également de vous créer un réseau interne de relations que vous exploiterez de retour en France.

### 2 INGENIEURS DEVELOPPEMENT

Au sein de l'équipe Ingénierie, Développement et Services,

Dans le premier poste vous développerez des applications de gestion de production sous UNIX langage C et bases de données INFORMIX (ou équivalent).

Dans le second poste, vous assurerez les développements en informatique de gestion générale (commerciale, financière, personnel) sous UNIX langage C et INGRES. Réf. EL43

### INGENIEUR AVANT-VENTE

Vos compétences techniques généralistes (UNIX, OS2, SGBD, TELECOM...) vous permettront rapidement de conseiller et d'assister nos ingénieurs d'affaires dans les réponses aux cahiers des charges. Réf. EL 44

Vous l'avez compris, pendant cette première année que vous passerez en Angleterre, vous recevrez une formation européenne sous un double parrainage français/anglais qui facilitera votre intégration et votre prise de responsabilités en France. Bien entendu, pour réussir cette première mission, vous êtes de tempérament très autonome.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, curriculum-vitæ et photo sous la référence du poste choisi à Elisabeth LOYE - ICL France 24, avenue de l'Europe - 78140 VELIZY



UN SENS AIGU DU DEFI

## UNE EQUIPE CONFIRMÉE ET DE GRANDS PROJETS

DE SOLIDES PARTENAIRES, UNE ÉQUIPE EXPÉRIMENTÉE HABITUÉE À CONDUIRE DES MISSIONS DE HAUT NIVEAU.

UNE COMPÉTENCE RECONNUE EN SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES DE POINTE. VOILÀ QUELQUES ATOUTS QUI PERMETTENT À GENCOM D'INTERVENIR DANS LE CADRE DE PROJETS INFORMATIQUES DE GRANDE ENVERGURE.

## INGÉNIEURS CONFIRMÉS 2 À 6 ANS D'EXPÉRIENCE

Vous justifiez de Compétences

- RESEAUX
- SGBD
- OUTILS GRAPHIQUES
- METHODES
- SYSTEMES D'EXPLOITATION (UNIX, VMS, MVS, MS-DOS, OS2)
- LANGAGES (C, PASCAL, ADA, FORTRAN)

Vous contribuerez activement à l'expansion de nos secteurs d'activité :

- TELECOMMUNICATIONS
- AERONAUTIQUE ET SPATIAL
- DEFENSE
- INDUSTRIE ET TRANSPORT
- FINANCE ET TERTIAIRE
- METHODES ET FORMATION

DANS LE CADRE D'UNE POLITIQUE D'INTERESSEMENT MOTIVANTE, VOUS SEREZ DIRECTEMENT ASSOCIÉS AUX RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Alain DESBOIS  
GENCOM Le Mermoz 13 avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY - Tél. 34 65 01 15

# GENCOM

UNE ÉQUIPE, DES AMBITIONS



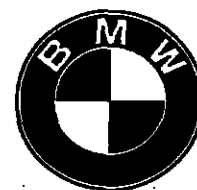
Filiale de deux grands de l'ingénierie, membre du réseau Eurisys/SGN et spécialisée dans l'ingénierie documentaire, notre société en fort développement et notre audience auprès des industries de pointe, nous conduisent à vous offrir des opportunités de carrière variées.

## INGENIEUR BASE DE DONNEES

Dans le cadre de la réalisation de systèmes de gestion électronique de documents, vous concevez et modélisez les bases de données.

De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de 4 à 5 années en SGBD (Oracle, Dbase, Informix...). Poste basé à notre établissement de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Si le domaine de l'ingénierie vous séduit, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 91/418, à Eurodoc, Martine Raton, Immeuble le Florestan, 2 bd Vauban, 78180 Montigny-Le Bretonneux.



## ALLIER LA TECHNIQUE AU RELATIONNEL

Au siège de B.M.W. France (St-Quentin-en-Yvelines), notre équipe informatique travaille sur un site I.B.M. performant (MVS, CICS, DB2, SQL) dans un environnement télétransmission élaboré (serveur Minutiel, 200 terminaux). C'est dans ce contexte que nous recherchons un

## RESPONSABLE DU SERVICE ETUDES

Manager à part entière d'une équipe de 7 personnes, vous suivrez dans un environnement international des projets de développements d'envergure et assurerez l'interface avec les utilisateurs.

A 30 ans environ, votre expérience réussie de Chef de Projet vous a permis de maîtriser les développements sur gros systèmes IBM, votre anglais est vraiment opérationnel et vos qualités humaines bien effectives pour réussir dans ce poste évolutif.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à notre Conseil Marion de SANDERVAL - COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick 75008 PARIS - sous la référence RSE/LM.



OFFENSIVE BULL

Parce que BULL a su depuis sa création devancer les grandes mutations informatiques, parce que BULL a su créer des produits qui marquent leur temps, parce qu'aujourd'hui BULL affirme haut et fort sa nouvelle stratégie humaine : l'Offensive, votre avenir sera peu commun.

## Ingénieurs d'applications

Débutant ou confirmé, vous possédez une formation BAC + 4 au minimum. Organisé, rigoureux, autonome, doué pour les relations humaines : vous l'êtes. Notre SSI intégrée, SCAT-Service Clientèle d'Assistance Technique - vous propose de prendre en charge les projets de développement et d'applications, ainsi que la fidélisation de notre clientèle. A terme, l'encadrement d'équipe représentera une part importante de votre mission, tant au sein de notre groupe qu'en équipe de

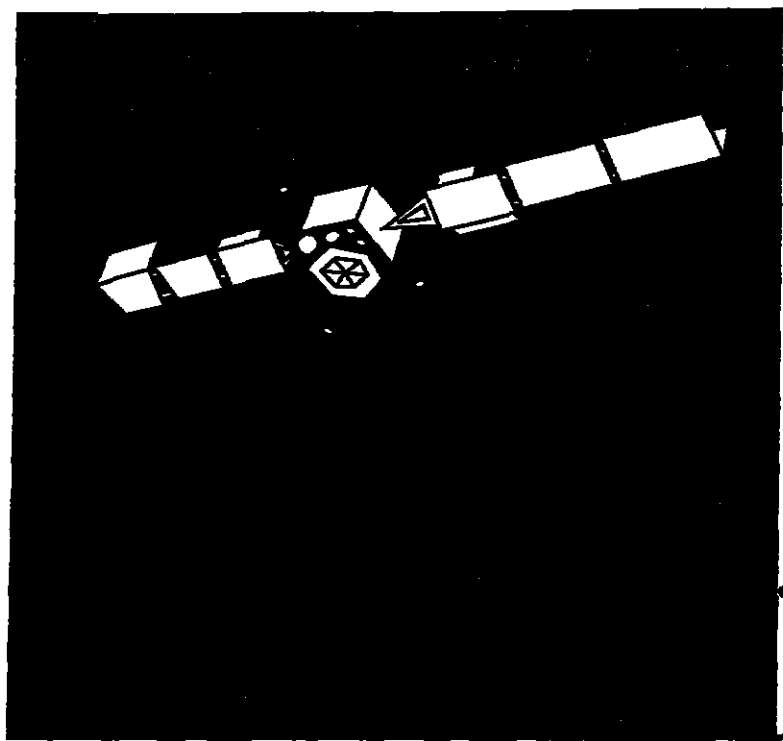
sous-traitance. Notre politique de promotion interne vous assure de réelles opportunités d'évolution vers des postes et des fonctions variées.

Adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 948/M, à Patrice Hervier  
Tour BULL - Recrutement - Cedex 74 - 92039 Paris-La Défense.

Réseaux  
et systèmes  
d'information

Bull

# Le Monde des Secteurs de Pointe



## A LONDRES, VENEZ DEVELOPPER NOS FUTURS SYSTEMES DE TELECOMMUNICATION !

Entreprise internationale (400 personnes de 64 nationalités), nous établissons, entretenons et exploitons un système de plusieurs satellites. Une parfaite maîtrise de la technologie spatiale nous permet de fournir des communications à quiconque, partout dans le monde, dans les airs, en mer ou sur terre.

Aujourd'hui, pour notre siège à Londres, plusieurs postes techniques, commerciaux et marketing sont à pourvoir au sein des Divisions : Mobile Terrestre - Aéronautique - Programme Satellites - Opérations - Maritime.

De formation Ingénieur (Grandes Ecoles, Universités...) vous justifiez déjà d'une première expérience en électronique, radio-télécommunication, ingénierie des systèmes, satellites, engins spatiaux, aéronautiques... L'aventure des techniques spatiales et des télécommunications vous passionne avant tout, nous vous proposons de venir la partager avec nous.

Vous recevrez une solide formation en anglais et bénéficierez bien sûr, avec votre famille, de tous les avantages liés à l'expatriation au sein d'une entreprise internationale.

Vous souhaitez mettre votre carrière sur orbite... Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV sous la référence 301.M à notre Conseil R.C.C. - 68, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

## Algorithmie, Traitement d'Image... : et votre talent prend enfin toute sa dimension

Au sein de MATRA MS2i, le LABORATOIRE DE TRAITEMENT DES IMAGES ET DU SIGNAL (LITS) est le pôle de compétence algorithmique pour les activités DEFENSE ESPACE du GROUPE MATRA.

A ce titre, il intervient dans la conception des segments logiciels de traitement d'images satellitaires, des centres de renseignement et de cartographie et dans la définition des chaînes de traitement de l'information de systèmes d'armes.

Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs, vous justifiez d'une première expérience d'études algorithmiques que vous souhaitez valoriser au sein de grands programmes internationaux. Nous vous proposons de prendre la responsabilité de projets dans lesquels vous superviserez le développement de chaînes algorithmiques de leur conception à la phase industrielle. Votre capacité d'autonomie et vos qualités relationnelles vous permettront d'animer une équipe d'ingénieurs et d'être le représentant du Laboratoire auprès des différents interlocuteurs du programme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence L/LITS à Yann Boulanger

MATRA MS2i - BP 235 - 3 avenue du Centre 78052 Saint-Quentin en Yvelines



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

## Pilotez des études et travaux immobiliers de A jusqu'à Z...

Au sein de notre Direction des affaires générales, rejoignez notre équipe de chargés d'affaires intervenant pour le Département exploitation et maintenance des immeubles dont le siège se situe à Paris 8e.

Intégré à notre Groupe "Ingénierie immobilière", vous êtes responsable d'opérations immobilières tout corps d'état. Vous rédigez les cahiers des charges et les marchés après lancement des appels d'offres. Vous assurez le pilotage de l'affaire, le

suivi des travaux et la gestion financière jusqu'à l'achèvement du chantier.

Ingénieur, débutant ou expérimenté, votre sens des relations et de l'organisation conjugué avec un esprit de synthèse et d'analyse saura nous convaincre.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite), sous référence M/2506, à Jean-Pierre Tatin, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

INGÉNIEURS  
CHARGÉS D'AFFAIRES  
DÉBUTANTS  
OU EXPÉRIMENTÉS  
ARTS ET MÉTIERS  
OU ÉQUIVALENT  
ELECTROTECHNIQUE  
GÉNIE CLIMATIQUE



## Imaginez la cuisine de l'an 2000

La CEPEM (1000 personnes, 600 MF de CA) est leader sur le marché français des appareils de cuisson. Filiale de THOMSON ELECTROMENAGER, elle fabrique, à Orléans, les produits des marques Thermor, Sauter, Thomson, Brandt et Vedette, et recherche :

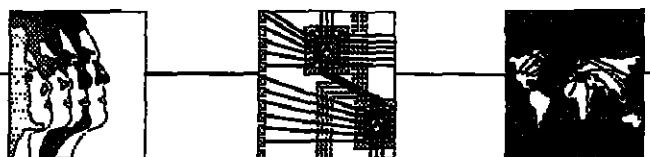
### ADJOINT AU CHEF DE PRODUIT

Au sein de la Direction Recherche et Développement, vous concevez et développez de nouveaux produits de cuisson (cuisinières, tables encastrables...) avec l'aide de la CAO et d'équipements techniques modernes. Vous suivez les essais et entretenez de fréquents contacts avec les différents services de l'entreprise (Marketing, Production, Achats...).

Ingénieur mécanicien de formation, vous possédez une première expérience en milieu industriel. Vos connaissances en électricité ou dans le domaine du gaz et votre maîtrise de l'anglais sont les garants de votre réussite.

Si vous souhaitez intégrer une société où règne l'esprit d'équipe et qui renforce son potentiel technique pour se développer en France et à l'étranger,

merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à :  
CEPEM D.P.R.H. - 18, Rue du 11 Octobre  
45140 Saint Jean de la Ruelle



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

## INGENIEUR CHEF DE PROJET Industrie Automobile

Un des leaders mondiaux de la transformation des matières plastiques vous propose de prendre la responsabilité de la vie des produits, du cahier des charges clients à la mise en fabrication.

Fonction évolutive ouverte sur l'international.

A réception de votre carte de visite professionnelle et de votre adresse personnelle, sous référence M/3223/A, notre Conseil vous enverra une description précise du poste.

CHP cabinet Henri PHILIPPE 106 bd Haussmann 75008 PARIS

Sergel NANTES Importante Société d'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE recherche pour SERVICE ETUDES

## INGENIEUR DIPLOME

SPECIALISATION AUTOMATIQUE ELECTRONIQUE

Débutant ou Première expérience. Connaissances en hydraulique et logiciels temps réel appréciées.

Adressez CV photo et prétentions à SERGEL - BP 439 - 44474 CARQUEFOU Cedex.

POUR DECOUVRIR LES SECTEURS D'AVENIR AVEC L'INFORMATIQUE, LA SOLUTION IDEALE, C'EST LA GESTION VERSION DATAID

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

Vous avez 3 à 7 ans d'expérience et une compétence significative dans les domaines MOYENS DE PAIEMENT, CARTES A MEMOIRE, TELEMATIQUE, RESEAUX ET SYSTEMES MONETAIRES.

Nous vous offrons de participer à la conception et à l'élaboration de projets d'envergure dans un environnement de techniques avancées. Elisabeth FAREL vous remercie de lui écrire s.v.p. BS au 158, avenue de Verdun, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.



SYSTEMES DE GESTION

SOPHIA-AN

## Responsabilité Outillages

Guy Postel

مكتبة الزميل



# Le Monde des Secteurs de Pointe



## UNE COLLECTIVITÉ DYNAMIQUE ET NOVATRICE

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute (H/F)

(selon les conditions réglementaires)

### POUR SA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

#### ■ Responsable des formations informatiques pour utilisateurs (spécialiste de l'ingénierie de formation).

**MISSION :** Élaboration de produits de formation. Établissement des plans de formation. Suivi qualité. Animation des équipes de formateurs.

**PROFIL :** Bac + 4 minimum. Connaissance de l'informatique. Bonne pratique des outils didactiques modernes (EAO, audiovisuel, etc.). Expérience dans une fonction similaire indispensable.

#### ■ Formateur en informatique

**MISSION :** Élaboration des produits de formation en liaison avec le responsable de formation. Réalisation des formations (micro et mainframe).

**PROFIL :** Formation bac + 2 minimum. Bonne pratique de l'outil informatique. Capacités pédagogiques. Expérience de formateur.

#### ■ Documentaliste

Pour la veille technologique en informatique :

- Participation au montage d'un système de documentation.
- Recherches documentaires, constitution de dossiers thématiques.

**PROFIL :** Formation de documentaliste (INTD, DESS/IEP, IUT, etc.). 2 ans d'expérience. Bonne pratique des outils d'informatique documentaire (logiciels spécialisés, BDD, thésaurus, etc.). Anglais lu.

#### ■ Ingénieur consultant

**MISSION :** Élaborer, négocier des applications avec les utilisateurs et manager les projets.

**PROFIL :** Bac + 4. Expérience 3 ans minimum en informatique.

#### ■ Chef de projets (responsable d'applications informatiques).

**PROFIL :** Bac + 4. Bonne pratique de Merise. Connaissance de l'environnement BULL GCOS7 et AGL (PacBase) appréciée. Aptitude à piloter un projet (cahiers des charges, direction des équipes de réalisation, etc.). Expérience professionnelle indispensable.

#### ■ Ingénieur réseaux (responsable des études et de la conception des réseaux (architecture, sécurité, normes)).

**PROFIL :** Bac + 4 minimum. Connaissance des nouveaux produits télématiques (réseaux à valeur ajoutée, etc.). Expérience 2 ans minimum. Connaissance de l'environnement BULL appréciée.

#### ■ Jeune ingénieur

Pour assurer la fonction « Veille technologique » :

- Suivi des innovations technologiques.
- Recherche, tests, intégration de produits nouveaux.
- Mène des actions de prospective.
- Conseille et propose des solutions technologiquement nouvelles.

**PROFIL :** Jeune ingénieur. Esprit curieux et ouvert. Contacts avec les milieux de la recherche. Anglais courant.

Envoyer lettre de candidature accompagnée d'un CV détaillé à :

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL  
Hôtel du département du Val-de-Marne  
Direction du Personnel départemental  
1<sup>er</sup> Bureau. Recrutement. Avenue du Général-de-Gaulle  
94011 CRÉTEIL Cedex



L'Espace...  
Aujourd'hui et demain!

## ARIANE IV...

Pour la Direction des Programmes de Transport Spatial

### ■ 2 INGÉNIEURS ETUDES SYSTÈMES POUR LES ANALYSES DE MISSIONS ET LES EXPLOITATIONS DES VOIS ARIANE IV

- Vous assurerez la responsabilité d'exploitations systèmes des vols ARIANE IV permettant de vérifier le comportement du lanceur en vol et de proposer les mesures correctives éventuelles. (Réf. ELS/9101/LM)
- Vous assurerez la responsabilité d'analyses de missions permettant la réalisation des programmes de vol du lanceur, en conformité avec les exigences des clients satellites. (Réf. ELS/9102/LM)

Ces deux postes vous offriront l'opportunité de participer aux améliorations et aux développements complémentaires d'ARIANE IV. Des déplacements en France métropolitaine, Europe et Guyane sont à prévoir.

## ARIANE V...

Pour le Programme ARIANE V architecture Industrielle

### ■ INGÉNIEUR DIMENSIONNEMENT STRUCTURAL

Vous serez responsable :

- des spécifications générales de dimensionnement des structures d'ARIANE V et de leur présentation aux Industriels du Programme.
- de la coordination des travaux d'approbation des dossiers de dimensionnement des Industriels. (Réf. EJA/9105/LM)

### ■ INGÉNIEUR AÉRODYNAMIQUE ET PHASES TRANSITOIRES

Vous serez responsable :

- de la définition et de la coordination des études et des essais en soufflerie nécessaires à la fourniture des données aérodynamiques d'ARIANE V.
- de la négociation des essais avec les laboratoires impliqués. (Réf. EJA/9107/LM)

Ces deux activités supposent le respect d'un budget et d'un calendrier défini. Des déplacements de courtes durées en France et en Europe sont à prévoir.

## HERMES...

La Direction Technique recherche pour son service Ingénierie Systèmes Électriques et Informatiques

### ■ GESTION EMBARQUEE DE L'AVION SPATIAL HERMES

Conception, cahier des charges logiciel, conduite de développement, validation de cette fonction. Nécessité d'une approche fonctionnelle et opérationnelle de l'avionique englobant des aspects Sécurité. (Réf. Y1/12/LM)

### ■ VALIDATIONS ET CONTRÔLES DE L'AVIONIQUE HERMES

Élaboration des plans de validation et de contrôle de l'avionique. Logique de validation dans le temps et entre les différents sites industriels et opérationnels impliqués. Cohérence technique. Élaboration des spécifications générales. (Réf. Y35/LM)

### ■ SYNTHÈSE TECHNIQUE DE SYSTÈMES ÉLECTRIQUES

Coordination de l'établissement des dossiers de synthèse de systèmes électriques et informatiques, embarqués ou au sol : architecture, justifications fonctionnelles, validation... (Réf. Y35/LM)

Ces postes associés à ces différents travaux requièrent une expérience dans le domaine des systèmes électriques et informatiques complexes et de préférence embarqués sur avion ou engin.

Pour l'ensemble de ces postes, vous avez acquis de votre expérience professionnelle dans le domaine aéronautique ou spatial :

- Absence sur le plan relationnel et dans la conduite de réunions et de négociations.
- Esprit de synthèse et d'analyse.
- Maîtrise de l'anglais.

Adressez vite votre dossier au Service du Recrutement - AEROSPATIALE - BP 2 - Route de Vernueil - 78133 LES MUREAUX CEDEX.

aerospatiale

AEROSPATIALE, L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

SOPHIA-ANTIPOLIS

APPAREILS ELECTROMECHANIQUES  
750 personnes

Notre société qui fait partie d'un groupe de plusieurs milliers de personnes, leader dans la conception et la fabrication d'appareillages électromécaniques basse tension, recherche pour son unité industrielle de Sophia Antipolis, près d'Antibes, un

## Responsable études Outillages et Plasturgie

En relation directe avec le Responsable de l'industrialisation dont vous dépendrez, vous aurez pour mission, à partir des dossiers techniques réalisés par le Bureau d'études produits, de proposer les solutions industrielles et la mise au point des équipements (moules, outillages, petits équipements) pour le service fabrication. Conduisant ces projets d'industrialisation de pièces primaires, vous animerez une équipe composée d'un ingénieur et de sept techniciens spécialisés dans la conception de moules et d'équipements de découpages. Diplômé d'études supérieures (ingénieur ou équivalent) ou titulaire d'un BTS option mécanique,

vous possédez non seulement des connaissances dans ce domaine, mais aussi en plasturgie. Votre expérience, acquise durant environ 5 ans, essentiellement dans un bureau d'études et dans un environnement de production de séries vous permet d'être à l'aise dans la conception de procédés d'obtention de pièces primaires. Il vous faut aussi des qualités naturelles d'autorité et d'organisation pour manager votre équipe.

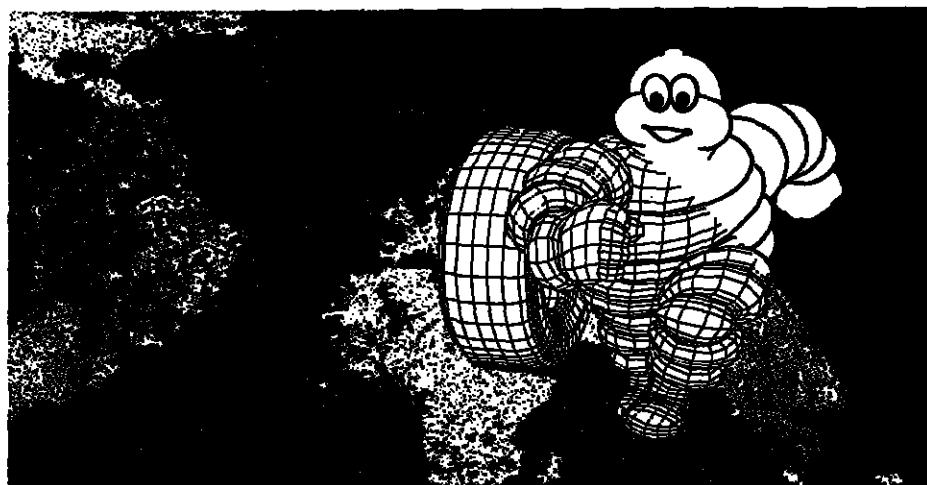
Ce véritable challenge vous offre des conditions attractives dès le départ ainsi que des perspectives de développement de carrière soit dans notre Société, soit dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo, prétentions), en indiquant la référence 1040 et en précisant un numéro de téléphone, à Guy POSTEL Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Vous serez contacté rapidement et confidentiellement.



Guy Postel

## POUR BATTRE DEMAIN LE PNEU D'AUJOURD'HUI



Dans un monde en mouvement dont les mutations s'accroissent, nous vous proposons de venir partager notre passion du progrès.

### INGÉNIEURS DE RECHERCHE ET D'ESSAIS

Mathématicien, Chimiste, Physicien, Spécialiste du traitement du signal, etc., vous utiliserez les moyens d'analyse et de calcul les plus puissants, pour mieux comprendre la réalité d'un produit très complexe.

### INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Dans le cadre de projets industriels ou scientifiques vous mettrez en œuvre les techniques les plus récentes sur les mati-

riels les plus performants (CRAY, Mainframes...).

### INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT PROCÉDÉS

Vous intervenerez dans la conception, la réalisation et la mise au point de machines d'essais et de fabrication au sein d'équipes de mécaniciens, d'automaticiens et d'informaticiens.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. LM/51 à MICHELIN, Hervé COYCO - Service du Personnel 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

**MICHELIN**  
Les moyens de se passionner

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## GEALSTHOM

DIVISION  
ELECTRO MECANIQUE

LE PREMIER CONSTRUCTEUR  
EUROPEEN DE TURBO-MACHINES  
recherche pour l'un de ses  
Etablissements en Région Parisienne  
(RATEAU) :

## JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES pour le COMMERCE INTERNATIONAL DES TURBINES A VAPEUR

Agé de 25 à 30 ans, ECP, MINES, ENSTA, ECL, ENSI, INSA... concerné par la mécanique, l'électromécanique, la thermodynamique, il est apte aux déplacements fréquents tous pays, il parle évidemment Anglais, une seconde langue est un plus.  
En second pendant 18 mois à 2 ans d'un Ingénieur Commercial confirmé, il analyse les besoins des clients, puis il négocie des commandes de turbines à vapeur allant de 15 à 100 MF essentiellement à l'export. Réf. 91163 M

## INGENIEUR "INTERVENTIONS SUR SITES INTERNATIONAUX"

Cet ingénieur, également Grandes Ecoles aura de préférence, une première expérience de la mise en service ou de la maintenance de turbo-machines. Il sera intégré à l'équipe qui assure tant en Europe qu'en Asie et Amériques le montage et la mise en service de turbines à vapeur, pompes et compresseurs.  
L'initiative, l'esprit d'entreprise et naturellement une très grande mobilité internationale sont indispensables à ce poste. Réf. 91164 M

Merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi à  
Levi Tournay Asscom - 31, bd Bonne Nouvelle - 75002 Paris qui transmettra

**Compétence Informatique**  
**Innovations et Automatique**

Le Groupe Informatique de notre siège, vous recherche des ingénieurs et techniciens expérimentés dans les domaines de l'automatique, de la robotique, de la programmation industrielle et de la maintenance des systèmes automatisés. Vous serez également la veille technologique dans ces domaines et devrez intervenir dans les sites.

De formation supérieure spécialisée (école d'ingénieur de type ENST, vous avez une première expérience acquise dans le secteur de l'industrie, de l'aéronautique, de la Défense, de l'énergie ou du transport qui vous a permis de confirmer votre goût pour les nouvelles technologies.

Vous voulez maintenant valoriser vos qualités relationnelles et vos compétences dans une fonction offrant technicité, contacts humains et autonomie.

Pour prendre contact, envoyer dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et présentation sous référence C16/87 à TRANSCET - ATRIUM - Direction des Ressources Humaines - 3 place A. Garce, 92652 Boulogne-Billancourt cedex.

**TRANSCET**

## Reliez votre avenir à celui du câble.

Leader mondial du câble (énergie, télécommunication, services) avec 25 milliards de francs de CA, le groupe ALCATEL CABLE emploie 20 000 personnes dans 20 pays et réalise 70 % de son chiffre

d'affaires hors de France. Le groupe poursuit une politique de croissance externe et bénéficie d'une des meilleures capitalisations boursières du second marché.

## INGENIEURS D'AFFAIRES

Diplômés d'une Ecole d'ingénieur (Arts et Métiers, ICAM ou équivalent) vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine des projets d'installation de biens d'équipements.

(France et export), vous serez chargés du pilotage et de la coordination de nos chantiers d'installation.

Vous êtes familiarisés avec la micro-informatique et avez une bonne maîtrise de l'anglais. Quelques déplacements de courtes durées sont à prévoir.

Au sein de notre équipe de management de projet de réseaux de télécommunication

**ALCATEL  
CABLE**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentation) sous référence DG/23, à Mlle GALS, Direction des Relations Sociales, ALCATEL CABLE, 30 rue des Châsses, BP 309, 92111 CLICHY Cedex.

Appartenant à un groupe Industriel français, nous démontrons notre haute technologie en concevant et réalisant des systèmes mécaniques complexes. Affirmant notre volonté de développement fortement impliqué dans le tissu économique régional, nous recherchons pour notre site de production installé dans le centre de la France des

## INGENIEURS MECANICIENS

De formation supérieure (Arts et Métiers, ICAM, INSA), la pratique de l'outil informatique vous est familière et bien sûr vous possédez de bonnes notions d'anglais.

Ces postes s'articulent sur 2 missions essentielles :

- La prise en charge, au sein d'une équipe des méthodes usinage, de l'industrialisation et de la mise en fabrication des produits.
- Assurant l'interface entre la fabrication et la qualité, vous concevrez des outillages

de contrôle en fonction des spécificités techniques et réaliserez des études industrielles ou des modifications de produits et d'équipement.

Vous vous êtes reconnu et souhaitez réussir dans un environnement privilégiant la qualité de vie. Rejoignez-nous en province en adressant lettre manuscrite, CV et présentations s/réf. 0691 à notre Conseil - Christine MONNIER 10, rue de la Paix - 75002 PARIS. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

## ACHETEUR

Notre société, spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de fonctions électroniques miniaturisées crée un poste de responsable d'achats.

Electronique + achats =  
vos principaux  
centres d'intérêt.

Que vous soyez de formation ingénieur ou BAC + 2 électronique, vous êtes surtout un électronicien. Vous exercez votre profession depuis 5 ans environ dans le secteur électronique (micro électronique, équipements ou sous-traitance électronique) dont 3 années minimum passées dans un service achats. Ceci vous permettra de prendre rapidement la mesure de ce poste clé où la pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Rattaché au Directeur des Achats et de la Gestion de Production, responsable d'une équipe de 5 personnes, vous prendrez en charge un budget en plein développement (30 M). 1000 références à gérer, choix et négociations avec les fournisseurs, respect des critères de prix, de qualité et de délais, sont partie intégrante de votre mission.

Professionnel motivé et rigoureux, homme d'équipe et animateur, vous saurez déployer également vos talents de négociateur pour optimiser vos démarches. Votre salaire sera lui-même très motivant et tiendra compte de votre réussite (intérêts).

Ce poste est basé dans le Sud de la région parisienne. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) à Sophie de Commines - 10, rue de la Paix - 75002 PARIS.

## B A T I M E N T

Si vous cherchez la liberté d'action,  
elle se trouve au 42 27 40 27.

Lanctuit, groupe indépendant et entreprise générale de bâtiment tout corps d'état (construction, ingénierie, promotion) réalise un CA de 1 milliard de francs, avec 1 200 personnes, 5 agences, 15 filiales, en Ile-de-France, Normandie, Picardie. Très attaché à la qualité des relations humaines, à l'épanouissement et à l'indépendance de chacun, cela lui réussit...

Ces postes sont à pourvoir à Saint-Cloud (92), Ivry-la-Moutrie (92), Cergy-Pontoise (95) et Vernon (27). Pour en savoir plus et postuler par téléphone, appelez le (1) 42 27 40 27 de 9h à 13h et de 14h à 19h en semaine et de 10h à 13h le samedi. Vous pouvez aussi adresser votre candidature, sous réf. M/2506, au Groupe Lanctuit, Ressources Humaines, BP 805, 27207 Vernon.

INGENIEUR METHODES CONFIRMÉ : en liaison avec nos bureaux d'études et les différents secteurs travaux, vous menez avec une grande indépendance l'étude complète, pour la préparation d'importants chantiers. Vous justifiez d'une solide expérience d'au moins 5 ans sur chantiers ou en bureau d'études, dans une entreprise générale réalisant des travaux de bâtiment.

RESPONSABLE ETUDES DE PRIX : en mesure de qualifier une affaire avec les ratios de l'entreprise, vous faites effectuer son chiffrage par votre équipe. D'autre part, vous secondiez le Directeur d'agence dans ses démarches technico-commerciales. En agence ou aux côtés de notre Directeur Ingénierie, vous multipliez vos contacts et exprimez pleinement vos suggestions grâce à votre maîtrise parfaite des techniques du bâtiment.

CHEFS DE GROUPE TRAVAUX et CONDUCTEURS TRAVAUX sont des missions qui sont également proposées.

**LANCTUIT**

3616 code Lanctuit.

## AUBERT & DUVAL



Dans le cadre de son développement, AUBERT & DUVAL, connue pour ses aciers spéciaux et super alliages, destinés aux secteurs de technologie avancée (aéronautique, spatial, nucléaire, mécanique...) recherche

## Jeunes ingénieurs

ayant quelques années d'expérience, de formation mécanique générale, métallurgie ou matériaux.

Au sein d'une activité industrielle aux technologies variées et dans une position fonctionnelle très proche de l'outil de production, ils étudieront dans le cadre d'un service technique, les demandes des clients sous l'aspect spécifications et faisabilité des produits, suivront la mise au point de nouveaux produits, effectueront des analyses économiques. Ils pourront ensuite évoluer vers des postes opérationnels. L'anglais et/ou l'allemand techniques lui seront appréciés.

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 9110B/LM à notre Conseil CLEAS. Les candidatures seront étudiées confidentiellement.

**CLEAS**

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

FATES FRU  
IMPETEMESS

INGENIEUR  
TRAITEMENT DU

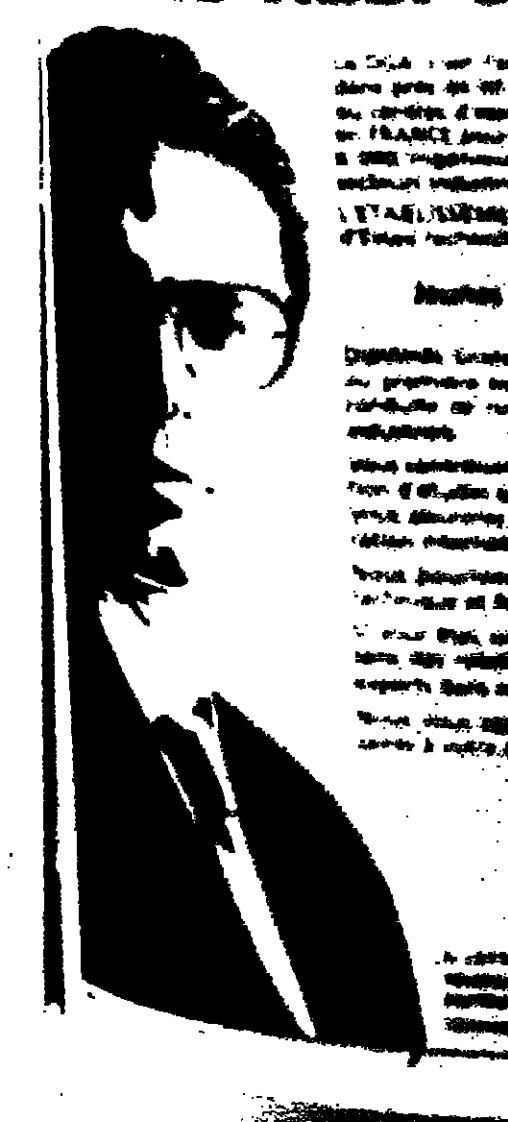
Thom IS

CÔTE D'AZUR

Un ingénieur numérique  
Un ingénieur analogique

Un ingénieur débutant

J'AI  
LES RESPON



مكتبة الشرف



# Le Monde des Secteurs de Pointe

## FAITES FRUCTIFIER VOS COMPETENCES SUR NOS PROJETS

Notre société, filiale d'un groupe leader en électronique de défense, a su bâtir son succès grâce à sa technologie et à ses hommes bien sûr, mais aussi en démontrant sa capacité à anticiper les grandes mutations et à opérer aux réajustements nécessaires dans un environnement concurrentiel accru.

### INGENIEUR TRAITEMENT DU SIGNAL

Pour notre domaine Traitement du Signal, vous êtes responsable du développement des produits de l'activité radars. Vous travaillez pour cela sur une nouvelle génération de produits dans un but d'accroissement de leur rentabilité. Autonome pour la partie logiciel, vous intervenez simultanément dans les activités Hardware et Software.

Ingénieur grande école, vous justifiez d'une expérience significative dans le domaine Traitement du Signal, si possible dans le secteur radar. Vos connaissances et votre passion de la technique (développement de logiciel, théorie du signal, langages C, C++) vous permettent de vous adapter facilement aux différentes cultures des ingénieurs. Ouvert, vous êtes guidé par une curiosité qui vous permet d'appréhender et de maîtriser l'évolution de nos produits. A terme, vous pourrez évoluer vers un poste d'ensemblier dans les différents domaines de notre société.

Anglais courant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf AG1/LM2506 à Thom & Sons - 41, Rue Périer - 92120 Montrouge

**Thom & Sons**  
CONSULTANTS

### CÔTE D'AZUR

Situés à Nice, nous sommes la filiale d'un groupe national de 10.000 personnes, faisant notoriété dans le domaine des techniques de pointe.

Notre croissance continue nous amène à augmenter notre potentiel en développement et à intégrer de jeunes ingénieurs électroniciens :

#### Un ingénieur numérique Un ingénieur analogique

Possédant tous les deux une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel.

#### Un ingénieur débutant

Nous souhaitons la candidature de diplômés d'Ecoles Supérieures d'Ingénieurs en électronique, connaissant bien l'anglais et à l'aise dans les contacts humains.

Des précisions sur les postes vous sont fournies sur Minitel 3616 code UGE\*Ptiade et au 93 52 52 98.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre conseil :



Ressources Humaines  
63, av. Cyrille Besset  
06100 NICE

## J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS



La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en FRANCE pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6 000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

L'ETABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS, Centre d'Etude et d'Essais recherche :

### Jeunes ingénieurs généralistes mécanique

Diplômés Grandes Ecoles ou titulaires d'un Doctorat, débutants ou première expérience, nous vous proposons de participer à la conduite de nos programmes, de la phase étude jusqu'aux choix industriels.

Vous contribuerez au développement de nos projets par la réalisation d'études spécifiques et une veille technologique permanente. Vous assurerez des travaux de normalisation au titre de la coopération internationale.

Nous pourrions vous confier très rapidement la responsabilité technique et financière de vos missions.

Si vous êtes organisés, rigoureux, curieux techniquement, avec le sens des relations à haut niveau, vous deviendrez de véritables experts dans votre spécialité.

Nous vous apporterons les formations complémentaires nécessaires à votre évolution interne.



SI CETTE OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE VOUS INTÉRESSE, NOUS VOUS REMETTRONS D'ADRESSER C.V. DÉTAILLÉ, LETTRE MANUSCRITE, PHOTO ET PRÉTENSIONS, SOUS RÉF : LM 795 A NOTRE CONSEIL : MIREILLE PROUST CONSULTANTS - 10, RUE DE LA GARE - BP 1352 - 49013 ANGERS CÉDEX 01

## ESA et NASA

ont choisi...

## aérospatiale Cannes



Pour l'été de l'an 2000 :  
8 ans de voyage vers TITAN  
3 heures de mission pour la sonde aéroplanétaire HUYGENS

Quand on parle "Espace" on pense NASA avec les premières pas sur la lune, les premières nouvelles. Aujourd'hui nos compétences sont reconnues par nos maîtres. Nos références ? Plus de 50 satellites en orbite (scientifiques, d'observation de la terre, de télécommunications et de télévision directe).

### L'Espace de Demain vous passionne ?

Nous recherchons, pour vivre avec nous cette grande aventure, des INGENIEURS GRANDES ECOLES ou UNIVERSITAIRES :

- Ingénierie systèmes
- Châssis électriques
- Optique
- Gestion de projets
- Avant-projets systèmes
- Stations sol

Adressez votre CV accompagné d'une lettre manuscrite à la Direction des Ressources Humaines - AEROSPATIALE - BP 99 - 06322 CANNES LA BOCCA CEDEX



**aérospatiale**

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

## Venez vivre à METZ l'avenir des "radiocoms"

TDF - 1<sup>er</sup> diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de l'actualité à la pointe de la technique en créant de nouveaux services (radiomessagerie, radiotéléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société anonyme, 4300 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs, une appartenance prestigieuse : COGECOM, Groupe FRANCE TELECOM.

### TéléDiffusion de France



## INGENIEURS RECHERCHE

Au CERLOR (Centre d'Etude et de Recherche de Lorraine), vous participerez avec les équipes de chercheurs aux projets et études relatifs à :

- La réception des services et des programmes
- Le développement d'applications interactives sur les réseaux câblés
- La technologie des machines intelligentes
- Les techniques de radiocommunication numérique appliquées aux techniques de radiotéléphonie GSM et PCN.

Vous venez d'achever vos études d'Ingénieur en Télécommunication (SUPELEC, ENST, ENSTB, ENSIMAG... ou 3<sup>e</sup> Cycle) ou vous avez déjà une première expérience. Votre goût pour la haute technologie ainsi que votre motivation pour intégrer une équipe de recherche de haut niveau sont les atouts majeurs de votre candidature. Vos qualités de contact, de dynamisme et de créativité vous permettront de nous rejoindre.

Les entretiens auront lieu à PARIS ou à METZ.

Merci d'adresser votre dossier (lettre man., prétentions, CV, photo) sous la référence LM/02/91 à Lydia GARNIER TDF - Direction des Ressources Humaines - Département Développement des Carrières - 21/27, rue Barbès 92120 MONTRouGE.

TDF : LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNÉES.





# Le Monde des Secteurs de Pointe

## TELECOMMUNICATIONS : ENTREZ DANS L'ERE DU LOGICIEL

*Maîtriser le cœur des systèmes qui feront le 21ème siècle, c'est savoir faire évoluer les compétences et intégrer toutes les technologies pour faire la différence. Une démarche que notre société, évoluant dans le monde des télécommunications de pointe, développe au quotidien, concrétisée par un programme de recherche intense, notamment en matière de méthodologie de développement logiciel. Dans ce contexte nous vous proposons :*

### INGENIEURS QUALITE LOGICIEL

Rattaché à la Direction Qualité, vous participez dans un premier temps à la réponse aux appels d'offre en concevant et proposant les solutions qui répondront aux exigences qualité du système. Vous assurez ensuite le suivi et la mise en oeuvre de la solution retenue, en relation avec les sous traitants internes et externes, afin d'optimiser les normes qualité, préalablement négociées auprès du directeur de programme et des clients.

Ingénieur généraliste, option informatique,

vous alliez une expérience de 3 à 5 ans en développement logiciel temps réel, à une compétence qualité. Vous maîtrisez VAX et avez une connaissance du développement de grands systèmes en industrie. La multiplicité de vos interlocuteurs implique un goût des contacts et de la communication ainsi que des qualités de négociateur qui seront enrichies par votre sens de la synthèse et de la persuasion.

Anglais courant. Poste basé à Boulogne-Billancourt. Réf. HC/LM/061

### INGENIEURS SYSTEME SPECIFICATIONS

Au sein du département Centre de Gestion des Réseaux, vous intégrez un groupe de spécification de l'équipe Système. En fonction de l'état d'avancement du projet, vous contribuez à la définition de ses finalités. Vous concevez et gardez l'architecture du système dans le choix des moyens de communication des équipements et logiciels et déclinez la finalité des architectures auprès des sous traitants internes et externes.

Ingénieur Informaticien, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans en architecture et spécification de logiciels. Vos connaissances des télétransmissions (protocoles, débit,...), des bases de données relationnelles, de X-Windows, MOTIF sont complétées par la maîtrise d'UNIX. Votre culture en IA sera également appréciée. Excellent négociateur, vous aimez les contacts et faites preuve d'autonomie tout en sachant vous intégrer à une équipe et en développer le potentiel. Réf. HC/LM/062

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi à : Thom & Sons - 41, Rue Périer - 92120 Montrouge



## La volonté de vaincre.

Télémeccanique : un nom, une culture, des équipes.  
Leader mondial en composants d'automatisme.  
Un marché en expansion.  
Une implantation internationale  
(14 000 personnes, 55 établissements, 4 000 points de vente).

### CHEFS DE PROJET DEVELOPPEMENT

TELEMECCANIQUE a plus de 20 ans d'expérience en PESAGE INDUSTRIEL. L'ensemble des services Marketing, Développement et Fabrication de cette activité est installé à CERGY ST CHRISTOPHE (proximité gare RER). La connaissance du marché, le savoir-faire technologique, la gamme des capteurs et électroniques associées, les multiples applications, ne cessent de croître et requièrent toujours davantage de spécialistes de haut niveau parmi lesquels :

#### CHEF DE PROJET DEVELOPPEMENT CONSTITUANTS ELECTRONIQUES

Ingénieur électronicien, vos expériences précédentes (2 ans minimum) vous ont habitués à la gestion de projets. Vous participerez, avec l'équipe Marketing, à l'élaboration des avant-projets et définirez le cahier des charges techniques des nouveaux produits. Chargé de la gestion des projets, vous en établirez le chiffrage, le planning des opérations et mettez au point les proto. jusqu'à l'industrialisation (assistance technique à la fabrication). Vous participerez à l'élaboration des dossiers de lancement et assurerez le transfert technologique interne et externe (formation). Votre connaissance en électronique analogique et votre maîtrise de la mesure électronique de précision constitueront pour vous des atouts indispensables. réf. 1128/B

#### CHEF DE PROJET DEVELOPPEMENT METHODES INDUSTRIALISATION

Ingénieur mécanicien-automatisme, vous élaborerez les avant-projets avec l'équipe de production. Cahiers des charges, chiffrages, plannings prévisionnels, coordination des opérations seront de votre responsabilité pour toute conception et mise en production des moyens et méthodes de fabrication des constituants de pesage. Vos connaissances de base (calcul de structure, détermination d'actionneurs, choix de capteurs, mise en oeuvre d'API et de calculateurs...) seront complétées utilement par une expérience de la prise de mesure pour étalonnage de capteurs ou appareils de mesure de poids. réf. 1128/C

Merci d'adresser, sous la référence choisie, lettre manuscrite et CV à notre conseil Pierre LEMAHIEU - SYNERGIES RECRUTEMENT 14 rue Lincoln - 75008 PARIS.



L'innovation au quotidien



## ingénieur physicien semi-débutant alliez R & D avec informatique

Filiale française (150 p., 155 MF de CA) d'un groupe multinational, nous fabriquons et distribuons des pompes industrielles destinées aux applications industrielles les plus diversifiées : chimie, agro-alimentaire, pétrochimie...

Aux côtés de notre Directeur Technique (à Trappes, 78), vous assistez et conseillez nos utilisateurs sur nos produits et leurs évolutions technologiques (tests, nouvelles applications...), en développant l'outil informatique scientifique et en diffusant votre savoir en interne, notamment auprès de notre force de vente.

Ingénieur ou Universitaire vous avez acquis, à travers votre formation de physicien orientée thermo-mécanique, hydraulique... et, peut-être, une première expérience (même courte), une bonne culture technique et une approche de l'informatique scientifique. Des connaissances en chimie et la pratique de l'anglais sont des atouts. Misez sur un poste-clé.

Notre consultante, Mme S. BLAIN vous remercie de lui écrire (réf. 5767 LM) "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LILLE - NANTES - STRASBOURG  
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

## J'AI CHOISI LES RESPONSABILITES

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essai. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants. L'ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES, Centre d'étude et d'expérimentation, de plus de 1200 personnes, développe des systèmes mécaniques complexes d'avant-garde.

### Ingénieurs Qualité Programmes Internationaux

Au sein du service "Assurance et Maîtrise de la Qualité", vous serez chargés de la promotion de la qualité sous toutes ses formes et dans tous les domaines, dans un but d'optimisation des délais, coûts et performances. Dans un esprit incluant la dimension réelle du futur, vous aurez à animer, coordonner, convaincre, et former à la Qualité. Vous avez d'indiscutables compétences techniques reconnues par quelques années d'expérience, un sens relationnel important et des qualités d'écoute, d'innovation et de ténacité.

- Vous êtes ingénieurs diplômés UTC COMPIEGNE, A.M. INSA...
- Vous avez une expérience confirmée en Qualité Industrielle (agro, chimie, méca...)
- Venez rejoindre une équipe d'experts.
- Anglais indispensable, allemand souhaité.



SI CETTE OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE VOUS INTÉRESSE, NOUS VOUS REMERCIERONS D'ADRESSER C.V. DÉTAILLÉ, LETTRE MANUSCRITE, PHOTO ET PRÉTÉRITIONS, SOUS RÉF. LM 809 À NOTRE CONSEIL : MIREILLE PROUST CONSULTANTS - 10 RUE DE LA GARE - BP 1352 - 49013 ANGERS CEDEX 01.

## INGENIEURS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Notre société, leader sur le marché des isolants en Laine de Roche, filiale d'un groupe international réalise avec ses 550 collaborateurs un CA de 700 millions de francs. Parce que nous poursuivons une croissance jamais démentie et que notre technologie nous permet de répondre rapidement aux besoins de nos clients, nous voulons vous associer à notre réussite.

Ingénieurs de formation généraliste type AM - ENI - INSA - ENSI ou équivalent, vous serez chargés du développement des produits et des systèmes. Véritable interface entre nos centres de production en Europe, le marché et les partenaires institutionnels, vous assurerez la coordination des projets qui vous seront confiés. Vous possédez donc de réelles qualités d'écoute et de synthèse. La pratique de l'anglais et une première expérience significative en milieu industriel sont nécessaires. Vos succès seront la garantie de notre développement mutuel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. RED à Laurent HUET, qui le traitera en toute confidentialité.

ROCKWOOL ISOLATION SA  
Service du Recrutement  
111, rue du Château des Rentiers  
75013 PARIS.



Notre société, de plus de 900 personnes, conçoit et réalise des équipements et systèmes de haute performance destinés, essentiellement, à l'aéronautique. La Direction Technique de notre Société renforce les équipes de ses Groupes Techniques et recherche pour PARIS :

### Ingénieur électronicien

Débutant ou avec une première expérience (micro-processeurs et bus de données) et de formation Ingénieur Electronicien avec une dominante en informatique industrielle, vous prendrez en charge les études de matériels électroniques et en suivrez la réalisation industrielle.

### Ingénieur électromécanicien

Débutant ou avec une première expérience et de formation Ingénieur Electromécanicien, vous prendrez en charge les études de systèmes et assurerez leur suivi jusqu'au développement des prototypes. Pour ces deux fonctions, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Veuillez envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et n° de tél. à : E.C.E. - Direction du Personnel Boîte Postale 113 - 75960 PARIS CEDEX 20.

## VOTRE CARRIÈRE DANS UN GROUPE MONDIAL INFORMATIQUE ET MANAGEMENT

CGI, 3500 personnes, 1,8 Md de francs de C.A., une présence importante dans tous les métiers du Conseil et de l'Ingénierie, dans 10 pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Mais surtout une croissance soutenue, régulière et maîtrisée (plus de 20% par an depuis 10 ans).

Ces performances s'appuient sur une technicité des méthodes et des outils (MERISE, PACBASE\*, PACLAN\*, SIGAGIP\*) qui s'imposent aujourd'hui au niveau mondial. Elles assurent aux



### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES Débutants / 1<sup>ère</sup> Expérience

qui nous rejoignent chaque année une carrière évolutive et ouverte sur de larges responsabilités dans tous nos métiers et dans toutes nos stratégies.

Très vite, après une première formation à nos activités et à nos outils, vous interviendrez sur des projets de conception et de réalisation de systèmes d'information pour la gestion et le management de grandes entreprises.

Vous y développerez vos compétences et vos capacités d'encadrement.

Vous vous y préparerez aux différentes étapes qui constitueront votre carrière dans notre Groupe (Direction de Projets, Conception et Développement de produits, Commercial, Conseil de Direction, création ou animation de Centre de profit en France ou à l'étranger...).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence 08/M2-191, à Madame D. JAMET

\* PACBASE, PACLAN et SIGAGIP sont des marques déposées CGI.

### CGI INFORMATIQUE

30, rue du Château des Rentiers - 75640 Paris cedex 13  
ou directement sur minitel 3614 code CGI INE, tapez AVENIR



## J'AI CHOISI LES RESPONSABILITES

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

L'ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES, Centre d'Etude et d'Expérimentation, de plus de 1200 personnes, développe des systèmes mécaniques complexes d'avant-garde. Il recherche :

### Jeunes Ingénieurs Généralistes Mécanique, Electronique, Informatique, Optique

Diplômés Grandes Ecoles ou Universitaires, débutants ou ayant acquis une première expérience, vous êtes ouverts à la prospective et attirés par la conduite de programmes et les projets de coopération internationale, dans le cadre de la préparation de l'avenir.

Nous vous proposons d'acquies une réelle maîtrise technique de projets de haute technologie en vous confiant des responsabilités importantes et immédiates.

Vous vous investirez dans des disciplines variées, en fonction de votre formation et de vos aspirations, et deviendrez de véritables experts, responsables techniquement et financièrement.

### RECHERCHE APPLIQUEE - CONDUITE D'AFFAIRES DEVELOPPEMENT LOGICIELS / SIMULATION

Pour ces postes, l'anglais est indispensable. Les formations complémentaires nécessaires à votre progression interne seront assurées.



SI CETTE OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE VOUS INTÉRESSE, NOUS VOUS REMERCIONS D'ADRESSER C.V. DÉTAILLÉ, LETTRE MANUSCRITE, PHOTO ET PRÉTENTIONS, SOUS RÉF. LM 186 À NOTRE CONSEIL : MIREILLE PROUST CONSULTANTS 10 RUE DE LA GARE - BP 1352 - 49013 ANGERS CÉDEX 01.

## Développez nos radars, vous maîtriserez le ciel

Fort de plus de 30 ans d'expérience et, pour avoir produit à ce jour, plus de 2500 radars, des centaines de brouilleurs, la Division Radars, Contre-Mesures, 1200 ingénieurs, est le leader européen des systèmes électroniques aéroportés.

Dans cet environnement de pointe, nous vous proposons de rejoindre le département Radars pour assurer les responsabilités suivantes :

### INGENIEURS ENSEMBLIERS RADARS

Au sein d'un groupe projet maître d'oeuvre du nouveau radar du mirage 2000-5, vous prenez en charge l'une des missions suivantes :

- définition de modes radars, intégration et validation sur prototype en assurant le suivi du coût, des délais, des performances et de la qualité du projet.
- participation à la mise au point des modes opérationnels et maintenances 1er échelon lors des essais des prototypes. Préparation des méthodes de validation et d'outils de mesures automatisés pour la production série des radars.

Ingénieur en aéronautique ou électronicien, vous avez une première expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : traitement du signal, calculateurs, logiciels temps réel.

Vos qualités relationnelles, votre pragmatisme et votre désir de maîtriser un domaine de haute technologie vous ouvriront la voie vers des responsabilités d'affaires ou managériales. Réf. LM25.06/BLO

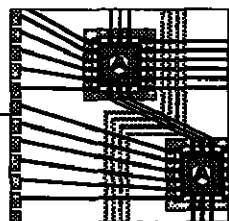
### INGENIEUR D'ETUDE "RECONNAISSANCE DE CIBLES"

Intégré dans une équipe chargée d'effectuer des développements exploratoires en vue de valider des besoins opérationnels, vous conduisez des études afin d'identifier les caractéristiques d'un radar autorisant une discrimination multicible.

Pour cela, vous élaborez des algorithmes de reconnaissances de cibles aériennes non coopératives.

De formation supérieure en traitement du signal, vous avez 2 ans d'expérience similaire dans un domaine de haute technologie. Réf. LM25.06/MON

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec une photo, en indiquant la référence du poste choisi, à : Christophe SEGUY - THOMSON-CSF/RCM 178, Bd Gabriel Péri - 92242 Malakoff Cedex



**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

## AUJOURD'HUI LA SECURITE

Nous sommes un groupe industriel français leader dans le domaine des ciments, matériaux et bioactivités. Nos chiffres parlent d'eux-mêmes : 30 000 personnes, 30 milliards de CA. Notre filiale Orsan, spécialisée dans le domaine de la biochimie, recherche pour son unité de production située à Nesle (Somme) un ingénieur sécurité.

Rattaché au Directeur de l'usine, vous serez le garant de la sécurité de l'établissement. Vous participerez activement à la politique générale de l'entreprise dans ce domaine et à sa mise en œuvre. En prise directe avec l'ensemble des services de production, vous participerez à notre Projet Assurance Qualité. Cette mission que nous souhaitons vous confier pour une période de 3 ans sera un véritable tremplin vers d'autres fonctions opérationnelles dans notre société.

A 28/30 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieurs de bon niveau (type Ensam ou équivalent), vous devez pouvoir vous prévaloir d'une première expérience industrielle d'au moins deux ans dans des fonctions soit de production, soit de maintenance; vous avez déjà été impliqué dans la sécurité. Il vous faut des qualités humaines naturelles pour conduire ce projet à son terme : sens du dialogue, autonomie, diplomatie et capacité à convaincre.

Vous trouverez chez nous des opportunités de carrière à votre mesure, grâce à la diversité de nos métiers, de nos implantations et à notre dimension internationale.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. M/7231C, à Sabine Tripodi, 06 Chemin, 3 rue E. & A. Peugeot, 92500 Rueil-Malmaison. Répondeur Minitel : 42 36 10 30



leader mondial des matériaux de construction

## CHEF DE PROJET ORGANISATION ET MAINTENANCE

■ Groupe français de restauration et de services, leader international, SODEXHO réalise aujourd'hui, avec 36000 personnes réparties dans plus de 40 pays, 7,7 milliards de CA.

■ Le souci constant de l'amélioration de nos prestations et de notre service client nous amène, aujourd'hui à créer un poste de chef de projet dans une de nos filiales.

■ Dans ce contexte, nous vous chargeons de mener un audit d'organisation et de maintenance sur nos unités existantes, afin de définir et mettre en œuvre notre politique de maintenance : bâtiment, équipements électromécaniques, fluides...

Vous participerez également, avec notre Bureau

d'Etudes à la mise en place de nouveaux sites.

■ A 25 ans, débutant ou expérimenté, vous êtes de préférence ingénieur agronome ou éventuellement généraliste (ENSA - ENSI...). Vos qualités de méthode et d'analyse, votre sens de l'organisation et votre goût des contacts sont vos atouts pour mener à bien cette mission et évoluer, à terme, vers la gestion de centre de profit.

■ Pour ce poste basé à Saint-Quentin-en-Yvelines, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. LM/176/CDP à SODEXHO - Patrick TORDJMAN - BP 67 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex ou consultez votre minitel 3616 CODE SODEXHO.



هكذا من الأدلة



jà

## GEOTECHNIQUE - HYDROGEOLOGIE

Aller toujours plus loin dans la connaissance et la gestion de la terre, telle est la vocation du BRGM. Nos activités s'appuient sur une recherche scientifique ambitieuse, cohérente et pluridisciplinaire. Elles couvrent la connaissance géologique des territoires, la découverte et la gestion des ressources minérales, des eaux souterraines, la préservation et la réhabilitation de l'environnement, l'étude spécifique du sous-sol essentielle aux projets d'aménagement. Notre défi : devenir l'entreprise servant de référence en Europe dans le domaine de l'ingénierie de la géologie appliquée. La concrétisation de cette ambition dépend du professionnalisme de tous.

La planète Terre est l'objet de toute notre attention

### INGÉNIEURS GÉOTECHNICIENS

Vous avez une expérience de 3 à 5 ans en mécanique des sols, génie civil et prévention des risques naturels.

### TECHNICIENS SUPÉRIEURS GÉOTECHNICIENS

Sous la responsabilité d'ingénieurs, vous participerez à des projets d'équipe. Avec une formation Bac + 2 ou 3, vous possédez une bonne connaissance des structures géologiques et une première expérience dans l'étude des caractéristiques de terrains.

### INGÉNIEURS HYDROGÉOLOGUES GÉNÉRALISTES

Vous êtes spécialisés dans les mesures en zone non saturée et vous avez une pratique de la modélisation hydrodynamique et de transfert de soluté.

### INGÉNIEURS HYDROGÉOLOGUES

Spécialisés dans les études d'environnement.

### TECHNICIENS SUPÉRIEURS HYDROGÉOLOGUES

Débutants ou confirmés, vous avez une bonne connaissance en hydrométrie. Une expérience en informatique scientifique sera appréciée.

Ces fonctions nécessitent l'anglais courant ainsi que la connaissance de l'espagnol et/ou de l'allemand. Ces postes sont à pourvoir à Orléans et en agences régionales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v., prétentions) au B.R.G.M., Direction des Ressources Humaines, Service Emploi Mobilité sous la référence 45/M, B.P. 6009, 45060 Orléans Cedex 02.



L'ENTREPRISE AU SERVICE DE LA TERRE

## INGENIEUR CONTROLE PROCEDE CONFIRME

Nous sommes un groupe industriel français leader dans le domaine des ciments, matériaux et bioactivités. Nos chiffres parlent d'eux-mêmes : 30 000 personnes, 30 milliards de CA. Notre filiale Orsan, spécialisée dans le domaine de la biochimie, recherche pour son unité de production située à Nesle (Somme) un ingénieur contrôle procédé confirmé.

Rattaché au Responsable process développement, vous serez, au quotidien, en charge du fonctionnement et du suivi de la commande du process dans un objectif de productivité et de qualité croissantes.

Par votre expertise, vous fiabiliserez le système actuellement en place,

programmerez les équipements futurs, mettrez en place les outils nécessaires, gèrerez les investissements en la matière.

Ingénieur de formation et professionnel confirmé, votre expérience (5 ans minimum) en informatique industrielle associée à votre esprit logique et rigoureux sera l'atout indispensable à la réussite de votre mission. La maîtrise de l'anglais est souhaitée. Ce poste est basé dans la Somme (80).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. M/T231E, à Sabine Tripodi, 06 Conseil, 3 rue E. & A. Peugeot, 92500 Rueil-Malmaison.

Répondeur Minitel : 42.36.10.30.



leader mondial des matériaux de construction

Pour importante société Aéronautique, nous recherchons :

**INGENIEURS**  
GRANDES ECOLES, DESS, DEA, DOCTORATS.

Options : AÉRODYNAMIQUE, MÉCANIQUE DES STRUCTURES ET DES FLUIDES, VIBRATIONS  
Activité : Recherches, développement et suivi des essais.

**DUT Génie Mécanique ou Thermique ou Mesures Physiques**

Tous ces postes s'adressent à des débutants. Disponibles immédiatement. Anglais souhaité.

Lieu de travail : base de Sud  
Adressez C.V. et prétentions à T21, 92, rue Saint Lazare 75009 Paris ou téléphonez pour rendez-vous à François LAULAN au 42.85.38.41.



L'avenir est à l'image. Une image qui se décline chez Kodak dans un univers de haute technologie. De la photo à la vidéo, de la santé à la bureautique, Kodak repousse sans cesse l'étendue de ses recherches : élaboration de nouveaux produits, amélioration des procédés de fabrication, souci de la performance et d'une qualité sans faille. Afin de conforter notre place de leader de l'image, nous recrutons pour notre usine de CHALON-SUR-SAONE des

## Ingénieurs process

Vous aurez pour mission de conduire l'amélioration de la maîtrise des procédés de fabrication (augmentation de la fiabilité, réduction de la variabilité). Ces postes pourront convenir à des ingénieurs généralistes Grandes Ecoles, débutants ou ayant une première expérience industrielle. Une compétence dans l'utilisation des outils statistiques et la connaissance de l'anglais sont souhaitables pour tenir ces postes.

De réelles perspectives d'évolution s'offriront aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle. Pour que votre avenir soit à l'image de notre progression, adressez votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous la référence GC23 à KODAK PATHÉ, Direction Gestion des Cadres, 26 rue Villiot - 75594 Paris Cedex 12.

L'avenir est à l'image



## J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

LE SERVICE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES (1000 personnes à PARIS) chargé au sein de la Direction des Constructions Navales (ensemble industriel de la DGA de 30000 personnes) de concevoir les bâtiments pour la Marine nationale et l'exportation, recherche :

### INGENIEUR DEBUTANT SURETE NUCLEAIRE

Impérativement diplômé d'une école d'ingénieur à vocation généraliste, il bénéficiera d'une solide formation et sera chargé de l'analyse des risques et des études de sûreté liées à l'utilisation de l'énergie nucléaire dans les futurs sous-marins. Il disposera d'un bon esprit d'analyse et de synthèse et de capacités relationnelles développées.

Langue Anglaise nécessaire.



Ecrire sous réf. 26 A 2198-1M à notre conseil : ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS.

SOFRETU, filiale de la RATP, conçoit des réseaux de transports dans l'ensemble du monde ; de Los Angeles à Taipei et de Mexico au Caire, elle étudie et contrôle la réalisation de systèmes de transport adaptés aux conditions locales.

Au sein d'équipes spécialisées, dont le savoir-faire est mondialement reconnu, la mission que nous vous proposons vous amènera à participer à la réalisation de projets de transport dans les grandes villes du monde.

Basé à Paris, vous aurez à effectuer de nombreux déplacements de courte et de longue durée dans le monde.



SOFRETU  
Tous les réseaux de transports urbains et suburbains

Vous êtes

## Ingénieur

dans les domaines :

- Electromécanique/Mécanique/Electricité Electronique/Informatique Industrielle
- Génie Civil - BTP
- Transport et Urbanisme

Débutant ou première expérience

- Vous êtes issu d'une Grande Ecole ou du 3ème cycle Universitaire,
- Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et au moins une autre langue européenne.

Votre sens de l'autonomie, des responsabilités et du travail en équipe font de vous le profil idéal que recherche notre société.

Envoyez votre dossier de candidature complet : lettre, CV et photo à : SOFRETU - Anne BOURBOULON - DRHT 38, bd Henri IV 75004 Paris.



Carte Touraine

# Le Monde des Secteurs de Pointe



## Matière à évolutions

La matière ne vaut que par le savoir-faire de ceux qui la transforment et la commercialisent. Chaque jour, nous, femmes et hommes de Dunlop relevons ce défi et préparons l'avenir.

A partir d'une matière première, le caoutchouc, DUNLOP-FRANCE développe à travers le monde des activités diversifiées : Pneumatique, Lingerie, Sport, Industrie, sous des marques renommées : DUNLOP, DUNLOPILLO, TRECA.

INGÉNIEURS, INFORMATIENS, si vous voulez développer votre personnalité au sein d'une équipe, privilégier au quotidien le long terme...

**ÉVOLUEZ AVEC NOUS !**

Direction des Ressources Humaines - DUNLOP FRANCE  
BP 41 - 92133 ISSY LES MOULINEAUX Cedex.

**DUNLOP FRANCE**

## Maintenance et entretien du complexe hôtelier :

*nous recherchons des professionnels de talent.*



Le 12 avril 1992, Euro Disney ouvrira les portes de son parc d'attractions et de son immense complexe hôtelier composé de 6 hôtels à thème (5 200 chambres), des dizaines de restaurants, un golf, un terrain de camping...

### MANAGER ENTRETIEN FLOTTES

Vous dirigez un atelier mécanique composé de 6 personnes chargées de l'entretien d'une flotte importante : 40 voitures, 10 bus, 160 voitures golf, des tondeuses, 40 véhicules à thème. Vous gérez les stocks d'huiles, pièces détachées et carburants.

### MANAGER ENTRETIEN CLIMATISATION

Vous dirigez un atelier de 14 personnes chargées de l'entretien des systèmes de chauffage, air conditionné, électricité.

### MANAGER ENTRETIEN DES BATIMENTS ET CONSTRUCTIONS

Vous dirigez une équipe de 11 personnes et organisez également la sous-traitance pour l'entretien, la rénovation, l'embellissement, les agrandissements et autres modifications extérieures et intérieures de nos bâtiments et lieux publics. Une bonne connaissance des différents corps d'état est nécessaire.

### MANAGER MAINTENANCE GÉNÉRALE D'UN HOTEL

Vous dirigez la maintenance au quotidien de l'un de nos 6 hôtels à thème. Vous avez une expérience similaire.

Pour tous ces postes, la pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. ZM/1176/01M, en précisant le poste choisi, à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne Cedex.



Les professionnels de l'imagination

## INGÉNIEUR CHIMISTE ORGANICIEN spécialisé en chimie fine

Le Département de biologie cellulaire et moléculaire du CEA a acquis sa réputation internationale grâce à la qualité de ses recherches et au nombre de ses découvertes.

A 25/30 ans, vous avez une formation de haut niveau (Grande école ou université), et si possible une première expérience.

Vous viendrez enrichir de vos compétences en chimie fine notre Service des molécules marquées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LW/256 à Jean-Pierre NOEL - DBCM/SMM Centre d'études de Soday 91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex.



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

## VOS CALCULS : ET NOS PROJETS PRENNENT VIE

30 ans d'expérience dans tous les ciels du monde, 4400 personnes qui réalisent 5 milliards de CA dont pas moins de 20% sont consacrés à la recherche : les chiffres parlent d'eux-mêmes !

Notre division opérationnelle, filiale d'un grand groupe, leader dans le domaine de l'électronique de défense, est spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes de détection et de contrôle. Pour continuer à répondre et même à devancer les besoins de nos utilisateurs et clients, notre Direction Industrielle recherche :

### INGENIEUR BE CALCUL

Rattaché au responsable du Bureau d'Etudes du site, vous intervenez en tant que conseil opérationnel dans les différentes phases du projet afin d'optimiser les conceptions. Interface entre le Bureau d'Etudes et la Fabrication, vous menez à bien les calculs nécessaires pour valider les choix techniques inhérents à la réalisation des différents produits. Vous pourrez notamment déterminer des plans d'essai pour corréler les résultats d'hypothèses de calcul. Dans le cadre de votre mission, vous faites appel à des sous-traitants et assurez la gestion et le suivi des travaux effectués.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous possédez une expérience dans le domaine des calculs appliqués à des activités industrielles impliquant des contraintes fortes et particulières. Rigueur, sens des contacts et diplomatie sont les qualités qui vous permettront de vous adapter rapidement et de donner à votre mission une dimension de gestion des projets.

Ce poste, basé en région parisienne, nécessite de nombreux déplacements dans la région.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf AG2/LM2506 à Thomson - 41, Rue Périer - 92120 Montrouge



## Elargissez vos compétences

ICTAR - LE CENTRE THOMSON D'APPLICATIONS RADARS (230 personnes dont 110 ingénieurs), a pour vocation l'étude et le développement de techniques avancées dans le domaine du Radar.

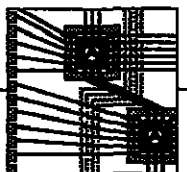
### INGENIEURS ELECTRONICIENS

Mission : Vous participez à la conception et la réalisation de systèmes de radars complexes. Ce qui vous permet, à moyen terme, d'acquérir une expérience unique dans le domaine du traitement du signal.

Profil : Diplômé d'une grande école type Supélec, Télécoms, Centrale... vous avez acquis 3 à 10 ans d'expérience en Traitement du Signal, circuits numériques y compris programmés et microprogrammés.

Votre autonomie, votre goût de l'innovation et votre capacité à vous impliquer dans des projets d'envergure, sont les qualités que vous mettrez en œuvre en nous rejoignant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) à D. URRACA - ICTAR BP 16 - 78143 VILLIZY VILLACOUBLAY Cedex.



DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS



Merci d'adresser votre dossier de candidature à DANZAS, Service du Personnel, 9 avenue Michélot, 93583 SAINT-OUEN Cedex.

**TRANSPORTEUR PLURIMODAL 180 AGENCES ET 5000 PERSONNES EN FRANCE 700 AGENCES ET 16000 PERSONNES DANS LE MONDE**

Au sein de notre Division Française de DISTRIBUTION PHYSIQUE, vous serez responsable du service ORGANISATION-METHODS-ETUDES.

Votre mission s'articulera autour de deux axes :

- gestion de l'implantation et de l'organisation de sites importants (surface de 2000 à 3000 m²)  
- réalisation de projets de nouveaux dépôts et d'études tarifaires auprès de la clientèle (devis, standard de manutention).

Pour ce poste à fortes responsabilités, vous êtes diplômé Arts et Métiers, IDN ou équivalent.

Une première expérience significative de 2 à 3 ans en ORGANISATION ou en DISTRIBUTION est souhaitée.

كلنا من الواصل



19 L'impact du plan d'économies  
20 Les marchés déçus par la réunion du G 7  
21 Bourse de Paris  
22 Communication

Le commerce à l'heure des concentrations

# En rachetant Euromarché, Carrefour devient le numéro un de la grande distribution française

## La loi du plus fort

Journée historique, lundi 24 juin, dans la grande distribution française, salue plus que jamais à la veille de l'ouverture du grand marché européen par le syndrome de la taille critique : en reprenant Euromarché, Carrefour fait un pas décisif face à ses concurrents, tandis que les Galeries Lafayette gagnent la bataille qui les oppose malgré elles à Devanlay pour le contrôle des Nouvelles Galeries. Même si elles présentent de nombreuses différences, ces deux affaires ont des points communs. Autant la loi du grand capitalisme semble avoir joué dans le dossier Carrefour-Euromarché, autant le conflit d'actionnaires autour des Nouvelles Galeries, mettant aux prises deux familles longtemps amies, fait penser au Bonheur des dames. Mais, dans les deux cas, la complexité de la donne financière a alimenté jusqu'au dernier moment un feuilleton boursier riche en épisodes : ne s'interrogeait-on pas il y a quelques jours encore sur l'attitude du Printemps, sans l'aval duquel la vente d'Euromarché ne pouvait se faire ? Dans les deux cas aussi, la solution retenue est franco-française, retardant autant que faire se peut l'arrivée de nouveaux concurrents étrangers, bien évidemment recourant en période de ralentissement économique.

Car la morosité de la conjoncture pèse sans aucun doute sur les deux affaires, exacerbant la concurrence et affaiblissant encore les groupes les plus fragiles. Les plus forts y trouvent leur compte, « cueillant » au passage leurs anciens concurrents. Une aubaine pour eux : la bonne ouverture du territoire français et la réglementation pesant sur les ouvertures d'hypermarchés condamnent les groupes à se croquer les uns les autres s'ils veulent continuer à grandir à l'intérieur de l'Hexagone. On peut même penser qu'ils jouent leur survie, une base nationale solide leur permettant de continuer plus sagement leur expansion à l'étranger. Enfin, si les batailles qui se sont achevées lundi se sont déroulées dans des créneaux différents de la distribution, on voit dans les deux cas dominer la règle de la spécialisation : grands magasins avec grands magasins, hypermarchés avec hypermarchés.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Un regroupement majeur vient de se produire dans la grande distribution française, où le groupe Carrefour (75 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 61 milliards en France), en rachetant la société Euromarché (31 milliards de francs de chiffre d'affaires), à ses principaux actionnaires, la Banque Lazard et le Printemps, va accéder au premier rang de la profession, en chiffre d'affaires sinon en puissance d'achat, devant Carrefour, Intermarché et Promodes, loin devant Auchan et Cora.

Carrefour va pouvoir ajouter à ses quatre-vingts hypermarchés les trente d'Euromarché. Son président, M. Michel Bon, fait remarquer qu'il existe entre les deux ensembles « une complémentarité géographique absolue et exceptionnelle, presque miraculeuse », à une exception près en région parisienne, ce qui permettra à Carrefour de renforcer sa base nationale. Même dans les villes où deux enseignes de chacun de ses ensembles sont présentes, il n'existera pas de concurrence frontale, selon M. Bon.

Le prix payé est de 5,2 milliards de francs, au maximum en y comprenant le rachat, par OPA, des actions Viniprix et Euromarché détenues par le public. La société Carrefour financera son acquisition exclusivement par emprunt, sans augmentation de capital. Sa

bonne situation financière, exceptionnelle dans le secteur (3 milliards de francs de dettes seulement pour 10 milliards de francs de fonds propres) lui permet. Certes, son bénéfice (1,37 milliard de francs en 1990) diminuera de 10 % en 1991, mais, toujours selon M. Bon, il devrait augmenter de 20 % par an à partir de l'année prochaine, le ratio d'endettement par rapport aux fonds propres devant redevenir inférieur à 50 % dès 1994. A cet effet, les trente grandes surfaces à l'enseigne Euromarché (les petites surfaces appartenant aux affiliés) seront immédiatement rebaptisées Carrefour et soumises à la même organisation, refondue pour l'occasion avec les mêmes normes d'exploitation (pourcentage de produits sous marque des distributeurs porté de 6 % à plus de 20 %). En outre, la réunion des capacités d'achat des deux groupes permettra d'accroître les volumes et d'abaisser les prix consentis par les fournisseurs.

On s'en doute, cette opération est, pour Carrefour, l'occasion rêvée à la fois d'accéder à la masse critique de la grande distribution (100 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel) et d'entrer dans le clan des grands (Leclerc et Intermarché), tout en tournant tout à fait légalement la loi Royer qui limite les implantations des grandes surfaces. M. Michel Bon ne s'en cache pas, invoquant la difficulté de se développer en France du fait de cette loi sans recourir à « des procédés que nous n'utilisons pas », allusion à la corruption de certains élus locaux. Pour lui et pour les

familles Delforey et Fournier, qui détiennent encore la majorité des droits de vote dans Carrefour, la seule occasion possible pour grossir était l'acquisition d'Euromarché, société cotée en Bourse, le statut des autres concurrents les mettant hors d'atteinte, qu'ils soient un ensemble d'indépendants franchisés – comme Leclerc et Intermarché – ou des sociétés à caractère familial, cotées en Bourse ou non – comme Casino, Auchan, Cora et Rallye.

## La lassitude des grands actionnaires

Même si le montant de l'acquisition peut paraître élevé, il n'est beaucoup moins qu'il ne l'aurait été il y a deux ans, en raison de la décade qui affecte les grandes surfaces : la concurrence y est féroce, avec des faillites retentissantes, comme celles, l'an dernier, de Codac et de Montaur. Ce prix reste inférieur, en proportion, aux 3 milliards de francs payés en 1990 par Casino pour le rachat de La Ruche mériodionale au groupe Pinsaut.

Dans cette affaire, Carrefour aura bénéficié de la lassitude des grands actionnaires d'Euromarché, dont la situation financière s'était fortement détériorée ces dernières années (70 millions de pertes en 1989 contre 150 millions de francs de bénéfices en 1988 et 228 millions de francs en 1987). Certes, un timide redressement avait été opéré en 1990, avec un maigre profit de 5 millions de francs, mais il paraissait bien artificiel à de nombreux analystes. Le prési-

dent d'Euromarché depuis 1985, M. Antoine Bernheim, par ailleurs l'un des principaux associés-gérants de la Banque Lazard, ne cachait pas les difficultés rencontrées et toujours renouables, mais persistait à demeurer à la tête de la société, à la grande irritation de M. Jean-Jacques Delort, PDG du Printemps, auquel le lien d'un pacte d'actionnaire, M. Delort, qui avait rendu public ledit pacte, s'estimait littéralement piégé et avait, non moins publiquement, rappelé que le Printemps détenait une minorité de blocage et un droit de préemption en cas de cession d'Euromarché.

Ces derniers temps, les milieux financiers donnaient comme probable et même certain un rachat de cette filiale par le Printemps lui-même, désireux d'entrer dans la grande distribution après l'acquisition de La Redoute en 1989.

## Devant Leclerc

(chiffre d'affaires des principaux groupes français)  
Carrefour : plus de 100 milliards de francs avec les alliés (Corporis modernes) ;  
Leclerc : 100 milliards de francs ;  
Intermarché : 96 milliards de francs ;  
Promodes : 70 milliards de francs ;  
Auchan : 42 milliards de francs ;  
Cora : 38 milliards de francs.

C'est Carrefour qui l'a emporté, avec l'accord de M. Delort, par un revirement stratégique qui reste obscur et dont on pourrait trouver l'origine chez les grands actionnaires du Printemps, le groupe suisse Maus. En tout cas, M. Delort est resté silencieux, tandis que M. Bernheim – qui assure avoir « beaucoup souffert » – accueille « avec satisfaction » la solution Carrefour, « la meilleure pour assurer la pérennité d'Euromarché ». Pour M. Michel Bon, énarque, inspecteur des finances, ancien directeur général adjoint du Crédit agricole jusqu'en 1983, puis dauphin de M. Delforey chez Carrefour jusqu'à sa nomination comme PDG l'an dernier, c'est sa consécration d'homme de la grande distribution, spécialité dans laquelle la France est le numéro un mondial et exporte même sa technique.

FRANÇOIS RENARD

## Après la décision de la cour d'appel de Paris

# Les Galeries Lafayette vont pouvoir prendre le contrôle des Nouvelles Galeries

La première chambre de la cour d'appel de Paris a rejeté lundi 24 juin le recours formé par le groupe textile Devanlay contre les décisions du Conseil des Bourses de valeurs (CBV) concernant l'offre publique d'achat lancée sur les Nouvelles Galeries par les Galeries Lafayette. Ces dernières vont donc pouvoir, en ayant déboursé au total environ 2 milliards de francs, prendre le contrôle de cette chaîne de grands magasins, se hissant ainsi au quatrième rang européen du commerce de centre ville.

Le conflit entre les groupes Devanlay et Galeries Lafayette a éclaté au grand jour le 16 avril, lorsque les « Galas », en reprenant avec le CCF la participation du suédois Proventus dans les Nouvelles Galeries, ont franchi la barre des 33 %. Elles ont alors été obligées par le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) à lancer une OPA sur 66 % des titres Nouvelles Galeries. Devanlay, jusqu'alors principal actionnaire, déposait un

recours contre la décision de l'organisme chargé de la réglementation boursière. Affirmant que les Galeries Lafayette contrôlaient de fait le groupe de distribution, il demandait l'application du maintien de cours, pour que tout le monde puisse apporter ses titres à l'offre d'achat.

La cour d'appel a donné raison au CBV dans son raisonnement même s'il n'est pas contesté qu'au terme de deux années, l'obtention des droits de vote doubles prévus par les statuts de la société (Nouvelles Galeries) sur le bloc de titres acquis de concert par le CCF et la société des Galeries Lafayette, ajoutés à ceux déjà détenus par cette dernière, leur permettrait d'exercer 51,34 % des droits de vote de la société visée il ne leur confère actuellement la majorité ni en capital (48,5 %) ni en droits de vote (44,26 %).

Quelques heures après cet arrêt, le groupe Devanlay décidait d'apporter ses titres à l'OPA. L'association vieille de quarante ans entre les deux groupes familiaux est donc définitivement rompue (le Monde du 21 juin) pour cause de

différence sur la stratégie et sur le mode de direction : la firme textile voulant maintenir une chaîne de magasins indépendante et les Galeries Lafayette désirant se hisser dans les premiers européens. Le nouvel ensemble, avec 30 milliards de francs de chiffre d'affaires, se situe au quatrième rang des groupes de commerce de centre ville de la CEE (grands magasins et magasins populaires), les trois premiers étant le britannique Marks and Spencer, et les allemands Karstadt et Kaufhof.

DOMINIQUE GALLOIS

## Pour préparer l'échéance européenne de 1993

# Le gouvernement espagnol propose un « pacte social de progrès » aux syndicats et au patronat

Peut-on rééditer le fameux pacte de la Moncloa qui permit, en 1977, aux principales forces politiques et sociales de remettre de concert l'économie espagnole sur ses rails au moment le plus délicat de l'après-franquisme ? Tel est le « grand dessein » du gouvernement espagnol, qui vient de lancer un ambitieux projet de pacte de compétitivité.

MADRID

de notre correspondant

Dénotant « pacte social de progrès », le texte du ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, a été remis à la fois au Parlement,

qui devait en débattre une première fois le lundi 24 juin, et aux interlocuteurs sociaux. Il vise à préparer l'économie espagnole au défi du marché européen de 1993. Un défi que l'on appréhende dans un pays qui a si longtemps vécu replié sur lui-même, et où, comme le souligne le ministre de l'économie, « les phases de développement ne se sont jamais déroulées dans un contexte d'ouverture de l'économie vers l'extérieur ». Il s'agit aujourd'hui avant tout de répondre au problème numéro un de l'économie espagnole : sa faible capacité de faire face à la concurrence extérieure. Un problème encore mis en évidence par le dernier rapport du World Economic Forum, qui classe les pays de l'OCDE en fonction de leur compétitivité respective (le Monde du 22 juin) : sur 23 États, l'Espagne

vient à peine en 19<sup>e</sup> position, pratiquement au même niveau que la Turquie.

Aussi, pour se mettre d'urgence au diapason de ses principaux concurrents, l'Espagne doit-elle continuer à marcher forcée dans la voie du rétablissement des grands équilibres financiers. Si elle s'y est attelée durant ces dernières années tout en maintenant un rythme de croissance supérieur à la moyenne communautaire, deux zones d'ombres subsistent : l'inflation, qui croît toujours à un rythme annuel de plus de 6 %, et la faible création d'emplois. Progresser simultanément dans ces deux domaines suppose, pour M. Solchaga, un consensus entre les interlocuteurs sociaux et le gouvernement.

THIERRY MALINIAK  
Lire la suite page 19

## L'impact du plan d'économies

# Le déficit de la Sécurité sociale ramené à 13 milliards de francs

Les récentes mesures d'économies sur l'assurance-maladie vont permettre de ramener le déficit du régime général de 23 à 13 milliards de francs en 1991 et aboutiront à un excédent de 3,6 milliards l'an prochain (contre un besoin de financement de 26,4 milliards).

Ces prévisions établies par les pouvoirs publics ne figurent pas dans le rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale qui, réunie mardi 25 juin, n'a pu prendre en considération les dispositions annoncées lors du conseil des ministres du 12 juin. Toutefois, les travaux de la commission permettent de prendre la mesure du handicap que constituent le freinage de la croissance économique et la dégradation de l'emploi. Ainsi, les rentrées de cotisations, qui progressaient de près de 8 % par an en 1990, ne devaient augmenter que de 5,8 % cette année et de 5,6 % en 1992.

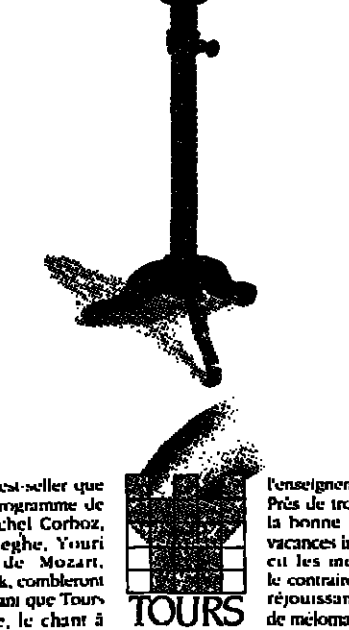
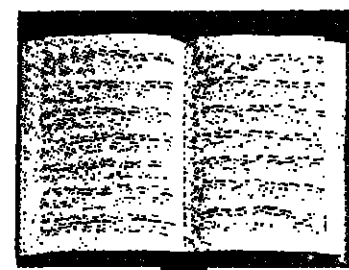
La hausse de 0,9 point au 1<sup>er</sup> juillet de la cotisation salariale d'assurance-maladie rapportera 8 milliards de francs en 1991 et 23 milliards en 1992, alors que les diverses mesures d'économies dégrèveront 2 milliards cette année et 7 milliards l'année suivante. Ces dernières n'ont pas encore été totalement antécédentes mais on sait déjà qu'elles se traduiraient pour les assurés sociaux par une hausse du forfait hospitalier (le porter de 33 à 50 francs représenterait 1,5 milliard de francs en année pleine). Pour les professions de santé, il est notamment prévu de réviser la nomenclature des actes de radiologie (700 millions de francs d'économies), de réduire la marge des grossistes-répétiteurs de produits pharmaceutiques (entre 300 et 600 millions) et de baisser le prix de certains médicaments (1 milliard).

Le déremboursement du magnésium et des oligo-éléments (350 millions de francs) est aussi décidé alors que la date du versement mensuel des cotisations (15 milliards de francs par mois) à la charge des 33 000 entreprises comprenant entre 50 et 399 salariés sera avancée au 5 du mois au lieu du 15.

Le gouvernement est cependant encore loin d'être assuré de préserver des comptes équilibrés début 1993, lorsque auront lieu les élections législatives. Compte tenu du solde négatif de 1990 (9 milliards de francs) et du déficit de 1991, il reste 18 milliards de francs de trésorerie à trouver d'ici à la fin 1992. Pour y parvenir, le gouvernement compte sur la bonne volonté des professions de santé mais aussi, comme cela avait été le cas en 1987-1988 lors du plan Séguin, sur les effets psychologiques qu'exerce tout dispositif d'économies sur le comportement des assurés et des prescripteurs de soins.

J.-M. N.

Voici le genre de best seller le plus lu à Tours cet été.



Rassurez-vous, il existe un deuxième best-seller que vous pourrez lire plus facilement : le programme de l'IBÉ Musical. Monsterrat Caballé, Michel Corboz, Sviatoslav Richter, Philippe Herreweghe, Yuri Bashmet. Interprètes prestigieux de Mozart, Monteverdi, Bach, Haydn, Vivaldi, Dvorak, combleront les mélomanes les plus exigeants. D'autant que l'ouvrage mêle la danse moderne à la musique, le chant à

l'enseignement, au cours de plus de 10 manifestations. Pris de trois mois d'enchantement pour ceux qui ont la bonne idée de vivre à Tours ou d'y passer des vacances intelligentes. Preuve que la musique adoucit les mœurs, le calme qu'elle génère est tout le contraire de l'inaction. Demandez le calendrier des manifestations au 47.21.66.54. C'est déjà un jeu de mélomane et un excellent stimulant intellectuel.

TOURS

A Tours, la matière grise prend des couleurs.

## ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

Avec deux milliards de francs

## Le déficit du commerce extérieur a été modéré en mai

Le déficit du commerce extérieur de la France a été modéré en mai : 2 milliards de francs après correction des variations saisonnières contre 1,9 milliard en avril. En données brutes, le déficit a atteint 4,9 milliards de francs.

Nos échanges sont restés relativement stables le mois dernier : les importations ont baissé de 3,3 % en un mois et de 1,2 % en un an (mai 1991 comparé à mai 1990) ; les exportations quant à elles ont reculé de 3,5 % en un mois mais ont un peu progressé par rapport à mai 1990 (+ 1,9 %).

La balance des produits manufacturés fait apparaître un déficit de 3,2 milliards de francs en mai, sensiblement inférieur à celui d'avril, qui s'était élevé à 4,4 milliards de francs, inférieur aussi au déficit moyen mensuel enregistré en 1990 (- 4,8 milliards de francs). Sans le commerce des armes, le déficit atteint 4,9 milliards de francs, soit à peu près le même chiffre qu'en avril (- 5,3 milliards), mais très inférieur au déficit moyen mensuel de l'année dernière (- 7,1 milliards de francs). Il a été vendu sept Airbus pour 2,1 milliards de francs.

La balance agroalimentaire a dégagé un solde positif de 4 mil-

liards de francs, sensiblement égal à celui d'avril mais un peu inférieur au solde moyen de 1990 (+ 4,3 milliards de francs). Enfin, le déficit de la balance « énergie » s'est sensiblement alourdi en mai, atteignant 7,2 milliards de francs contre 5,9 milliards en avril, du fait de la hausse du dollar (+ 6 centimes) et des cours du brut (+ 3,9 %), les volumes importés étant restés stables. En 1990, le déficit moyen mensuel de la balance « énergie » avait été de 7,8 milliards de francs.

Par pays, le commerce extérieur de la France a de nouveau été équilibré en mai vis-à-vis de l'Allemagne, pour le deuxième mois consécutif. Il faut remonter plus de vingt ans en arrière pour trouver un équilibre commercial entre la France et l'Allemagne. Le déficit très important enregistré en avril vis-à-vis des États-Unis (- 5,4 milliards de francs) s'est sensiblement réduit (- 3,9 milliards de francs) mais reste très supérieur au déficit moyen mensuel de 1990 (- 2,8 milliards de francs). Enfin, nos échanges bilatéraux avec le Japon ont été plus déficitaires en mai qu'en avril (- 2,4 milliards de francs contre - 2 milliards).

## EN BREF

IBM et Lotus pactisent sur les logiciels. - IBM et Lotus vont coopérer dans le domaine des logiciels. Aux termes d'un accord dont les deux partenaires ont annoncé la teneur lundi 24 juin, IBM prend en charge la commercialisation au niveau mondial des programmes de messagerie électronique et de gestion des réseaux locaux conçus par Lotus Développement. Cette alliance permet à IBM de parfaire son offre de systèmes de bureautique intégrée. Lotus va bénéficier, de son côté, de la logistique commerciale du géant d'Armonk.

Les importations restent élevées en Grande-Bretagne. - Le bureau central des statistiques a confirmé que la Grande-Bretagne est bien en récession depuis un an environ, le produit national brut ayant encore chuté de 0,6 % au premier trimestre. Ce chiffre était attendu. Plus surprenant : les importations restent fortes malgré le recul de l'activité. En mai, elles se sont élevées à 9,5 milliards de livres (95 milliards de francs) contre 9,3 milliards de livres en avril.

## SOCIAL

Mise en garde du ministre du travail

M<sup>me</sup> Aubry critique l'attitude des banques et des assurances dans les négociations collectives

M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, s'en est pris indirectement lundi 24 juin à l'attitude des représentants patronaux des banques et des assurances. « Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour faire prévaloir jusqu'au bout la logique de la recherche d'une solution, en pronant la prolongation des accords dénoncés afin que se poursuivent des négociations

tant que cela est justifié », a déclaré le ministre lors de la réunion annuelle de la Commission nationale de la négociation collective.

M<sup>me</sup> Aubry faisait référence à la décision de la Fédération française des sociétés d'assurances (100 000 salariés) de dénoncer les conventions collectives régionales après deux ans de discussions infructueuses. L'Association française des banques (250 000 salariés), engagée depuis octobre 1990 dans des négociations, menace de faire de même avant le 1<sup>er</sup> octobre.

M<sup>me</sup> Aubry a aussi souhaité que les partenaires sociaux s'attachent à « changer le travail » en trouvant des compromis prenant en compte « à la fois les enjeux de l'entreprise face à la concurrence et les demandes des clients, l'état des techniques et leur évolution, les compétences actuelles et potentielles des salariés ».

## Des syndicats de la RATP appellent à la grève le vendredi 28 juin

Fort de leur succès du 31 mai, où ils étaient parvenus à réduire très fortement le trafic des métros et des bus, des syndicats de la RATP (CGT, Syndicat autonome traction (SAT), CFDT, FO encadrement et CFTC) ont lancé un nouveau mot d'ordre de grève avant que les vacances d'été ne réduisent leurs capacités de mobilisation. La grève est prévue pour le vendredi 28 juin, et la direction ignore encore quelles en seront les conséquences sur le trafic.

Il y a peu de chances qu'elle soit évitée, les trois revendications des syndicats étant peu susceptibles d'être satisfaites : « la mise en place d'un vrai plan de sécurité » concerne le ministère de l'Intérieur ; les retraites ne sont pas sous leur contrôle ; en matière de salaires, la direction propose « une augmentation du point de base de 0,3 % au 31 décembre 1990, de 1 % au 1<sup>er</sup> mai 1991 (déjà versé), de 1 % au 1<sup>er</sup> octobre et de 0,5 % au 1<sup>er</sup> décembre ». Si les syndicats refusent cette proposition, la direction procéderait à une hausse des salaires de 1,5 % seulement à la fin de l'année.

□ Situation confuse à la gare de Marseille-Saint-Charles. - Après le rejet par les agents de manœuvre grévistes des dernières propositions de la SNCF, la gare de Marseille-Saint-Charles demeure bloquée pour la dix-neuvième journée consécutive. La situation est confuse, les syndicats souhaitant accepter la prime proposée, de 1 750 francs étalée sur sept mois, et la base demeurant inaltérable sur sa revendication de 25 francs par jour de prime « de panier ». Le dialogue se poursuit donc entre les grévistes qui occupent les voies, la direction qui tente de faire entrer des trains en gare et les forces de l'ordre qui restent dans l'expectative.

## CEE

Après plusieurs tentatives infructueuses

## Les Douze sont parvenus à un accord sur le rapprochement des taux de TVA

La troisième tentative a donc été la bonne : les ministres des finances des Douze ou leurs représentants sont parvenus, lundi 24 juin, à un accord sur les modalités de rapprochement des taux de TVA ainsi que des taux d'accises, ces taxes à la consommation qui sont perçues sur les boissons alcoolisées, le tabac, les carburants et les huiles de chauffage. L'objet est d'éviter le maintien d'écarts de taxation trop élevés entre les différents États membres, écarts qui risqueraient de remettre en cause la suppression de contrôle aux frontières à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le taux minimum normal de TVA a été fixé à 15 % (il est actuellement en France de 18,6 %) et le taux minimum réduit à 5 %. Les pays qui appliquaient des taux nuls ou super-réduits (de 1 % à 4 %) au 1<sup>er</sup> janvier 1991 pourront les maintenir. Ces points étaient acquis depuis la précédente réunion.

Deux difficultés restent à surmonter :

1) Comment formaliser la décision de fixer le taux minimum normal de la TVA - lequel représente la référence de base de la fiscalité indirecte - à 15 % ? Onze pays ont estimé qu'une directive est nécessaire. Le Royaume-Uni, qui répute à coucher sur le papier un tel abandon de souveraineté, estime que l'engagement politique des gouvernements de ne pas fixer le taux normal au-dessous de 15 % serait

suffisant. L'obstacle a été contourné en joignant à l'accord deux déclarations qui reprennent, d'une part, la position des Ouzes, d'autre part, celle des Britanniques.

Mais personne ne sait ce qui se passera lorsque, au cours des mois à venir, la Commission soumettra aux Douze un projet de directive, à adopter à l'unanimité, portant sur le taux minimum de 15 %. L'espoir est que le gouvernement de M. John Major sera alors en mesure de se joindre à ses onze partenaires.

2) L'Allemagne voulait voir réaffirmer le caractère transitoire du régime commun de TVA applicable après le 1<sup>er</sup> janvier 1993 (maintien de la taxation sur le lieu de consommation) ainsi que la volonté d'établir, si possible, le régime définitif (perception de la TVA sur le lieu d'origine) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996. L'objectif est inscrit dans l'accord mais il s'agit toujours d'une intention à confirmer.

S'agissant des accises, le diable est dans le détail. Faut-il pour le vin un taux zéro, une taxe d'un écu ou pas d'accises du tout. Le conseil s'est prononcé pour le taux zéro, mais la Commission devra évaluer si une telle accise, sans recette, permet d'assurer de manière efficace le contrôle sur la production et la circulation que plusieurs pays, dont la France, estiment nécessaire.

Les ministres ont abordé sans succès le cas du whisky et autres « alcools de bouche ». En revanche, les Britanniques, qui cherchent à placer dans des conditions « males avant la privatisation » leurs centrales électriques, ont obtenu que le taux minimal, qui au lieu d'être de 13 % par mille litres au lieu de 16 %, prévus initialement... Les voies de l'Europe sont pas imprévisibles.

PHILIPPE LEMAITRE

Quand on veut imposer ses idées,  
mieux vaut avoir de bonnes sources.



هكذا من الأصل



## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

### Un «pacte social de progrès» en Espagne

Suite de la page 17

Tel est l'objectif du «pacte social de progrès», qui reprend comme stratégie centrale l'idée de base du «pacte de la Moncloa»: sortir du cercle vicieux de l'inflation et calculer les hausses de salaires sur la base, non de l'inflation passée, mais de l'inflation prévue. Il s'agit de convaincre les syndicats qu'une limitation des hausses nominales de salaires peut malgré tout se traduire par une augmentation du pouvoir d'achat réel si elle est accompagnée d'un plan global qui réduise l'inflation à un rythme plus rapide encore.

Aussi, le gouvernement propose-t-il concrètement aux interlocuteurs sociaux d'aligner progressivement, dans un délai de trois ans, les hausses de salaires nominales en Espagne sur la moyenne des grands pays de la Communauté. En échange, le gouvernement s'engage, si l'inflation augmentait malgré tout plus rapidement que prévu, à réajuster *a posteriori* les salaires en fonction d'une «clause de révision». Quant au patronat, il doit accepter que la distribution de dividendes suive le rythme de croissance des salaires nominaux, le reste des bénéfices devant être réorienté vers l'investissement. Une série d'avantages fiscaux sont prévus à cet effet.

Mais l'inflation ne peut pas être jugulée par la seule voie de la réduction des coûts salariaux. Aussi le projet de pacte envisage-t-il une série de mesures supplémentaires visant le secteur des services, qui enregistre toujours une hausse des prix annuelle avoisinant les 10 %. Tandis que la baisse des barrières douanières liée à l'entrée dans la CEE a contraint les industriels espagnols à modérer leurs prix de vente, il n'en va pas de même en effet dans le secteur tertiaire, moins soumis à la concurrence étrangère. C'est le cas, notamment, dans l'hôtellerie et les restaurants, les assurances, les transports, le logement et l'enseignement privé, activités sur les-

quels le gouvernement veut centrer ses mesures «de choc».

Enfin, le projet de pacte prévoit une série de réformes structurelles destinées à favoriser la création d'emplois, notamment par une réorganisation du marché du travail. Il s'agit notamment de mettre fin à l'actuelle pléthore de régimes d'embauche différents, et de lier davantage la perception des allocations de chômage à l'accès à la formation professionnelle. L'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail représente en effet traditionnellement un frein à la création d'emplois en Espagne.

Tandis que le taux de chômage atteint toujours 16 % de la population active, les entreprises ont peine à trouver sur le marché le personnel répondant à leurs exigences. Le plan prévoit aussi, à cet égard, une série d'avantages fiscaux pour les entreprises investissant dans la formation professionnelle, ainsi que dans la recherche, qui a traditionnellement constitué le parent pauvre des budgets espagnols, tant publics que privés.

#### Réactions négatives des syndicats

C'est donc un véritable inventaire des problèmes prioritaires de l'économie espagnole que dresse en fait le «pacte social de progrès». En le présentant, M. Solchaga a d'ailleurs souligné que, avec ou sans pacte, les mesures qui dépendent de la seule volonté du gouvernement seraient de toute manière mises en œuvre. Il a toutefois souligné que la politique de convergence économique avec les pays de la Communauté serait plus facile à mener avec un consensus entre les forces sociales. Ainsi, un accord sur la politique des revenus permettrait de relâcher l'étreinte de la politique monétaire et de réduire d'autant la surévaluation de la peseta qui fait aujourd'hui le désespoir des exportateurs.

Le gouvernement entend parve-

nir à un accord pour le mois de septembre, avant la présentation du budget de l'année 1992. L'entreprise s'annonce toutefois difficile. L'actuel réservé au texte par la confédération patronale CEOE a été relativement favorable. La CEOE a présenté son propre projet, qui insiste davantage sur la nécessité d'une réforme fiscale en profondeur, tout en se déclarant prête à discuter le texte présenté par le gouvernement. Mais les syndicats, de leur côté, se sont montrés beaucoup moins bien disposés. Leur première réaction a été franchement négative. Un pacte d'une telle ampleur «n'est possible qu'au paradis ou dans un pays tiers-mondiste», a assuré sarcastiquement le secrétaire général du syndicat socialiste UGT, M. Nicolas Redondo, qui a reproché à M. Solchaga d'appliquer, en matière de négociation, la tactique du «tout ou rien».

Les centrales ont toutefois commencé à nuancer leur position soulignant que tout en s'opposant au texte précis qui leur avait été présenté, elles ne rejettent pas l'idée d'une négociation d'ensemble. Elles ont annoncé qu'elles allaient, elles aussi, présenter leur propre projet, incluant un chapitre à leurs yeux négligé par le texte gouvernemental: la politique industrielle. Pour les syndicats, la reconversion du début des années 80 s'est traduite par un démantèlement du tissu industriel espagnol, sans que le gouvernement ait défini depuis une véritable politique de réindustrialisation permettant de définir les «crépules» auxquelles l'Espagne peut aspirer dans le cadre communautaire.

En attendant, syndicats, patronat et partis politiques ont commencé à inclure dans leurs agendas respectifs pour les prochaines semaines diverses réunions sur la réponse à apporter à l'échéance communautaire de 1993. Si l'approbation du «pacte social de progrès» semble encore loin d'être assurée, il n'en reste pas moins que l'initiative du gouvernement a d'ores et déjà un mérite: celui d'avoir lancé au sein de la société espagnole un débat de fond sur ce qui constitue aujourd'hui le plus sérieux des défis auxquels elle ait à faire face.

THIERRY MALINIAC

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SOUSCRIVEZ A L'EMPRUNT FRANCE TELECOM



#### 2,5 milliards de francs

Prix d'émission: 98,74% soit 4 937 F par titre

DURÉE: 10 ANS

TAUX NOMINAL: 9,30%

TAUX ACTUARIEL: 9,50%

Intérêt payable le 8 juillet de chaque année et pour la première fois le 8 juillet 1992. Amortissement au pair in fine le 8 juillet 2001.

Date de jouissance et de règlement: le 8 juillet 1991.

Souscription dans les banques, bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Epargne.

BALO du 24 juin 1991, visa COB n° 91-245 du 19 juin 1991.

Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.



ses idées,  
es sources

# PARIS SE RESSOURCE A LA DÉFENSE

La Défense  
l'Adresse Capitale

**SARIS**  
N°VERT 05.20.20.10





# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 25 JUIN

[illegible]

**COMPTANT**

VALEURS				% du nom.	% du coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Emis- sion	Rachet net	VALEURS		Emis- sion	Rachet net														
Obligations										Etrangères																													
Emp. État 9,05/77										....	0 74	A.A.A.										1038 25	1010 95	Voiesines										838 87	819 48	Pute Godard		80314 72	80314 72
Emp. État 9,05/78										....	0 74	Audion										227 17	221 05	Francfort										28 95	28 24	Prunty Délégit		10634 51	10623 89
10,00/5 79/94										....	0 82	Appargne										778 50	745 83	Franc-Prémont										11417 91	11249 17	Prunty, Econom.		302 22	108 10
Emp. État 12,49/82										106 45	0 82	André-guy										7587 80	7278 83	Pré-Associations										4883 45	4871 02	Pré-Associations		27003 89	27003 89
Emp. État 12,25/84										....	0 89	Ambrache										629 05	610 73	Francfort										1307 31	1275 42	Pré-Associations		17063 87	17063 87
Emp. État 11,15/85										....	0 73	André-guy Court. T.										6810 40	6687 18	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
10,20/5 nov 86										103 26	0 74	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
OAT 10/5 92/93										104 03	0 79	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
OAT 8,05/8 11/93										101 59	0 82	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
OAT 10,30/5 10/85										102 02	0 82	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
PTT 11,25/85										105 20	1 56	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
OTF 10,20/5 86										....	0 56	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
OTF 10,25/5 nov 90										103 10	0 85	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 10 5 1979										....	2 10	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		1206 18	127 06
CNA 80/5 5000F.										....	4 80	Ambrache										1164 88	1164 88	Francfort										1301 58	13481 33	Francfort		12	

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu







85 % des vols étant assurés

## La grève est relativement peu suivie à Air Inter

Malgré le renfort de dernière minute du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), qui a profité du préavis de grève déposé par l'USPNT, autre syndicat autonome du personnel navigant technique, Air Inter est parvenue à assurer, mardi 25 juin dans la matinée, 85 % de ses vols. Les deux syndicats réunis représentent les neuf dixièmes des pilotes et mécaniciens de la compagnie.

L'arrêt de travail était motivé par l'affrètement par Air Inter des Boeing 737 de sa filiale commune avec la Poste, l'AéroPostale. Ces avions transportent le courrier pendant la nuit et sont convertis pour acheminer des passagers le jour. Les syndicats redoutent que l'emploi de cet appareil très performant et piloté sans mécanicien n'accroisse la mise à la retraite des Mercure pilotes avec un mécanicien. Ils dénoncent aussi la sous-traitance ainsi pratiquée, même si ce sont des pilotes d'Air Inter qui conduisent ces appareils.

Enfin, les techniciens de l'aviation civile ont déposé un préavis de grève pour le vendredi 28 juin. Ce mouvement ne devrait pas avoir de conséquences sur le trafic.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

L'expulsion d'Abdelmoumen Diouri : « Plus d'auteur, plus de livre » : « La prétendue obligation de réserves »..... 2

## Le Canada

en quête d'identité  
Au Québec, la force d'un nationalisme sans excès..... 5

## L'Autriche et ses démons

Une double hypothèse levée..... 6

## La préparation du projet socialiste

Les dirigeants du PS sont partagés sur l'opportunité d'un vrai régime présidentiel..... 8

## Diagonales

« Tout faux », par Bertrand Poirot-Delpech..... 8

## SECTION B

Irlandais de Vincennes  
L'ancien capitaine Paul Barril devra être amené au tribunal « par la force publique »..... 10

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

La peur du sang • La contamination silencieuse • Une recherche agonisante • Alcool : consommation sans modération • Les fureurs du soleil • Un entretien avec un directeur de recherche de l'INRA..... 11 à 13

## Une exposition Ferdinand Hodler à la fondation Gianadda

Le plus illustre des peintres d'histoire suisse..... 14

## SECTION B

Le déficit de la Sécurité sociale  
Les mesures décidées vont économiser 10 milliards de francs en 1991..... 17

Un « pacte social » en Espagne  
Les propositions du gouvernement au patronat et aux syndicats..... 17

La 5 réorganise ses émissions d'informations  
Remous au sein de la rédaction..... 22

## Services

Abonnements..... 2  
Cartes..... 22  
Marchés financiers..... 20-21  
Météorologie..... 23  
Mots croisés..... 22  
Radio-Télévision..... 23  
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LMI

Ce numéro comporte un supplément Initiatives foliole de l'XXII : comprenant les annonces classées.

Le numéro du « Monde » daté 25 juin 1991 a été tiré à 502 853 exemplaires.

CAMBODGE : bien accueilli à Hanoï et à Paris

## L'accord de cessez-le-feu demeure fragile

L'accord pour un cessez-le-feu entre Cambodgiens, annoncé dimanche 23 juin à Bangkok par le prince Sihanouk et confirmé lundi à Pattaya, a été qualifié d'« encourageant » à Hanoï (le Monde daté du 25 juin). Les officiels vietnamiens affichent un optimisme prudent en attendant la fin, en principe mercredi, de la réunion à Pattaya des douze membres du Conseil national suprême (CNS) du Cambodge.

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a

HANOÏ

de notre envoyé spécial

Le prince Sihanouk a bousculé beaucoup de monde et pas mal d'idées reçues depuis le 2 juin, lorsqu'il s'est entretenu une première fois à Djakarta avec le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, sur la nécessité de calmer le jeu au Cambodge plutôt que d'y poursuivre une guerre du pauvre qui n'intéresse plus grand monde et maintient le pays dans la misère. « Sihanouk peut être très bon tacticien », disent les Vietnamiens, tout en ne cachant pas leur surprise devant l'accord annoncé par le prince à Bangkok et confirmé par les Khmers rouges. « Cela va trop vite », nous a même dit un haut fonctionnaire qui participe au septième congrès du PCV.

Le prince a pris soin de préciser que la guerre n'était finie que « sur le papier ». Effectivement, l'application du cessez-le-feu décrété lundi, comme le contrôle de l'arrêt de l'assistance militaire étrangère aux deux camps en présence, posent des problèmes qui sont loin d'être résolus. Mais, en semblant mettre ainsi la charrue un peu devant les bœufs, Norodom Sihanouk a voulu donner à la négociation une dynamique et une tonalité nouvelles.

Le projet de l'ONU de mettre le Cambodge provisoirement sous une tutelle de fait s'en trouve remis en cause. On ne parle plus de lui confier la gestion des ministères. Le CNS, s'il s'installe à Phnom-Penh, devrait être davantage que le simple représentant de la souveraineté du pays. Sur le plan intérieur, il jouera le rôle de

conciliateur, d'ultime recours en cas fort probable de désaccord. Le prince Sihanouk, président de fait du conseil, devrait être le pivot de l'opération. En cas d'accord définitif, l'ONU n'assurera plus que la fonction, beaucoup plus modeste mais dans ses compétences traditionnelles, de contrôler à la fois le cessez-le-feu, l'arrêt des interventions étrangères et le déroulement d'un éventuel scrutin.

## « Trop beau pour être vrai »

Deuxième remarque : pour l'instant, tout semble aller dans le sens souhaité par Phnom-Penh. Les alliés locaux du Vietnam avaient déjà obtenu, l'an dernier, la moitié des sièges au sein du CNS et la vacance du siège du Cambodge à l'ONU, que leurs adversaires occupaient. Ils font aujourd'hui prévaloir la théorie des « deux gouvernements » - le leur et celui de leurs adversaires - ce qui revient à dire qu'ils continueront, en cas d'application de l'accord, d'administrer environ 80 % de la population cambodgienne. En outre, le cessez-le-feu et l'arrêt des livraisons d'armes avant la signature d'un accord de paix répondent également à la requête de Phnom-Penh, à laquelle les Khmers rouges s'étaient, jusqu'à dimanche, farouchement opposés.

Troisième remarque : ce montage, qui fait la part belle à Phnom-Penh, ne peut se réaliser que si la Chine donne son aval, ce qui demeure la grande inconnue. Pékin a adopté un ton conciliant, ces derniers temps, sur de grands débats régionaux : paix au Cambodge, l'île de la mer de Chine méridionale. Mais rien n'indique

déclaré que « la France se réjouit de ces premiers résultats [...] qui laissent espérer la fin de la guerre du Cambodge ». Cependant, le prince Sihanouk a remis lui-même quelque peu en cause dès lundi les espoirs d'une paix rapide en affirmant que les quatre parties khmères demeuraient en désaccord sur le plan de paix proposé par les Nations unies. Les avatars précédents de la longue négociation sur la fin du conflit cambodgien incitent, cette fois encore, à la prudence.

encore que les Chinois aient fait de sérieuses concessions sur le fond.

Les Khmers rouges continuent d'ailleurs de réclamer, à Pattaya, l'application de l'intégralité du plan de l'ONU, dont Phnom-Penh exige qu'il soit profondément modifié. Selon la formule d'un diplomate, le prince a peut-être reçu des Chinois un feu vert, mais pas forcément une carte blanche. Et, dans la négociation avec Phnom-Penh et Hanoï, il a besoin d'un contrepoint que seul la Chine peut lui offrir s'il rompt son alliance avec les Khmers rouges.

Enfin, ce sont les Cambodgiens - dont les profondes divisions ont si longtemps contribué à faire traîner les négociations - qui semblent aujourd'hui donner le coup de pouce nécessaire à leur relance. « C'est trop beau pour être vrai », a résumé un Vietnamien qui connaît bien le dossier. Le prince Sihanouk, à la grande satisfaction de M. Hun Sen, a-t-il tout simplement jugé opportun de tirer maintenant les conclusions de la relative faiblesse des Khmers rouges, la seule vertu qui compte vraiment ? On le voit cependant mal passer un accord qui le laisserait sans moyens face à ses anciens adversaires de Phnom-Penh.

Le moment est-il venu, pour les Vietnamiens, d'un désengagement total, qui faciliterait l'émergence à Phnom-Penh d'un pouvoir se tenant à égale distance de Hanoï et de Pékin, avec un statut neutre seulement pour les Khmers rouges ? La grande Chine s'en satisferait-elle ? On peut désormais poser ces questions. Mais il est encore trop tôt pour y répondre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Enlevé par des inconnus à Lyon

## Un proche du cardinal Decourtray victime d'une agression

LYON

de notre bureau régional

M. Charles Favre, soixante-trois ans, médecin à la retraite, vice-président et cofondateur de l'Amitié judéo-chrétienne de France, proche collaborateur du cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, a été victime d'une agression dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 juin. Découvert par des témoins, à l'arrière de son véhicule garé sur les bords de Saône, dans le quartier de Vaise, alors qu'il venait de se débarrasser de ses liens, M. Favre a aussitôt fait, devant les policiers, le récit de l'« enlèvement » dont il avait été la victime.

Autour de minuit, alors qu'en sortant d'une réunion du comité diocésain de Lyon il arrivait en voiture près de son domicile, dans le troisième arrondissement, deux hommes, « se présentant comme des policiers », l'ont abordé, puis, sous la menace d'un revolver, l'ont fait monter dans son véhicule. Ensuite, tout en lui maintenant la tête sous une tache d'oreiller, ses agresseurs l'ont conduit, pendant plus d'une heure, en le bousculant, sous à un « interrogatoire » sur ses activités au sein du diocèse et sur l'affaire Touvier, qu'il connaît particulièrement bien. M. Favre ne fait pas partie de la commission d'historiens, qui, à la demande de Mgr Decourtray et sous la présidence de M. René Rémond, examine les

archives de Lyon et les implications pour l'Eglise de l'affaire Touvier, mais il connaît tous les membres de cette commission et a servi d'intermédiaire entre les historiens et le cardinal de Lyon. Il a également participé à la publication des *Chroniques du procès Barbie*.

M. Favre a indiqué que l'un des deux inconnus, âgés d'une quarantaine d'années - qu'il a pu décrire assez précisément - lui avait posé des questions en langue allemande. En l'abandonnant, les agresseurs ont emporté plusieurs documents, les clés, de l'argent liquide, la carte de crédit de leur victime, ainsi que quelques notes trouvées dans ses poches. En l'absence du cardinal Decourtray, en déplacement à Rome depuis dimanche, Mgr Abel Corillon, vicaire général, secrétaire général des services de l'archevêché, a fait savoir mardi 25 juin au préfet que l'archevêché ne « privilégiait aucune hypothèse », en insistant sur le fait que tout avait été fait pour « éviter toute amplification ou dérapage médiatique ».

Alors que les policiers de la section criminelle de la sûreté urbaine de Lyon, chargés de l'enquête, ont longuement entendu M. Favre dimanche 23 et lundi 24, l'ouverture d'une information judiciaire pour « vol avec violence », pourrait être décidée dans les jours à venir.

R. B.

A la suite de l'ouverture de négociations avec le ministère

## Les infirmières-anesthésistes suspendent leur grève

Les infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation (ISAR), en grève des soins non urgents depuis le 21 mai, ont décidé, lundi 24 juin, de suspendre leur mouvement de grève. Cette décision, adoptée à 60 % lors de consultations des ISAR d'Ile-de-France et de province, intervient à la suite des propositions faites, le 21 juin, par le ministre de la Santé, M. Bruno Durieux.

Lors de cette rencontre, le ministre leur avait proposé la création

d'un diplôme d'Etat (à la place du certificat d'aptitude) ainsi que la mise en place d'un cadre juridique des gardes et estrièmes. En ce qui concerne la revendication principale des ISAR portant sur la mise en place d'une grille indiciaire spécifique, M. Durieux avait estimé, la semaine dernière, devant l'Assemblée nationale, qu'elle était difficile à satisfaire car elle entraînait « en collision » avec les accords Durieux sur la fonction publique.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## De quoi je me mêle ?

ELLE commence à lui échauffer sérieusement les oreilles, sa Danielle à mon Minir, avec sa fondation France-Libertés. Qu'elle distribue des seringues stérilisées en Afrique, qu'elle ouvre des écoles au Bangladesh ou qu'elle installe ses Kurdes dans le Massif Central, il a rien contre. Ça l'occupe, ça la fait voyager et elle est trop prise par ses histoires de townships, de favelas et de camps de réfugiés pour lui casser les pieds à propos du Val-Fourré.

Mais aller jusqu'à saisir l'ONU et la Cour de justice de La Haye sur l'affaire Diouri, ça non, faut pas pousser. Ce matin, rue de Bièvre, au petit déjeuner, il le lui a pas envoyé dire :

« Où tu vas, là ? T'as perdu la tête ou quoi ? »

« La tête, moi ? C'est toi ! Tu te crois tout permis. Y compris d'expulser les gens sans explication, sans rien. »

« T'aurais qu'à m'en demander. »

« J'ai essayé, t'as pas envoyé promener, t'as eu d'autres Irlandais à foutre. Là-dessus, je

m'adresse à ton porte-coton de l'intérieur, et Monsieur ne daigne même pas me répondre !

« Tu commences à leur pomper l'air, à mes ministres, figure toi, ils en ont ras-le-marquon de tes interventions et de tes... »

« Ça, c'est pas mal ! Et ça vous arrangeait pas, peut-être, toi et Dumas, quand il est allé lécher les bottes des tortionnaires chinois de la place Tiananmen, que j'aie fait un frais au dalaï lama en exil à Dar-es-Salaam ? »

« C'est pas une raison pour te mêler de mes rapports avec Hassan. Est-ce que je t'empêche, moi, de te toquer du chef de cette secte bouddhiste poursuivie par le fisc au Japon et de lui pomper son fric ? »

« Parlons-en ! Qui c'est qui l'a reçu à l'Elysée, il y a deux ans, hein, même que votre photo-souvenir est parue cette semaine dans le Point ! Alors, attention, François, si tu me cherches, tu me trouves, je te préviens. Et tu sais où ? Au Gabon. Avec Régis, Kauffmann et Penault. On va lui porter des oranges à ce pauvre Diouri séquestré par Bongo. »

Retraites et prestations familiales revalorisées de 0,8 % au 1<sup>er</sup> juillet

Les retraites de base de la Sécurité sociale ainsi que les prestations familiales seront revalorisées de 0,8 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet, ont annoncé mardi 25 juin les services du premier ministre.

Le gouvernement déposera un amendement au texte « portant diverses mesures d'ordre social » (DMOS), qui sera examiné mercredi 26 juin par l'Assemblée nationale. Cette mesure, qui s'ajoute à la hausse de 1,7 % intervenue le 1<sup>er</sup> janvier, est conforme à l'estimation gouvernementale sur l'évolution des prix.

## OUVERT Juillet et Août

## DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 400 F

PANTALONS 830 F VESTONS 1 650 F

3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

COSTUMES D'ÉTÉ

UNIFORMES ET RISQUES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-41

De lundi au samedi de 10 h à 18 h

## SOFT &amp; MICRO INFOGRAPHIE

LES TECHNIQUES ET LES SOLUTIONS DANS L'ENTREPRISE

Au sommaire :

- LES SUPER PC 486 ARRIVENT
- LA CONVERSION DES DONNÉES
- ESSAIS LOGICIELS : VISUAL BASIC, LOTUS WORKS, BORLAND C++, NORTON 5.0
- COMPARATIF : LES STREAMERS SUR PORT PARALLÈLE

LE PREMIER MAGAZINE DES APPLICATIONS ET DU LOGICIEL

مكتبة الشامل